ARCHIVES HISTORIQUES DE LA COMMISSION

COLLECTION
DES DOCUMENTS “COM”

Dossier COM (96) 141

Vol. 1996/0117

Historical Archives of the European Commission

Disclaimer

- Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1) modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L79 du 25. 3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.
- In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.
- In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlusssachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlusssachen als herabgestuft angesehen.

COMMISSION EUROPÉENNE
Secrétariat Général

Bruxelles, le 25 mars 1996

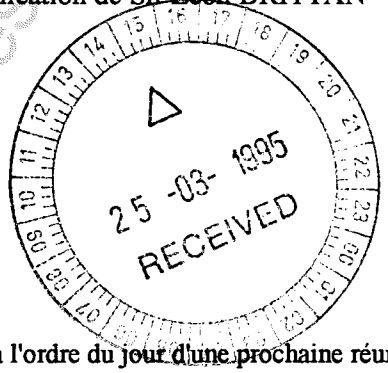
COM(96)141

O/96/118

TEXT

PROPOSITION DE DECISION DU CONSEIL SUR LA CONCLUSION D'UN ACCORD-CADRE DE COMMERCE ET DE COOPERATION ENTRE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE ET SES ETATS MEMBRES, D'UNE PART, ET LA REPUBLIQUE DE COREE, DE L'AUTRE

Communication de Sir Leon BRITTAN



- Cette question est susceptible d'être inscrite à l'ordre du jour d'une prochaine réunion de la Commission.

Destinataires : Membres de la Commission
MM. KRENZLER, COLEMAN, BURGHARDT, PRAT, RAVASIO, MICOSSI, SCHAUB, LEGRAS, COLEMAN, DE KOSTER, MME FLESCH, MM. ENTHOVEN, ROUTTI, VERRUE, MOGG, DE MIGUEL, CURRIE, O'DWYER, von MOLTKE, DEWOST

Historical Archives of the European Commission

O/118/96

NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

Consultation lancée le 19.03.96

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) générale(s) responsable(s)

I Relations Extérieures - Politique commerciale, relations avec l'Amérique du Nord, l'Extrême-Orient, l'Australie, et la Nouvelle-Zélande

Service(s) associé(s)

- pour accord -

VII	Transports	:	Accord

Service(s) consulté(s)

- pour accord -

IA	Relations Exterieures - Europe et Nouveaux Etats Indépendants, Politique étrangère et de sécurité commune, Service extérieur	:	Consultation en cours
IB	Relations Extérieures: Méditerranée du Sud, Moyen et Proche-Orient, Amérique latine, Asie du Sud et du Sud-Est et Coopération Nord-Sud.	:	Consultation en cours
II	Affaires Economiques et Financières	:	Accord
III	Industrie	:	Accord
IV	Concurrence	:	Accord
VI	Agriculture	:	Accord
VII	Transports	:	Accord
IX	Personnel et Administration	:	Accord
X	Audiovisuel, Information, Communication et Culture	:	Accord
XI	Environnement, Sécurité Nucléaire et Protection Civile	:	Accord
XII	Science, Recherche et Développement	:	Accord
XIII	Télécommunications, Marché de l'Information et Valorisation de la recherche	:	Accord
XV	Marché Intérieur et Services Financiers	:	Consultation en cours
XVII	Energie	:	Consultation en cours
XXI	Douane et Fiscalité Indirecte	:	Accord
XXII	Education, Formation et Jeunesse	:	Accord
XXIII	Politique d'Entreprise, Commerce, Tourisme et Economie sociale	:	Consultation en cours

- pour avis -

SJ	Service Juridique	:	Avis favorable

Langue originale : EN

Historical Archives of the European Commission

25/03 '96 LUN 10:19 [TX/RX N° 5104]

Historical Archives of the European Commission

COMMUNICATION DE SIR LEON BRITTAN A LA COMMISSION

Proposition de décision du Conseil concernant la conclusion d'un accord-cadre de commerce et de coopération entre la Communauté européenne et la république de Corée

[TX/RX N° 5104] 25/03 '96 LUN 10:19

COMMUNICATION DE SIR LEON BRITTAN A LA COMMISSION

1. La proposition ci-jointe concerne une décision du Conseil visant à conclure l'accord-cadre de commerce et de coopération avec la république de Corée.

2. Cet accord est le premier accord de portée générale liant la Communauté européenne à la république de Corée. Il est de nature non préférentielle et ne comporte aucun protocole de financement. Il vise à établir une coopération commerciale, à développer et à diversifier les échanges, à mettre en place une coopération économique et à faciliter la coopération entre les entreprises.

3. Dans la mesure où cette coopération n'existe pas encore, une petite partie de la ligne budgétaire réservée à la coopération avec les pays tiers devra être affectée à sa mise en oeuvre dès 1997.

4. La conclusion d'un accord-cadre a été proposée par la Corée en novembre 1993. Les négociations ont débuté en mai 1995 et ont été conclues le 29 février 1996, date à laquelle le texte a été paraphé. Le texte paraphé est conforme aux directives de négociation de mars 1995.

5. La conclusion d'un accord-cadre avec la république de Corée est l'une des mesures prises pour mettre en oeuvre la stratégie UE-Asie 1994, qui prévoit explicitement que la coopération économique doit être élargie à des pays tels que la Corée, et vise à renforcer le partenariat naissant entre l'Union européenne et l'Asie.

6. L'accord sera conclu à la fois par la Communauté européenne et ses Etats membres.
Pour la Communauté européenne, les bases juridiques sont précisées dans le projet de décision: l'article 113 du Traité couvre l'essentiel des dispositions commerciales, l'article 235 couvre les dispositions relatives à la coopération, l'article 73 c (2) est invoqué parce que l'article 5 paragraphe 2 de l'accord-cadre fait référence aux investissements et enfin les articles 75 et 84 du Traité couvrent les dispositions de l'article relatif au transport maritime.
Vu l'incorporation de l'article 235 du Traité, le Conseil décidera à l'unanimité et consultera par ailleurs le Parlement européen sur la base des articles 75, 84 (2) et

Historical Archives of the European Commission

228 (3) premier alinéa du Traité. Conformément à l'article 75, le Comité économique et social sera également consulté.

7. La Commission est invitée à adopter la présente proposition de décision du Conseil afin d'assurer la signature rapide de l'accord par la Communauté européenne, ses Etats membres et la république de Corée.

Historical Archives of the European Commission

PROJET

COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU CONSEIL

Proposition de décision du Conseil concernant la conclusion d'un accord-cadre de commerce et de coopération avec la république de Corée

Historical Archives of the European Commission

25/03 '96 LUN 10:19 [TX/RX N° 5104]

EXPOSE DES MOTIFS

1. Par sa décision du 8 mars 1995, le Conseil a autorisé la Commission à engager des négociations en vue de la conclusion d'un accord-cadre de commerce et de coopération avec la république de Corée et a adopté à cette fin des directives de négociation.

2. Deux sessions de négociation ont eu lieu à Bruxelles, la première le 11 mai 1995 et la deuxième les 12 et 13 octobre 1995. A la suite des consultations qui ont eu lieu entre la Commission et le gouvernement coréen fin novembre 1995 et des contacts établis par voie diplomatique, l'accord a été paraphé à Bruxelles le 29 février 1996.

3. Lors de l'adoption des directives de négociation, le Conseil avait précisé qu'il se réservait le droit de se prononcer sur le statut juridique de l'accord dès la conclusion des négociations. Comme il en a été décidé lors de la discussion qui a eu lieu au sein du Conseil en décembre 1995 et en janvier 1996, l'accord sera un accord auquel à la fois la Communauté et les Etats membres seront parties. Il s'agira donc d'un accord mixte. Il est à présent soumis au Conseil en vue de sa signature et de sa conclusion.

4. La Commission estime que l'accord paraphé est conforme aux directives de négociation adoptées par le Conseil.

5. La Commission examinera si l'application provisoire de certaines dispositions de l'accord est acceptable pour la Corée. Dans l'affirmative, la Commission soumettra en temps utile à l'approbation du Conseil un échange de lettres en ce sens.

6. Pour permettre la signature et la conclusion de l'accord-cadre de commerce et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres d'une part et la république de Corée de l'autre, la Commission propose au Conseil d'approuver le projet de décision ci-joint.

Historical Archives of the European Commission

25/03 '96 LUN 10:19 [TX/RX N° 5104]

Proposition de

DECISION DU CONSEIL (CE) ....

concernant la conclusion de
l'accord-cadre de commerce et de coopération
entre la Communauté européenne et ses Etats membres
d'une part et la république de Corée d'autre part

(présentée par la Commission au Conseil)

Historical Archives of the European Commission

25/03 '96 LUN 10:19 [TX/RX N° 5104]

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment ses articles 73 c (2), 75, 84 (2), 113 et 235, en liaison avec la deuxième phrase de l'article 228 (2) et le premier alinéa du paragraphe 3 de cet article,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Parlement européen,

après consultation du Comité économique et social,

considérant que la Communauté européenne doit adopter l'accord-cadre de commerce et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la république de Corée, d'autre part,

DECIDE:

Article premier

L'accord-cadre de commerce et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la république de Corée, d'autre part, est approuvé au nom de la Communauté européenne.

Le texte de l'accord est joint à la présente décision.

Article 2

La Commission, assistée par des représentants des Etats membres, représentera la Communauté européenne au sein du comité mixte prévu à l'article 19 paragraphe 3 de l'accord-cadre de commerce et de coopération.

Article 3

Le président du Conseil procède au nom de la Communauté européenne à la notification prévue à l'article 21 de l'accord.

Article 4

La présente décision est publiée au Journal officiel des Communautés européennes.

Historical Archives of the European Commission

25/03 '96 LUN 10:19 [TX/RX N° 5104]

Fait à Bruxelles,

Par le Conseil
Le Président

Historical Archives of the European Commission

(Titre)

Accord-cadre de commerce et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la république de Corée, de l'autre.

(Texte)

LA COMMUNAUTE EUROPEENNE,
et
LE ROYAUME DE BELGIQUE,
LE ROYAUME DE DANEMARK,
LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE,
LA REPUBLIQUE HELLENIQUE,
LE ROYAUME D'ESPAGNE,
LA REPUBLIQUE FRANCAISE,
L'IRLANDE,
LA REPUBLIQUE ITALIENNE,
LE GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG,
LE ROYAUME DES PAYS-BAS,
LA REPUBLIQUE D'AUTRICHE,
LA REPUBLIQUE PORTUGAISE,
LA REPUBLIQUE FINLANDAISE,
LE ROYAUME DE SUEDE,
LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD,

parties au traité instituant la Communauté européenne et au traité sur l'Union européenne, ci-après dénommés les Etats membres,
d'une part,
et
LA REPUBLIQUE DE COREE,
d'autre part,

TENANT COMPTE des relations amicales traditionnelles qui existent entre la république de Corée et la Communauté européenne et ses Etats membres,

REAFFIRMANT l'attachement des parties aux principes démocratiques et aux droits de l'homme énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme,

CONFIRMANT leur souhait d'établir un dialogue politique régulier entre l'Union européenne et la république de Corée, basé sur des valeurs et des aspirations partagées,

RECONNAISSANT que l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce a joué un rôle important dans la promotion du commerce international en général et du commerce bilatéral en particulier et que la république de Corée et la Communauté européenne se sont toutes deux engagées à respecter les principes de la liberté des échanges et de l'économie de marché sur lesquels cet accord est fondé,

Historical Archives of the European Commission

REAFFIRMANT que la république de Corée ainsi que la Communauté européenne et ses Etats membres se sont engagés à respecter pleinement les engagements qu'ils ont pris en ratifiant l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce,

CONSCIENTS de la nécessité de contribuer à la concrétisation des résultats du cycle de l'Uruguay du GATT et de la nécessité d'appliquer toutes les règles régissant le commerce international d'une manière transparente et non-discriminatoire,

RECONNAISSANT qu'il importe de renforcer les relations existant entre les parties contractantes dans le but d'améliorer la coopération entre elles et de réaffirmer leur volonté commune de consolider, d'approfondir et de diversifier leurs relations dans des domaines d'intérêt commun sur la base de l'égalité, de la non-discrimination, du respect de l'environnement naturel et du profit mutuel,

DESIREUX de créer des conditions favorables à une croissance et à une diversification des échanges durables et à une coopération économique dans différents domaines d'intérêt commun,

CONVAINCUS qu'il sera avantageux pour les parties contractantes d'institutionnaliser leurs relations et d'établir entre elles une coopération économique propre à encourager le développement du commerce et des investissements,

CONSCIENTS qu'il importe de faciliter la participation à la coopération des personnes et des entités directement concernées et, en particulier, des opérateurs économiques et de leurs organisations représentatives,

ONT DECIDE DE CONCLURE LE PRESENT ACCORD ET ONT DESIGNE A CET EFFET COMME PLENIPOTENTIAIRES:

LA COMMUNAUTE EUROPEENNE:

LE ROYAUME DE BELGIQUE:

LE ROYAUME DE DANEMARK:

LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE:

LA REPUBLIQUE HELLENIQUE:

LE ROYAUME D'ESPAGNE:

LA REPUBLIQUE FRANCAISE:

L'IRLANDE:

LA REPUBLIQUE ITALIENNE:

LE GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG:

LE ROYAUME DES PAYS-BAS:

Historical Archives of the European Commission

LA REPUBLIQUE D'AUTRICHE:

LA REPUBLIQUE PORTUGAISE:

LA REPUBLIQUE FINLANDAISE:

LE ROYAUME DE SUEDE:

LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD:

LA REPUBLIQUE DE COREE:

LESQUELS, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT:

Article premier. Base de la coopération

Le respect des principes démocratiques et des droits de l'homme tels qu'ils sont définis dans la Déclaration universelle des droits de l'homme inspire la politique nationale et internationale des parties contractantes et constitue un élément essentiel du présent accord.

Article 2. But de la coopération

Pour améliorer la coopération entre elles, les parties contractantes s'engagent à promouvoir le développement de leurs relations économiques. Leurs efforts doivent tendre en particulier:

a. à développer et à diversifier les échanges et à établir une coopération commerciale à leur avantage mutuel,
b. à établir une coopération économique dans des domaines d'intérêt commun, y compris une coopération scientifique et technologique et une coopération industrielle;
c. à favoriser la coopération entre les entreprises des deux pays en facilitant les investissements des unes et des autres et en encourageant une meilleure compréhension mutuelle.

Article 3. Dialogue politique

Un dialogue politique régulier, basé sur des valeurs et des aspirations partagées, est instauré entre l'Union européenne et la république de Corée. Ce dialogue a lieu conformément aux procédures convenues dans la déclaration conjointe entre l'Union européenne et la république de Corée à ce sujet.

Article 4. Traitement de la nation la plus favorisée

Conformément aux droits et aux obligations qui résultent pour elles de l'Organisation mondiale du commerce, les parties contractantes s'engagent à s'accorder mutuellement le traitement de la nation la plus favorisée.

Historical Archives of the European Commission

Article 5. Coopération commerciale

1. Les parties contractantes s'engagent à promouvoir le plus possible et à leur profit mutuel le développement et la diversification de leurs échanges commerciaux bilatéraux.

Les parties contractantes s'engagent à améliorer les conditions d'accès au marché. Elles veillent à respecter le principe de la nation la plus favorisée lors de la fixation des droits de douane, en tenant compte de différents éléments et notamment de la situation du marché intérieur d'une partie contractante et des intérêts en matière d'exportation de l'autre partie. Elles s'engagent à oeuvrer pour l'élimination des obstacles aux échanges, en particulier en supprimant en temps voulu les barrières non tarifaires et en prenant des mesures destinées à améliorer la transparence, compte tenu des travaux effectués par les organisations internationales dans ce domaine.

2. Les parties contractantes font en sorte de mener une politique visant à:

a. instaurer une coopération bilatérale et multilatérale pour les questions relatives au développement des échanges qui intéressent les deux parties, y compris les futures procédures de l'OMC. A cette fin, elles coopèrent au niveau bilatéral et au niveau international à la solution des problèmes commerciaux d'intérêt commun;
b. promouvoir les échanges d'informations entre opérateurs économiques et la coopération industrielle entre entreprises de manière à diversifier et à développer les flux commerciaux existants;
c. étudier et recommander des mesures de promotion commerciale de nature à encourager le développement des échanges;
d. faciliter la coopération entre les autorités douanières compétentes de la Communauté européenne, de ses Etats membres et de la Corée;
e. améliorer l'accès au marché pour les produits industriels, agricoles et de la pêche;
f. améliorer l'accès au marché pour les services, tels que les services financiers et les télécommunications;
g. renforcer la coopération dans les domaines des normes et des réglementations techniques;
h. protéger efficacement la propriété intellectuelle, industrielle et commerciale;
i. organiser des missions commerciales et d'investissement;
j. organiser des foires commerciales générales et sectorielles.

3. Les parties contractantes encouragent la loyauté des transactions commerciales en faisant en sorte que leur législation dans ce domaine soit pleinement appliquée.

4. Conformément aux obligations qui leur incombent en vertu de l'accord de l'OMC sur les marchés publics, les parties veillent à ce que la participation à des marchés publics se fasse sur une base non discriminatoire et réciproque.

Elles s'engagent à poursuivre leurs discussions sur l'ouverture mutuelle de leurs marchés publics respectifs dans d'autres secteurs, tel celui des télécommunications.

Article 6. Agriculture et pêche

1. Les parties conviennent d'encourager la coopération dans les domaines de l'agriculture et de la pêche, y compris l'horticulture et la mariculture. Sur la base de discussions

Historical Archives of the European Commission

relatives à leur politique respective dans les domaines de l'agriculture et de la pêche, les parties contractantes étudient

a. les possibilités d'accroître les échanges de produits agricoles et de produits de la pêche;
b. l'effet sur le commerce des mesures sanitaires et phytosanitaires ainsi que des mesures de protection de l'environnement;
c. les liens entre l'agriculture et l'environnement rural;
d. la recherche dans les domaines de l'agriculture et de la pêche, y compris l'horticulture et la mariculture.

2. Le cas échéant, les dispositions du paragraphe 1 du présent article s'appliquent aux produits et aux services de l'industrie de transformation des produits agricoles.

3. Les parties contractantes s'engagent à respecter les termes de l'accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires de l'OMC et sont disposées à engager, à la demande de l'une d'entre elles, des consultations pour examiner les propositions de l'autre partie contractante sur l'application et l'harmonisation des mesures sanitaires et phytosanitaires, en tenant compte des normes convenues par d'autres organisations internationales telles que l'OIE, l'IPPC et du Codex Alimentarius.

Article 7. Transport maritime

1. Les parties s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour accorder un accès illimité au marché et au trafic maritime international dans des conditions de concurrence loyale sur une base commerciale, conformément aux dispositions du présent article.

(a) La disposition ci-dessus n'affecte pas les droits et obligations découlant de la Convention des Nations Unies relative à un Code de conduite des conférences maritimes dans la mesure où elle s'applique à l'une ou à l'autre des parties au présent accord. Les compagnies hors conférence sont libres d'agir en concurrence avec une conférence, pour autant qu'elles adhèrent aux principes de la concurrence loyale sur une base commerciale.

(b) Les parties confirment leur engagement de créer des conditions de libre concurrence pour le commerce des vracs, secs et liquides. Dans le cadre de cet engagement, la république de Corée prendra les mesures nécessaires pour éliminer progressivement les réserves de cargaison pratiquées sur certains produits en vrac pour les navires battant pavillon coréen pendant une période de transition qui prendra fin le 31 décembre 1998.

2. Pour atteindre l'objectif énoncé au paragraphe 1, les parties contractantes:

(a) s'abstiennent d'introduire, dans les accords bilatéraux futurs avec des pays tiers concernant le commerce des vracs secs et liquides et le trafic de ligne, des clauses de partage des cargaisons, sauf si, dans des circonstances exceptionnelles, en ce qui concerne le trafic de ligne, des compagnies de navigation de l'une ou l'autre partie au présent accord n'avaient pas, autrement, la possibilité de prendre part au trafic à destination et en provenance du pays tiers concerné.

Historical Archives of the European Commission

(b) s'abstiennent, à partir de l'entrée en vigueur du présent accord, d'appliquer des mesures législatives, administratives ou techniques qui pourraient avoir des effets discriminatoires sur les particuliers et les entreprises de leur propre pays ou ceux de l'autre partie contractante à la fourniture de services dans le transport maritime international.

(c) accordent aux navires exploités par des particuliers ou des entreprises de l'autre partie contractante un traitement qui n'est pas moins favorable que celui accordé à leurs propres navires, en ce qui concerne l'accès aux ports ouverts au commerce international, l'utilisation des infrastructures et des services maritimes auxiliaires de ces ports, ainsi qu'en ce qui concerne les droits et taxes, les facilités douanières, la désignation des postes de mouillage et les installations de chargement et de déchargement.

3. Aux fins du présent article, l'accès au marché maritime international comprendra, *entre autres*, le droit pour les entreprises de transport maritime international de chacune des parties contractantes d'effectuer des services de transport de porte à porte comprenant un trajet maritime et de conclure à cet effet des contrats directement avec des entreprises locales de transport autre que maritime établies sur le territoire de l'autre partie contractante sans préjudice des restrictions fondées sur la nationalité applicables au transport de marchandises et de passagers par ces autres modes de transport.

4. Les dispositions du présent article s'appliquent aux entreprises de la Communauté européenne et de la république de Corée. Sont également bénéficiaires des dispositions du présent article les compagnies de navigation implantées hors de la Communauté économique ou de la république de Corée et contrôlées par des ressortissants d'un Etat membre ou de la république de Corée, si leurs navires sont immatriculés dans cet Etat membre ou dans la république de Corée conformément à leur législation respective.

5. La question de l'exercice des activités des compagnies de navigation dans la Communauté européenne et dans la république de Corée peut, le cas échéant, faire l'objet d'accords spécifiques .

Article 8. Construction navale

1. Les parties contractantes conviennent de coopérer dans le domaine de la construction navale pour promouvoir des conditions de marché loyales et concurrentielles et constatent le déséquilibre structurel important entre l'offre et la demande et la tendance au déclin de l'industrie mondiale de la construction navale. Pour ces raisons, conformément à l'accord de l'OCDE sur la construction navale, les parties contractantes ne prennent aucune initiative et n'adoptent aucune mesure pour soutenir leur industrie de la construction navale, qui serait de nature à fausser la concurrence ou à permettre à la construction navale de leur pays d'échapper à des difficultés futures.

2. Les parties contractantes conviennent d'engager des consultations à la demande d'une des parties contractantes sur l'application de l'accord de l'OCDE sur la construction navale, sur l'échange d'informations sur le développement du marché mondial des navires et de la construction navale et sur tout autre problème se posant dans ce domaine.

Les représentants de l'industrie de la construction navale peuvent être invités comme observateurs à ces consultations, avec l'accord des parties contractantes.

Archive of the European Commission

Article 9. Protection de la propriété intellectuelle, industrielle et commerciale

1. Les parties contractantes s'engagent à veiller à ce que les droits de propriété intellectuelle, industrielle et commerciale bénéficient d'une protection appropriée et efficace et à faire en sorte que ces droits puissent être exercés efficacement.

2. Les parties contractantes conviennent d'appliquer l'accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce au plus tard le 1er juillet 1996.[1]

3. Les parties contractantes confirment l'importance qu'elles attachent aux obligations énoncées dans les conventions multilatérales de protection des droits de propriété intellectuelle. Les parties contractantes feront en sorte d'adhérer le plus rapidement possible aux conventions figurant en annexe auxquelles elles n'ont pas encore adhéré.

Article 10. Réglementation technique, normes et vérification de la conformité

1. Sans préjudice de leurs obligations internationales et dans la limite de leurs responsabilités les parties contractantes encouragent, dans le respect de leur législation, l'utilisation de normes et de systèmes de vérification de conformité internationalement reconnus.

A cette fin, une attention particulière sera accordée:

a. aux échanges d'informations et d'experts techniques dans les domaines de la normalisation, de l'homologation, de la métrologie et de la certification ainsi que, le cas échéant, à la recherche commune;

b. à la promotion d'échanges et de contacts entre les organismes et les institutions compétents;

c. aux consultations sectorielles;

d. à la coopération dans le domaine de la gestion de la qualité;

e. au renforcement de la coopération dans le domaine des réglementations techniques, en particulier par la conclusion d'un accord sur la reconnaissance mutuelle des résultats des vérifications de conformité, destiné à faciliter les échanges commerciaux et à éviter toute interruption préjudiciable à leur développement;

f. à la participation et à la coopération dans le domaine des accords internationaux pertinents afin de promouvoir l'adoption de normes harmonisées.

---

[1] Pour la république de Corée, à l'exception de la loi sur la gestion des produits agrochimiques qui entrera en vigueur le 1er janvier 1997 et de la loi sur l'industrie des plants (et de la loi sur la protection des indications géographiques) qui entreront en vigueur le 1er juillet 1998, sous réserve de la procédure législative.

Historical Archives of the European Commission

2. Les parties contractantes veilleront à ce que les activités de normalisation et de vérification de la conformité ne constituent pas des barrières inutiles aux échanges.

Article 11. Consultations

1. Les parties contractantes conviennent de promouvoir les échanges d'informations relatives aux mesures commerciales.

Chaque partie contractante s'engage à informer l'autre en temps utile de l'application de mesures modifiant les droits d'importation conformes au principe de la nation la plus favorisée qui affectent les exportations de l'autre partie contractante.

Chaque partie contractante peut demander des consultations sur des mesures commerciales. Dans ce cas, les consultations ont lieu le plus tôt possible dans le but de trouver une solution constructive et mutuellement acceptable dans les meilleurs délais.

Chaque partie contractante convient d'informer l'autre partie de la mise en oeuvre de procédures antidumping contre des produits de l'autre partie.

Tout en respectant pleinement les accords de l'OMC sur les mesures antidumping et antisubventions, chacune des parties contractantes examine avec bienveillance les représentations faites par l'autre partie au sujet de procédures antidumping et antisubventions et donne à l'autre la possibilité d'engager des consultations à ce sujet.

3. Les parties contractantes conviennent de se consulter sur tout différend causé par l'application du présent accord. A la demande de l'une des parties contractantes, cette consultation a lieu le plus rapidement possible. La partie contractante qui sollicite la consultation fournit à l'autre partie toutes les informations nécessaires à l'analyse détaillée de la situation. Les deux parties s'efforcent, au moyen de ces consultations, de trouver une solution à leurs différends commerciaux dans les plus brefs délais.

4. Les dispositions du présent article n'affectent ni les procédures internes de chaque partie contractante concernant l'adoption et la modification des mesures commerciales, ni les mécanismes de notification, de consultation et de règlement des différends prévus dans les accords de l'OMC.

Article 12. Coopération économique et industrielle

1. Les parties contractantes, compte tenu de leur intérêt mutuel ainsi que de leur politique économique et de leurs objectifs économiques respectifs s'engagent à encourager la coopération économique et industrielle dans tous les domaines qui leur semblent appropriés.

2. Les objectifs de cette coopération consistent notamment à:

- promouvoir les échanges d'informations entre opérateurs économiques et développer et améliorer les réseaux existants, tout en veillant à ce que les données à caractère personnel soient convenablement protégées;

- instaurer des échanges d'informations sur les conditions de la coopération dans le domaine de tous les services ainsi que des infrastructures d'information;

Historical Archives of the European Commission

. promouvoir des investissements mutuellement avantageux et établir un climat propice à l'investissement;

. améliorer l'environnement économique et entreprenarial.

3. Afin de réaliser ces objectifs, les parties contractantes s'engagent notamment:

a. à diversifier et à renforcer les liens économiques qui les unissent,
b. à créer des filières de coopération spécifiques aux différents secteurs,
c. à promouvoir la coopération industrielle entre entreprises et, en particulier, entre les petites et moyennes entreprises,
d. à promouvoir le développement durable de leurs économies,
e. à encourager des procédés de production qui ne soient pas préjudiciables à l'environnement,
f. à encourager les flux d'investissement et les transferts de technologies,
g. à améliorer leur compréhension mutuelle et la prise de conscience de leur environnement entreprenarial respectif.

Article 13. Lutte contre la drogue et le blanchiment de l'argent

1. Les parties contractantes s'engagent à coopérer pour améliorer l'efficacité et l'efficience des mesures qu'elles prennent contre la production, la vente et le trafic illégaux des drogues et des psychotrophes, y compris la prévention de la diffusion des précurseurs, ainsi que pour promouvoir la prévention et la réduction de la demande de drogue. La coopération dans ce domaine sera fondée sur la consultation mutuelle et sur une coordination étroite entre les parties sur les objectifs qu'elles poursuivent et les mesures qu'elles prennent dans les différents domaines liés à la lutte contre la drogue.

2. Les parties contractantes conviennent de la nécessité de faire de sérieux efforts et de coopérer pour éviter que leur système financier soit utilisé pour le blanchiment du produit des activités criminelles en général et de celles liées à la drogue en particulier.

La coopération dans ce domaine visera à établir des normes appropriées contre le blanchiment de l'argent en tenant compte de celles qui ont été adoptées par des organisations internationales dans ce domaine et, en particulier, par la Task Force action financière (FATF).

Article 14. Coopération dans le domaine de la science et de la technologie

1. Les parties contractantes, prenant en considération leur intérêt commun et les objectifs de leur politique scientifique, s'engagent à promouvoir une coopération dans le domaine de la science et de la technologie. A cette fin, les parties contractantes s'engagent à encourager notamment:

. l'échange d'informations et de savoir-faire dans les domaines de la science et de la technologie;
. le dialogue sur l'élaboration et la mise en oeuvre de leur politique de développement respective en matière de recherche et de technologie;
. la coopération dans le domaine des technologies de l'information ainsi que dans les technologies et les industries agissant sur l'interopérabilité vers la société de l'information;

Archives of the European Commission

. la coopération dans les domaines de l'énergie et de la protection de l'environnement;
. la coopération dans les secteurs d'intérêt commun en matière de science et de technologie.

2. Pour réaliser les objectifs de leur politique respective, les parties contractantes s'engagent notamment à:

. échanger des informations sur les projets de recherche dans les domaines de l'énergie, de la protection de l'environnement, des télécommunications et des technologies de l'information ainsi que sur l'industrie des technologies de l'information;

. améliorer la formation des scientifiques par des moyens appropriés;

. encourager les transferts de technologies sur la base du profit mutuel;

. organiser conjointement des séminaires rassemblant des scientifiques de haut niveau des deux parties contractantes et

. encourager les chercheurs des deux parties contractantes à mener des recherches communes dans des domaines d'intérêt commun.

3. Les parties contractantes conviennent que toutes les actions conjointes et de coopération dans le domaine de la science et de la technologie auront lieu sur la base de la réciprocité.

Les parties contractantes conviennent de protéger efficacement l'information et les droits de propriété intellectuelle résultant de leur coopération contre tout usage abusif ou non-autorisé par d'autres que les titulaires légitimes de ces droits.

En cas de participation d'institutions, d'organismes ou d'entreprises d'une des parties contractantes dans des programmes de développement en matière de recherche et de technologie de l'autre partie contractante, tels que ceux faisant partie du programme-cadre général de la Communauté européenne, cette participation ainsi que la diffusion et l'exploitation des connaissances en résultant ont lieu conformément aux règles générales établies par cette autre partie contractante.

4. Les priorités en matière de coopération sont décidées par voie de consultation entre les parties contractantes. Sous réserve de l'application du paragraphe précédent, la participation d'institutions, d'organismes et d'entreprises du secteur privé à des activités de coopération et à des projets de recherche d'intérêt commun est encouragée.

Article 15. Coopération dans le domaine de l'environnement

Les parties contractantes s'engagent à établir des relations de coopération en vue de protéger et de préserver l'environnement. Ces relations prendront notamment les formes suivantes:

Historical Archive of the European Commission

- échanges d'informations sur les politiques en faveur de l'environnement et leur mise en oeuvre entre des fonctionnaires compétents de la Commission européenne et les autorités compétentes de la république de Corée;

- échanges d'informations sur les technologies favorables à l'environnement;

- échanges de personnel;

- promotion de la coopération sur des problèmes d'environnement discutés dans des forums internationaux auxquels participent la Communauté européenne et la république de Corée, en particulier la commission des Nations unies sur le développement durable et d'autres forums dans lesquels on discute des conventions internationales sur l'environnement;

- discussion sur l'instauration de pratiques de développement durable et, en particulier, de coopération à la mise en oeuvre de l'agenda 21 et d'autres activités de suivi de la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (CNUED);

- coopération sur des projets communs portant sur l'environnement.

Article 16. Coopération en matière d'énergie

Les parties contractantes reconnaissent l'importance du secteur énergétique pour le développement économique et social et sont disposées, dans les limites de leurs compétences respectives, à renforcer leur coopération dans ce domaine. Les objectifs de cette coopération sont les suivants:

. promouvoir le principe de l'économie de marché en fixant des prix à la consommation conformes aux principes du marché;

. diversifier les sources d'énergie,

. développer des formes d'énergie nouvelles et renouvelables;

. arriver à une utilisation rationnelle de l'énergie, notamment en encourageant la gestion de la demande et

. encourager l'établissement des meilleures conditions possibles pour les transferts de technologies dans l'intérêt d'une utilisation efficace de l'énergie.

A ces fins, les parties contractantes conviennent de promouvoir la réalisation d'études et de travaux de recherche communs ainsi que l'établissement de contacts entre les responsables de la planification de l'énergie.

Article 17. Coopération en matière de culture, d'information et de communication

Les parties contractantes s'engagent à établir une coopération dans les domaines de la formation et de la communication pour promouvoir une meilleure compréhension mutuelle, en tenant compte de la dimension culturelle des liens qui existent entre elles.

Historical Archives of the European Commission

Ces actions prennent notamment les formes suivantes:

. échanges d'informations sur des thèmes d'intérêt commun ayant trait à la culture et à la formation;

. organisation de manifestations culturelles;

. échanges culturels et

. échanges universitaires.

Article 18. Coopération en matière de développement des pays tiers

Les parties contractantes conviennent d'échanger des informations sur leur politique mutuelle d'aide au développement dans le but d'établir un dialogue régulier sur les objectifs de ces politiques et sur leurs programmes respectifs d'aide au développement dans les pays tiers. Elles examineront dans quelle mesure il est possible de mettre sur pied une coopération plus substantielle, dans le respect de leur législation respective et des conditions applicables à la mise en oeuvre de ces programmes.

Article 19. Commission mixte

1.Les parties contractantes instituent, dans le cadre du présent accord, une commission mixte composée, d'une part, de représentants des membres du Conseil de l'Union européenne et de représentants de la Commission des Communautés européennes et, d'autre part, de représentants de la république de Corée. Des consultations auront lieu au sein de la Commission pour faciliter la mise en oeuvre et la réalisation des objectifs généraux du présent accord.

2. La Commission mixte a pour mission de:

. veiller au bon fonctionnement de l'accord;
. examiner l'évolution des échanges et de la coopération entre les parties;
. rechercher les moyens propres à prévenir les difficultés qui pourraient surgir dans les domaines couverts par le présent accord;
. rechercher des moyens de développer et de diversifier les échanges;
. échanger des idées et faire des suggestions sur toute question d'intérêt commun concernant les échanges commerciaux et la coopération, y compris les actions futures et les ressources disponibles pour les mettre en oeuvre;
. formuler des recommandations appropriées pour favoriser l'expansion des échanges et de la coopération, en tenant compte de la nécessité de coordonner les mesures proposées.

3. La commission mixte se réunira normalement une fois par an alternativement à Bruxelles et à Séoul. Des réunions extraordinaires de la commission sont convoquées à la demande d'une des parties contractantes. La présidence de la commission mixte est exercée alternativement par chacune des parties contractantes.

4. La commission mixte peut instituer des sous-commissions spécialisées pour l'assister dans l'accomplissement de ses tâches. Ces sous-commissions présentent des rapports détaillés de leurs activités à la commission mixte à chacune de ses réunions.

Not to be published in the Official Journal of the European Communities

Article 20. Définition

Aux fins du présent accord, on entend par "les parties contractantes" la Communauté européenne ou ses Etats membres ou la Communauté européenne et ses Etats membres, en fonction de leurs compétences respectives, d'une part, et la république de Corée d'autre part.

Article 21. Entrée en vigueur et durée de l'accord

1. Le présent accord entre en vigueur le premier jour du mois suivant la date à laquelle les parties contractantes se sont notifié l'accomplissement des procédures juridiques nécessaires à cet effet.

2. Le présent accord est conclu pour une période de cinq ans. Il est reconduit tacitement d'année en année si aucune des parties ne le dénonce par écrit à l'autre partie six mois avant la date de son expiration.

Article 22. Notification

Les notifications visées à l'article 21 sont faites respectivement au secrétariat général du Conseil de l'Union européenne et au ministère des affaires étrangères de la république de Corée.

Article 23. Inexécution de l'accord

Si l'une des parties contractantes considère que l'autre partie a manqué à l'une des obligations qui lui incombent en vertu du présent accord, elle peut prendre des mesures appropriées. Auparavant, elle fournit à l'autre partie, sauf en cas d'urgence particulière, toutes les informations nécessaires pour lui permettre d'examiner soigneusement la situation afin de rechercher une solution acceptable par les deux parties contractantes. Lors du choix des mesures, la priorité doit être donnée à celles qui perturbent le moins le fonctionnement du présent accord. Ces mesures sont immédiatement notifiées à l'autre partie et font l'objet de consultations à la demande de l'autre partie contractante.

Article 24. Clause évolutive

Les parties contractantes peuvent élargir le présent accord par consentement mutuel afin de relever les niveaux de coopération et le compléter par des accords relatifs à des secteurs ou à des activités spécifiques.

En ce qui concerne l'application du présent accord, chacune des parties contractantes peut formuler des propositions tendant à élargir le champ de la coopération, en tenant compte de l'expérience acquise lors de son exécution.

Article 25. Déclarations et annexes

Les déclarations communes et annexes au présent accord forment partie intégrante de l'accord.

Historical Archives of the European Commission

Article 26. Application territoriale

Le présent accord s'applique, d'une part, au territoire de la république de Corée et, d'autre part, aux territoires auxquels le traité instituant la Communauté européenne s'applique et aux conditions fixées dans ce Traité.

Article 27. Langues faisant foi

Le présent accord est rédigé en double exemplaire en langues allemande, anglaise, danoise, espagnole, finnoise, française, grecque, italienne, néerlandaise, portugaise, suédoise et coréenne, chacun de ces textes faisant également foi.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés ont apposé leur signature au bas du présent accord-cadre.

Fait le ..... mil neuf cent quatre-vingt ....

POUR LA COMMUNAUTE EUROPEENNE:

POUR LE ROYAUME DE BELGIQUE:

POUR LE ROYAUME DE DANEMARK:

POUR LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE:

POUR LA REPUBLIQUE HELLENIQUE:

POUR LE ROYAUME D'ESPAGNE:

POUR LA REPUBLIQUE FRANCAISE:

POUR L'IRLANDE:

POUR LA REPUBLIQUE ITALIENNE:

POUR LE GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG:

POUR LE ROYAUME DES PAYS-BAS:

POUR LA REPUBLIQUE D'AUTRICHE:

POUR LA REPUBLIQUE PORTUGAISE:

POUR LA REPUBLIQUE FINLANDAISE:

POUR LE ROYAUME DE SUEDE:

POUR LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD:

POUR LA REPUBLIQUE DE COREE:

Historical Archives of the European Commission

ANNEXE

Conventions concernant la propriété intellectuelle, industrielle et commerciale:

- Convention de Berne pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques (Paris, 1971)
- Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (Rome, 1961)
- Convention de Paris sur la protection de la propriété industrielle (Stockholm, 1967, modifiée en 1979)
- Traité de coopération en matière de brevets (Washington, 1970, modifié en 1984)
- Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce (Stockholm, 1967, modifié en 1979)
- Protocole relatif à l'arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce (Madrid, 1989)
- Arrangement de Nice concernant la classification internationale des produits et services aux fins de l'enregistrement des marques (Genève, 1977, modifié en 1979)
- Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets (1977, modifié en 1980)
- Convention internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) (Genève, 1991).

Historical Archives of the European Commission

Déclaration commune concernant l'article 7

Chacune des parties contractantes autorise les compagnies maritimes de l'autre partie contractante à être présente commercialement sur son territoire aux fins d'exercer des activités de transport maritime à des conditions d'établissement et d'activité non moins favorables que celles accordées à ses propres compagnies ou à des filiales ou des établissements de compagnies d'un pays tiers, selon celle qui offre les meilleures conditions.

Déclaration commune concernant l'article 9

Les parties contractantes conviennent qu'aux fins de l'application de l'accord, la propriété intellectuelle, industrielle et commerciale comprend en particulier les droits d'auteur, y compris les droits d'auteur sur des programmes d'ordinateur, et les droits voisins, les droits voisins du brevet, les dessins et modèles industriels, les indications géographiques, y compris les appellations d'origine, les marques commerciales et les marques de services, les topographies de circuits intégrés ainsi que la protection contre la concurrence déloyale visée à l'article 10bis de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle et la protection des informations sur le savoir-faire non divulgué.

Déclaration interprétative commune concernant l'article 23

(a) Aux fins de l'interprétation correcte et de l'application pratique de l'article 23 de l'accord, les parties conviennent, par consentement mutuel, qu'il faut entendre par les termes "cas d'urgence particulière" visés à l'article 23 une violation substantielle de l'accord par l'une des parties contractantes. Une violation substantielle de l'accord consiste

a. en une résiliation de l'accord non sanctionnée par les règles générales du droit international ou
b. en une violation d'un élément essentiel de l'accord énoncé à l'article premier.

(b) Les parties contractantes conviennent que les "mesures appropriées" visées à l'article 23 sont des mesures prises conformément au droit international.

Historical Archives of the European Commission

Déclaration de la Communauté européenne concernant l'article 8

La Communauté européenne exprime son inquiétude et rappelle l'importance qu'elle attache aux problèmes qui ont été créés et risquent d'être créés par la tendance actuelle à développer la capacité de construction navale sur le marché mondial.

Elle souhaite à cet égard rappeler les termes de la déclaration qu'elle a faite à Paris lors de la conclusion des négociations de l'accord de l'OCDE sur la construction navale le 21 décembre 1994, déclaration qui est toujours d'actualité.

La Communauté européenne invite la république de Corée à coopérer avec elle et les autres signataires de l'accord de l'OCDE sur la construction navale pour réduire le déséquilibre structurel important entre l'offre et la demande sur le marché mondial de la construction navale par des moyens appropriés.

Déclaration de la république de Corée concernant l'article 7 paragraphe 2

La république de Corée déclare qu'en ce qui concerne les dispositions du paragraphe 2(a) de l'article 7 (Transport maritime), elle n'autorisera l'introduction de clauses de partage de cargaison concernant le commerce des vracs secs et liquides dans les accords bilatéraux qu'elle concluera à l'avenir avec un pays tiers déterminé que dans des circonstances exceptionnelles telles que les compagnies de navigation coréennes n'auraient pas autrement la possibilité de prendre part au trafic à destination et en provenance du pays tiers concerné.

Historical Archives of the European Commission

[2]Ces déclarations seront faites lors de la signature de l'accord.

EXERCISE 1997

Fiche financière

1. INTITULÉ DE L'ACTION

Implementation of the Framework Agreement for Trade and Cooperation between the EC and its Member States, on the one hand, and the Republic of Korea on the other. - Specific actions in the field of economic cooperation and cooperation activities of a general nature. These actions will take place in accordance with the EU Asia Strategy (COM (94) 314 final; in particular section 2.2).

2. LIGNE(S) BUDGÉTAIRE(S) CONCERNÉE(S)

Compte tenu de la structure budgétaire actuelle, la ligne d'imputation pourrait être la ligne B7-8700 Accords de cooperation économique et commerciale avec les pays tiers. Ceci est subordonné aux résultats de la procédure budgétaire annuelle.

3. BASE LÉGALE

Art. 113 and 235 EC Treaty.

4. DESCRIPTION DE L'ACTION :

4.1 Objectif général de l'action

To promote further development of economic relations with Korea in accordance with the Framework Agreement with Korea. This will cover in particular those fields falling within the DG I remit (trade cooperation, trade visits, promotion of contacts between economic operators, specific cooperation activities of a general nature).

4.2 Période couverte par l'action et modalités prévues pour son renouvellement

The framework agreement will be in force for a period of five years and is tacitly renewable on an annual basis once this period will have elapsed.

5. CLASSIFICATION DE LA DÉPENSE/RECETTE

5.1 DO/DNO: dépense non-obligatoire

5.2 CD/CND: crédit dissocié

5.3 Type de recettes visées: not applicable

6. TYPE DE LA DÉPENSE/RECETTE

- subvention à 100% (peut être envisagée exceptionnellement);
- subvention pour co-financement avec d'autres sources du secteur public ou privé (notamment avec le Gouvernement de la République de Corée).

Historical Archives of the European Commission

7. INCIDENCE FINANCIÈRE

7.1 Mode de calcul du coût total de l'action (lien entre les coûts individuels et le coût total)

The Framework Agreement will be signed in 1996, and should therefore be implemented in 1997 and beyond.

The framework agreement is the first-ever agreement of a general nature with the Republic of Korea. Specific actions will therefore have to be financed from a new operational budget allocation. The framework agreement foresees economic cooperation in a number of fields, e.g. Science and Technology, Industry, Standards, Environment, Energy, Culture etc. Whereas part of these activities may be covered by existing budget allocations (e.g. cooperation funds earmarked to implement the Fourth Framework Programme for Research and Technical Development, information budget allocated to DG X/ Delegation in Seoul), an additional allocation estimated at ECU 250,000 a year is likely to be necessary for these new cooperation initiatives.

The 1997 programme for cooperation with Korea should cover some or all of the following activities:

a. meetings of an EU/Korea Forum, the creation of which was proposed by the EU/Korea Wisemen's Club in its November 1995 report,

b. a conference aimed at promoting dialogue between Korean consumer groups and their European counterparts (in an effort to influence consumer perceptions of European products),

c. a forum aimed at providing information on the possibilities for cooperation in the field of research and development (explanation of functioning of programmes on both sides etc.),

d. the organisation of sectoral business forums in sectors of common interest with a view to encouraging cooperation between businesses on both sides (Korea has already proposed semiconductors and consumers electronics for 1996),

e. a subsidy for the creation of a federation of associations of European companies exporting to Korea (so as to prepare the ground for the creation of an EU/Korea Chamber of Commerce),

f. the creation of an 'EU-Korea Relationship Prize' the aim of which would be to encourage European media to give more and better information on Korea and Korean media to give more and better information on the EU and its Member States (proposed by the EU/Korea Wisemen's Club in its November 1995 report).

g. a participation in the costs of the organisation of specific trade and investment visits (in line with the principle of subsidiarity).

Historical Archives of the European Commission

22/03 '96 VEN 18:10 [TX/RX N° 5820]

7.2 Ventilation par éléments de l'action

CE en Mio Ecus
(prix courants)

Ventilation	Année 1997	n + 1	n + 2	n + 3	n + 4	n + 5 et exer. suiv.	Total
EU/Korea Forum	0,100						
Conference on consumer legislation	0,100						
Subsidies	0,050						
Total	0,250						

7.3 Echéancier crédits d'engagement / crédits de paiement

CE en Mio Ecus

	Année 1997	1998	n + 2	n + 3	n + 4	n + 5 et exer. suiv.	Total
Crédit d'engagement	0,250						0,250
Crédits de paiement							
année 1997	0,200						0,200
1998		0,050					0,050
n + 2							
n + 3							
n + 4							
n + 5 et exer. suiv.							
Total	0,200	0,050					0,250

8. DISPOSITIONS ANTI-FRAUDE PRÉVUES

9. ELÉMENTS D'ANALYSE COÛT-EFFICACITÉ

9.1. Objectifs spécifiques quantifiables, population visée

EU/Korea Forum

The EU/Korea Forum would be a conference aimed at promoting cooperation between the business, media and academic communities on

Historical Archives of the European Commission

both sides under the aegis of the Korean Government and the European Commission. Representatives of these sectors should therefore participate. Specific meetings for one or more of the sectors could be an appropriate follow-up.

Participants should be selected with the help of Member States' authorities with a view to ensure that both EC and national possibilities for cooperation are taken into account.

Conference on consumer protection

The conference on consumer protection would promote dialogue between Korean consumer groups and their European counterparts and would provide the former with reliable information on the EC legislation in this field. Koreans are known to have a perception of foreign products derived from the frugality campaigns of the past. With a more liberal policy in place, it is essential that this false image of European products as too expensive, dangerous and bad quality products be corrected.

9.2. Justification de l'action

Implementation of the first framework agreement with Korea: development of economic cooperation with Korea.

9.3 Suivi et évaluation de l'action

The Commission will carefully assess the effectiveness and impact of actions it organises with the Korean Government, prior to deciding on follow-up action.

10. DÉPENSES ADMINISTRATIVES (PARTIE A DE LA SECTION III DU BUDGET GENERAL)

La mobilisation effective des ressources administratives nécessaires résultera de la décision annuelle de la Commission relative à l'allocation des ressources, compte tenu notamment des effectifs et des montants supplémentaires qui auront été accordés par l'autorité budgétaire.

Historical Archives of the European Commission

10.1 Incidence sur le nombre d'emplois

Types d'emplois		Effectifs à affecter à la gestion de l'action		dont		durée
		emplois permanents	emplois temporaires	par utilisation des ressources existantes au sein de la DG ou du service concerné	par recours à des ressources supplémentaires	
Fonctionnaires ou agents temporaires	A	1		1		indéterminée
	B					
	C	1		1		indéterminée
Autres ressources						
Total		2		2		

10.2 Incidence financière globale des ressources humaines supplémentaires

None.

10.3 Augmentation d'autres dépenses de fonctionnement découlant de l'action

(écus)

Ligne budgétaire (n° et intitulé)	Montants	Mode de calcul
A-2510.11.01	p.m.	Commission mixte annuelle, se tenant alternativement à Bruxelles et en Corée, n'impliquant que des frais de mission de fonctionnaires.
A-1300.11.01	17 000	5 allers-retours Bruxelles-Séoul (5 fonctionnaires) et 5 indemnités de séjour Séoul (3 jours)
Total	17 000	

N.B. Les montants correspondent aux dépenses pour 12 mois (la durée est indéterminée).

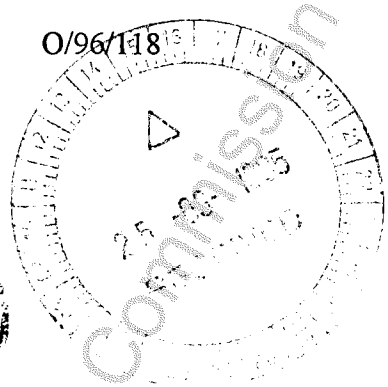
Historical Archives of the European Commission

COMMISSION EUROPÉENNE
Secrétariat Général

Bruxelles, le 25 mars 1996

COM(96)141

O/96/118



Historical Archives of the European Commission

PROPOSITION DE DECISION DU CONSEIL SUR LA CONCLUSION D'UN ACCORD-CADRE DE COMMERCE ET DE COOPERATION ENTRE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE ET SES ETATS MEMBRES, D'UNE PART, ET LA REPUBLIQUE DE COREE, DE L'AUTRE

Communication de Sir Leon BRITTAN

- Cette question est susceptible d'être inscrite à l'ordre du jour d'une prochaine réunion de la Commission.

Destinataires : Membres de la Commission
MM. KRENZLER, COLEMAN, BURGHARDT, PRAT, RAVASIO, MICOSSI, SCHAUB, LEGRAS, COLEMAN, DE KOSTER, MME FLESCH, MM. ENTHOVEN, ROUTTI, VERRUE, MOGG, DE MIGUEL, CURRIE, O'DWYER, von MOLTKE, DEWOST

O/118/96

NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

Consultation lancée le 19.03.96

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) générale(s) responsable(s)

I Relations Extérieures - Politique commerciale, relations avec l'Amérique du Nord, l'Extrême-Orient, l'Australie, et la Nouvelle-Zélande

Service(s) associé(s)

- pour accord -

VII	Transports	:	Accord

Service(s) consulté(s)

- pour accord -

IA	Relations Exterieures - Europe et Nouveaux Etats Indépendants, Politique étrangère et de sécurité commune, Service extérieur	:	Consultation en cours
IB	Relations Extérieures: Méditerranée du Sud, Moyen et Proche-Orient, Amérique latine, Asie du Sud et du Sud-Est et Coopération Nord-Sud.	:	Consultation en cours
II	Affaires Economiques et Financières	:	Accord
III	Industrie	:	Accord
IV	Concurrence	:	Accord
VI	Agriculture	:	Accord
VII	Transports	:	Accord
IX	Personnel et Administration	:	Accord
X	Audiovisuel, Information, Communication et Culture	:	Accord
XI	Environnement, Sécurité Nucléaire et Protection Civile	:	Accord
XII	Science, Recherche et Développement	:	Accord
XIII	Télécommunications, Marché de l'Information et Valorisation de la recherche	:	Accord
XV	Marché Intérieur et Services Financiers	:	Consultation en cours
XVII	Energie	:	Consultation en cours
XXI	Douane et Fiscalité Indirecte	:	Accord
XXII	Education, Formation et Jeunesse	:	Accord
XXIII	Politique d'Entreprise, Commerce, Tourisme et Economie sociale	:	Consultation en cours

- pour avis -

SJ	Service Juridique	:	Avis favorable

Langue originale : EN

Historical Archives of the European Commission

Historical Archives of the European Commission

MITTEILUNG VON SIR LEON BRITTAN AN DIE KOMMISSION

Vorschlag für einen Beschluß des Rates über den Abschluß eines Rahmenabkommens über den Handel und die Zusammenarbeit mit der Republik Korea.

25/03 '96 LUN 10:19 [TX/RX N° 5104]

MITTEILUNG VON SIR LEON BRITTAN AN DIE KOMMISSION

1. Der beigefügte Vorschlag betrifft einen Beschluß des Rates über den Abschluß des Rahmenabkommens über den Handel und die Zusammenarbeit mit der Republik Korea.

2. Dieses Abkommen ist das erste Abkommen allgemeiner Art zwischen der EG und der Republik Korea. Es handelt sich um ein nichtpräferentielles Abkommen ohne Finanzprotokoll. Es bezweckt die Aufnahme einer handelspolitischen Zusammenarbeit, die Intensivierung und Diversifizierung des Handels, die Aufnahme einer wirtschaftlichen Zusammenarbeit und die Förderung der Zusammenarbeit zwischen Wirtschaftsunternehmen.

3. Da es noch keine derartige Zusammenarbeit gibt, muß ab 1997 ein kleiner Teil der Haushaltslinie für die Zusammenarbeit mit Drittländern für ihre Durchführung reserviert werden.

4. Der Abschluß eines Rahmenabkommens wurde im November 1993 von der koreanischen Seite vorgeschlagen. Die Verhandlungen begannen im Mai 1995 und wurden am 29. Februar 1996 mit der Paraphierung des Textes abgeschlossen. Der paraphierte Text steht im Einklang mit den Verhandlungsdirektiven vom März 1995.

5. Der Abschluß eines Rahmenabkommens mit der Republik Korea ist eine der Maßnahmen zur Umsetzung der Asienstrategie der EU von 1994, die ausdrücklich eine Ausdehnung der wirtschaftlichen Zusammenarbeit auf Länder wie Korea vorsieht, und wird die sich abzeichnende Partnerschaft EU-Asien verstärken.

6. Das Abkommen wird sowohl von der EG als auch ihren Mitgliedstaaten geschlossen.
Für die EG sind die Rechtsgrundlagen in dem Rahmenabkommen aufgeführt: Die meisten Handelsbestimmungen stützen sich auf Artikel 113 des EG-Vertrags, die Bestimmungen über die Zusammenarbeit stützen sich auf Artikel 235 des EG-Vertrags, Artikel 73c Absatz 2 des EG-Vertrags wird herangezogen, weil in Artikel 5 Absatz 2 des Rahmenabkommens auf Investitionen Bezug genommen wird, und der Artikel über den Seeverkehr stützt sich auf die Artikel 75 und 84 Absatz 2 des EG-Vertrags.
Da Artikel 235 des EG-Vertrags betroffen ist, beschließt der Rat einstimmig. Gestützt auf die Artikel 75, 84 Absatz 2 und 228 Absatz 3 Unterabsatz 1 des EG-Vertrags hört er ferner das Europäische Parlament an. Im Einklang mit Artikel 75 wird der Wirtschafts- und Sozialausschuß angehört.

7. Die Kommission wird ersucht, diesen Vorschlag für einen Beschluß des Rates anzunehmen, um die frühzeitige Unterzeichnung des Abkommens durch die EG, ihre Mitgliedstaaten und die Republik Korea zu ermöglichen.

Historical Archives of the European Commission

011/016 CEECAN77012ODG01 25/03 '96 10:22 FAX 32 2 2990599

ENTWURF

MITTEILUNG DER KOMMISSION AN DEN RAT

Vorschlag für einen Beschluß des Rates über den Abschluß eines Rahmenabkommens über den Handel und die Zusammenarbeit mit der Republik Korea.

Historical Archives of the European Commission

BEGRÜNDUNG

1. Mit Beschluß vom 8. März 1995 ermächtigte der Rat die Kommission, Verhandlungen über ein Rahmenabkommen über den Handel und die Zusammenarbeit mit der Republik Korea aufzunehmen, und nahm entsprechende Verhandlungsdirektiven an.

2. In Brüssel fanden zwei Verhandlungsrunden statt, die erste am 11. Mai 1995 und die zweite am 12./13. Oktober 1995. Nach Konsultationen zwischen der Kommission und der koreanischen Regierung Ende November 1995 und weiteren Kontakten über diplomatische Kanäle wurde das Abkommen am 29. Februar 1996 in Brüssel paraphiert.

3. Als die Verhandlungsdirektiven angenommen wurden, behielt sich der Rat das Recht vor, nach Abschluß der Verhandlungen über den rechtlichen Status des Abkommens zu entscheiden. Entsprechend dem Ergebnis der Gespräche im Dezember 1995 und Januar 1996 im Rat wird das Abkommen ein Abkommen sein, bei dem sowohl die Gemeinschaft als auch die Mitgliedstaaten Vertragsparteien sind (ein sogenanntes gemischtes Abkommen). Das Abkommen wird nun dem Rat vorgelegt, damit es unterzeichnet und geschlossen werden kann.

4. Die Kommission ist der Auffassung, daß das paraphierte Abkommen mit den vom Rat angenommenen Verhandlungsdirektiven im Einklang steht.

5. Die Kommission prüft, ob die vorläufige Anwendung einiger Bestimmungen dieses Abkommens für die koreanische Seite annehmbar ist. Sollte dies der Fall sein, so wird die Kommission zu gegebener Zeit um die Genehmigung eines entsprechenden Briefwechsels nachsuchen.

6. Damit das Rahmenabkommen über den Handel und die Zusammenarbeit zwischen der Europäischen Gemeinschaft und ihren Mitgliedstaaten einerseits und der Republik Korea anderseits unterzeichnet und geschlossen werden kann, schlägt die Kommission dem Rat vor, den beigefügten Beschlußentwurf zu genehmigen.

Historical Archives of the European Commission

Vorschlag für einen

BESCHLUSS (EG) ..... DES RATES

betreffend den Abschluß des Rahmenabkommens
über den Handel und die Zusammenarbeit zwischen der
Europäischen Gemeinschaft und ihren Mitgliedstaaten einerseits
und der Republik Korea andererseits

(Vorlage der Kommission im Rat)

Historical Archives of the European Commission

DER RAT DER EUROPÄISCHEN UNION -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft, insbesondere auf die Artikel 73c Absatz 2, 75, 84 Absatz 2, 113 und 235 in Verbindung mit Artikel 228 Absatz 2 Satz 2 und Absatz 3 Unterabsatz 1,

auf Vorschlag der Kommission,

nach Stellungnahme des Europäischen Parlaments,

nach Anhörung des Wirtschafts- und Sozialausschusses,

in der Erwägung, daß die Europäische Gemeinschaft das Rahmenabkommen für den Handel und die Zusammenarbeit zwischen der Europäischen Gemeinschaft und ihren Mitgliedstaaten einerseits und der Republik Korea andererseits genehmigen soll -

BESCHLIESST:

Artikel 1

Das Rahmenabkommen über den Handel und die Zusammenarbeit zwischen der Europäischen Gemeinschaft und ihren Mitgliedstaaten einerseits und der Republik Korea andererseits wird im Namen der Europäischen Gemeinschaft genehmigt.

Der Wortlaut des Abkommens ist diesem Beschluß beigefügt.

Artikel 2

Die Kommission, die von Vertretern der Mitgliedstaaten unterstützt wird, vertritt die Europäische Gemeinschaft in dem in Artikel 19 Absatz 3 des Rahmenabkommens über den Handel und die Zusammenarbeit vorgesehenen Gemischten Ausschuß.

Artikel 3

Der Präsident des Rates nimmt die in Artikel 21 des Abkommens vorgesehene Notifikation im Namen der Europäischen Gemeinschaft vor.

Artikel 4

Dieser Beschluß wird im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften veröffentlicht.

Geschehen zu Brüssel,

Für den Rat

Historical Archives of the European Commission

Der Präsident

Historical Archives of the European Commission

(Titel)

Rahmenabkommen über den Handel und die Zusammenarbeit zwischen der Europäischen Gemeinschaft und ihren Mitgliedstaaten einerseits und der Republik Korea andererseits.

(Text)

DIE EUROPÄISCHE GEMEINSCHAFT

und

DAS KÖNIGREICH BELGIEN,
DAS KÖNIGREICH DÄNEMARK,
DIE BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND,
DIE GRIECHISCHE REPUBLIK,
DAS KÖNIGREICH SPANIEN,
DIE FRANZÖSISCHE REPUBLIK,
IRLAND,
DIE ITALIENISCHE REPUBLIK,
DAS GROSSHERZOGTUM LUXEMBURG,
DAS KÖNIGREICH DER NIEDERLANDE,
DIE REPUBLIK ÖSTERREICH,
DIE PORTUGIESISCHE REPUBLIK,
DIE REPUBLIK FINNLAND,
DAS KÖNIGREICH SCHWEDEN,
DAS VEREINIGTE KÖNIGREICH GROSSBRITANNIEN UND NORDIRLAND,

Vertragsparteien des Vertrages zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft und des Vertrages über die Europäische Union, im folgenden 'Mitgliedstaaten' genannt,

einerseits

und

DIE REPUBLIK KOREA

andererseits -

Historical Archives of the European Commission

. EINGEDENK der traditionellen freundschaftlichen Bindungen zwischen der Republik Korea einerseits und der Europäischen Gemeinschaft und ihren Mitgliedstaaten andererseits,

. IN BEKRÄFTIGUNG des Eintretens der Vertragsparteien für die demokratischen Grundsätze und die grundlegenden Menschenrechte, wie sie in der Allgemeinen Erklärung der Menschenrechte verankert sind,

. IN BESTÄTIGUNG ihres Wunsches, einen regelmäßigen politischen Dialog zwischen der Europäischen Union und der Republik Korea einzurichten, der auf gemeinsamen Werten und Zielvorstellungen beruht,

. IN ANERKENNUNG DER TATSACHE, daß das Allgemeine Zoll- und Handelsabkommen eine bedeutende Rolle bei der Förderung des Welthandels im allgemeinen und des bilateralen Handels im besonderen gespielt hat und daß die Republik Korea und die Europäische Gemeinschaft gleichermaßen für die Grundsätze des Freihandels und der Marktwirtschaft eintreten, auf denen dieses Abkommen beruht,

. IN BEKRÄFTIGUNG DER TATSACHE, daß die Republik Korea, die Europäische Gemeinschaft und ihre Mitgliedstaaten sich dazu verpflichtet haben, ihre durch die Ratifikation des Übereinkommens zur Gründung der Welthandelsorganisation eingegangenen Verpflichtungen in vollem Umfang zu erfüllen,

. EINGEDENK der Notwendigkeit, zur vollständigen Umsetzung der Ergebnisse der Uruguay-Runde des GATT beizutragen und alle Regeln des Welthandels auf transparente und nichtdiskriminierende Weise anzuwenden,

. IN ANERKENNUNG der Bedeutung einer Stärkung des bestehenden Verhältnisses zwischen den Vertragsparteien im Hinblick auf eine Intensivierung der Zusammenarbeit zwischen ihnen sowie in Anerkennung ihres gemeinsamen Willens, ihre Beziehungen in Bereichen von beiderseitigem Interesse auf der Grundlage der Gleichheit, der Nichtdiskriminierung, der Achtung der natürlichen Umwelt und des beiderseitigen Vorteils zu festigen, zu vertiefen und zu diversifizieren,

. IN DEM WUNSCH, günstige Voraussetzungen für ein nachhaltiges Wachstum und eine Diversifizierung des Handels sowie für die wirtschaftliche Zusammenarbeit in verschiedenen Bereichen von beiderseitigem Interesse zu schaffen,

. IN DER ÜBERZEUGUNG, daß es für die Vertragsparteien von Vorteil sein wird, ihre Beziehungen zu institutionalisieren und auf wirtschaftlichem Gebiet zusammenzuarbeiten, da eine solche Zusammenarbeit zu einer Förderung des Handels und der Investitionen beitragen würde,

. EINGEDENK der Bedeutung, die der Beteiligung der direkt betroffenen Personen und Einheiten, insbesondere der Wirtschaftsunternehmen und ihrer repräsentativen Vereinigungen, an der Zusammenarbeit zukommt -

HABEN BESCHLOSSEN, DIESES ABKOMMEN ZU SCHLIESSEN, UND HABEN ZU DIESEM ZWECK ZU IHREN BEVOLLMÄCHTIGTEN ERNANNT:

Provided by the European Commission

DAS KÖNIGREICH BELGIEN:

DAS KÖNIGREICH DÄNEMARK:

DIE BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND:

DIE GRIECHISCHE REPUBLIK:

DAS KÖNIGREICH SPANIEN:

DIE FRANZÖSISCHE REPUBLIK:

IRLAND:

DIE ITALIENISCHE REPUBLIK:

DAS GROSSHERZOGTUM LUXEMBURG:

DAS KÖNIGREICH DER NIEDERLANDE:

DIE REPUBLIK ÖSTERREICH:

DIE PORTUGIESISCHE REPUBLIK:

DIE REPUBLIK FINNLAND:

DAS KÖNIGREICH SCHWEDEN:

DAS VEREINIGTE KÖNIGREICH GROSSBRITANNIEN UND NORDIRLAND:

DIE REPUBLIK KOREA:

DIESE SIND nach Austausch ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten -

WIE FOLGT ÜBEREINGEKOMMEN:

Artikel 1. Grundlage der Zusammenarbeit

Die Wahrung der demokratischen Grundsätze und die Achtung der Menschenrechte, wie sie in der Allgemeinen Erklärung der Menschenrechte verankert sind, bilden die Grundlage der Innen- und Außenpolitik der Vertragsparteien und sind ein wesentlicher Bestandteil dieses Abkommens.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 2. Ziele der Zusammenarbeit

Im Hinblick auf eine Intensivierung der Zusammenarbeit verpflichten sich die Vertragsparteien, den Ausbau der Wirtschaftsbeziehungen zu fördern. Zu den Zielen ihrer Bemühungen gehören insbesondere:

a) Intensivierung und Diversifizierung des Handels sowie Aufnahme einer handelspolitischen Zusammenarbeit zum beiderseitigen Vorteil;

b) Aufnahme einer wirtschaftlichen Zusammenarbeit in Bereichen von beiderseitigem Interesse, u.a. wissenschaftliche und technische Zusammenarbeit sowie industrielle Zusammenarbeit;

c) Förderung der Zusammenarbeit zwischen Wirtschaftsunternehmen durch eine Förderung der Investitionen auf beiden Seiten und durch eine Verbesserung des gegenseitigen Verständnisses.

Artikel 3. Politischer Dialog

Zwischen der Europäischen Union und der Republik Korea wird ein regelmäßiger politischer Dialog eingerichtet, der auf gemeinsamen Werten und Zielvorstellungen beruht. Dieser Dialog wird im Einklang mit den in der Gemeinsamen Erklärung der Europäischen Union und der Republik Korea zu diesem Thema vereinbarten Verfahren geführt.

Artikel 4. Meistbegünstigung

Im Einklang mit ihren Rechten und Pflichten im Rahmen der Welthandelsorganisation verpflichten sich die Vertragsparteien, einander die Meistbegünstigung zu gewähren.

Artikel 5. Handelspolitische Zusammenarbeit

(1) Die Vertragsparteien verpflichten sich zur Förderung einer möglichst weitreichenden Entwicklung und Diversifizierung des gemeinsamen Handels zu ihrem beiderseitigen Vorteil.

Die Vertragsparteien verpflichten sich zur Verbesserung der Marktzugangsbedingungen. Sie gewährleisten, daß die angewandten Zollsätze nach dem Grundsatz der Meistbegünstigung festgelegt werden, und berücksichtigen dabei verschiedene Gegebenheiten, wie zum Beispiel die Lage des Binnenmarktes der einen Vertragspartei und die Ausfuhrinteressen der anderen Vertragspartei. Sie verpflichten sich, unter Berücksichtigung der Arbeit internationaler Organisationen in diesem Bereich auf die Beseitigung von Handelsschranken hinzuarbeiten, indem sie insbesondere nichttarifliche Hemmnisse rechtzeitig beseitigen und Maßnahmen zur Verbesserung der Transparenz treffen.

(2) Die Vertragsparteien verfolgen eine Politik, die auf folgendes abzielt:

a) Multilaterale und bilaterale Zusammenarbeit zur Lösung von Problemen im Zusammenhang mit der Entwicklung des Handels, die für beide Seiten von

Historical Archive of the European Commission

Interesse sind und das künftige Vorgehen der WTO einschließen. Dazu arbeiten sie auf internationaler und bilateraler Ebene bei der Lösung handelspolitischer Probleme von gemeinsamem Interesse zusammen;

b) Förderung des Informationsaustausches zwischen Wirtschaftsbeteiligten und industrielle Zusammenarbeit zwischen Unternehmen zur Diversifizierung und Ausweitung des Handels;

c) Prüfung und Empfehlung von Absatzförderungsmaßnahmen als Beitrag zur Ausweitung des Handels;

d) Erleichterung der Zusammenarbeit zwischen den zuständigen Zollverwaltungen der Europäischen Gemeinschaft, ihrer Mitgliedstaaten und Koreas;

e) Verbesserung des Marktzugangs für gewerbliche und landwirtschaftliche Erzeugnisse sowie für Fischereierzeugnisse;

f) Verbesserung des Marktzugangs für Dienstleistungen, wie zum Beispiel Finanz- und Telekommunikationsdienstleistungen;

g) Intensivierung der Zusammenarbeit in den Bereichen Normen und technische Vorschriften;

h) wirksamer Schutz des geistigen, gewerblichen und kommerziellen Eigentums;

i) Durchführung von Handels- und Investitionsmissionen;

j) Veranstaltung von allgemeinen Ausstellungen und Fachmessen.

(3) Die Vertragsparteien fördern den fairen Wettbewerb im Wirtschaftsleben, indem sie ihre einschlägigen Gesetze und Vorschriften in vollem Umfang durchsetzen.

(4) Entsprechend ihren Verpflichtungen gemäß dem Übereinkommen über das öffentliche Beschaffungswesen im Rahmen der WTO gewährleisten die Vertragsparteien die Teilnahme an Beschaffungsverträgen auf der Grundlage der Nichtdiskriminierung und der Gegenseitigkeit.

Sie führen ihre Gespräche fort, die auf eine weitergehende gegenseitige Öffnung ihrer jeweiligen Beschaffungsmärkte auf anderen Sektoren, wie zum Beispiel der Telekommunikation, abzielen.

Artikel 6. Landwirtschaft und Fischerei

(1) Die Vertragsparteien vereinbaren die Förderung der Zusammenarbeit in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei einschließlich Gartenbau und Marikultur. Auf der Grundlage der Gespräche über ihre jeweilige Landwirtschafts- und Fischereipolitik prüfen die Vertragsparteien

a) die Möglichkeiten für einen verstärkten Handel mit Agrar- und Fischereierzeugnissen;

b) die Auswirkung von Maßnahmen in den Bereichen Gesundheitsschutz, Pflanzenschutz und Umweltschutz auf den Handel;

c) den Zusammenhang zwischen der Landwirtschaft und der ländlichen Umgebung;

d) die Forschung in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei einschließlich Gartenbau und Marikultur.

(2) Absatz 1 gilt sinngemäß für die Erzeugnisse und Dienstleistungen in der zugehörigen landwirtschaftlichen Verarbeitungsindustrie.

Archival Archives of the European Commission

(3) Die Vertragsparteien verpflichten sich zur Einhaltung der Bestimmungen des Übereinkommens über die Anwendung gesundheitspolizeilicher und pflanzenschutzrechtlicher Maßnahmen im Rahmen der WTO und sind bereit, auf Antrag einer Partei in Konsultationen einzutreten, um die Vorschläge der anderen Partei zur Anwendung und Angleichung der Maßnahmen in den Bereichen Gesundheitsschutz und Pflanzenschutz zu erörtern, wobei sie die in anderen internationalen Organisationen wie der OIE, der IPPC und dem Codex Alimentarius vereinbarten Standards berücksichtigen.

Artikel 7. Seeverkehr

(1) Die Vertragsparteien verpflichten sich, das Ziel des ungehinderten Zugangs zum internationalen Seeverkehrsmarkt und zum internationalen Seeverkehr auf kaufmännischer Basis und auf der Grundlage des fairen Wettbewerbs im Einklang mit den Bestimmungen dieses Artikels anzustreben.

a) Die vorstehende Bestimmung berührt nicht die Rechte und Pflichten aus dem Verhaltenskodex der Vereinten Nationen für Linienkonferenzen, wie er von der einen oder von der anderen Vertragspartei angewandt wird. Nichtkonferenz-Reedereien dürfen mit einer Konferenz-Reederei im Wettbewerb stehen, sofern sie den Grundsatz des lauteren Wettbewerbs auf kaufmännischer Basis beachten.

b) Die Vertragsparteien bekräftigen ihr Eintreten für die Herstellung des freien Wettbewerbs beim Verkehr mit trockenen und flüssigen Massengütern. Infolgedessen wird die Republik Korea alles Notwendige veranlassen, um die bestehende Ladungsreservierung bezeichneter Massengüter für unter koreanischer Flagge fahrende Schiffe innerhalb eines Übergangszeitraums, der am 31. Dezember 1998 endet, abzuschaffen.

(2) Gemäß dem Ziel des Absatzes 1

a) nehmen die Vertragsparteien in künftige bilaterale Abkommen mit Drittländern über den Verkehr mit trockenen und flüssigen Massengütern und den Linienverkehr keine Ladungsanteilvereinbarungen auf, wenn nicht der außergewöhnliche Umstand gegeben ist, daß Linienreedereien der einen oder der anderen Vertragspartei sonst keinen tatsächlichen Zugang zum Verkehr von und nach dem betreffenden Drittland hätten;

b) setzen die Vertragsparteien bei Inkrafttreten dieses Abkommens keine administrativen, technischen und gesetzgeberischen Maßnahmen um, die Diskriminierungen zwischen ihren eigenen Staatsangehörigkeiten oder Unternehmen und denjenigen der anderen Vertragspartei bei der Erbringung von Dienstleistungen im internationalen Seeverkehr bewirken könnten;

c) gewähren die Vertragsparteien den von Staatsangehörigen oder Unternehmen der anderen Vertragspartei betriebenen Schiffen eine Behandlung, die hinsichtlich des Zugangs zu den für den internationalen Handel geöffneten Häfen, der Benutzung der Infrastruktur dieser Häfen und der Inanspruchnahme der dort angebotenen Hilfsdienstleistungen sowie der diesbezüglichen Gebühren und sonstigen Abgaben, der Zollerleichterungen, der Zuweisung von Liegeplätzen sowie von Lade- und

Historical Archives of the European Commission

Löscheinrichtungen nicht weniger günstig ist als die den eigenen Schiffen gewährte Behandlung.

(3) Im Sinne dieses Artikels umfaßt der Zugang zum internationalen Seeverkehrsmarkt unter anderem das Recht internationaler Seeverkehrsunternehmen einer jeden Vertragspartei, Haus-Haus-Beförderungsdienstleistungen anzubieten, bei denen ein Teil der Strecke auf See zurückgelegt wird, und zu diesem Zweck mit lokalen Verkehrsunternehmen anderer Verkehrsträger als des Seeverkehrs im Gebiet der anderen Vertragspartei unbeschadet der geltenden Beschränkungen aufgrund der Staatsangehörigkeit im Güter- und Personenverkehr auf den anderen Verkehrsträgern direkt Verträge zu schließen.

(4) Die Bestimmungen dieses Artikels gelten für Unternehmen der Europäischen Gemeinschaft und koreanische Unternehmen. Nutznießer der Bestimmungen dieses Artikels sind auch Reedereien, die außerhalb der Europäischen Gemeinschaft oder der Republik Korea niedergelassen sind und von Staatsangehörigen eines Mitgliedstaates oder der Republik Korea kontrolliert werden, falls ihre Schiffe in dem betreffenden Mitgliedstaat oder in der Republik Korea gemäß ihren jeweiligen Vorschriften registriert sind.

(5) Das Problem der Ausübung der Tätigkeit von Schiffsmaklern in der Europäischen Gemeinschaft und in der Republik Korea wird gegebenenfalls durch spezifische Abkommen geregelt.

Artikel 8. Schiffbau

(1) Die Vertragsparteien vereinbaren eine Zusammenarbeit im Bereich des Schiffbaus, um faire und wettbewerbsorientierte Marktbedingungen zu fördern, und nehmen das starke strukturelle Ungleichgewicht zwischen Angebot und Nachfrage sowie die Markttendenz zur Kenntnis, die die Schiffbauindustrie weltweit in eine Notsituation bringen. Daher treffen die Vertragsparteien im Einklang mit dem OECD-Übereinkommen über den Schiffbau keine Maßnahmen zur Unterstützung ihrer Schiffbauindustrie, die den Wettbewerb verzerren würden oder es ihrer Schiffbauindustrie ermöglichen würden, künftigen schwierigen Situationen zu entgehen.

(2) Die Vertragsparteien kommen überein, auf Antrag einer der beiden Vertragsparteien Konsultationen betreffend die Umsetzung des OECD-Übereinkommens über den Schiffbau sowie den Informationsaustausch über die Entwicklung des Weltmarktes für Schiffe und Schiffbau und jedes andere auf diesem Sektor auftretende Problem aufzunehmen.
Die Vertragsparteien können vereinbaren, die Vertreter der Schiffbauindustrie als Beobachter zu diesen Konsultationen einzuladen.

Artikel 9. Schutz des geistigen, gewerblichen und kommerziellen Eigentums

(1) Die Vertragsparteien verpflichten sich zur Gewährleistung eines angemessenen und wirksamen Schutzes der Rechte an geistigem, gewerblichem und

Historisches Archiv der Europäischen Kommission

kommerziellem Eigentum sowie wirksamer Methoden zur Durchsetzung dieser Rechte.

(2) Die Vertragsparteien kommen überein, das WTO-Übereinkommen über handelsbezogene Aspekte der Rechte an geistigem Eigentum bis zum 1. Juli 1996 umzusetzen.[1]

(3) Die Vertragsparteien bestätigen die Bedeutung, die sie den in multilateralen Übereinkommen über den Schutz der Rechte an geistigem Eigentum enthaltenen Verpflichtungen beimessen. Die Vertragsparteien bemühen sich, so schnell wie möglich den Übereinkommen im Anhang beizutreten, denen sie nicht beigetreten sind.

Artikel 10. Technische Vorschriften, Normen und Konformitätsprüfung

(1) Unbeschadet ihrer internationalen Verpflichtungen fördern die Vertragsparteien im Rahmen ihrer Befugnisse und im Einklang mit ihren jeweiligen Rechtsvorschriften die Anwendung international anerkannter Normen und Konformitätsprüfungssysteme.

Zu diesem Zweck unterstützen sie insbesondere:

a) den Austausch von Informationen und Sachverständigen in den Bereichen Normen, Zulassung, Maßeinheiten und Zertifizierung sowie, soweit angebracht, die gemeinsame Forschung;
b) die Förderung des Austausches und von Kontakten zwischen Fachorganisationen und -einrichtungen auf diesen Gebieten;
c) sektorbezogene Konsultationen;
d) die Zusammenarbeit im Bereich des Qualitätsmanagements;
e) die Intensivierung der Zusammenarbeit auf dem Gebiet der technischen Vorschriften, insbesondere durch den Abschluß eines Übereinkommens zur gegenseitigen Anerkennung von Konformitätsprüfungsergebnissen, als Methode zur Förderung des Handels und zur Vermeidung jeglicher Störungen, die seiner Entfaltung entgegenstehen.
f) Die Teilnahme und Zusammenarbeit im Rahmen der einschlägigen internationalen Übereinkünfte im Hinblick auf eine Förderung der Festlegung harmonisierter Normen.

(2) Die Vertragsparteien stellen sicher, daß die Normen und Konformitätsprüfungsmaßnahmen kein unnötiges Handelshemmnis darstellen.

Historical Archives of the European Commission

---

[1] Für die Republik Korea mit Ausnahme des Gesetzes über die Anwendung chemischer Stoffe in der Landwirtschaft, das am 1. Januar 1997 in Kraft tritt, und dem Saatgutwirtschaftsgesetz (sowie dem Gesetz über den Schutz geographischer Angaben), die vorbehaltlich des Gesetzgebungsverfahrens spätestens am 1. Juli 1998 in Kraft treten.

Artikel 11. Konsultationen

(1) Die Vertragsparteien kommen überein, den Austausch von Informationen über Handelsmaßnahmen zu fördern.

Jede Vertragspartei verpflichtet sich, die andere Vertragspartei rechtzeitig über die Anwendung von Maßnahmen zu unterrichten, mit denen angewandte Meistbegünstigungs-Einfuhrzölle, die sich auf die Ausfuhren der anderen Vertragspartei auswirken, geändert werden.

Jede Vertragspartei kann Konsultationen über Handelsmaßnahmen beantragen. Wird ein solcher Antrag gestellt, finden die Konsultationen zum frühestmöglichen Zeitpunkt statt mit dem Ziel, so schnell wie möglich eine für beide Seiten annehmbare, konstruktive Lösung zu finden.

(2) Jede Vertragspartei erklärt sich bereit, die andere Vertragspartei über die Einleitung von Antidumpingverfahren gegen Erzeugnisse der anderen Vertragspartei zu unterrichten.

Im Einklang mit den WTO-Übereinkommen über Antidumping- und Antisubventionsmaßnahmen prüfen die Vertragsparteien wohlwollend die Vorstellungen einer der Vertragsparteien zu Antidumping- und Antisubventionsmaßnahmen und bieten ausreichend Gelegenheit zu Konsultationen.

(3) Die Vertragsparteien kommen überein, gegenseitige Konsultationen über etwaige Streitfragen im Zusammenhang mit der Durchführung dieses Übereinkommens abzuhalten. Derartige Konsultationen finden sobald wie möglich statt, wenn eine der Vertragsparteien einen entsprechenden Antrag gestellt hat. Die ersuchende Vertragspartei stellt der anderen Vertragspartei alle zweckdienlichen Informationen für eine ausführliche Analyse der Situation zur Verfügung. In diesen Konsultationen soll eine möglichst baldige Lösung des Handelsstreits angestrebt werden.

(4) Die Bestimmungen dieses Artikels berühren weder die internen Verfahren einer jeden Vertragspartei für die Annahme und Änderung von Handelsmaßnahmen noch die im Rahmen der WTO-Übereinkommen vorgesehenen Notifikations-, Konsultations- und Streitbeilegungsmechanismen.

Artikel 12. Wirtschaftliche und industrielle Zusammenarbeit

(1) Die Vertragsparteien fördern unter Berücksichtigung ihres beiderseitigen Interesses und ihrer jeweiligen wirtschaftlichen Strategien und Ziele die wirtschaftliche und industrielle Zusammenarbeit in allen Bereichen, die sie für geeignet halten.

(2) Diese Zusammenarbeit zielt insbesondere auf folgendes ab:

die Förderung des Informationsaustausches zwischen Wirtschaftsteilnehmern und die Entwicklung und Verbesserung bestehender Netze bei gleichzeitiger Gewährleistung eines angemessenen Schutzes persönlicher Daten;

Historical Archives of the European Commission

- die Anregung eines Informationsaustausches über die Bedingungen für eine Zusammenarbeit auf dem Dienstleistungssektor und im Bereich der Informationsinfrastrukturen;
- die Förderung von Investitionen, die für beide Seiten von Vorteil sind, und Schaffung eines günstigen Investitionsklimas;
- die Verbesserung des wirtschaftlichen Umfelds und des Geschäftsklimas.

(3) Zur Erreichung dieser Ziele bemühen sich die Vertragsparteien unter anderem um

a) die Diversifizierung und Intensivierung ihrer Wirtschaftsbeziehungen,
b) die Einrichtung branchenspezifischer Kooperationen,
c) die Förderung der industriellen Zusammenarbeit zwischen Unternehmen, insbesondere zwischen kleinen und mittleren Unternehmen,
d) die Förderung des nachhaltigen Wachstums ihrer Volkswirtschaften,
e) die Förderung von Produktionsweisen, die nicht umweltschädlich sind,
f) die Förderung des Investitions- und Technologieflusses,
g) die Verbesserung des gegenseitigen Verständnisses und der Kenntnis des jeweiligen betrieblichen Umfelds.

Artikel 13. Drogen und Geldwäsche

(1) Die Vertragsparteien arbeiten zusammen, um die Wirksamkeit und die Effizienz von Strategien und Maßnahmen zu erhöhen, mit denen verhindert werden soll, daß Betäubungsmittel und psychotrope Substanzen widerrechtlich hergestellt, beschafft und gehandelt werden, einschließlich der Verhütung der mißbräuchlichen Verwendung von Ausgangsstoffen, sowie um die Verhütung und Reduzierung der Nachfrage nach Drogen zu fördern. Die Zusammenarbeit in diesem Bereich beruht auf gegenseitigen Konsultationen und enger Koordinierung der Ziele und Maßnahmen in den verschiedenen mit dem Drogenmißbrauch zusammenhängenden Bereichen.

(2) Die Vertragsparteien sind sich darin einig, daß energische Anstrengungen und eine Zusammenarbeit erforderlich sind, um zu verhindern, daß ihre Finanzsysteme zum Waschen von Erlösen aus Straftaten im allgemeinen und aus Drogendelikten im besonderen mißbraucht werden.

Die Zusammenarbeit in diesem Bereich zielt auf die Festlegung geeigneter Normen zur Bekämpfung der Geldwäsche ab, wobei die einschlägigen Normen internationaler Gremien, insbesondere der Financial Action Task Force (FATF), berücksichtigt werden.

Artikel 14. Zusammenarbeit in Wissenschaft und Technik

(1) Die Vertragsparteien verpflichten sich, unter Berücksichtigung des beiderseitigen Interesses und der Ziele ihrer Wissenschaftspolitik eine Zusammenarbeit in Wissenschaft und Technik zu unterstützen. Zu diesem Zweck erstrecken sich die Bemühungen der Vertragsparteien insbesondere auf die Förderung

Archives of the European Commission

- des Austausches von Informationen und Know-how in den Bereichen Wissenschaft und Technik;

- des Dialogs über die Erarbeitung und Umsetzung der jeweiligen Forschungs- und Technologiepolitik;
- der Zusammenarbeit im Bereich der Informationstechnik sowie in den Technologien und Wirtschaftszweigen, die die Interoperabilität auf dem Weg zur globalen Informationsgesellschaft betreffen;
- der Zusammenarbeit in den Bereichen Energie und Umweltschutz;
- der Zusammenarbeit auf Sektoren der Wissenschaft und Technik, die von gemeinsamem Interesse sind.

(2) Zur Erreichung der Ziele ihrer jeweiligen Politik bemühen sich die Vertragsparteien unter anderem um

- einen Austausch von Informationen über Forschungsprojekte in den Bereichen Energie, Umweltschutz, Telekommunikation und Informationstechnik sowie Informationsindustrien;
- eine Förderung der Ausbildung von Wissenschaftlern mit geeigneten Mitteln;
- eine Förderung des Technologietransfers zum beiderseitigen Vorteil;
- eine gemeinsame Veranstaltung von Seminaren, auf denen hochrangige Wissenschaftler beider Seiten zusammenkommen, und
- eine Ermutigung von Forschern beider Vertragsparteien, in Bereichen von beiderseitigem Interesse gemeinsame Forschung zu betreiben.

(3) Die Vertragsparteien kommen überein, daß die Zusammenarbeit und alle gemeinsamen Aktionen in den Bereichen Wissenschaft und Technik auf der Grundlage der Gegenseitigkeit verwirklicht werden.

Die Vertragsparteien kommen überein, die Informationen und das geistige Eigentum, die sich aus der Zusammenarbeit ergeben, wirksam gegen jeden Mißbrauch und jede unbefugte Verwendung durch andere als die rechtmäßigen Eigentümer zu schützen.
Im Falle der Teilnahme von Einrichtungen, Gremien und Unternehmen einer der Vertragsparteien an spezifischen Programmen der anderen Vertragspartei in den Bereichen Forschung und technologische Entwicklung, wie zum Beispiel den Programmen des Allgemeinen Rahmenprogramms der Europäischen Gemeinschaft, erfolgen diese Teilnahme und die Verbreitung und Verwendung der dabei gewonnenen Erkenntnisse im Einklang mit den von dieser anderen Vertragspartei festgelegten allgemeinen Regeln.

(4) Die Prioritäten der Zusammenarbeit werden durch Konsultationen zwischen den Vertragsparteien festgelegt. Vorbehaltlich des Absatzes 3 wird die Teilnahme privater Einrichtungen, Gremien und Unternehmen an Aktivitäten der Zusammenarbeit und spezifischen Forschungsprojekten von gemeinsamem Interesse gefördert.

Artikel 15. Zusammenarbeit im Bereich des Umweltschutzes

Die Vertragsparteien werden eine Zusammenarbeit aufnehmen, die auf den Schutz und die Erhaltung der Umwelt abzielt. Diese Zusammenarbeit umfaßt folgende Bereiche:

- Informationsaustausch über die Umweltpolitik und deren Umsetzung zwischen den zuständigen Beamten der Europäischen Kommission und den zuständigen Behörden der Republik Korea;
- Informationsaustausch über umweltverträgliche Technologien;
- Austausch von Personal;
- Förderung der Zusammenarbeit in Umweltschutzangelegenheiten, die in den internationalen Gremien erörtert werden, in denen die Europäische Gemeinschaft und die Republik Korea vertreten sind, insbesondere der UN-Kommission für nachhaltige Entwicklung und anderen Gremien, in denen internationale Übereinkünfte über die Umwelt erörtert werden;
- Erörterung der Fortsetzung von Praktiken der nachhaltigen Entwicklung und insbesondere Zusammenarbeit bei der Umsetzung der Agenda 21 und anderer Maßnahmen im Anschluß an die UN-Konferenz über Umwelt und Entwicklung (UNCED);
- Zusammenarbeit bei gemeinsamen Umweltprojekten.

Artikel 16. Energie

Die Vertragsparteien erkennen die Bedeutung des Energiesektors für die wirtschaftliche und soziale Entwicklung an und sind bereit, im Rahmen ihrer jeweiligen Befugnisse die Zusammenarbeit in diesem Bereich zu intensivieren. Diese Zusammenarbeit zielt darauf ab,

- den Grundsatz der Marktwirtschaft durch die Festsetzung der Verbraucherpreise im Einklang mit den Grundsätzen des Marktes zu fördern,
- die Energieversorgung zu diversifizieren,
- neue und erneuerbare Energien zu entwickeln,
- eine rationelle Energienutzung zu erreichen, insbesondere durch eine Förderung des nachfrageorientierten Managements, und
- im Interesse einer effizienten Energienutzung die bestmöglichen Voraussetzungen für den Technologietransfer zu schaffen.

Zu diesem Zweck kommen die Vertragsparteien überein, die Durchführung gemeinsamer Studien und Forschungsarbeiten sowie Kontakte zwischen den Verantwortlichen für die Energieplanung zu fördern.

Artikel 17. Zusammenarbeit in den Bereichen Kultur, Information und Kommunikation

Die Vertragsparteien verpflichten sich, in den Bereichen Information und Kommunikation eine Zusammenarbeit aufzunehmen, um unter Berücksichtigung der kulturellen Dimension ihrer beiderseitigen Beziehungen das gegenseitige Verständnis zu fördern.

Bei diesen Maßnahmen handelt es sich insbesondere um

- den Austausch von Informationen über Themen von gemeinsamem Interesse in den Bereichen Kultur und Information;

Historical Archives of the European Commission

- kulturelle Veranstaltungen;
- den Kulturaustausch und
- den akademischen Austausch.

Artikel 18. Zusammenarbeit bei der Entwicklung von Drittländern

Die Vertragsparteien kommen überein, Informationen über ihre Entwicklungshilfepolitik auszutauschen, um einen regelmäßigen Dialog über die Ziele dieser Politik und über ihre jeweiligen Entwicklungshilfeprogramme in Drittländern einzurichten. Sie prüfen, inwieweit die Zusammenarbeit im Einklang mit ihren jeweiligen Rechtsvorschriften und den bei der Umsetzung dieser Programme geltenden Bedingungen ausgeweitet werden kann.

Artikel 19. Gemischter Kooperationsausschuß

(1) Die Vertragsparteien setzen im Rahmen dieses Abkommens einen Gemischten Ausschuß ein, der aus Vertretern der Mitglieder des Rates der Europäischen Union und Mitgliedern der Kommission der Europäischen Gemeinschaften einerseits und Vertretern der Republik Korea andererseits besteht. In dem Ausschuß werden Konsultationen abgehalten, um die Umsetzung dieses Abkommens zu erleichtern und dessen allgemeine Ziele zu fördern.

(2) Der Gemischte Ausschuß hat folgende Aufgaben:

- Er sorgt für das ordnungsgemäße Funktionieren des Abkommens.
- Er prüft die Entwicklung des Handels und der Zusammenarbeit zwischen den beiden Vertragsparteien.
- Er sucht nach geeigneten Mitteln zur Verhinderung etwaiger Schwierigkeiten in den Bereichen dieses Abkommens.
- Er sucht nach Wegen zur Entwicklung und Diversifizierung des Handels.
- Er tauscht Meinungen aus und unterbreitet Vorschläge zu allen Themen von gemeinsamem Interesse bezüglich des Handels und der Zusammenarbeit, auch zu künftigen Aktionen und den für ihre Durchführung zur Verfügung stehenden Ressourcen.
- Er spricht zweckdienliche Empfehlungen zur Expansion des Handels und der Zusammenarbeit aus und berücksichtigt dabei die Notwendigkeit einer Koordinierung der vorgeschlagenen Maßnahmen.

(3) Der Gemischte Ausschuß tagt gewöhnlich einmal im Jahr abwechselnd in Brüssel und Seoul. Außerordentliche Tagungen werden auf Antrag einer Vertragspartei abgehalten. Den Vorsitz im Gemischten Ausschuß führt abwechselnd eine der Vertragsparteien.

(4) Der Gemischte Ausschuß kann spezialisierte Unterausschüsse einsetzen, die ihn bei der Erfüllung seiner Aufgaben unterstützen. Diese Unterausschüsse erstatten ihm auf jeder Tagung ausführlich Bericht über ihre Arbeit.

Artikel 20. Begriffsbestimmung

Historical Archives of the European Commission

Im Sinne dieses Abkommens sind "die Vertragsparteien" die Europäische Gemeinschaft oder ihre Mitgliedstaaten oder die Europäische Gemeinschaft und ihre Mitgliedstaaten, je nach ihren Befugnissen, einerseits und die Republik Korea andererseits.

Artikel 21. Inkrafttreten und Geltungsdauer

(1) Dieses Abkommen tritt am ersten Tag des Monats in Kraft, der auf den Tag folgt, an dem die Vertragsparteien einander den Abschluß der hierfür erforderlichen rechtlichen Verfahren notifiziert haben.

(2) Dieses Abkommen wird für einen Zeitraum von fünf Jahren geschlossen. Es wird stillschweigend für jeweils ein Jahr verlängert, wenn keine der Parteien es sechs Monate vor dem Zeitpunkt seines Ablaufs der anderen Vertragspartei gegenüber schriftlich kündigt.

Artikel 22. Notifikationen

Die Notifikationen gemäß Artikel 21 werden beim Generalsekretariat des Rates der Europäischen Union bzw. beim Ministerium für Auswärtige Angelegenheiten der Republik Korea vorgenommen.

Artikel 23. Nichterfüllung dieses Abkommens

Ist eine Vertragspartei der Auffassung, daß die andere Vertragspartei einer Verpflichtung aus diesem Abkommen nicht nachgekommen ist, so kann sie geeignete Maßnahmen treffen. Abgesehen von besonders dringenden Fällen unterbreitet sie vor Ergreifen dieser Maßnahmen der anderen Vertragspartei alle zweckdienlichen Informationen für eine gründliche Prüfung der Situation, um eine für die Vertragsparteien annehmbare Lösung zu finden. Es sind mit Vorrang solche Maßnahmen zu wählen, die das Funktionieren dieses Abkommens am wenigsten stören. Diese Maßnahmen werden der anderen Vertragspartei unverzüglich mitgeteilt und sind auf Antrag der anderen Vertragspartei Gegenstand von Konsultationen.

Artikel 24. Evolutivklausel

Die Vertragsparteien können im gegenseitigen Einvernehmen dieses Abkommen erweitern, um die Zusammenarbeit im Einklang mit ihren jeweiligen Rechtsvorschriften in besonderen Wirtschaftszweigen oder spezifischen Tätigkeiten zu intensivieren und auszubauen.

Im Rahmen der Durchführung dieses Abkommens kann jede Vertragspartei Vorschläge zur Erweiterung der Zusammenarbeit unter Berücksichtigung der bei der Durchführung des Abkommens erworbenen Erfahrungen unterbreiten.

Artikel 25. Erklärungen und Anhang

Historical Archives of the European Commission

Die gemeinsamen Erklärungen und der Anhang zu diesem Abkommen sind Bestandteil dieses Abkommens.

Artikel 26. Geographischer Geltungsbereich

Dieses Abkommen gilt für das Gebiet der Republik Korea einerseits und für die Gebiete, in denen der Vertrag zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft angewendet wird, und nach Maßgabe jenes Vertrages andererseits.

Artikel 27. Verbindliche Sprachen

Dieses Abkommen ist in zwei Urschriften in dänischer, deutscher, englischer, finnischer, französischer, griechischer, italienischer, niederländischer, portugiesischer, schwedischer, spanischer und koreanischer Sprache abgefaßt, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist.

Zu Urkund dessen haben die unterzeichneten Bevollmächtigten ihre Unterschriften unter dieses Rahmenabkommen gesetzt.

Geschehen zu ... am ... neunzehnhundert...

FÜR DIE EUROPÄISCHE GEMEINSCHAFT:

FÜR DAS KÖNIGREICH BELGIEN:

FÜR DAS KÖNIGREICH DÄNEMARK:

FÜR DIE BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND:

FÜR DIE GRIECHISCHE REPUBLIK:

FÜR DAS KÖNIGREICH SPANIEN:

FÜR DIE FRANZÖSISCHE REPUBLIK:

FÜR IRLAND:

FÜR DIE ITALIENISCHE REPUBLIK:

FÜR DAS GROSSHERZOGTUM LUXEMBURG:

FÜR DAS KÖNIGREICH DER NIEDERLANDE:

FÜR DIE REPUBLIK ÖSTERREICH:

FÜR DIE PORTUGIESISCHE REPUBLIK:

FÜR DIE REPUBLIK FINNLAND:

Historical Archives of the European Commission

FÜR DAS KÖNIGREICH SCHWEDEN:

FÜR DAS VEREINIGTE KÖNIGREICH GROSSBRITANNIEN UND NORDIRLAND:

FÜR DIE REPUBLIK KOREA:

Historical Archives of the European Commission

ANHANG

Übereinkünfte über das geistige, gewerbliche und kommerzielle Eigentum

- Berner Übereinkunft über den Schutz von Werken der Literatur und Kunst (Pariser Fassung von 1971)
- Internationales Abkommen über den Schutz der ausübenden Künstler, der Hersteller von Tonträgern und der Sendeunternehmen (Rom 1961)
- Pariser Verbandsübereinkunft zum Schutz des gewerblichen Eigentums (Stockholmer Fassung von 1967, ergänzt 1979)
- Vertrag über die internationale Zusammenarbeit auf dem Gebiet des Patentwesens (Washington 1970, ergänzt 1979 und geändert 1984)
- Madrider Abkommen über die internationale Registrierung von Marken (Stockholmer Fassung von 1967, ergänzt 1979)
- Protokoll zum Madrider Abkommen über die internationale Registrierung von Marken (Madrid 1989)
- Abkommen von Nizza über die internationale Klassifikation von Waren und Dienstleistungen für die Eintragung von Marken (Genf 1977, ergänzt 1979)
- Budapester Vertrag über die internationale Anerkennung der Hinterlegung von Mikroorganismen für die Zwecke von Patentverfahren (1977, geändert 1980)
- Internationales Übereinkommen zum Schutz von Pflanzenzüchtungen (UPOV) (Genfer Fassung von 1991)

Historical Archives of the European Commission

Gemeinsame Erklärung zu Artikel 7

Jede Vertragspartei gestattet den Reedereien der anderen Vertragspartei die gewerbliche Niederlassung in ihrem Gebiet, um Speditionstätigkeiten auszuüben, und zwar zu Niederlassungs- und Betriebsbedingungen, die nicht weniger günstig sind als diejenigen, die sie ihren eigenen Unternehmen oder den Tochtergesellschaften bzw. Zweigniederlassungen eines Drittlandes gewährt, falls letztere die günstigeren Bedingungen sind.

Gemeinsame Erklärung zu Artikel 9

Die Vertragsparteien sind sich darüber einig, daß das geistige, gewerbliche und kommerzielle Eigentum für die Zwecke dieses Abkommens insbesondere folgendes umfaßt: das Urheberrecht einschließlich des Urheberrechts an Computerprogrammen und die verwandten Schutzrechte, die Patente, die gewerblichen Muster, die geographischen Bezeichnungen einschließlich der Herkunftsbezeichnungen, die Warenzeichen und die Dienstleistungsmarken, die Topographien integrierter Schaltkreise sowie den Schutz gegen unlauteren Wettbewerb im Sinne des Artikels 10a der Pariser Verbandsübereinkunft zum Schutz des gewerblichen Eigentums und den Schutz geheimer Informationen über Know-how.

Gemeinsame Auslegungserklärung zu Artikel 23

a) Die Vertragsparteien sind sich darüber einig, daß für die Zwecke der richtigen Auslegung und der praktischen Anwendung die in Artikel 23 genannten 'besonders dringenden Fälle' die Fälle erheblicher Verletzung des Abkommens durch eine der Vertragsparteien sind. Eine erhebliche Verletzung des Abkommens ist

a. die von den allgemeinen Regeln des Völkerrechts nicht gedeckte Ablehnung der Erfüllung des Abkommens oder
b. der Verstoß gegen die in Artikel 1 niedergelegten wesentlichen Bestandteile des Abkommens.

b) Die Vertragsparteien sind sich darüber einig, daß unter 'geeignete Maßnahmen' in Artikel 23 Maßnahmen im Einklang mit dem Völkerrecht zu verstehen sind.

Historical Archives of the European Commission

Erklärung der Europäischen Gemeinschaft zu Artikel 8

Die Europäische Gemeinschaft äußert ihre Besorgnis über die Probleme, die durch die gegenwärtige Tendenz der Ausweitung der Schiffbaukapazität auf dem Weltmarkt ausgelöst wurden und vermutlich noch ausgelöst werden, und mißt diesen Problemen große Bedeutung bei.

In diesem Zusammenhang möchte sie an den Inhalt der Erklärung erinnern, die sie anläßlich des Abschlusses der Verhandlungen über das OECD-Übereinkommen über den Schiffbau am 21. Dezember 1994 in Paris abgab und die in bezug auf diesen Punkt weiterhin volle Gültigkeit besitzt.

Die Europäische Gemeinschaft fordert die Republik Korea auf, mit der Europäischen Gemeinschaft und anderen Unterzeichnern des OECD-Übereinkommens über den Schiffbau zusammenzuarbeiten, um das starke strukturelle Ungleichgewicht zwischen Angebot und Nachfrage auf dem Weltschiffbaumarkt mit angemessenen Mitteln zu verringern.

Erklärung der Republik Korea zu Artikel 7 Absatz 2

Die Republik Korea erklärt zu Artikel 7 Absatz 2 Buchstabe a (Seeverkehr), daß sie die Aufnahme von Ladungsanteilvereinbarungen in künftige bilaterale Abkommen mit einem bestimmten Drittland über den Verkehr mit trockenen und flüssigen Massengütern nur dann gestatten wird, wenn der außergewöhnliche Umstand gegeben ist, daß koreanische Reedereien sonst keinen Zugang zum Verkehr von und nach dem betreffenden Drittland hätten.

Historical Archives of the European Commission

[2]Diese Erklärungen werden anläßlich der Unterzeichnung des Abkommens abgegeben.

22/03 '96 VEN 18:10 [TX/RX N° 5820]

EXERCISE 1997

Fiche financière

1. INTITULÉ DE L'ACTION

Implementation of the Framework Agreement for Trade and Cooperation between the EC and its Member States, on the one hand, and the Republic of Korea on the other. - Specific actions in the field of economic cooperation and cooperation activities of a general nature. These actions will take place in accordance with the EU Asia Strategy (COM (94) 314 final; in particular section 2.2).

2. LIGNE(S) BUDGÉTAIRE(S) CONCERNÉE(S)

Compte tenu de la structure budgétaire actuelle, la ligne d'imputation pourrait être la ligne B7-8700 Accords de cooperation économique et commerciale avec les pays tiers. Ceci est subordonné aux résultats de la procédure budgétaire annuelle.

3. BASE LÉGALE

Art. 113 and 235 EC Treaty.

4. DESCRIPTION DE L'ACTION :

4.1 Objectif général de l'action

To promote further development of economic relations with Korea in accordance with the Framework Agreement with Korea. This will cover in particular those fields falling within the DG I remit (trade cooperation, trade visits, promotion of contacts between economic operators, specific cooperation activities of a general nature).

4.2 Période couverte par l'action et modalités prévues pour son renouvellement

The framework agreement will be in force for a period of five years and is tacitly renewable on an annual basis once this period will have elapsed.

5. CLASSIFICATION DE LA DÉPENSE/RECETTE

5.1 DO/DNO: dépense non-obligatoire

5.2 CD/CND: crédit dissocié

5.3 Type de recettes visées: not applicable

6. TYPE DE LA DÉPENSE/RECETTE

- subvention à 100% (peut être envisagée exceptionnellement);
- subvention pour co-financement avec d'autres sources du secteur public ou privé (notamment avec le Gouvernement de la République de Corée).

Historical Archives of the European Commission

7. INCIDENCE FINANCIÈRE

7.1 Mode de calcul du coût total de l'action (lien entre les coûts individuels et le coût total)

The Framework Agreement will be signed in 1996, and should therefore be implemented in 1997 and beyond.

The framework agreement is the first-ever agreement of a general nature with the Republic of Korea. Specific actions will therefore have to be financed from a new operational budget allocation. The framework agreement foresees economic cooperation in a number of fields, e.g. Science and Technology, Industry, Standards, Environment, Energy, Culture etc. Whereas part of these activities may be covered by existing budget allocations (e.g. cooperation funds earmarked to implement the Fourth Framework Programme for Research and Technical Development, information budget allocated to DG X/ Delegation in Seoul), an additional allocation estimated at ECU 250,000 a year is likely to be necessary for these new cooperation initiatives.

The 1997 programme for cooperation with Korea should cover some or all of the following activities:

a. meetings of an EU/Korea Forum, the creation of which was proposed by the EU/Korea Wisemen's Club in its November 1995 report,

b. a conference aimed at promoting dialogue between Korean consumer groups and their European counterparts (in an effort to influence consumer perceptions of European products),

c. a forum aimed at providing information on the possibilities for cooperation in the field of research and development (explanation of functioning of programmes on both sides etc.),

d. the organisation of sectoral business forums in sectors of common interest with a view to encouraging cooperation between businesses on both sides (Korea has already proposed semiconductors and consumers electronics for 1996),

e. a subsidy for the creation of a federation of associations of European companies exporting to Korea (so as to prepare the ground for the creation of an EU/Korea Chamber of Commerce),

f. the creation of an 'EU-Korea Relationship Prize' the aim of which would be to encourage European media to give more and better information on Korea and Korean media to give more and better information on the EU and its Member States (proposed by the EU/Korea Wisemen's Club in its November 1995 report).

g. a participation in the costs of the organisation of specific trade and investment visits (in line with the principle of subsidiarity).

Historical Archives of the European Commission

22/03 '98 VEN 18:10 [TX/RX N° 5820]

7.2 Ventilation par éléments de l'action

CE en Mio Ecus
(prix courants)

Ventilation	Année 1997	n + 1	n + 2	n + 3	n + 4	n + 5 et exer. suiv.	Total
EU/Korea Forum	0,100						
Conference on consumer legislation.	0,100						
Subsidies	0,050						
Total	0,250						

7.3 Echéancier crédits d'engagement / crédits de paiement

CE en Mio Ecus

	Année 1997	1998	n + 2	n + 3	n + 4	n + 5 et exer. suiv.	Total
Crédit d'engagement	0,250						0,250
Crédits de paiement							
année 1997	0,200						0,200
1998		0,050					0,050
n + 2							
n + 3							
n + 4							
n + 5 et exer. suiv.							
Total	0,200	0,050					0,250

8. DISPOSITIONS ANTI-FRAUDE PRÉVUES

9. ELÉMENTS D'ANALYSE COÛT-EFFICACITÉ

9.1. Objectifs spécifiques quantifiables, population visée

EU/Korea Forum

The EU/Korea Forum would be a conference aimed at promoting cooperation between the business, media and academic communities on

Historical Archives of the European Commission

both sides under the aegis of the Korean Government and the European Commission. Representatives of these sectors should therefore participate. Specific meetings for one or more of the sectors could be an appropriate follow-up.

Participants should be selected with the help of Member States' authorities with a view to ensure that both EC and national possibilities for cooperation are taken into account.

Conference on consumer protection

The conference on consumer protection would promote dialogue between Korean consumer groups and their European counterparts and would provide the former with reliable information on the EC legislation in this field. Koreans are known to have a perception of foreign products derived from the frugality campaigns of the past. With a more liberal policy in place, it is essential that this false image of European products as too expensive, dangerous and bad quality products be corrected.

9.2. Justification de l'action

Implementation of the first framework agreement with Korea: development of economic cooperation with Korea.

9.3 Suivi et évaluation de l'action.

The Commission will carefully assess the effectiveness and impact of actions it organises with the Korean Government, prior to deciding on follow-up action.

10. DÉPENSES ADMINISTRATIVES (PARTIE A DE LA SECTION III DU BUDGET GENERAL)

La mobilisation effective des ressources administratives nécessaires résultera de la décision annuelle de la Commission relative à l'allocation des ressources, compte tenu notamment des effectifs et des montants supplémentaires qui auront été accordés par l'autorité budgétaire.

Historical Archives of the European Commission

10.1 Incidence sur le nombre d'emplois

Types d'emplois		Effectifs à affecter à la gestion de l'action		dont		durée
		emplois permanents	emplois temporaires	par utilisation des ressources existantes au sein de la DG ou du service concerné	par recours à des ressources supplémentaires	
Fonctionnaires ou agents temporaires	A	1		1		indéterminée
	B					
	C	1		1		indéterminée
Autres ressources						
Total		2		2		

10.2 Incidence financière globale des ressources humaines supplémentaires

None.

10.3 Augmentation d'autres dépenses de fonctionnement découlant de l'action

(écus)

Ligne budgétaire (n° et intitulé)	Montants	Mode de calcul
A-2510.11.01	p.m.	Commission mixte annuelle, se tenant alternativement à Bruxelles et en Corée, n'impliquant que des frais de mission de fonctionnaires.
A-1300.11.01	17 000	5 allers-retours Bruxelles-Séoul (5 fonctionnaires) et 5 indemnités de séjour Séoul (3 jours)
Total	17 000	

N.B. Les montants correspondent aux dépenses pour 12 mois (la durée est indéterminée).

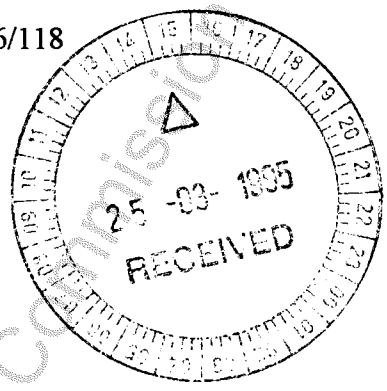
Historical Archives of the European Commission

COMMISSION EUROPÉENNE
Secrétariat Général

Bruxelles, le 25 mars 1996

COM(96)141

O/96/118



TEXTE E

PROPOSITION DE DECISION DU CONSEIL SUR LA CONCLUSION D'UN ACCORD-CADRE DE COMMERCE ET DE COOPERATION ENTRE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE ET SES ETATS MEMBRES, D'UNE PART, ET LA REPUBLIQUE DE COREE, DE L'AUTRE

Communication de Sir Leon BRITTAN

- Cette question est susceptible d'être inscrite à l'ordre du jour d'une prochaine réunion de la Commission.

Historical Archives of the European Commission

Destinataires : Membres de la Commission
MM. KRENZLER, COLEMAN, BURGHARDT, PRAT, RAVASIO, MICOSSI, SCHAUB, LEGRAS, COLEMAN, DE KOSTER, MME FLESCH, MM. ENTHOVEN, ROUTTI, VERRUE, MOGG, DE MIGUEL, CURRIE, O'DWYER, von MOLTKE, DEWOST

O/118/96

NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

Consultation lancée le 19.03.96

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) générale(s) responsable(s)

I Relations Extérieures - Politique commerciale, relations avec l'Amérique du Nord, l'Extrême-Orient, l'Australie, et la Nouvelle-Zélande

Service(s) associé(s)

- pour accord -

VII	Transports	:	Accord

Service(s) consulté(s)

- pour accord -

IA	Relations Exterieures - Europe et Nouveaux Etats Indépendants, Politique étrangère et de sécurité commune, Service extérieur	:	Consultation en cours
IB	Relations Extérieures: Méditerranée du Sud, Moyen et Proche-Orient, Amérique latine, Asie du Sud et du Sud-Est et Coopération Nord-Sud.	:	Consultation en cours
II	Affaires Economiques et Financières	:	Accord
III	Industrie	:	Accord
IV	Concurrence	:	Accord
VI	Agriculture	:	Accord
VII	Transports	:	Accord
IX	Personnel et Administration	:	Accord
X	Audiovisuel, Information, Communication et Culture	:	Accord
XI	Environnement, Sécurité Nucléaire et Protection Civile	:	Accord
XII	Science, Recherche et Développement	:	Accord
XIII	Télécommunications, Marché de l'Information et Valorisation de la recherche	:	Accord
XV	Marché Intérieur et Services Financiers	:	Consultation en cours
XVII	Energie	:	Consultation en cours
XXI	Douane et Fiscalité Indirecte	:	Accord
XXII	Education, Formation et Jeunesse	:	Accord
XXIII	Politique d'Entreprise, Commerce, Tourisme et Economie sociale	:	Consultation en cours

- pour avis -

SJ	Service Juridique	:	Avis favorable

Langue originale : EN

Historical Archives of the European Commission

COMMUNICATION FROM SIR LEON BRITTAN TO THE COMMISSION

Proposal for a Council Decision on the conclusion of a Framework Agreement for Trade and Cooperation with the Republic of Korea

Historical Archives of the European Commission

MEMORANDUM FROM SIR LEON BRITTAN TO THE COMMISSION

1. The attached proposal is for a Council Decision to conclude the Framework Agreement for Trade and Cooperation with the Republic of Korea.

2. This agreement is the first agreement of a general nature between the EC and the Republic of Korea. It is of a non-preferential nature and does not include any financial protocol. Its purpose is to establish cooperation in trade, to step and diversify trade, to establish economic cooperation and to facilitate cooperation between businesses.

3. Whereas such cooperation does not exist yet, a small part of the budget line for cooperation with third countries will have to be reserved for its implementation from 1997 onwards.

4. The conclusion of a framework agreement was proposed by the Korean side in November 1993. The negotiations started in May 1995 and were concluded on 29 February 1996, when the text was initialed. The initialed text is in line with the negotiating directives of March 1995.

5. The conclusion of a framework agreement with the Republic of Korea is one of the measures to implement the 1994 EU Asia Strategy which provides explicitly that economic cooperation should be extended towards countries such as Korea, and will reinforce the emerging EU-Asia partnership.

6. The agreement will be concluded by both the EC and its Member States.
For the EC the legal bases are specified in the draft decision: Art. 113 of the EC Treaty covers most of the trade provisions, Art. 235 of the EC Treaty covers the cooperation provisions, Art. 73 c (2) of the EC Treaty is relied upon because investment is referred to in Art. 5 (2) of the Framework Agreement, and Art. 75 and 84 (2) of the EC Treaty cover the maritime transport Article.
Due to the inclusion of Art. 235 of the EC Treaty the Council will decide by unanimity; it will also consult the European Parliament on the basis of Art. 75, 84 (2) and 228 (3) first subparagraph of the EC Treaty. In accordance with Art. 75 the Economic and Social Committee will be consulted.

7. The Commission is requested to adopt this proposal for a Council Decision with a view to enabling the early signature of the agreement by the EC, its Member States and the Republic of Korea.

Historical Archives of the European Commission

DRAFT

COMMUNICATION FROM THE COMMISSION TO THE COUNCIL

Proposal for a Council Decision on the conclusion of a Framework Agreement for Trade and Cooperation with the Republic of Korea

Historical Archives of the European Commission

EXPLANATORY MEMORANDUM

1. By means of a decision of 8 March 1995, the Council authorized the Commission to open negotiations for a framework agreement for trade and cooperation with the Republic of Korea and adopted negotiating directives to that end.

2. Two negotiating sessions took place in Brussels, the first on 11 May 1995 and the second on 12-13 October 1995. Further to consultations between the Commission and the Korean Government held at the end of November 1995 and contacts through diplomatic channels, the agreement was initialled in Brussels on 29 February 1996.

3. When the negotiating directives were adopted, the Council stipulated that it reserved the right to give its decision on the legal status of the Agreement once the negotiations would be completed. In line with the outcome of the discussion that took place in Council in December 1995 and January 1996 the agreement will be an agreement to which both the Community and Member States will be parties (a so-called mixed agreement). The Agreement is now being submitted to the Council to be signed and concluded.

4. The Commission considers that the Agreement initialed is in line with the negotiating directives adopted by the Council.

5. The Commission will examine whether the provisional application of certain provisions of this agreement is acceptable to the Korean side. If this were to be the case, the Commission will in due course seek the approval of an exchange of letters to that end.

6. In order to enable the framework agreement for trade and cooperation between the European Community and its Member States and the Republic of Korea to be signed and concluded, the Commission is proposing to the Council that it approve the attached draft decision.

Historical Archives of the European Commission

Calendrier provisoire

27.03.96	Décision de la Commission
29.03.96 12.04.96	Conseil: discussion dans le Group Asie
12.04.96	Information du Parlement européen (Procédure Luns-Westerterp)
17.04.96	COREPER
22-23.04.96	Décision Conseil (Affaires Générales) en vue de la signature de l'accord
mai 1996:	Consultation du Parlement européen
mai 1996:	Consultation du Comité economique et social

Historical Archives of the European Commission

Proposal for a

COUNCIL DECISION (EC) .....

concerning the conclusion of
the Framework Agreement for Trade and Cooperation
between the European Community and its Member States, of the one part,
and the Republic of Korea, of the other part

(presented by the Commission to the Council)

Historical Archives of the European Commission

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN UNION,

Having regard to the Treaty establishing the European Community, and in particular Articles 73 c (2), 75, 84(2), 113, and 235 thereof, in conjunction with the second sentence of Article 228 (2) and the first subparagraph of paragraph 3 of thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Having regard to the opinion of the European Parliament,

Having consulted the Economic and Social Committee,

Whereas the European Community should approve the Framework Agreement for Trade and Cooperation between the European Community and its Member States, of the one part, and the Republic of Korea, of the other part,

HAS DECIDED AS FOLLOWS:

Article 1

The Framework Agreement for Trade and Cooperation between the European Community and its Member States, of the one part, and the Republic of Korea, of the other part, is hereby approved on behalf of the European Community.

The text of the Agreement is attached to this Decision.

Article 2

The Commission, assisted by representatives of the Member States, shall represent the European Community in the Joint Committee provided for in Article 19 (3) of the Framework Agreement for Trade and Cooperation.

Article 3

The President of the Council shall give the notification provided for in Article 21 of the Agreement on behalf of the European Community.

Article 4

This Decision shall be published in the Official Journal of the European Communities.

Done at Brussels,

For the Council
The President

Historical Archives of the European Commission

(title)

Framework Agreement for Trade and Cooperation between the European Community and its Member States, on the one hand, and the Republic of Korea on the other

(text)

THE EUROPEAN COMMUNITY,

and

THE KINGDOM OF BELGIUM,
THE KINGDOM OF DENMARK,
THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY,
THE HELLENIC REPUBLIC,
THE KINGDOM OF SPAIN,
THE FRENCH REPUBLIC,
IRELAND,
THE ITALIAN REPUBLIC,
THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG,
THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS,
THE REPUBLIC OF AUSTRIA,
THE PORTUGUESE REPUBLIC,
THE REPUBLIC OF FINLAND,
THE KINGDOM OF SWEDEN,
THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND,

Parties to the Treaty establishing the European Community and the Treaty on European Union, hereinafter referred to as 'Member States',

on the one hand,

and

THE REPUBLIC OF KOREA,

on the other hand,

CONSIDERING the traditional links of friendship between the Republic of Korea, the European Community and its Member States;

Historical Archives of the European Commission

. *REAFFIRMING* the attachment of the Parties to democratic principles and fundamental human rights as laid down in the Universal Declaration on Human Rights;

. *CONFIRMING* their desire to establish a regular political dialogue between the European Union and the Republic of Korea, based on shared values and aspirations;

. *RECOGNISING* that the General Agreement on Tariffs and Trade has played a significant role to promote international trade in general and bilateral trade in particular, and that both the Republic of Korea and the European Community are equally committed to the principles of free trade and market economy on which that agreement is based;

. *REAFFIRMING* that both the Republic of Korea, the European Community and its Member States have pledged to implement fully their commitments made by the ratification of the Agreement establishing the World Trade Organisation;

. *HAVING IN MIND* the need to contribute to the full implementation of the results of the GATT Uruguay Round and the need to apply all rules governing international trade in a transparent and non-discriminatory manner;

. *RECOGNISING* the importance of strengthening the existing relationship between the Parties with a view to enhancing co-operation between them, and their common will to consolidate, deepen and diversify their relations in areas of mutual interest on the basis of equality, non-discrimination, respect for the natural environment and mutual benefit;

. *DESIROUS* of creating favourable conditions for sustainable growth and diversification of trade and for economic cooperation in various areas of mutual interest;

. *BELIEVING* that it will be advantageous to the Parties to institutionalise relations and to establish economic cooperation between them, as such cooperation would encourage further development of trade and investment;

. *MINDFUL* of the importance of facilitating the involvement in cooperation of the individuals and entities directly concerned, in particular economic operators and the bodies representing them,

HAVE DECIDED TO CONCLUDE THIS AGREEMENT AND TO THIS END HAVE DESIGNATED AS THEIR PLENIPOTENTIARIES

Historical Archives of the European Commission

THE EUROPEAN COMMUNITY:

THE KINGDOM OF BELGIUM:

THE KINGDOM OF DENMARK:

THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY:

THE HELLENIC REPUBLIC:

THE KINGDOM OF SPAIN:

THE FRENCH REPUBLIC:

IRELAND:

THE ITALIAN REPUBLIC:

THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG:

THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS:

THE REPUBLIC OF AUSTRIA:

THE PORTUGUESE REPUBLIC:

THE REPUBLIC OF FINLAND:

THE KINGDOM OF SWEDEN:

THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND:

THE REPUBLIC OF KOREA:

WHO, having exchanged their full powers, found in good and due form,

HAVE AGREED AS FOLLOWS:

Historical Archives of the European Commission

Article 1. Basis for Cooperation

Respect for democratic principles and human rights as defined in the Universal Declaration on Human Rights inspires the domestic and international policies of the Parties and constitutes an essential element of this Agreement.

Article 2. Aims of Cooperation

With a view to enhancing co-operation between them, the Parties undertake to promote further development of economic relations between them. Their efforts will in particular be aimed at:

a. stepping up, establishing cooperation in and diversifying trade to their mutual advantage;

b. establishing economic cooperation in fields of mutual interest, including scientific and technological cooperation and industrial cooperation;

c. facilitating cooperation between businesses by facilitating investment on both sides and by promoting better mutual understanding.

Article 3. Political Dialogue

A regular political dialogue, based on shared values and aspirations, shall be established between the European Union and the Republic of Korea. This dialogue shall take place in accordance with the procedures agreed in the Joint Declaration between the European Union and the Republic of Korea on this subject.

Article 4. Most-favoured-nation Treatment

In accordance with their rights and obligations under the World Trade Organization, the Parties undertake to accord each other most-favoured-nation treatment.

Article 5. Trade Cooperation

1. The Parties undertake to promote the development and diversification of their reciprocal commercial exchanges to the highest possible level and to their mutual benefit.

   The Parties undertake to achieve improved market access conditions. They will ensure that applied, most favoured nation customs duties are set, taking into account various elements, including the domestic market situation of one Party and the export interests of the other Party. They undertake to work towards the elimination of barriers to trade, in particular through the timely removal of non-tariff barriers and by taking measures to improve transparency, having regard to the work carried out by international organisations in this field.

Historical Archives of the European Commission

2. The Parties shall take steps to conduct a policy aimed at

a. multilateral and bilateral cooperation to address issues relating to the development of trade which are of interest to both sides, including the future proceedings of the WTO To that end they shall cooperate at the international level and bilaterally in the solution of commercial problems of common interest;
b. promoting exchanges of information between economic operators and industrial cooperation between enterprises in order to diversify and increase existing flows of trade;
c. studying and recommending trade-promotion measures suitable for fostering the development of trade;
d. facilitating cooperation between the competent customs authorities of the European Community, its Member States and Korea;
e. improving market access for industrial, agricultural and fisheries products;
f. improving market access for services, such as financial services and telecommunications services;
g. strengthening cooperation in the fields of standards and technical regulations;
h. effectively protecting intellectual, industrial and commercial property;
i. organising trade and investment visits;
j. organising general and single industry trade fairs.

3. The Parties shall foster fair competition of economic activities through fully enforcing their relevant laws and regulations.

4. In accordance with their obligations under the WTO Government Procurement Agreement, the Parties shall ensure participation in procurement contracts on a non-discriminatory and reciprocal basis.

They will continue their discussions aimed at further mutual opening of their respective procurement markets in other sectors such as telecommunications procurement.

Article 6. Agriculture and Fisheries

1. The Parties agree to encourage cooperation in the fields of agriculture and fisheries, including horticulture and mariculture. On the basis of discussions about their respective agricultural and fisheries policies the Parties will study:

a. the possibilities for increased trade in agricultural products and fish products;
b. the effect on trade of sanitary and phytosanitary measures, and measures relating to the environment;
c. the links between agriculture and the rural environment;
d. research in the fields of agriculture and fisheries, including horticulture and mariculture.

2. As appropriate, the provisions of paragraph 1 of this Article apply to products and services in the related agricultural processing industry.

Historical Archives of the European Commission

3. The Parties undertake to comply with the terms of the Agreement on Sanitary and Phytosanitary Measures of the WTO and are willing to enter into consultations, upon request of either of them, to discuss the proposals from the other Party on the application and the harmonisation of sanitary and phytosanitary measures, taking into consideration the standards agreed upon in other international organizations such as OIE, IPPC, and Codex Alimentarius.

Article 7. Maritime Transport

1. The Parties undertake to move towards the goal of unrestricted access to the international maritime market and traffic based on fair competition on a commercial basis, in accordance with the provisions of this Article.

(a) The above provision does not prejudice the rights and obligations arising from the United Nations Convention Code of Conduct for Liner Conferences as applicable to one or other Party to the present Agreement. Non-conference lines will be free to operate in competition with a conference as long as they adhere to the principle of fair competition on a commercial basis.

(b) The Parties affirm their commitment to build a fair and competitive environment for the dry and liquid bulk trade. In view of this commitment, the Republic of Korea will take necessary steps to phase out the existing cargo reservation of designated bulk commodities for Korean flag carriers over a transitional period, which will end on 31 December 1998.

2. In pursuit of the goal of paragraph 1, the Parties shall:

(a) abstain from introducing cargo sharing clauses into future bilateral agreements with third countries concerning dry and liquid bulk and liner trade, except where, in exceptional circumstances, with regard to liner trade, shipping companies from one or other Party to the present agreement would not otherwise have an effective opportunity to engage in trade to and from the third country concerned.

(b) abstain from implementing, upon entry into force of this Agreement, administrative and technical and legislative measures which could have the effect of discriminating between their own nationals or companies and those of the other Party in the supply of services in international maritime transport.

(c) grant no less favourable treatment for the ships operated by nationals or companies of the other Party, than that accorded to its own ships, with regard to access to ports open to international trade, the use of infrastructure and auxiliary maritime services of the ports, as well as related fees and charges, customs facilities and assignment of berths and facilities for loading and unloading.

3. For the purpose of this Article, access to the international maritime market shall include, inter alia, the right for international maritime transport providers of each Party to arrange door-to-door transport services involving a sea leg, and to this effect to

Historical Archives of the European Commission

directly contract with local providers of transport modes other than maritime transport on the territory of the other Party without prejudice to applicable nationality restrictions concerning the carriage of goods and passengers by those other transport modes

4. The provisions of this Article shall apply to European Community companies and Korean companies. Beneficiaries of the provisions of this Article shall be also shipping companies established outside the European Community or the Republic of Korea and controlled by nationals of a Member State or the Republic of Korea, if their vessels are registered in that Member State or in the Republic of Korea in accordance with their respective legislations.

5. The issue of the operations in the European Community and in the Republic of Korea of shipping agency activities shall be dealt with by specific agreements, where appropriate.

Article 8. Shipbuilding

1. The Parties agree to co-operate in the field of shipbuilding with a view to promoting fair and competitive market conditions and note the severe structural disequilibrium between supply and demand and the market trend which depress the world shipbuilding industry. For these reasons, the Parties shall not adopt any measure or take any action to support their shipbuilding industry which would distort competition or allow their shipbuilding industry to escape from any future difficult situation, in accordance with the OECD Agreement on Shipbuilding.

2. The Parties agree to enter into consultations upon a request from either Party regarding the implementation of the OECD Agreement on Shipbuilding, exchange of information on the development of the world market for ships and shipbuilding and on any other problem arising in this sector.
The representatives of the shipbuilding industry may be invited as observers to such consultations, upon agreement by the Parties.

Article 9. Intellectual, Industrial and Commercial Property Protection

1. The Parties undertake to ensure that adequate and effective protection is provided for intellectual, industrial and commercial property rights, including effective means of enforcing such rights.

2. The Parties agree to implement the WTO Agreement on Trade-Related Aspects of Intellectual Property Rights not later than 1 July 1996. [1]

[1] For the Republic of Korea with the exception of the Agrochemical Management Law which will enter into force as from 1 January 1997 and the Seedlings Industry Law (and Law on Protection of Geographical Indications) by 1 July 1998, subject to its legislative procedure.

Historical Archives of the European Commission

3. The Parties confirm the importance they attach to the obligations contained in multilateral conventions for the protection of intellectual property rights The Parties shall make efforts to accede as soon as practicable to the conventions in Annex to which they have not acceded

Article 10. Technical Regulations, Standards and Conformity Assessment

1. Without prejudice to their international obligations, within the scope of their responsibilities and in accordance with their laws, the Parties will promote the use of internationally recognised standards and conformity assessment systems.

To that end, particular attention will be paid to:

a. exchange of information and technical experts in the fields of standardisation, accreditation, metrology and certification, as well as joint research where appropriate;
b. promotion of interchange and contact between relevant bodies and institutions,
c. sectoral consultations;
d. cooperation in quality management activities;
e. strengthening cooperation in the fields of technical regulations, particularly by concluding an agreement for the mutual recognition of conformity assessment results, as a means of facilitating trade and avoiding any disruption prejudicial to its development;
f. participation and cooperation in the framework of the relevant international agreements with a view to promoting the adoption of harmonised standards.

2. The Parties shall ensure that standards and conformity assessment activities do not constitute unnecessary barriers to trade.

Article 11. Consultations

1. The Parties agree to promote the exchange of information concerning trade measures.

Each Party undertakes to inform the other in a timely manner of the application of measures which alter most-favoured-nation applied import duties which affect the exports of the other Party.

Either Party may request consultations on trade measures. Where such a request is made, the consultations shall take place at the earliest opportunity with a view to reaching a mutually acceptable, constructive solution as early as possible.

2. Each Party agrees to inform the other Party of the initiation of anti-dumping procedures against products of the other Party.

In full respect of the WTO Agreements on anti-dumping and anti-subsidy measures, the Parties shall afford sympathetic consideration to, and shall afford adequate

Historical Archives of the European Commission

opportunity for consultation regarding, representations made by either Party with respect to anti-dumping procedures and anti-subsidy procedures

3 The Parties agree to consult each other on any disputes which may arise from the implementation of this Agreement. If either Party requests such consultation, it shall take place at the earliest opportunity. The Party making its request shall provide the other Party with all information necessary for a detailed examination of the situation. Attempts shall be made through such consultations to resolve trade disputes as rapidly as possible

4. The provisions of this Article shall in no way prejudice the internal procedures of each Party for the adoption and modification of trade measures, or the notification, consultation and dispute settlement mechanisms foreseen under the WTO Agreements.

Article 12. Economic and Industrial Cooperation

1. The Parties, taking into account their mutual interest and their respective economic policies and objectives, shall foster economic and industrial cooperation in all fields deemed suitable by them.

2. The objectives of such cooperation shall be in particular:

- to promote exchanges of information between economic operators, and develop and improve existing networks, while ensuring that personal data are suitably protected;
- to bring about exchanges of information on the terms and conditions for cooperation in the field of all services as well as information infrastructures;
- to promote mutually beneficial investment and establish a climate which favours investment;
- to improve the economic environment and business climate.

3. As means to such ends, the Parties shall endeavour, inter alia:

a. to diversify and strengthen economic links between them;
b. to establish industry specific channels of cooperation;
c. to promote industrial cooperation between enterprises, in particular between small and medium sized enterprises;
d. to promote sustainable development of their economies;
e. to encourage ways of production which are not prejudicial to the environment;
f. to encourage the flow of investment and technology;
g. to increase mutual understanding and awareness of their respective business environments.

Historical Archives of the European Commission

Article 13. Drugs and Money Laundering

1. The Parties shall cooperate in increasing the effectiveness and efficiency of policies and measures to counter the illicit production, supply and traffic of narcotic drugs and psychotropic substances, including the prevention of diversion of precursor chemicals, as well as in promoting drug demand prevention and reduction. The cooperation in this area shall be based on mutual consultation and close coordination between the Parties over the objectives and measures on the various drug-related fields.

2. The Parties agree on the necessity of making serious efforts and cooperating in order to prevent the use of their financial systems for laundering of proceeds from criminal activities in general and drug offenses in particular.

   Co-operation in this area shall aim at establishing suitable standards against money laundering taking into consideration those adopted by international fora in this field, in particular the Financial Action Task Force (FATF).

Article 14. Cooperation in Science and Technology

1. In accordance with their mutual interest and the aims of their policies on science, the Parties undertake to promote cooperation in science and technology. To this end the Parties shall endeavour to encourage in particular:

- the exchange of information and know-how in the field of science and technology;
- dialogue about the elaboration and implementation of the respective research and technological development policies;
- cooperation in the field of information technology, as well as in the technologies and industry affecting interoperability towards the global information society;
- cooperation in the fields of energy and the protection of the environment;
- cooperation in science and technology sectors of common interest.

2. With a view to attaining the aims of their respective policies, the Parties shall, inter alia, endeavour to:

- exchange information on research projects in the fields of energy, protection of the environment, telecommunications and information technology, and information technology industry;
- advance the training of scientists by appropriate means;
- encourage technology transfer on the basis of mutual benefit;
- jointly organise seminars bringing together senior scientists of both sides, and
- encourage researchers from both Parties to conduct joint research in fields of mutual interest.

3. The Parties agree that all cooperation and joint actions in the field of science and technology take place on the basis of reciprocity.

Historical Archives of the European Commission

The Parties agree to protect effectively the information and the intellectual property resulting from cooperation against any abuse or unauthorised use by others than the legitimate owners thereof.

In case of participation by institutions, bodies and undertakings of one of the Parties in specific research and technological development programmes of the other Party, such as those set up under the European Community's general framework programme, this participation and the dissemination and exploitation of knowledge obtained as a result thereof shall take place in accordance with the general rules laid down by that other Party.

4. The priorities for cooperation shall be decided through consultation between the Parties. Subject to the preceding paragraph, the participation of private sector institutions, bodies and undertakings in cooperation activities and specific research projects of common interest shall be encouraged

Article 15. Cooperation in Environmental Matters

The Parties will establish cooperative relations seeking to protect and preserve the environment. This will take place through:

- exchanges of information on environmental policies and their implementation between relevant officials in the European Commission and the relevant authorities in the Republic of Korea;
- exchanges of information on environmentally sound technologies;
- exchanges of personnel;
- the promotion of co-operation on environmental matters being discussed in the international fora where the European Community and the Republic of Korea participate, particularly the UN Commission on Sustainable Development and other fora where international Conventions on the environment are debated;
- discussion on the pursuit of sustainable development practices and in particular, co-operation in the implementation of Agenda 21 and other follow-up activities from the UN Conference on Environment and Development (UNCED);
- cooperation on joint environmental projects.

Article 16. Energy

The Parties recognise the importance of the energy sector to economic and social development and are willing, within the scope of their respective competences, to enhance cooperation in this field. The objectives of such cooperation shall be:

- to promote the market-economy principle in setting consumer prices in accordance with market principles;
- to diversify energy supplies;
- to develop new and renewable forms of energy;
- to achieve rational use of energy, notably by promoting demand-side management; and
- to foster the best possible conditions for the transfer of technology in the interests of efficient energy use.

Historical Archives of the European Commission

To these ends, the Parties agree to promote the conduct of joint studies and research, as well as contacts between those responsible for energy planning.

Article 17. Cooperation in Culture, Information and Communication

The Parties undertake to establish cooperation in the fields of information and communication in order to promote better mutual understanding, taking account of the cultural dimension of relations between them

These measures shall take the form of, in particular:

- exchange of information on issues of common interest concerning culture and information;
- organisation of cultural events;
- cultural exchanges; and
- academic exchanges.

Article 18. Cooperation in the Development of Third Countries

The Parties agree to exchange information on their development assistance policies with a view to establishing a regular dialogue on the objectives of these policies and on their respective development aid programmes in third countries. They will study to what extent more substantial cooperation is feasible, in accordance with their respective legislations and the conditions applicable to the implementation of these programmes.

Article 19. Joint Committee

1. The Parties shall establish under this Agreement a Joint Committee consisting of representatives of the members of the Council of the European Union and representatives of the Commission of the European Communities, on the one hand, and representatives of the Republic of Korea, on the other. Consultations shall be held in the Committee in order to facilitate the implementation and to further the general aims of the present Agreement.

2. The Joint Committee shall:

- ensure that the agreement operates properly;
- study the development of trade and cooperation between the two Parties;
- seek appropriate methods of forestalling problems which might arise in areas covered by the Agreement;
- seek ways of developing and diversifying trade;
- exchange opinions and make suggestions on any issue of common interest relating to trade and cooperation, including future action and the resources available to carry it out;
- make recommendations suitable for promoting the expansion of trade and cooperation, taking into account the need to coordinate the measures proposed

Historical Archives of the European Commission

3. The Joint Committee will normally meet once a year in Brussels and Seoul alternately Special meetings of the Committee shall be held at the request of either Party. The Joint Committee shall be chaired alternately by each of the Parties

4. The Joint Committee may set up specialised subcommittees in order to assist it in the performance of its tasks. These subcommittees shall make detailed reports of their activities to the Joint Committee at each of its meetings.

Article 20. Definition

For the purposes of the present Agreement, the term "the Parties" means the European Community or its Member States, or the European Community and its Member States, in accordance with their respective competences, on the one hand, and the Republic of Korea, on the other.

Article 21. Entry into Force and Duration

1. This Agreement shall enter into force on the first day of the month following the date on which the Parties have notified each other of the completion of the legal procedures necessary for this purpose.
2. This Agreement is concluded for a period of five years. It shall be tacitly renewed on a yearly basis unless one of the Parties denounces it in writing six months before the date of expiry.

Article 22. Notifications

The notifications made in accordance with Article 21 shall be made to the Secretariat-General of the Council of the European Union and the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Korea, respectively.

Article 23. Non-execution of this Agreement

If either Party considers that the other Party has failed to fulfil an obligation under this Agreement, it may take appropriate measures. Before doing so, except in circumstances of special urgency, it shall supply the other Party with all relevant information required for a thorough examination of the situation with a view to seeking a solution acceptable to the Parties. In the selection of measures, priority must be given to those which least disturb the functioning of this Agreement. These measures shall be notified immediately to the other Party and shall be the subject of consultations if the other Party so requests

Historical Archives of the European Commission

Article 24. Future Developments

The Parties may by mutual consent expand this Agreement with a view to enhancing the level of cooperation and add to it by means of agreements on specific sectors or activities.

With regard to the implementation of this Agreement, either of the Parties may put forward suggestions for widening the scope of cooperation, taking into account the experience gained in its application.

Article 25. Declarations and Annex

The Joint Declarations and Annex to this Agreement shall form an integral part of this Agreement.

Article 26. Territorial Application

This Agreement shall apply, on the one hand, to the territory of the Republic of Korea and, on the other, to the territories in which the Treaty establishing the European Community is applied and under the conditions laid down in that Treaty.

Article 27. Authentic Texts

This Agreement is drawn up in duplicate in the Danish, Dutch, English, Finnish, French, German, Greek, Italian, Portuguese, Spanish, Swedish and Korean languages, each text being equally authentic.

In witness whereof the undersigned Plenipotentiaries have signed this Framework Agreement.

Done at ... on the ..th day of ... in the year one thousand nine hundred and ninety-six.

FOR THE EUROPEAN COMMUNITY:

FOR THE KINGDOM OF BELGIUM:

FOR THE KINGDOM OF DENMARK:

FOR THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY:

FOR THE HELLENIC REPUBLIC:

Historical Archives of the European Commission

FOR THE KINGDOM OF SPAIN:

FOR THE FRENCH REPUBLIC:

FOR IRELAND:

FOR THE ITALIAN REPUBLIC:

FOR THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG:

FOR THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS:

FOR THE REPUBLIC OF AUSTRIA:

FOR THE PORTUGUESE REPUBLIC:

FOR THE REPUBLIC OF FINLAND:

FOR THE KINGDOM OF SWEDEN:

FOR THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND:

FOR THE REPUBLIC OF KOREA:

Historical Archives of the European Commission

ANNEX

Intellectual, Industrial and Commercial Property Conventions

- Berne Convention for the Protection of Literary and Artistic Works (Paris Act, 1971)
- International Convention for the Protection of Performers, Producers of Phonograms and Broadcasting Organisations (Rome, 1961)
- Paris Convention for the Protection of Industrial Property (Stockholm Act, 1967, as amended in 1979)
- Patent Cooperation Treaty (Washington, 1970, as amended and modified in 1984)
- Madrid Agreement concerning the International Registration of Marks (Stockholm Act, 1967 and amended in 1979)
- Protocol relating to the Madrid Agreement concerning the International Registration of Marks (Madrid, 1989)
- Nice Agreement concerning the International Classification of Goods and Services for the Purposes of the Registration of Marks (Geneva, 1977, and amended in 1979)
- Budapest Treaty on the International Recognition of the Deposit of Microorganisms for the Purposes of Patent Procedure (1977, modified in 1980)
- International Convention for the Protection of New Varieties of Plants (UPOV) (Geneva Act, 1991)

Historical Archives of the European Commission

Joint Declaration concerning Article 7

Each Party shall allow the shipping companies of the other Party to have their commercial presence in its territory for the purpose of carrying out shipping agency activities under conditions of establishment and operation no less favourable than those accorded to its own companies or to subsidiaries or branches of companies of any third country, whichever is the better.

Joint Declaration concerning Article 9

The Parties agree that for the purpose of the Agreement, intellectual, industrial and commercial property includes in particular copyright, including the copyright in computer programmes, and neighbouring rights, the rights relating to patents, industrial designs, geographical indications, including designations of origin, trademarks and service marks, topographies of integrated circuits as well as protection against unfair competition as referred to in Article 10 bis of the Paris Convention for the Protection of Industrial Property and protection of undisclosed information on know-how.

Joint Interpretative Declaration concerning Article 23

(a) The Parties agree, by common consent, for the purpose of its correct interpretation and its practical application that the terms 'circumstances of special urgency' included in Article 23 of the Agreement mean cases of material breach of the Agreement by one of the Parties. A material breach of the Agreement consists in

a. repudiation of the Agreement not sanctioned by the general rules of international law or

b. violation of the essential element of the Agreement set out in Article 1.

(b) The Parties agree that 'appropriate measures' referred to in Article 23 are measures taken in accordance with international law.

Historical Archives of the European Commission

UNILATERAL DECLARATIONS [2]

Declaration by the European Community concerning Article 8

The European Community expresses its concern with and attaches great importance to the problems which were created and are likely to be created by the current trend of expansion of shipbuilding capacity in the world market.

In this regard it wishes to recall the terms of the declaration it made in Paris on the occasion of the conclusion of the negotiations for the OECD Agreement on Shipbuilding on 21 December 1994, which remains entirely valid on this point.

The European Community invites the Republic of Korea to cooperate with the European Community and other signatories of the OECD Agreement on Shipbuilding in order to reduce the severe structural disequilibrium between supply and demand in the world shipbuilding market by appropriate means.

Declaration by the Republic of Korea concerning Article 7 (2)

The Republic of Korea declares that, regarding the provisions of paragraph 2 (a) of Article 7 (Maritime Transport), it will allow the introduction of cargo sharing clauses into future bilateral agreements with a certain third country concerning dry and liquid bulk trade, only in exceptional circumstances where Korea shipping companies could not otherwise engage in such trade to and from such third country.

Historical Archives of the European Commission

[2] These declarations will be made on the occasion of the signature of the agreement.

22/03 '96 VEN 18:10 [TX/RX N° 5820]

EXERCISE 1997

Fiche financière

1. INTITULÉ DE L'ACTION

Implementation of the Framework Agreement for Trade and Cooperation between the EC and its Member States, on the one hand, and the Republic of Korea on the other. - Specific actions in the field of economic cooperation and cooperation activities of a general nature. These actions will take place in accordance with the EU Asia Strategy (COM (94) 314 final; in particular section 2.2).

2. LIGNE(S) BUDGÉTAIRE(S) CONCERNÉE(S)

Compte tenu de la structure budgétaire actuelle, la ligne d'imputation pourrait être la ligne B7-8700 Accords de cooperation économique et commerciale avec les pays tiers. Ceci est subordonné aux résultats de la procédure budgétaire annuelle.

3. BASE LÉGALE

Art. 113 and 235 EC Treaty.

4. DESCRIPTION DE L'ACTION :

4.1 Objectif général de l'action

To promote further development of economic relations with Korea in accordance with the Framework Agreement with Korea. This will cover in particular those fields falling within the DG I remit (trade cooperation, trade visits, promotion of contacts between economic operators, specific cooperation activities of a general nature).

4.2 Période couverte par l'action et modalités prévues pour son renouvellement

The framework agreement will be in force for a period of five years and is tacitly renewable on an annual basis once this period will have elapsed.

5. CLASSIFICATION DE LA DÉPENSE/RECETTE

5.1 DO/DNO: dépense non-obligatoire

5.2 CD/CND: crédit dissocié

5.3 Type de recettes visées: not applicable

6. TYPE DE LA DÉPENSE/RECETTE

- subvention à 100% (peut être envisagée exceptionnellement);
- subvention pour co-financement avec d'autres sources du secteur public ou privé (notamment avec le Gouvernement de la République de Corée).

Historical Archives of the European Commission

7. INCIDENCE FINANCIÈRE

7.1 Mode de calcul du coût total de l'action (lien entre les coûts individuels et le coût total)

The Framework Agreement will be signed in 1996, and should therefore be implemented in 1997 and beyond.

The framework agreement is the first-ever agreement of a general nature with the Republic of Korea. Specific actions will therefore have to be financed from a new operational budget allocation. The framework agreement foresees economic cooperation in a number of fields, e.g. Science and Technology, Industry, Standards, Environment, Energy, Culture etc. Whereas part of these activities may be covered by existing budget allocations (e.g. cooperation funds earmarked to implement the Fourth Framework Programme for Research and Technical Development, information budget allocated to DG X/ Delegation in Seoul), an additional allocation estimated at ECU 250,000 a year is likely to be necessary for these new cooperation initiatives.

The 1997 programme for cooperation with Korea should cover some or all of the following activities:

a. meetings of an EU/Korea Forum, the creation of which was proposed by the EU/Korea Wisemen's Club in its November 1995 report,

b. a conference aimed at promoting dialogue between Korean consumer groups and their European counterparts (in an effort to influence consumer perceptions of European products),

c. a forum aimed at providing information on the possibilities for cooperation in the field of research and development (explanation of functioning of programmes on both sides etc.),

d. the organisation of sectoral business forums in sectors of common interest with a view to encouraging cooperation between businesses on both sides (Korea has already proposed semiconductors and consumers electronics for 1996),

e. a subsidy for the creation of a federation of associations of European companies exporting to Korea (so as to prepare the ground for the creation of an EU/Korea Chamber of Commerce),

f. the creation of an 'EU-Korea Relationship Prize' the aim of which would be to encourage European media to give more and better information on Korea and Korean media to give more and better information on the EU and its Member States (proposed by the EU/Korea Wisemen's Club in its November 1995 report).

g. a participation in the costs of the organisation of specific trade and investment visits (in line with the principle of subsidiarity).

Historical Archives of the European Commission

22/03 '98 VEN 18:10 [TX/RX N° 5820]

7.2 Ventilation par éléments de l'action

CE en Mio Ecus
(prix courants)

Ventilation	Année 1997	n + 1	n + 2	n + 3	n + 4	n + 5 et exer. suiv.	Total
EU/Korea Forum	0,100						
Conference on consumer legislation	0,100						
Subsidies	0,050						
Total	0,250						

7.3 Echéancier crédits d'engagement / crédits de paiement

CE en Mio Ecus

	Année 1997	1998	n + 2	n + 3	n + 4	n + 5 et exer. suiv.	Total
Crédit d'engagement	0,250						0,250
Crédits de paiement							
année 1997	0,200						0,200
1998		0,050					0,050
n + 2							
n + 3							
n + 4							
n + 5 et exer. suiv.							
Total	0,200	0,050					0,250

8. DISPOSITIONS ANTI-FRAUDE PRÉVUES

9. ELÉMENTS D'ANALYSE COÛT-EFFICACITÉ

9.1. Objectifs spécifiques quantifiables, population visée

EU/Korea Forum

The EU/Korea Forum would be a conference aimed at promoting cooperation between the business, media and academic communities on

Historical Archives of the European Commission

both sides under the aegis of the Korean Government and the European Commission. Representatives of these sectors should therefore participate. Specific meetings for one or more of the sectors could be an appropriate follow-up.

Participants should be selected with the help of Member States' authorities with a view to ensure that both EC and national possibilities for cooperation are taken into account.

Conference on consumer protection

The conference on consumer protection would promote dialogue between Korean consumer groups and their European counterparts and would provide the former with reliable information on the EC legislation in this field. Koreans are known to have a perception of foreign products derived from the frugality campaigns of the past. With a more liberal policy in place, it is essential that this false image of European products as too expensive, dangerous and bad quality products be corrected.

9.2. Justification de l'action

Implementation of the first framework agreement with Korea: development of economic cooperation with Korea.

9.3 Suivi et évaluation de l'action.

The Commission will carefully assess the effectiveness and impact of actions it organises with the Korean Government, prior to deciding on follow-up action.

10. DÉPENSES ADMINISTRATIVES (PARTIE A DE LA SECTION III DU BUDGET GENERAL)

La mobilisation effective des ressources administratives nécessaires résultera de la décision annuelle de la Commission relative à l'allocation des ressources, compte tenu notamment des effectifs et des montants supplémentaires qui auront été accordés par l'autorité budgétaire.

Historical Archives of the European Commission

10.1 Incidence sur le nombre d'emplois

Types d'emplois		Effectifs à affecter à la gestion de l'action		dont		durée
		emplois permanents	emplois temporaires	par utilisation des ressources existantes au sein de la DG ou du service concerné	par recours à des ressources supplémentaires	
Fonctionnaires ou agents temporaires	A	1		1		indéterminée
	B					
	C	1		1		indéterminée
Autres ressources						
Total		2		2		

10.2 Incidence financière globale des ressources humaines supplémentaires

None.

10.3 Augmentation d'autres dépenses de fonctionnement découlant de l'action

(écus)

Ligne budgétaire (n° et intitulé)	Montants	Mode de calcul
A-2510.11.01	p.m.	Commission mixte annuelle, se tenant alternativement à Bruxelles et en Corée, n'impliquant que des frais de mission de fonctionnaires.
A-1300.11.01	17 000	5 allers-retours Bruxelles-Séoul (5 fonctionnaires) et 5 indemnités de séjour Séoul (3 jours)
Total	17 000	

N.B. Les montants correspondent aux dépenses pour 12 mois (la durée est indéterminée).

Historical Archives of the European Commission

COMMISSION EUROPÉENNE
Secrétariat Général

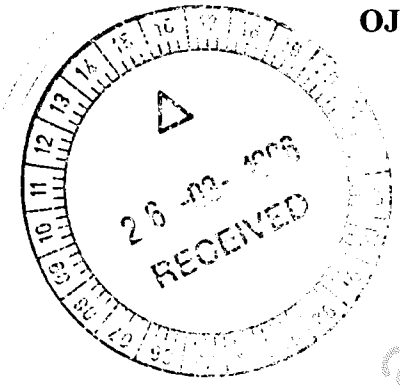
Bruxelles, le 26 mars 1996

COM(96)141/2

O/96/118

OJ 1286 - point 22

(Notes diffusées dans le cadre de la consultation interservice)



PROPOSITION DE DECISION DU CONSEIL SUR LA CONCLUSION D'UN ACCORD-CADRE DE COMMERCE ET DE COOPERATION ENTRE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE ET SES ETATS MEMBRES, D'UNE PART, ET LA REPUBLIQUE DE COREE, DE L'AUTRE

Communication de Sir Leon BRITTAN

- Cette question est inscrite à l'ordre du jour de la prochaine réunion de la Commission le mercredi 27 mars 1996.

Historical Archives of the European Commission

Destinataires : Membres de la Commission
MM. KRENZLER, COLEMAN, BURGHARDT, PRAT, RAVASIO, MICOSSI, SCHAUB, LEGRAS, COLEMAN, DE KOSTER, MME FLESCH, MM. ENTHOVEN, ROUTTI, VERRUE, MOGG, DE MIGUEL, CURRIE, O'DWYER, von MOLTKE, DEWOST

[TX/RX N° 5116] 26/03 '96 MAR 10:05

EUROPEAN COMMISSION
DIRECTORATE-GENERAL IA
External Relations: Europe and the New Independent States,
Common Foreign and Security Policy and External Missions

The Director-General

Brussels, 21 03 1996
D (96) 8111

Note for the attention of Horst Krenzler

Subject: **Framework Agreement for Trade and Cooperation with the Republic of Korea**

Ref: **Your note of 19 March**

With reference to the above note this is to confirm that DGIA is in agreement with the text of the draft proposal.

Günter Burghardt

V. RAMOS
Deputy Director General

cc: Giola Vesterlund, Hofmann (DGI)
Ramo Boselli, de Oliveira e Sousa, Napoli, Coessens (DGIA)
Witte ood (Cabinet van den Broek), Madelin (Cabinet Brittan)
Roge Cabinet Santer)

Historical Archives of the European Commission

Rue de la Loi 200, 049 Bruxelles/Wetstraat 200, B-1049 Brussel - Belgium - Office: MO34-7/80.
Telephone: direct l (+32-2) 295.46.69, exchange 299.11.11. Fax: 299.32.19.
Telex: COMEU B 7. Telegraphic address: COMEUR Brussels.

26/03 '96 MAR 12:20 [TX/RX N° 5117]

EUROPEAN COMMISSION
DIRECTORATE-GENERAL XVII ENERGY

The Director General

Brussels, March 25, 1996
XVII-A-4 GA/ur 1311

DG I
26.III.96 004423
AFFECTATION:
N. STAVER

NOTE FOR THE ATTENTION OF MR KRENZLER
Director General of DG I

Subject: Framework agreement for trade and cooperation with the Republic of Korea

Ref.: Your note 001678 dated 19 March 1996

Please note that DG XVII has no comments to make on the text of the draft proposal concerning the framework agreement for trade and cooperation with the Republic of Korea.

Ramón de Miguel

cc.: Mr Hofmann, DG I/F/2
Cabinet of Mr Papoutsis

Historical Archives of the European Commission

Rue de la Loi 200, B-1049 Bruxelles/Wetstraat 200, B-1049 Brussels, Belgium - Office : 228-236, Av. de Tervueren
Telephone: direct line (+32-2) 295 49 83 - Exchange 299.11.11 Fax : 295 01 50
Telex : COMCU B 21877 Telegraphic address : COMEUR Brussels

EUROPEAN COMMISSION
DIRECTORATE GENERAL XXIII
Enterprise policy, Distributive Trades, Tourism and Cooperatives

The Director-General

25-03-1996*003386

Brussels,
Ref: JS - u:\arm\sun\consulta\69942547
DG XXIII

NOTE FOR THE ATTENTION OF MR. KRENZLER
DIRECTOR GENERAL DG I

Subject: **Framework Agreement for Trade and Cooperation with the Republic of Korea**

Thank you for your note of March 19, 1996 regarding the above Framework Agreement. Although a one day delay between receiving the note and the deadline for submitting comments can hardly allow for any serious evaluation on the part of DG XXIII, I would not have any comments so far. Given the general nature of the document, it is not opportune to refer to the existence of the Commission's business support networks at this time. However, I note that any future activities in this field include these instruments and that these are, as far as DG XXIII is concerned, by definition covered by Article 5 and Article 12. In addition, the relationship between the EU and Korea does not merit a separate Article for the areas of tourism or commerce and distribution. However, I note that these sectors will be covered by Article 5 and Article 12 as well.

Heinrich von MOLTKE

cc: JJ, RB, ARM, DR, PWG, JS

Historical Archives of the European Commission

Rue de la Loi 200, B-1049 Brussels, Belgium - Office: ARLON 80 Bur 5/31.
Telephone: exchange (+32-2)299.11.11, direct line 2952394. Fax: 2965970.
Telex: COMEU B 21877. Telegraphic address: COMEUR Brussels.

COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

Bruxelles, le 27.03.1996
COM(96) 141 final

96/ 0098 (CNS)

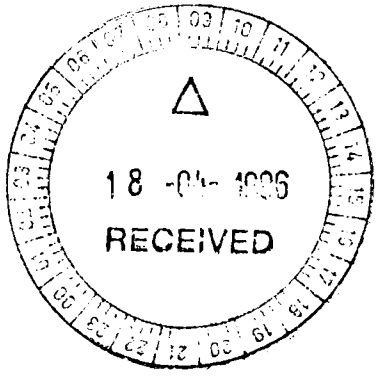
Historical Archives of the European Commission

Proposition de

DECISION DU CONSEIL

concernant la conclusion de
l'accord-cadre de commerce et de coopération
entre la Communauté européenne et ses Etats membres
d'une part et la république de Corée d'autre part

(présentée par la Commission)



EXPOSE DES MOTIFS

1. Par sa décision du 8 mars 1995, le Conseil a autorisé la Commission à engager des négociations en vue de la conclusion d'un accord-cadre de commerce et de coopération avec la république de Corée et a adopté à cette fin des directives de négociation.

2. Deux sessions de négociation ont eu lieu à Bruxelles, la première le 11 mai 1995 et la deuxième les 12 et 13 octobre 1995. A la suite des consultations qui ont eu lieu entre la Commission et le gouvernement coréen fin novembre 1995 et des contacts établis par voie diplomatique, l'accord a été paraphé à Bruxelles le 29 février 1996.

3. Lors de l'adoption des directives de négociation, le Conseil avait précisé qu'il se réservait le droit de se prononcer sur le statut juridique de l'accord dès la conclusion des négociations. Comme il en a été décidé lors de la discussion qui a eu lieu au sein du Conseil en décembre 1995 et en janvier 1996, l'accord sera un accord auquel à la fois la Communauté et les Etats membres seront parties. Il s'agira donc d'un accord mixte. Il est à présent soumis au Conseil en vue de sa signature et de sa conclusion.

4. La Commission estime que l'accord paraphé est conforme aux directives de négociation adoptées par le Conseil.

5. La Commission examinera si l'application provisoire de certaines dispositions de l'accord est acceptable pour la Corée. Dans l'affirmative, la Commission soumettra en temps utile à l'approbation du Conseil un échange de lettres en ce sens.

6. Pour permettre la signature et la conclusion de l'accord-cadre de commerce et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres d'une part et la république de Corée de l'autre, la Commission propose au Conseil d'approuver le projet de décision ci-joint.

Historical Archives of the European Commission

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPEENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment ses articles 73 c (2), 75, 84 (2), 113 et 235, en liaison avec la deuxième phrase de l'article 228 (2) et le premier alinéa du paragraphe 3 de cet article,

vu la proposition de la Commission,

vu l'avis du Parlement européen,

après consultation du Comité économique et social,

considérant que la Communauté européenne doit adopter l'accord-cadre de commerce et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la république de Corée, d'autre part,

DECIDE:

Article premier

L'accord-cadre de commerce et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la république de Corée, d'autre part, est approuvé au nom de la Communauté européenne.

Le texte de l'accord est joint à la présente décision.

Article 2

La Commission, assistée par des représentants des Etats membres, représentera la Communauté européenne au sein du comité mixte prévu à l'article 19 paragraphe 3 de l'accord-cadre de commerce et de coopération.

Article 3

Le président du Conseil procède au nom de la Communauté européenne à la notification prévue à l'article 21 de l'accord.

Article 4

La présente décision est publiée au Journal officiel des Communautés européennes.

Historical Archives of the European Commission

Fait à Bruxelles,

Par le Conseil
Le Président

Historical Archives of the European Commission

(Titre)

Accord-cadre de commerce et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la république de Corée, de l'autre.

(Texte)

LA COMMUNAUTE EUROPEENNE,
et
LE ROYAUME DE BELGIQUE,
LE ROYAUME DE DANEMARK,
LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE,
LA REPUBLIQUE HELLENIQUE,
LE ROYAUME D'ESPAGNE,
LA REPUBLIQUE FRANCAISE,
L'IRLANDE,
LA REPUBLIQUE ITALIENNE,
LE GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG,
LE ROYAUME DES PAYS-BAS,
LA REPUBLIQUE D'AUTRICHE,
LA REPUBLIQUE PORTUGAISE,
LA REPUBLIQUE FINLANDAISE,
LE ROYAUME DE SUEDE,
LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD,

parties au traité instituant la Communauté européenne et au traité sur l'Union européenne, ci-après dénommés les Etats membres,
d'une part,
et
LA REPUBLIQUE DE COREE,
d'autre part,

TENANT COMPTE des relations amicales traditionnelles qui existent entre la république de Corée et la Communauté européenne et ses Etats membres,

REAFFIRMANT l'attachement des parties aux principes démocratiques et aux droits de l'homme énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme,

CONFIRMANT leur souhait d'établir un dialogue politique régulier entre l'Union européenne et la république de Corée, basé sur des valeurs et des aspirations partagées,

RECONNAISSANT que l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce a joué un rôle important dans la promotion du commerce international en général et du commerce bilatéral en particulier et que la république de Corée et la Communauté européenne se sont toutes deux engagées à respecter les principes de la liberté des échanges et de l'économie de marché sur lesquels cet accord est fondé,

Historical Archives of the European Commission

REAFFIRMANT que la république de Corée ainsi que la Communauté européenne et ses Etats membres se sont engagés à respecter pleinement les engagements qu'ils ont pris en ratifiant l'accord instituant l'Organisation mondiale du commerce,

CONSCIENTS de la nécessité de contribuer à la concrétisation des résultats du cycle de l'Uruguay du GATT et de la nécessité d'appliquer toutes les règles régissant le commerce international d'une manière transparente et non-discriminatoire,

RECONNAISSANT qu'il importe de renforcer les relations existant entre les parties contractantes dans le but d'améliorer la coopération entre elles et de réaffirmer leur volonté commune de consolider, d'approfondir et de diversifier leurs relations dans des domaines d'intérêt commun sur la base de l'égalité, de la non-discrimination, du respect de l'environnement naturel et du profit mutuel,

DESIREUX de créer des conditions favorables à une croissance et à une diversification des échanges durables et à une coopération économique dans différents domaines d'intérêt commun,

CONVAINCUS qu'il sera avantageux pour les parties contractantes d'institutionnaliser leurs relations et d'établir entre elles une coopération économique propre à encourager le développement du commerce et des investissements,

CONSCIENTS qu'il importe de faciliter la participation à la coopération des personnes et des entités directement concernées et, en particulier, des opérateurs économiques et de leurs organisations représentatives,

ONT DECIDE DE CONCLURE LE PRESENT ACCORD ET ONT DESIGNE A CET EFFET COMME PLENIPOTENTIAIRES:

LA COMMUNAUTE EUROPEENNE:

LE ROYAUME DE BELGIQUE:

LE ROYAUME DE DANEMARK:

LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE:

LA REPUBLIQUE HELLENIQUE:

LE ROYAUME D'ESPAGNE:

LA REPUBLIQUE FRANCAISE:

L'IRLANDE:

LA REPUBLIQUE ITALIENNE:

LE GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG:

LE ROYAUME DES PAYS-BAS:

Historical Archives of the European Commission

LA REPUBLIQUE D'AUTRICHE:

LA REPUBLIQUE PORTUGAISE:

LA REPUBLIQUE FINLANDAISE:

LE ROYAUME DE SUEDE:

LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD:

LA REPUBLIQUE DE COREE:

LESQUELS, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme,

SONT CONVENUS DE CE QUI SUIT:

Article premier. Base de la coopération

Le respect des principes démocratiques et des droits de l'homme tels qu'ils sont définis dans la Déclaration universelle des droits de l'homme inspire la politique nationale et internationale des parties contractantes et constitue un élément essentiel du présent accord.

Article 2. But de la coopération

Pour améliorer la coopération entre elles, les parties contractantes s'engagent à promouvoir le développement de leurs relations économiques. Leurs efforts doivent tendre en particulier:

a. à développer et à diversifier les échanges et à établir une coopération commerciale à leur avantage mutuel,
b. à établir une coopération économique dans des domaines d'intérêt commun, y compris une coopération scientifique et technologique et une coopération industrielle;
c. à favoriser la coopération entre les entreprises des deux pays en facilitant les investissements des unes et des autres et en encourageant une meilleure compréhension mutuelle.

Article 3. Dialogue politique

Un dialogue politique régulier, basé sur des valeurs et des aspirations partagées, est instauré entre l'Union européenne et la république de Corée. Ce dialogue a lieu conformément aux procédures convenues dans la déclaration conjointe entre l'Union européenne et la république de Corée à ce sujet.

Article 4. Traitement de la nation la plus favorisée

Conformément aux droits et aux obligations qui résultent pour elles de l'Organisation mondiale du commerce, les parties contractantes s'engagent à s'accorder mutuellement le traitement de la nation la plus favorisée.

Historical Archives of the European Commission

Article 5. Coopération commerciale

1. Les parties contractantes s'engagent à promouvoir le plus possible et à leur profit mutuel le développement et la diversification de leurs échanges commerciaux bilatéraux.

Les parties contractantes s'engagent à améliorer les conditions d'accès au marché. Elles veillent à respecter le principe de la nation la plus favorisée lors de la fixation des droits de douane, en tenant compte de différents éléments et notamment de la situation du marché intérieur d'une partie contractante et des intérêts en matière d'exportation de l'autre partie. Elles s'engagent à oeuvrer pour l'élimination des obstacles aux échanges, en particulier en supprimant en temps voulu les barrières non tarifaires et en prenant des mesures destinées à améliorer la transparence, compte tenu des travaux effectués par les organisations internationales dans ce domaine.

2. Les parties contractantes font en sorte de mener une politique visant à:

a. instaurer une coopération bilatérale et multilatérale pour les questions relatives au développement des échanges qui intéressent les deux parties, y compris les futures procédures de l'OMC. A cette fin, elles coopèrent au niveau bilatéral et au niveau international à la solution des problèmes commerciaux d'intérêt commun;
b. promouvoir les échanges d'informations entre opérateurs économiques et la coopération industrielle entre entreprises de manière à diversifier et à développer les flux commerciaux existants;
c. étudier et recommander des mesures de promotion commerciale de nature à encourager le développement des échanges;
d. faciliter la coopération entre les autorités douanières compétentes de la Communauté européenne, de ses Etats membres et de la Corée;
e. améliorer l'accès au marché pour les produits industriels, agricoles et de la pêche;
f. améliorer l'accès au marché pour les services, tels que les services financiers et les télécommunications;
g. renforcer la coopération dans les domaines des normes et des réglementations techniques;
h. protéger efficacement la propriété intellectuelle, industrielle et commerciale;
i. organiser des missions commerciales et d'investissement;
j. organiser des foires commerciales générales et sectorielles.

3. Les parties contractantes encouragent la loyauté des transactions commerciales en faisant en sorte que leur législation dans ce domaine soit pleinement appliquée.

4. Conformément aux obligations qui leur incombent en vertu de l'accord de l'OMC sur les marchés publics, les parties veillent à ce que la participation à des marchés publics se fasse sur une base non discriminatoire et réciproque.

Elles s'engagent à poursuivre leurs discussions sur l'ouverture mutuelle de leurs marchés publics respectifs dans d'autres secteurs, tel celui des télécommunications.

Article 6. Agriculture et pêche

1. Les parties conviennent d'encourager la coopération dans les domaines de l'agriculture et de la pêche, y compris l'horticulture et la mariculture. Sur la base de discussions

Historical Archives of the European Commission

relatives à leur politique respective dans les domaines de l'agriculture et de la pêche, les parties contractantes étudient

a. les possibilités d'accroître les échanges de produits agricoles et de produits de la pêche;
b. l'effet sur le commerce des mesures sanitaires et phytosanitaires ainsi que des mesures de protection de l'environnement;
c. les liens entre l'agriculture et l'environnement rural;
d. la recherche dans les domaines de l'agriculture et de la pêche, y compris l'horticulture et la mariculture.

2. Le cas échéant, les dispositions du paragraphe 1 du présent article s'appliquent aux produits et aux services de l'industrie de transformation des produits agricoles.

3. Les parties contractantes s'engagent à respecter les termes de l'accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires de l'OMC et sont disposées à engager, à la demande de l'une d'entre elles, des consultations pour examiner les propositions de l'autre partie contractante sur l'application et l'harmonisation des mesures sanitaires et phytosanitaires, en tenant compte des normes convenues par d'autres organisations internationales telles que l'OIE, l'IPPC et du Codex Alimentarius.

Article 7. Transport maritime

1. Les parties s'engagent à prendre les mesures nécessaires pour accorder un accès illimité au marché et au trafic maritime international dans des conditions de concurrence loyale sur une base commerciale, conformément aux dispositions du présent article.

(a) La disposition ci-dessus n'affecte pas les droits et obligations découlant de la Convention des Nations Unies relative à un Code de conduite des conférences maritimes dans la mesure où elle s'applique à l'une ou à l'autre des parties au présent accord. Les compagnies hors conférence sont libres d'agir en concurrence avec une conférence, pour autant qu'elles adhèrent aux principes de la concurrence loyale sur une base commerciale.

(b) Les parties confirment leur engagement de créer des conditions de libre concurrence pour le commerce des vracs, secs et liquides. Dans le cadre de cet engagement, la république de Corée prendra les mesures nécessaires pour éliminer progressivement les réserves de cargaison pratiquées sur certains produits en vrac pour les navires battant pavillon coréen pendant une période de transition qui prendra fin le 31 décembre 1998.

2. Pour atteindre l'objectif énoncé au paragraphe 1, les parties contractantes:

(a) s'abstiennent d'introduire, dans les accords bilatéraux futurs avec des pays tiers concernant le commerce des vracs secs et liquides et le trafic de ligne, des clauses de partage des cargaisons, sauf si, dans des circonstances exceptionnelles, en ce qui concerne le trafic de ligne, des compagnies de navigation de l'une ou l'autre partie au présent accord n'avaient pas, autrement, la possibilité de prendre part au trafic à destination et en provenance du pays tiers concerné.

Historical Archives of the European Commission

(b) s'abstiennent, à partir de l'entrée en vigueur du présent accord, d'appliquer des mesures législatives, administratives ou techniques qui pourraient avoir des effets discriminatoires sur les particuliers et les entreprises de leur propre pays ou ceux de l'autre partie contractante à la fourniture de services dans le transport maritime international.

(c) accordent aux navires exploités par des particuliers ou des entreprises de l'autre partie contractante un traitement qui n'est pas moins favorable que celui accordé à leurs propres navires, en ce qui concerne l'accès aux ports ouverts au commerce international, l'utilisation des infrastructures et des services maritimes auxiliaires de ces ports, ainsi qu'en ce qui concerne les droits et taxes, les facilités douanières, la désignation des postes de mouillage et les installations de chargement et de déchargement.

3. Aux fins du présent article, l'accès au marché maritime international comprendra, *entre autres*, le droit pour les entreprises de transport maritime international de chacune des parties contractantes d'effectuer des services de transport de porte à porte comprenant un trajet maritime et de conclure à cet effet des contrats directement avec des entreprises locales de transport autre que maritime établies sur le territoire de l'autre partie contractante sans préjudice des restrictions fondées sur la nationalité applicables au transport de marchandises et de passagers par ces autres modes de transport.

4. Les dispositions du présent article s'appliquent aux entreprises de la Communauté européenne et de la république de Corée. Sont également bénéficiaires des dispositions du présent article les compagnies de navigation implantées hors de la Communauté économique ou de la république de Corée et contrôlées par des ressortissants d'un Etat membre ou de la république de Corée, si leurs navires sont immatriculés dans cet Etat membre ou dans la république de Corée conformément à leur législation respective.

5. La question de l'exercice des activités des compagnies de navigation dans la Communauté européenne et dans la république de Corée peut, le cas échéant, faire l'objet d'accords spécifiques .

Article 8. Construction navale

1. Les parties contractantes conviennent de coopérer dans le domaine de la construction navale pour promouvoir des conditions de marché loyales et concurrentielles et constatent le déséquilibre structurel important entre l'offre et la demande et la tendance au déclin de l'industrie mondiale de la construction navale. Pour ces raisons, conformément à l'accord de l'OCDE sur la construction navale, les parties contractantes ne prennent aucune initiative et n'adoptent aucune mesure pour soutenir leur industrie de la construction navale, qui serait de nature à fausser la concurrence ou à permettre à la construction navale de leur pays d'échapper à des difficultés futures.

2. Les parties contractantes conviennent d'engager des consultations à la demande d'une des parties contractantes sur l'application de l'accord de l'OCDE sur la construction navale, sur l'échange d'informations sur le développement du marché mondial des navires et de la construction navale et sur tout autre problème se posant dans ce domaine.

Les représentants de l'industrie de la construction navale peuvent être invités comme observateurs à ces consultations, avec l'accord des parties contractantes.

Historical Archives of the European Communities

Article 9. Protection de la propriété intellectuelle, industrielle et commerciale

1. Les parties contractantes s'engagent à veiller à ce que les droits de propriété intellectuelle, industrielle et commerciale bénéficient d'une protection appropriée et efficace et à faire en sorte que ces droits puissent être exercés efficacement.

2. Les parties contractantes conviennent d'appliquer l'accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce au plus tard le 1er juillet 1996.[1]

3. Les parties contractantes confirment l'importance qu'elles attachent aux obligations énoncées dans les conventions multilatérales de protection des droits de propriété intellectuelle. Les parties contractantes feront en sorte d'adhérer le plus rapidement possible aux conventions figurant en annexe auxquelles elles n'ont pas encore adhéré.

Article 10. Réglementation technique, normes et vérification de la conformité

1. Sans préjudice de leurs obligations internationales et dans la limite de leurs responsabilités les parties contractantes encouragent, dans le respect de leur législation, l'utilisation de normes et de systèmes de vérification de conformité internationalement reconnus.

A cette fin, une attention particulière sera accordée:

a. aux échanges d'informations et d'experts techniques dans les domaines de la normalisation, de l'homologation, de la métrologie et de la certification ainsi que, le cas échéant, à la recherche commune;

b. à la promotion d'échanges et de contacts entre les organismes et les institutions compétents;

c. aux consultations sectorielles;

d. à la coopération dans le domaine de la gestion de la qualité;

e. au renforcement de la coopération dans le domaine des réglementations techniques, en particulier par la conclusion d'un accord sur la reconnaissance mutuelle des résultats des vérifications de conformité, destiné à faciliter les échanges commerciaux et à éviter toute interruption préjudiciable à leur développement;

f. à la participation et à la coopération dans le domaine des accords internationaux pertinents afin de promouvoir l'adoption de normes harmonisées.

---

[1] Pour la république de Corée, à l'exception de la loi sur la gestion des produits agrochimiques qui entrera en vigueur le 1er janvier 1997 et de la loi sur l'industrie des plants (et de la loi sur la protection des indications géographiques) qui entreront en vigueur le 1er juillet 1998, sous réserve de la procédure législative.

Historical Archives of the European Commission

2. Les parties contractantes veilleront à ce que les activités de normalisation et de vérification de la conformité ne constituent pas des barrières inutiles aux échanges.

Article 11. Consultations

1. Les parties contractantes conviennent de promouvoir les échanges d'informations relatives aux mesures commerciales.

Chaque partie contractante s'engage à informer l'autre en temps utile de l'application de mesures modifiant les droits d'importation conformes au principe de la nation la plus favorisée qui affectent les exportations de l'autre partie contractante.

Chaque partie contractante peut demander des consultations sur des mesures commerciales. Dans ce cas, les consultations ont lieu le plus tôt possible dans le but de trouver une solution constructive et mutuellement acceptable dans les meilleurs délais.

2. Chaque partie contractante convient d'informer l'autre partie de la mise en oeuvre de procédures antidumping contre des produits de l'autre partie.

Tout en respectant pleinement les accords de l'OMC sur les mesures antidumping et antisubventions, chacune des parties contractantes examine avec bienveillance les représentations faites par l'autre partie au sujet de procédures antidumping et antisubventions et donne à l'autre la possibilité d'engager des consultations à ce sujet.

3. Les parties contractantes conviennent de se consulter sur tout différend causé par l'application du présent accord. A la demande de l'une des parties contractantes, cette consultation a lieu le plus rapidement possible. La partie contractante qui sollicite la consultation fournit à l'autre partie toutes les informations nécessaires à l'analyse détaillée de la situation. Les deux parties s'efforcent, au moyen de ces consultations, de trouver une solution à leurs différends commerciaux dans les plus brefs délais.

4. Les dispositions du présent article n'affectent ni les procédures internes de chaque partie contractante concernant l'adoption et la modification des mesures commerciales, ni les mécanismes de notification, de consultation et de règlement des différends prévus dans les accords de l'OMC.

Article 12. Coopération économique et industrielle

1. Les parties contractantes, compte tenu de leur intérêt mutuel ainsi que de leur politique économique et de leurs objectifs économiques respectifs s'engagent à encourager la coopération économique et industrielle dans tous les domaines qui leur semblent appropriés.

2. Les objectifs de cette coopération consistent notamment à:

- promouvoir les échanges d'informations entre opérateurs économiques et développer et améliorer les réseaux existants, tout en veillant à ce que les données à caractère personnel soient convenablement protégées;

- instaurer des échanges d'informations sur les conditions de la coopération dans le domaine de tous les services ainsi que des infrastructures d'information;

Historical Archives of the European Commission

- promouvoir des investissements mutuellement avantageux et établir un climat propice à l'investissement;

- améliorer l'environnement économique et entreprenarial.

3. Afin de réaliser ces objectifs, les parties contractantes s'engagent notamment:

a. à diversifier et à renforcer les liens économiques qui les unissent,
b. à créer des filières de coopération spécifiques aux différents secteurs,
c. à promouvoir la coopération industrielle entre entreprises et, en particulier, entre les petites et moyennes entreprises,
d. à promouvoir le développement durable de leurs économies,
e. à encourager des procédés de production qui ne soient pas préjudiciables à l'environnement,
f. à encourager les flux d'investissement et les transferts de technologies,
g. à améliorer leur compréhension mutuelle et la prise de conscience de leur environnement entreprenarial respectif.

Article 13. Lutte contre la drogue et le blanchiment de l'argent

1. Les parties contractantes s'engagent à coopérer pour améliorer l'efficacité et l'efficience des mesures qu'elles prennent contre la production, la vente et le trafic illégaux des drogues et des psychotrophes, y compris la prévention de la diffusion des précurseurs, ainsi que pour promouvoir la prévention et la réduction de la demande de drogue. La coopération dans ce domaine sera fondée sur la consultation mutuelle et sur une coordination étroite entre les parties sur les objectifs qu'elles poursuivent et les mesures qu'elles prennent dans les différents domaines liés à la lutte contre la drogue.

2. Les parties contractantes conviennent de la nécessité de faire de sérieux efforts et de coopérer pour éviter que leur système financier soit utilisé pour le blanchiment du produit des activités criminelles en général et de celles liées à la drogue en particulier.

La coopération dans ce domaine visera à établir des normes appropriées contre le blanchiment de l'argent en tenant compte de celles qui ont été adoptées par des organisations internationales dans ce domaine et, en particulier, par la Task Force action financière (FATF).

Article 14. Coopération dans le domaine de la science et de la technologie

1. Les parties contractantes, prenant en considération leur intérêt commun et les objectifs de leur politique scientifique, s'engagent à promouvoir une coopération dans le domaine de la science et de la technologie. A cette fin, les parties contractantes s'engagent à encourager notamment:

- l'échange d'informations et de savoir-faire dans les domaines de la science et de la technologie;
- le dialogue sur l'élaboration et la mise en oeuvre de leur politique de développement respective en matière de recherche et de technologie;
- la coopération dans le domaine des technologies de l'information ainsi que dans les technologies et les industries agissant sur l'interopérabilité vers la société de l'information;

Historical Archives of the European Commission

- la coopération dans les domaines de l'énergie et de la protection de l'environnement;
- la coopération dans les secteurs d'intérêt commun en matière de science et de technologie.

2. Pour réaliser les objectifs de leur politique respective, les parties contractantes s'engagent notamment à:

- échanger des informations sur les projets de recherche dans les domaines de l'énergie, de la protection de l'environnement, des télécommunications et des technologies de l'information ainsi que sur l'industrie des technologies de l'information;

- améliorer la formation des scientifiques par des moyens appropriés;

- encourager les transferts de technologies sur la base du profit mutuel;

- organiser conjointement des séminaires rassemblant des scientifiques de haut niveau des deux parties contractantes et

- encourager les chercheurs des deux parties contractantes à mener des recherches communes dans des domaines d'intérêt commun.

3. Les parties contractantes conviennent que toutes les actions conjointes et de coopération dans le domaine de la science et de la technologie auront lieu sur la base de la réciprocité.

Les parties contractantes conviennent de protéger efficacement l'information et les droits de propriété intellectuelle résultant de leur coopération contre tout usage abusif ou non-autorisé par d'autres que les titulaires légitimes de ces droits.

En cas de participation d'institutions, d'organismes ou d'entreprises d'une des parties contractantes dans des programmes de développement en matière de recherche et de technologie de l'autre partie contractante, tels que ceux faisant partie du programme-cadre général de la Communauté européenne, cette participation ainsi que la diffusion et l'exploitation des connaissances en résultant ont lieu conformément aux règles générales établies par cette autre partie contractante.

4. Les priorités en matière de coopération sont décidées par voie de consultation entre les parties contractantes. Sous réserve de l'application du paragraphe précédent, la participation d'institutions, d'organismes et d'entreprises du secteur privé à des activités de coopération et à des projets de recherche d'intérêt commun est encouragée.

Article 15. Coopération dans le domaine de l'environnement

Les parties contractantes s'engagent à établir des relations de coopération en vue de protéger et de préserver l'environnement. Ces relations prendront notamment les formes suivantes:

Historical Archives of the European Commission

- échanges d'informations sur les politiques en faveur de l'environnement et leur mise en oeuvre entre des fonctionnaires compétents de la Commission européenne et les autorités compétentes de la république de Corée;

- échanges d'informations sur les technologies favorables à l'environnement;

- échanges de personnel;

- promotion de la coopération sur des problèmes d'environnement discutés dans des forums internationaux auxquels participent la Communauté européenne et la république de Corée, en particulier la commission des Nations unies sur le développement durable et d'autres forums dans lesquels on discute des conventions internationales sur l'environnement;

- discussion sur l'instauration de pratiques de développement durable et, en particulier, de coopération à la mise en oeuvre de l'agenda 21 et d'autres activités de suivi de la Conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (CNUED);

- coopération sur des projets communs portant sur l'environnement.

Article 16. Coopération en matière d'énergie

Les parties contractantes reconnaissent l'importance du secteur énergétique pour le développement économique et social et sont disposées, dans les limites de leurs compétences respectives, à renforcer leur coopération dans ce domaine. Les objectifs de cette coopération sont les suivants:

. promouvoir le principe de l'économie de marché en fixant des prix à la consommation conformes aux principes du marché;

. diversifier les sources d'énergie,

. développer des formes d'énergie nouvelles et renouvelables;

. arriver à une utilisation rationnelle de l'énergie, notamment en encourageant la gestion de la demande et

. encourager l'établissement des meilleures conditions possibles pour les transferts de technologies dans l'intérêt d'une utilisation efficace de l'énergie.

A ces fins, les parties contractantes conviennent de promouvoir la réalisation d'études et de travaux de recherche communs ainsi que l'établissement de contacts entre les responsables de la planification de l'énergie.

Article 17. Coopération en matière de culture, d'information et de communication

Les parties contractantes s'engagent à établir une coopération dans les domaines de la formation et de la communication pour promouvoir une meilleure compréhension mutuelle, en tenant compte de la dimension culturelle des liens qui existent entre elles.

Historical Archives of the European Commission

Ces actions prennent notamment les formes suivantes:

. échanges d'informations sur des thèmes d'intérêt commun ayant trait à la culture et à la formation;

. organisation de manifestations culturelles;

. échanges culturels et

. échanges universitaires.

Article 18. Coopération en matière de développement des pays tiers

Les parties contractantes conviennent d'échanger des informations sur leur politique mutuelle d'aide au développement dans le but d'établir un dialogue régulier sur les objectifs de ces politiques et sur leurs programmes respectifs d'aide au développement dans les pays tiers. Elles examineront dans quelle mesure il est possible de mettre sur pied une coopération plus substantielle, dans le respect de leur législation respective et des conditions applicables à la mise en oeuvre de ces programmes.

Article 19. Commission mixte

1.Les parties contractantes instituent, dans le cadre du présent accord, une commission mixte composée, d'une part, de représentants des membres du Conseil de l'Union européenne et de représentants de la Commission des Communautés européennes et, d'autre part, de représentants de la république de Corée. Des consultations auront lieu au sein de la Commission pour faciliter la mise en oeuvre et la réalisation des objectifs généraux du présent accord.

2. La Commission mixte a pour mission de:

. veiller au bon fonctionnement de l'accord;
. examiner l'évolution des échanges et de la coopération entre les parties;
. rechercher les moyens propres à prévenir les difficultés qui pourraient surgir dans les domaines couverts par le présent accord;
. rechercher des moyens de développer et de diversifier les échanges;
. échanger des idées et faire des suggestions sur toute question d'intérêt commun concernant les échanges commerciaux et la coopération, y compris les actions futures et les ressources disponibles pour les mettre en oeuvre;
. formuler des recommandations appropriées pour favoriser l'expansion des échanges et de la coopération, en tenant compte de la nécessité de coordonner les mesures proposées.

3. La commission mixte se réunira normalement une fois par an alternativement à Bruxelles et à Séoul. Des réunions extraordinaires de la commission sont convoquées à la demande d'une des parties contractantes. La présidence de la commission mixte est exercée alternativement par chacune des parties contractantes.

4. La commission mixte peut instituer des sous-commissions spécialisées pour l'assister dans l'accomplissement de ses tâches. Ces sous-commissions présentent des rapports détaillés de leurs activités à la commission mixte à chacune de ses réunions.

Archive of the European Commission

Article 20. Définition

Aux fins du présent accord, on entend par "les parties contractantes" la Communauté européenne ou ses Etats membres ou la Communauté européenne et ses Etats membres, en fonction de leurs compétences respectives, d'une part, et la république de Corée d'autre part.

Article 21. Entrée en vigueur et durée de l'accord

1. Le présent accord entre en vigueur le premier jour du mois suivant la date à laquelle les parties contractantes se sont notifié l'accomplissement des procédures juridiques nécessaires à cet effet.

2. Le présent accord est conclu pour une période de cinq ans. Il est reconduit tacitement d'année en année si aucune des parties ne le dénonce par écrit à l'autre partie six mois avant la date de son expiration.

Article 22. Notification

Les notifications visées à l'article 21 sont faites respectivement au secrétariat général du Conseil de l'Union européenne et au ministère des affaires étrangères de la république de Corée.

Article 23. Inexécution de l'accord

Si l'une des parties contractantes considère que l'autre partie a manqué à l'une des obligations qui lui incombent en vertu du présent accord, elle peut prendre des mesures appropriées. Auparavant, elle fournit à l'autre partie, sauf en cas d'urgence particulière, toutes les informations nécessaires pour lui permettre d'examiner soigneusement la situation afin de rechercher une solution acceptable par les deux parties contractantes. Lors du choix des mesures, la priorité doit être donnée à celles qui perturbent le moins le fonctionnement du présent accord. Ces mesures sont immédiatement notifiées à l'autre partie et font l'objet de consultations à la demande de l'autre partie contractante.

Article 24. Clause évolutive

Les parties contractantes peuvent élargir le présent accord par consentement mutuel afin de relever les niveaux de coopération et le compléter par des accords relatifs à des secteurs ou à des activités spécifiques.

En ce qui concerne l'application du présent accord, chacune des parties contractantes peut formuler des propositions tendant à élargir le champ de la coopération, en tenant compte de l'expérience acquise lors de son exécution.

Article 25. Déclarations et annexes

Les déclarations communes et annexes au présent accord forment partie intégrante de l'accord.

Historical Archive of the European Commission

Article 26. Application territoriale

Le présent accord s'applique, d'une part, au territoire de la république de Corée et, d'autre part, aux territoires auxquels le traité instituant la Communauté européenne s'applique et aux conditions fixées dans ce Traité.

Article 27. Langues faisant foi

Le présent accord est rédigé en double exemplaire en langues allemande, anglaise, danoise, espagnole, finnoise, française, grecque, italienne, néerlandaise, portugaise, suédoise et coréenne, chacun de ces textes faisant également foi.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés ont apposé leur signature au bas du présent accord-cadre.

Fait le ..... mil neuf cent quatre-vingt ....

POUR LA COMMUNAUTE EUROPEENNE:

POUR LE ROYAUME DE BELGIQUE:

POUR LE ROYAUME DE DANEMARK:

POUR LA REPUBLIQUE FEDERALE D'ALLEMAGNE:

POUR LA REPUBLIQUE HELLENIQUE:

POUR LE ROYAUME D'ESPAGNE:

POUR LA REPUBLIQUE FRANCAISE:

POUR L'IRLANDE:

POUR LA REPUBLIQUE ITALIENNE:

POUR LE GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG:

POUR LE ROYAUME DES PAYS-BAS:

POUR LA REPUBLIQUE D'AUTRICHE:

POUR LA REPUBLIQUE PORTUGAISE:

POUR LA REPUBLIQUE FINLANDAISE:

POUR LE ROYAUME DE SUEDE:

POUR LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD:

POUR LA REPUBLIQUE DE COREE:

Historical Archives of the European Commission

ANNEXE

Conventions concernant la propriété intellectuelle, industrielle et commerciale:

- Convention de Berne pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques (Paris, 1971)
- Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (Rome, 1961)
- Convention de Paris sur la protection de la propriété industrielle (Stockholm, 1967, modifiée en 1979)
- Traité de coopération en matière de brevets (Washington, 1970, modifié en 1984)
- Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce (Stockholm, 1967, modifié en 1979)
- Protocole relatif à l'arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce (Madrid, 1989)
- Arrangement de Nice concernant la classification internationale des produits et services aux fins de l'enregistrement des marques (Genève, 1977, modifié en 1979)
- Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets (1977, modifié en 1980)
- Convention internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) (Genève, 1991).

Historical Archives of the European Commission

Déclaration commune concernant l'article 7

Chacune des parties contractantes autorise les compagnies maritimes de l'autre partie contractante à être présente commercialement sur son territoire aux fins d'exercer des activités de transport maritime à des conditions d'établissement et d'activité non moins favorables que celles accordées à ses propres compagnies ou à des filiales ou des établissements de compagnies d'un pays tiers, selon celle qui offre les meilleures conditions.

Déclaration commune concernant l'article 9

Les parties contractantes conviennent qu'aux fins de l'application de l'accord, la propriété intellectuelle, industrielle et commerciale comprend en particulier les droits d'auteur, y compris les droits d'auteur sur des programmes d'ordinateur, et les droits voisins, les droits voisins du brevet, les dessins et modèles industriels, les indications géographiques, y compris les appellations d'origine, les marques commerciales et les marques de services, les topographies de circuits intégrés ainsi que la protection contre la concurrence déloyale visée à l'article 10bis de la Convention de Paris pour la protection de la propriété industrielle et la protection des informations sur le savoir-faire non divulgué.

Déclaration interprétative commune concernant l'article 23

(a) Aux fins de l'interprétation correcte et de l'application pratique de l'article 23 de l'accord, les parties conviennent, par consentement mutuel, qu'il faut entendre par les termes "cas d'urgence particulière" visés à l'article 23 une violation substantielle de l'accord par l'une des parties contractantes. Une violation substantielle de l'accord consiste

a. en une résiliation de l'accord non sanctionnée par les règles générales du droit international ou
b. en une violation d'un élément essentiel de l'accord énoncé à l'article premier.

(b) Les parties contractantes conviennent que les "mesures appropriées" visées à l'article 23 sont des mesures prises conformément au droit international.

Historical Archives of the European Commission

DECLARATIONS UNILATERALES[2]

Déclaration de la Communauté européenne concernant l'article 8

La Communauté européenne exprime son inquiétude et rappelle l'importance qu'elle attache aux problèmes qui ont été créés et risquent d'être créés par la tendance actuelle à développer la capacité de construction navale sur le marché mondial.

Elle souhaite à cet égard rappeler les termes de la déclaration qu'elle a faite à Paris lors de la conclusion des négociations de l'accord de l'OCDE sur la construction navale le 21 décembre 1994, déclaration qui est toujours d'actualité.

La Communauté européenne invite la république de Corée à coopérer avec elle et les autres signataires de l'accord de l'OCDE sur la construction navale pour réduire le déséquilibre structurel important entre l'offre et la demande sur le marché mondial de la construction navale par des moyens appropriés.

Déclaration de la république de Corée concernant l'article 7 paragraphe 2

La république de Corée déclare qu'en ce qui concerne les dispositions du paragraphe 2(a) de l'article 7 (Transport maritime), elle n'autorisera l'introduction de clauses de partage de cargaison concernant le commerce des vracs secs et liquides dans les accords bilatéraux qu'elle concluera à l'avenir avec un pays tiers déterminé que dans des circonstances exceptionnelles telles que les compagnies de navigation coréennes n'auraient pas autrement la possibilité de prendre part au trafic à destination et en provenance du pays tiers concerné.

Historical Archives of the European Commission

[2]Ces déclarations seront faites lors de la signature de l'accord.

EXERCISE 1997

Fiche financière

1. INTITULE DE L'ACTION

Mise en oeuvre de l'accord cadre de commerce et de coopération conclu entre la CE et ses Etats membres, d'une part, et la république de Corée, d'autre part.
Actions spécifiques déployées dans le domaine de la coopération économique et des activités de coopération de caractère général. Ces actions seront engagées conformément à la stratégie asiatique de l'UE (COM (94) 314 final; section 2.2 plus spécialement).

2. LIGNE(S) BUDGETAIRE(S) CONCERNEE(S)

Compte tenu de la structure budgétaire actuelle, la ligne d'imputation pourrait être la ligne B7-8700 Accords de coopération économique et commerciale avec les pays tiers. Ceci est subordonné aux résultats de la procédure budgétaire annuelle.

3. BASE LEGALE

Articles 113 et 235 du traité de la CE.

4. DESCRIPTION DE L'ACTION:

4.1 Objectif général de l'action

Promouvoir un nouveau développement des relations économiques avec la Corée conformément à l'accord cadre conclu avec ce pays. Cette action vise en particulier les domaines relevant des attributions de la DG I (coopération commerciale, missions commerciales, promotion des contacts entre opérateurs économiques, activités spécifiques de coopération de caractère général).

4.2 Période couverte par l'action et modalités prévues pour son renouvellement

L'accord cadre est applicable pendant une période de cinq années et est reconduit tacitement chaque année une fois ce délai écoulé.

5. CLASSIFICATION DE LA DEPENSE/RECETTE

5.1 DO/DNO: dépense non-obligatoire
5.2 CD/CND: crédit dissocié
5.3 Type de recettes visées: sans objet

6. TYPE DE LA DEPENSE/RECETTE

Historical Archives of the European Commission

- subvention à 100 % (peut être envisagée exceptionnellement);
- subvention pour co-financement avec d'autres sources du secteur public ou privé (notamment avec le gouvernement de la république de Corée)

7. INCIDENCE FINANCIERE

7.1 Mode de calcul du coût total de l'action (lien entre les coûts individuels et le coût total)

L'accord cadre sera signé en 1996 et devrait donc être mis en oeuvre en 1997 et au cours des années suivantes.

L'accord cadre est le tout premier accord de caractère général conclu avec la république de Corée. Des actions spécifiques devront donc être financées grâce à une nouvelle dotation budgétaire opérationnelle. L'accord cadre prévoit une coopération économique dans un certain nombre de domaines tels que les sciences et techniques, l'industrie, les normes, l'environnement, l'énergie, la culture, etc. Or, si une partie de ces activités peut être couverte par les dotations budgétaires existantes (crédits de coopération affectés à la mise en oeuvre du quatrième programme cadre de recherche et de développement technique ou budget d'information alloué à la DG X/délégation de Séoul, par exemple), une dotation complémentaire estimée à 250 000 écus par an pourrait se révéler nécessaire pour financer ces nouvelles initiatives de coopération.

Le programme 1997 de coopération avec la Corée devrait comporter certaines sinon la totalité des activités énumérées ci-après:

a. Réunions d'un forum UE/Corée, dont la création a été proposée par le club des Sages UE-Corée dans son rapport de novembre 1995;

b. Conférence visant à promouvoir le dialogue entre les groupements de consommateurs coréens et leurs homologues européens (dans le souci d'influer sur la perception qu'ont les consommateurs coréens des produits européens);

c. Création d'une enceinte visant à fournir des informations sur les possibilités d'instituer une coopération dans le domaine de la recherche et du développement (exposé du fonctionnement des programmes de chacune des parties, etc.);

d. Organisation de rencontres d'affaires sectorielles dans des secteurs présentant un intérêt commun, dans le but d'encourager la coopération entre entreprises des deux parties (la Corée a déjà proposé, pour 1996, les secteurs des semi-conducteurs et de l'électronique grand public);

e. Octroi d'une subvention à la création d'une fédération des associations des sociétés européennes exportant en Corée (de façon à ouvrir la voie à la création d'une chambre de commerce UE-Corée);

f. Création d'un prix "relation UE-Corée" dont l'objet serait d'encourager tant les médias européens que coréens à fournir une information plus

Historical Archive of the European Commission

étoffée et de meilleure qualité, les uns sur la Corée, les autres sur l'UE et ses Etats membres (proposition faite par le club des Sages UE-Corée dans son rapport de novembre 1995);

g. Participation au coût de l'organisation de visites d'affaires et d'investissement spécifiques (en conformité avec le principe de la subsidiarité).

.2 Ventilation par éléments de l'action

CE en Mio Ecus
(prix courants)

Ventilation	Année 1997	n + 1	n + 2	n + 3	n + 4	n + 5 et exer. suiv.	Total
Forum UE-Corée	0,100						
Conference Protection des consommateurs	0,100						
Subventions	0,050						
Total	0,250						

7.3 Echéancier crédits d'engagement / crédits de paiement

CE en Mio Ecus

	Année 1997	1998	n + 2	n + 3	n + 4	n + 5 et exer. suiv.	Total
Crédit d'engagement	0,250						0,250
Crédits de paiement							
année 1997	0,200						0,200
1998		0,050					0,050
n + 2							
n + 3							
n + 4							
n + 5 et exer. suiv.							
Total	0,200	0,050					0,250

Historical Archives of the European Commission

8. DISPOSITIONS ANTI-FRAUDE PRÉVUES

9. ELÉMENTS D'ANALYSE COÛT-EFFICACITÉ

9.1. Objectifs spécifiques quantifiables, population visée

Forum UE-Corée
Le forum UE-Corée consisterait en une conférence qui viserait à provmouvoir, sous l'égide du gouvernement de Corée et de la Commission européenne, la coopération entre entreprises, médias et communautés universitaires de chacune des parties. Des représentants de ces secteurs devraient donc y participer. Des réunions spécifiques de représentants d'un ou de plusieurs de ces secteurs pourraient assurer le suivi nécessaire.

Les participants seraient sélectionnés en collaboration avec les autorités des Etats membres, de façon à garantir que les possibilités de coopération tant communautaires que nationales soient prises en considération.

Conférence sur la protection des consommateurs

La conférence sur la protection des consommateurs assurerait la promotion du dialogue entre les groupements de consommateurs coréens et leurs homologues européens, et fournirait aux premiers une information fiable sur la réglementation communautaire applicable dans ce domaine. Les Coréens ont, à l'évidence, des produits étrangers, une perception découlant des campagnes de parcimonie organisées dans le passé. Depuis la mise en place d'une politique plus libérale, il est indispensable que cette image fausse de produits européens trop chers, dangereux et de mauvaise qualité soit corrigée.

9.2. Justification de l'action

Mise en oeuvre du premier accord cadre conclu avec la Corée: développement de la coopération économique avec la Corée.

9.3 Suivi et évaluation de l'action

La Commission compte évaluer avec soin l'efficacité et l'impact des actions entreprises avec le gouvernement coréen avant de décider d'une quelconque action de suivi.

Historical Archives of the European Commission

10. DÉPENSES ADMINISTRATIVES (PARTIE A DE LA SECTION III DU BUDGET GENERAL)

La mobilisation effective des ressources administratives nécessaires résultera de la décision annuelle de la Commission relative à l'allocation des ressources, compte tenu notamment des effectifs et des montants supplémentaires qui auront été accordés par l'autorité budgétaire.

10.1 Incidence sur le nombre d'emplois

Types d'emplois		Effectifs à affecter à la gestion de l'action		dont		durée
		emplois permanents	emplois temporaires	par utilisation des ressources existantes au sein de la DG ou du service concerné	par recours à des ressources supplémentaires	
Fonctionnaires ou agents temporaires	A	1		1		indéterminée
	B					
	C	1		1		indéterminée
Autres ressources						
Total		2		2		

10.2 Incidence financière globale des ressources humaines supplémentaires

Néant.

Historical Archives of the European Commission

10.3 Augmentation d'autres dépenses de fonctionnement découlant de l'action

(écus)

Ligne budgétaire (n_ et intitulé)	Montants	Mode de calcul
A-2510.11.01	p.m.	Commission mixte annuelle, se tenant alternative-ment à Bruxelles et en Corée, n'impliquant que des frais de mission de fonctionnaires.
A-1300.11.01	17 000	5 allers-retours Bruxelles-Séoul (5 fonctionnaires) et 5 indemnités de séjour Séoul (3 jours)
Total	17 000	

N.B. Les montants correspondent aux dépenses pour 12 mois (la durée est indéterminée).

Historical Archives of the European Commission

ISSN 0254-1491

COM(96) 141 final

DOCUMENTS

FR 11

Historical Archives of the European Commission

N° de catalogue : CB-CO-96-155-FR-C

ISBN 92-78-02492-9

Office des publications officielles des Communautés européennes

L-2985 Luxembourg

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

Brüssel, den 27.03.1996
KOM(96) 141 endg.

96/ 0098 (CNS)

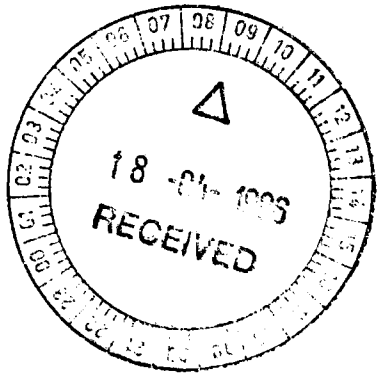
Historical Archives of the European Commission

Vorschlag für einen

BESCHLUSS DES RATES

betreffend den Abschluß des Rahmenabkommens
über den Handel und die Zusammenarbeit zwischen der
Europäischen Gemeinschaft und ihren Mitgliedstaaten einerseits
und der Republik Korea andererseits

(von der Kommission vorgelegt)



BEGRÜNDUNG

1. Mit Beschluß vom 8. März 1995 ermächtigte der Rat die Kommission, Verhandlungen über ein Rahmenabkommen über den Handel und die Zusammenarbeit mit der Republik Korea aufzunehmen, und nahm entsprechende Verhandlungsdirektiven an.

2. In Brüssel fanden zwei Verhandlungsrunden statt, die erste am 11. Mai 1995 und die zweite am 12./13. Oktober 1995. Nach Konsultationen zwischen der Kommission und der koreanischen Regierung Ende November 1995 und weiteren Kontakten über diplomatische Kanäle wurde das Abkommen am 29. Februar 1996 in Brüssel paraphiert.

3. Als die Verhandlungsdirektiven angenommen wurden, behielt sich der Rat das Recht vor, nach Abschluß der Verhandlungen über den rechtlichen Status des Abkommens zu entscheiden. Entsprechend dem Ergebnis der Gespräche im Dezember 1995 und Januar 1996 im Rat wird das Abkommen ein Abkommen sein, bei dem sowohl die Gemeinschaft als auch die Mitgliedstaaten Vertragsparteien sind (ein sogenanntes gemischtes Abkommen). Das Abkommen wird nun dem Rat vorgelegt, damit es unterzeichnet und geschlossen werden kann.

4. Die Kommission ist der Auffassung, daß das paraphierte Abkommen mit den vom Rat angenommenen Verhandlungsdirektiven im Einklang steht.

5. Die Kommission prüft, ob die vorläufige Anwendung einiger Bestimmungen dieses Abkommens für die koreanische Seite annehmbar ist. Sollte dies der Fall sein, so wird die Kommission zu gegebener Zeit um die Genehmigung eines entsprechenden Briefwechsels nachsuchen.

6. Damit das Rahmenabkommen über den Handel und die Zusammenarbeit zwischen der Europäischen Gemeinschaft und ihren Mitgliedstaaten einerseits und der Republik Korea anderseits unterzeichnet und geschlossen werden kann, schlägt die Kommission dem Rat vor, den beigefügten Beschlußentwurf zu genehmigen.

Historical Archives of the European Commission

DER RAT DER EUROPÄISCHEN UNION -

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft, insbesondere auf die Artikel 73c Absatz 2, 75, 84 Absatz 2, 113 und 235 in Verbindung mit Artikel 228 Absatz 2 Satz 2 und Absatz 3 Unterabsatz 1,

auf Vorschlag der Kommission,

nach Stellungnahme des Europäischen Parlaments,

nach Anhörung des Wirtschafts- und Sozialausschusses,

in der Erwägung, daß die Europäische Gemeinschaft das Rahmenabkommen für den Handel und die Zusammenarbeit zwischen der Europäischen Gemeinschaft und ihren Mitgliedstaaten einerseits und der Republik Korea andererseits genehmigen soll -

BESCHLIESST:

Artikel 1

Das Rahmenabkommen über den Handel und die Zusammenarbeit zwischen der Europäischen Gemeinschaft und ihren Mitgliedstaaten einerseits und der Republik Korea andererseits wird im Namen der Europäischen Gemeinschaft genehmigt.

Der Wortlaut des Abkommens ist diesem Beschluß beigefügt.

Artikel 2

Die Kommission, die von Vertretern der Mitgliedstaaten unterstützt wird, vertritt die Europäische Gemeinschaft in dem in Artikel 19 Absatz 3 des Rahmenabkommens über den Handel und die Zusammenarbeit vorgesehenen Gemischten Ausschuß.

Artikel 3

Der Präsident des Rates nimmt die in Artikel 21 des Abkommens vorgesehene Notifikation im Namen der Europäischen Gemeinschaft vor.

Artikel 4

Dieser Beschluß wird im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften veröffentlicht.

Geschehen zu Brüssel,

Für den Rat

Historical Archives of the European Commission

[redacted]

Der Präsident

Historical Archives of the European Commission

1 C

(Titel)

Rahmenabkommen über den Handel und die Zusammenarbeit zwischen der Europäischen Gemeinschaft und ihren Mitgliedstaaten einerseits und der Republik Korea andererseits.

(Text)

DIE EUROPÄISCHE GEMEINSCHAFT

und

DAS KÖNIGREICH BELGIEN,
DAS KÖNIGREICH DÄNEMARK,
DIE BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND,
DIE GRIECHISCHE REPUBLIK,
DAS KÖNIGREICH SPANIEN,
DIE FRANZÖSISCHE REPUBLIK,
IRLAND,
DIE ITALIENISCHE REPUBLIK,
DAS GROSSHERZOGTUM LUXEMBURG,
DAS KÖNIGREICH DER NIEDERLANDE,
DIE REPUBLIK ÖSTERREICH,
DIE PORTUGIESISCHE REPUBLIK,
DIE REPUBLIK FINNLAND,
DAS KÖNIGREICH SCHWEDEN,
DAS VEREINIGTE KÖNIGREICH GROSSBRITANNIEN UND NORDIRLAND,

Vertragsparteien des Vertrages zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft und des Vertrages über die Europäische Union, im folgenden 'Mitgliedstaaten' genannt,

einerseits

und

DIE REPUBLIK KOREA

andererseits -

Historical Archives of the European Commission

. EINGEDENK der traditionellen freundschaftlichen Bindungen zwischen der Republik Korea einerseits und der Europäischen Gemeinschaft und ihren Mitgliedstaaten andererseits,

. IN BEKRÄFTIGUNG des Eintretens der Vertragsparteien für die demokratischen Grundsätze und die grundlegenden Menschenrechte, wie sie in der Allgemeinen Erklärung der Menschenrechte verankert sind,

. IN BESTÄTIGUNG ihres Wunsches, einen regelmäßigen politischen Dialog zwischen der Europäischen Union und der Republik Korea einzurichten, der auf gemeinsamen Werten und Zielvorstellungen beruht,

. IN ANERKENNUNG DER TATSACHE, daß das Allgemeine Zoll- und Handelsabkommen eine bedeutende Rolle bei der Förderung des Welthandels im allgemeinen und des bilateralen Handels im besonderen gespielt hat und daß die Republik Korea und die Europäische Gemeinschaft gleichermaßen für die Grundsätze des Freihandels und der Marktwirtschaft eintreten, auf denen dieses Abkommen beruht,

. IN BEKRÄFTIGUNG DER TATSACHE, daß die Republik Korea, die Europäische Gemeinschaft und ihre Mitgliedstaaten sich dazu verpflichtet haben, ihre durch die Ratifikation des Übereinkommens zur Gründung der Welthandelsorganisation eingegangenen Verpflichtungen in vollem Umfang zu erfüllen,

. EINGEDENK der Notwendigkeit, zur vollständigen Umsetzung der Ergebnisse der Uruguay-Runde des GATT beizutragen und alle Regeln des Welthandels auf transparente und nichtdiskriminierende Weise anzuwenden,

. IN ANERKENNUNG der Bedeutung einer Stärkung des bestehenden Verhältnisses zwischen den Vertragsparteien im Hinblick auf eine Intensivierung der Zusammenarbeit zwischen ihnen sowie in Anerkennung ihres gemeinsamen Willens, ihre Beziehungen in Bereichen von beiderseitigem Interesse auf der Grundlage der Gleichheit, der Nichtdiskriminierung, der Achtung der natürlichen Umwelt und des beiderseitigen Vorteils zu festigen, zu vertiefen und zu diversifizieren,

. IN DEM WUNSCH, günstige Voraussetzungen für ein nachhaltiges Wachstum und eine Diversifizierung des Handels sowie für die wirtschaftliche Zusammenarbeit in verschiedenen Bereichen von beiderseitigem Interesse zu schaffen,

. IN DER ÜBERZEUGUNG, daß es für die Vertragsparteien von Vorteil sein wird, ihre Beziehungen zu institutionalisieren und auf wirtschaftlichem Gebiet zusammenzuarbeiten, da eine solche Zusammenarbeit zu einer Förderung des Handels und der Investitionen beitragen würde,

. EINGEDENK der Bedeutung, die der Beteiligung der direkt betroffenen Personen und Einheiten, insbesondere der Wirtschaftsunternehmen und ihrer repräsentativen Vereinigungen, an der Zusammenarbeit zukommt -

HABEN BESCHLOSSEN, DIESES ABKOMMEN ZU SCHLIESSEN, UND HABEN ZU DIESEM ZWECK ZU IHREN BEVOLLMÄCHTIGTEN ERNANNT:

Historical Archives of the European Commission

DIE EUROPÄISCHE GEMEINSCHAFT:

DAS KÖNIGREICH BELGIEN:

DAS KÖNIGREICH DÄNEMARK:

DIE BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND:

DIE GRIECHISCHE REPUBLIK:

DAS KÖNIGREICH SPANIEN:

DIE FRANZÖSISCHE REPUBLIK:

IRLAND:

DIE ITALIENISCHE REPUBLIK:

DAS GROSSHERZOGTUM LUXEMBURG:

DAS KÖNIGREICH DER NIEDERLANDE:

DIE REPUBLIK ÖSTERREICH:

DIE PORTUGIESISCHE REPUBLIK:

DIE REPUBLIK FINNLAND:

DAS KÖNIGREICH SCHWEDEN:

DAS VEREINIGTE KÖNIGREICH GROSSBRITANNIEN UND NORDIRLAND:

DIE REPUBLIK KOREA:

DIESE SIND nach Austausch ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten -

WIE FOLGT ÜBEREINGEKOMMEN:

Artikel 1. Grundlage der Zusammenarbeit

Die Wahrung der demokratischen Grundsätze und die Achtung der Menschenrechte, wie sie in der Allgemeinen Erklärung der Menschenrechte verankert sind, bilden die Grundlage der Innen- und Außenpolitik der Vertragsparteien und sind ein wesentlicher Bestandteil dieses Abkommens.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 2. Ziele der Zusammenarbeit

Im Hinblick auf eine Intensivierung der Zusammenarbeit verpflichten sich die Vertragsparteien, den Ausbau der Wirtschaftsbeziehungen zu fördern. Zu den Zielen ihrer Bemühungen gehören insbesondere:

a) Intensivierung und Diversifizierung des Handels sowie Aufnahme einer handelspolitischen Zusammenarbeit zum beiderseitigen Vorteil;

b) Aufnahme einer wirtschaftlichen Zusammenarbeit in Bereichen von beiderseitigem Interesse, u.a. wissenschaftliche und technische Zusammenarbeit sowie industrielle Zusammenarbeit;

c) Förderung der Zusammenarbeit zwischen Wirtschaftsunternehmen durch eine Förderung der Investitionen auf beiden Seiten und durch eine Verbesserung des gegenseitigen Verständnisses.

Artikel 3. Politischer Dialog

Zwischen der Europäischen Union und der Republik Korea wird ein regelmäßiger politischer Dialog eingerichtet, der auf gemeinsamen Werten und Zielvorstellungen beruht. Dieser Dialog wird im Einklang mit den in der Gemeinsamen Erklärung der Europäischen Union und der Republik Korea zu diesem Thema vereinbarten Verfahren geführt.

Artikel 4. Meistbegünstigung

Im Einklang mit ihren Rechten und Pflichten im Rahmen der Welthandelsorganisation verpflichten sich die Vertragsparteien, einander die Meistbegünstigung zu gewähren.

Artikel 5. Handelspolitische Zusammenarbeit

(1) Die Vertragsparteien verpflichten sich zur Förderung einer möglichst weitreichenden Entwicklung und Diversifizierung des gemeinsamen Handels zu ihrem beiderseitigen Vorteil.

Die Vertragsparteien verpflichten sich zur Verbesserung der Marktzugangsbedingungen. Sie gewährleisten, daß die angewandten Zollsätze nach dem Grundsatz der Meistbegünstigung festgelegt werden, und berücksichtigen dabei verschiedene Gegebenheiten, wie zum Beispiel die Lage des Binnenmarktes der einen Vertragspartei und die Ausfuhrinteressen der anderen Vertragspartei. Sie verpflichten sich, unter Berücksichtigung der Arbeit internationaler Organisationen in diesem Bereich auf die Beseitigung von Handelsschranken hinzuarbeiten, indem sie insbesondere nichttarifliche Hemmnisse rechtzeitig beseitigen und Maßnahmen zur Verbesserung der Transparenz treffen.

(2) Die Vertragsparteien verfolgen eine Politik, die auf folgendes abzielt:

a) Multilaterale und bilaterale Zusammenarbeit zur Lösung von Problemen im Zusammenhang mit der Entwicklung des Handels, die für beide Seiten von

Archives of the European Commission

Interesse sind und das künftige Vorgehen der WTO einschließen. Dazu arbeiten sie auf internationaler und bilateraler Ebene bei der Lösung handelspolitischer Probleme von gemeinsamem Interesse zusammen;

b) Förderung des Informationsaustausches zwischen Wirtschaftsbeteiligten und industrielle Zusammenarbeit zwischen Unternehmen zur Diversifizierung und Ausweitung des Handels;

c) Prüfung und Empfehlung von Absatzförderungsmaßnahmen als Beitrag zur Ausweitung des Handels;

d) Erleichterung der Zusammenarbeit zwischen den zuständigen Zollverwaltungen der Europäischen Gemeinschaft, ihrer Mitgliedstaaten und Koreas;

e) Verbesserung des Marktzugangs für gewerbliche und landwirtschaftliche Erzeugnisse sowie für Fischereierzeugnisse;

f) Verbesserung des Marktzugangs für Dienstleistungen, wie zum Beispiel Finanz- und Telekommunikationsdienstleistungen;

g) Intensivierung der Zusammenarbeit in den Bereichen Normen und technische Vorschriften;

h) wirksamer Schutz des geistigen, gewerblichen und kommerziellen Eigentums;

i) Durchführung von Handels- und Investitionsmissionen;

j) Veranstaltung von allgemeinen Ausstellungen und Fachmessen.

(3) Die Vertragsparteien fördern den fairen Wettbewerb im Wirtschaftsleben, indem sie ihre einschlägigen Gesetze und Vorschriften in vollem Umfang durchsetzen.

(4) Entsprechend ihren Verpflichtungen gemäß dem Übereinkommen über das öffentliche Beschaffungswesen im Rahmen der WTO gewährleisten die Vertragsparteien die Teilnahme an Beschaffungsverträgen auf der Grundlage der Nichtdiskriminierung und der Gegenseitigkeit.

Sie führen ihre Gespräche fort, die auf eine weitergehende gegenseitige Öffnung ihrer jeweiligen Beschaffungsmärkte auf anderen Sektoren, wie zum Beispiel der Telekommunikation, abzielen.

Artikel 6. Landwirtschaft und Fischerei

(1) Die Vertragsparteien vereinbaren die Förderung der Zusammenarbeit in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei einschließlich Gartenbau und Marikultur. Auf der Grundlage der Gespräche über ihre jeweilige Landwirtschafts- und Fischereipolitik prüfen die Vertragsparteien

a) die Möglichkeiten für einen verstärkten Handel mit Agrar- und Fischereierzeugnissen;

b) die Auswirkung von Maßnahmen in den Bereichen Gesundheitsschutz, Pflanzenschutz und Umweltschutz auf den Handel;

c) den Zusammenhang zwischen der Landwirtschaft und der ländlichen Umgebung;

d) die Forschung in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei einschließlich Gartenbau und Marikultur.

(2) Absatz 1 gilt sinngemäß für die Erzeugnisse und Dienstleistungen in der zugehörigen landwirtschaftlichen Verarbeitungsindustrie.

Historical Archives of the European Commission

(3) Die Vertragsparteien verpflichten sich zur Einhaltung der Bestimmungen des Übereinkommens über die Anwendung gesundheitspolizeilicher und pflanzenschutzrechtlicher Maßnahmen im Rahmen der WTO und sind bereit, auf Antrag einer Partei in Konsultationen einzutreten, um die Vorschläge der anderen Partei zur Anwendung und Angleichung der Maßnahmen in den Bereichen Gesundheitsschutz und Pflanzenschutz zu erörtern, wobei sie die in anderen internationalen Organisationen wie der OIE, der IPPC und dem Codex Alimentarius vereinbarten Standards berücksichtigen.

Artikel 7. Seeverkehr

(1) Die Vertragsparteien verpflichten sich, das Ziel des ungehinderten Zugangs zum internationalen Seeverkehrsmarkt und zum internationalen Seeverkehr auf kaufmännischer Basis und auf der Grundlage des fairen Wettbewerbs im Einklang mit den Bestimmungen dieses Artikels anzustreben.

a) Die vorstehende Bestimmung berührt nicht die Rechte und Pflichten aus dem Verhaltenskodex der Vereinten Nationen für Linienkonferenzen, wie er von der einen oder von der anderen Vertragspartei angewandt wird. Nichtkonferenz-Reedereien dürfen mit einer Konferenz-Reederei im Wettbewerb stehen, sofern sie den Grundsatz des lauteren Wettbewerbs auf kaufmännischer Basis beachten.

b) Die Vertragsparteien bekräftigen ihr Eintreten für die Herstellung des freien Wettbewerbs beim Verkehr mit trockenen und flüssigen Massengütern. Infolgedessen wird die Republik Korea alles Notwendige veranlassen, um die bestehende Ladungsreservierung bezeichneter Massengüter für unter koreanischer Flagge fahrende Schiffe innerhalb eines Übergangszeitraums, der am 31. Dezember 1998 endet, abzuschaffen.

(2) Gemäß dem Ziel des Absatzes 1

a) nehmen die Vertragsparteien in künftige bilaterale Abkommen mit Drittländern über den Verkehr mit trockenen und flüssigen Massengütern und den Linienverkehr keine Ladungsanteilvereinbarungen auf, wenn nicht der außergewöhnliche Umstand gegeben ist, daß Linienreedereien der einen oder der anderen Vertragspartei sonst keinen tatsächlichen Zugang zum Verkehr von und nach dem betreffenden Drittland hätten;

b) setzen die Vertragsparteien bei Inkrafttreten dieses Abkommens keine administrativen, technischen und gesetzgeberischen Maßnahmen um, die Diskriminierungen zwischen ihren eigenen Staatsangehörigkeiten oder Unternehmen und denjenigen der anderen Vertragspartei bei der Erbringung von Dienstleistungen im internationalen Seeverkehr bewirken könnten;

c) gewähren die Vertragsparteien den von Staatsangehörigen oder Unternehmen der anderen Vertragspartei betriebenen Schiffen eine Behandlung, die hinsichtlich des Zugangs zu den für den internationalen Handel geöffneten Häfen, der Benutzung der Infrastruktur dieser Häfen und der Inanspruchnahme der dort angebotenen Hilfsdienstleistungen sowie der diesbezüglichen Gebühren und sonstigen Abgaben, der Zollerleichterungen, der Zuweisung von Liegeplätzen sowie von Lade- und

Historical Archives of the European Commission

Löscheinrichtungen nicht weniger günstig ist als die den eigenen Schiffen gewährte Behandlung.

(3) Im Sinne dieses Artikels umfaßt der Zugang zum internationalen Seeverkehrsmarkt unter anderem das Recht internationaler Seeverkehrsunternehmen einer jeden Vertragspartei, Haus-Haus-Beförderungsdienstleistungen anzubieten, bei denen ein Teil der Strecke auf See zurückgelegt wird, und zu diesem Zweck mit lokalen Verkehrsunternehmen anderer Verkehrsträger als des Seeverkehrs im Gebiet der anderen Vertragspartei unbeschadet der geltenden Beschränkungen aufgrund der Staatsangehörigkeit im Güter- und Personenverkehr auf den anderen Verkehrsträgern direkt Verträge zu schließen.

(4) Die Bestimmungen dieses Artikels gelten für Unternehmen der Europäischen Gemeinschaft und koreanische Unternehmen. Nutznießer der Bestimmungen dieses Artikels sind auch Reedereien, die außerhalb der Europäischen Gemeinschaft oder der Republik Korea niedergelassen sind und von Staatsangehörigen eines Mitgliedstaates oder der Republik Korea kontrolliert werden, falls ihre Schiffe in dem betreffenden Mitgliedstaat oder in der Republik Korea gemäß ihren jeweiligen Vorschriften registriert sind.

(5) Das Problem der Ausübung der Tätigkeit von Schiffsmaklern in der Europäischen Gemeinschaft und in der Republik Korea wird gegebenenfalls durch spezifische Abkommen geregelt.

Artikel 8. Schiffbau

(1) Die Vertragsparteien vereinbaren eine Zusammenarbeit im Bereich des Schiffbaus, um faire und wettbewerbsorientierte Marktbedingungen zu fördern, und nehmen das starke strukturelle Ungleichgewicht zwischen Angebot und Nachfrage sowie die Markttendenz zur Kenntnis, die die Schiffbauindustrie weltweit in eine Notsituation bringen. Daher treffen die Vertragsparteien im Einklang mit dem OECD-Übereinkommen über den Schiffbau keine Maßnahmen zur Unterstützung ihrer Schiffbauindustrie, die den Wettbewerb verzerren würden oder es ihrer Schiffbauindustrie ermöglichen würden, künftigen schwierigen Situationen zu entgehen.

(2) Die Vertragsparteien kommen überein, auf Antrag einer der beiden Vertragsparteien Konsultationen betreffend die Umsetzung des OECD-Übereinkommens über den Schiffbau sowie den Informationsaustausch über die Entwicklung des Weltmarktes für Schiffe und Schiffbau und jedes andere auf diesem Sektor auftretende Problem aufzunehmen.
Die Vertragsparteien können vereinbaren, die Vertreter der Schiffbauindustrie als Beobachter zu diesen Konsultationen einzuladen.

Artikel 9. Schutz des geistigen, gewerblichen und kommerziellen Eigentums

(1) Die Vertragsparteien verpflichten sich zur Gewährleistung eines angemessenen und wirksamen Schutzes der Rechte an geistigem, gewerblichem und

Historical Archives of the European Commission

kommerziellem Eigentum sowie wirksamer Methoden zur Durchsetzung dieser Rechte.

(2) Die Vertragsparteien kommen überein, das WTO-Übereinkommen über handelsbezogene Aspekte der Rechte an geistigem Eigentum bis zum 1. Juli 1996 umzusetzen.[1]

(3) Die Vertragsparteien bestätigen die Bedeutung, die sie den in multilateralen Übereinkommen über den Schutz der Rechte an geistigem Eigentum enthaltenen Verpflichtungen beimessen. Die Vertragsparteien bemühen sich, so schnell wie möglich den Übereinkommen im Anhang beizutreten, denen sie nicht beigetreten sind.

Artikel 10. Technische Vorschriften, Normen und Konformitätsprüfung

(1) Unbeschadet ihrer internationalen Verpflichtungen fördern die Vertragsparteien im Rahmen ihrer Befugnisse und im Einklang mit ihren jeweiligen Rechtsvorschriften die Anwendung international anerkannter Normen und Konformitätsprüfungssysteme.

Zu diesem Zweck unterstützen sie insbesondere:

a) den Austausch von Informationen und Sachverständigen in den Bereichen Normen, Zulassung, Maßeinheiten und Zertifizierung sowie, soweit angebracht, die gemeinsame Forschung;
b) die Förderung des Austausches und von Kontakten zwischen Fachorganisationen und -einrichtungen auf diesen Gebieten;
c) sektorbezogene Konsultationen;
d) die Zusammenarbeit im Bereich des Qualitätsmanagements;
e) die Intensivierung der Zusammenarbeit auf dem Gebiet der technischen Vorschriften, insbesondere durch den Abschluß eines Übereinkommens zur gegenseitigen Anerkennung von Konformitätsprüfungsergebnissen, als Methode zur Förderung des Handels und zur Vermeidung jeglicher Störungen, die seiner Entfaltung entgegenstehen.
f) Die Teilnahme und Zusammenarbeit im Rahmen der einschlägigen internationalen Übereinkünfte im Hinblick auf eine Förderung der Festlegung harmonisierter Normen.

(2) Die Vertragsparteien stellen sicher, daß die Normen und Konformitätsprüfungsmaßnahmen kein unnötiges Handelshemmnis darstellen.

Historical Archives of the European Commission

---

[1] Für die Republik Korea mit Ausnahme des Gesetzes über die Anwendung chemischer Stoffe in der Landwirtschaft, das am 1. Januar 1997 in Kraft tritt, und dem Saatgutwirtschaftsgesetz (sowie dem Gesetz über den Schutz geographischer Angaben), die vorbehaltlich des Gesetzgebungsverfahrens spätestens am 1. Juli 1998 in Kraft treten.

Artikel 11. Konsultationen

(1) Die Vertragsparteien kommen überein, den Austausch von Informationen über Handelsmaßnahmen zu fördern.

Jede Vertragspartei verpflichtet sich, die andere Vertragspartei rechtzeitig über die Anwendung von Maßnahmen zu unterrichten, mit denen angewandte Meistbegünstigungs-Einfuhrzölle, die sich auf die Ausfuhren der anderen Vertragspartei auswirken, geändert werden.

Jede Vertragspartei kann Konsultationen über Handelsmaßnahmen beantragen. Wird ein solcher Antrag gestellt, finden die Konsultationen zum frühestmöglichen Zeitpunkt statt mit dem Ziel, so schnell wie möglich eine für beide Seiten annehmbare, konstruktive Lösung zu finden.

(2) Jede Vertragspartei erklärt sich bereit, die andere Vertragspartei über die Einleitung von Antidumpingverfahren gegen Erzeugnisse der anderen Vertragspartei zu unterrichten.

Im Einklang mit den WTO-Übereinkommen über Antidumping- und Antisubventionsmaßnahmen prüfen die Vertragsparteien wohlwollend die Vorstellungen einer der Vertragsparteien zu Antidumping- und Antisubventionsmaßnahmen und bieten ausreichend Gelegenheit zu Konsultationen.

(3) Die Vertragsparteien kommen überein, gegenseitige Konsultationen über etwaige Streitfragen im Zusammenhang mit der Durchführung dieses Übereinkommens abzuhalten. Derartige Konsultationen finden sobald wie möglich statt, wenn eine der Vertragsparteien einen entsprechenden Antrag gestellt hat. Die ersuchende Vertragspartei stellt der anderen Vertragspartei alle zweckdienlichen Informationen für eine ausführliche Analyse der Situation zur Verfügung. In diesen Konsultationen soll eine möglichst baldige Lösung des Handelsstreits angestrebt werden.

(4) Die Bestimmungen dieses Artikels berühren weder die internen Verfahren einer jeden Vertragspartei für die Annahme und Änderung von Handelsmaßnahmen noch die im Rahmen der WTO-Übereinkommen vorgesehenen Notifikations-, Konsultations- und Streitbeilegungsmechanismen.

Artikel 12. Wirtschaftliche und industrielle Zusammenarbeit

(1) Die Vertragsparteien fördern unter Berücksichtigung ihres beiderseitigen Interesses und ihrer jeweiligen wirtschaftlichen Strategien und Ziele die wirtschaftliche und industrielle Zusammenarbeit in allen Bereichen, die sie für geeignet halten.

(2) Diese Zusammenarbeit zielt insbesondere auf folgendes ab:

die Förderung des Informationsaustausches zwischen Wirtschaftsteilnehmern und die Entwicklung und Verbesserung bestehender Netze bei gleichzeitiger Gewährleistung eines angemessenen Schutzes persönlicher Daten;

Historical Archives of the European Commission

- die Anregung eines Informationsaustausches über die Bedingungen für eine Zusammenarbeit auf dem Dienstleistungssektor und im Bereich der Informationsinfrastrukturen;
- die Förderung von Investitionen, die für beide Seiten von Vorteil sind, und Schaffung eines günstigen Investitionsklimas;
- die Verbesserung des wirtschaftlichen Umfelds und des Geschäftsklimas.

(3) Zur Erreichung dieser Ziele bemühen sich die Vertragsparteien unter anderem um

a) die Diversifizierung und Intensivierung ihrer Wirtschaftsbeziehungen,
b) die Einrichtung branchenspezifischer Kooperationen,
c) die Förderung der industriellen Zusammenarbeit zwischen Unternehmen, insbesondere zwischen kleinen und mittleren Unternehmen,
d) die Förderung des nachhaltigen Wachstums ihrer Volkswirtschaften,
e) die Förderung von Produktionsweisen, die nicht umweltschädlich sind,
f) die Förderung des Investitions- und Technologieflusses,
g) die Verbesserung des gegenseitigen Verständnisses und der Kenntnis des jeweiligen betrieblichen Umfelds.

Artikel 13. Drogen und Geldwäsche

(1) Die Vertragsparteien arbeiten zusammen, um die Wirksamkeit und die Effizienz von Strategien und Maßnahmen zu erhöhen, mit denen verhindert werden soll, daß Betäubungsmittel und psychotrope Substanzen widerrechtlich hergestellt, beschafft und gehandelt werden, einschließlich der Verhütung der mißbräuchlichen Verwendung von Ausgangsstoffen, sowie um die Verhütung und Reduzierung der Nachfrage nach Drogen zu fördern. Die Zusammenarbeit in diesem Bereich beruht auf gegenseitigen Konsultationen und enger Koordinierung der Ziele und Maßnahmen in den verschiedenen mit dem Drogenmißbrauch zusammenhängenden Bereichen.

(2) Die Vertragsparteien sind sich darin einig, daß energische Anstrengungen und eine Zusammenarbeit erforderlich sind, um zu verhindern, daß ihre Finanzsysteme zum Waschen von Erlösen aus Straftaten im allgemeinen und aus Drogendelikten im besonderen mißbraucht werden.

Die Zusammenarbeit in diesem Bereich zielt auf die Festlegung geeigneter Normen zur Bekämpfung der Geldwäsche ab, wobei die einschlägigen Normen internationaler Gremien, insbesondere der Financial Action Task Force (FATF), berücksichtigt werden.

Artikel 14. Zusammenarbeit in Wissenschaft und Technik

(1) Die Vertragsparteien verpflichten sich, unter Berücksichtigung des beiderseitigen Interesses und der Ziele ihrer Wissenschaftspolitik eine Zusammenarbeit in Wissenschaft und Technik zu unterstützen. Zu diesem Zweck erstrecken sich die Bemühungen der Vertragsparteien insbesondere auf die Förderung

Historical Archive of the European Commission

- des Austausches von Informationen und Know-how in den Bereichen Wissenschaft und Technik;

- des Dialogs über die Erarbeitung und Umsetzung der jeweiligen Forschungs- und Technologiepolitik;
- der Zusammenarbeit im Bereich der Informationstechnik sowie in den Technologien und Wirtschaftszweigen, die die Interoperabilität auf dem Weg zur globalen Informationsgesellschaft betreffen;
- der Zusammenarbeit in den Bereichen Energie und Umweltschutz;
- der Zusammenarbeit auf Sektoren der Wissenschaft und Technik, die von gemeinsamem Interesse sind.

(2) Zur Erreichung der Ziele ihrer jeweiligen Politik bemühen sich die Vertragsparteien unter anderem um

- einen Austausch von Informationen über Forschungsprojekte in den Bereichen Energie, Umweltschutz, Telekommunikation und Informationstechnik sowie Informationsindustrien;
- eine Förderung der Ausbildung von Wissenschaftlern mit geeigneten Mitteln;
- eine Förderung des Technologietransfers zum beiderseitigen Vorteil;
- eine gemeinsame Veranstaltung von Seminaren, auf denen hochrangige Wissenschaftler beider Seiten zusammenkommen, und
- eine Ermutigung von Forschern beider Vertragsparteien, in Bereichen von beiderseitigem Interesse gemeinsame Forschung zu betreiben.

(3) Die Vertragsparteien kommen überein, daß die Zusammenarbeit und alle gemeinsamen Aktionen in den Bereichen Wissenschaft und Technik auf der Grundlage der Gegenseitigkeit verwirklicht werden.

Die Vertragsparteien kommen überein, die Informationen und das geistige Eigentum, die sich aus der Zusammenarbeit ergeben, wirksam gegen jeden Mißbrauch und jede unbefugte Verwendung durch andere als die rechtmäßigen Eigentümer zu schützen.
Im Falle der Teilnahme von Einrichtungen, Gremien und Unternehmen einer der Vertragsparteien an spezifischen Programmen der anderen Vertragspartei in den Bereichen Forschung und technologische Entwicklung, wie zum Beispiel den Programmen des Allgemeinen Rahmenprogramms der Europäischen Gemeinschaft, erfolgen diese Teilnahme und die Verbreitung und Verwendung der dabei gewonnenen Erkenntnisse im Einklang mit den von dieser anderen Vertragspartei festgelegten allgemeinen Regeln.

(4) Die Prioritäten der Zusammenarbeit werden durch Konsultationen zwischen den Vertragsparteien festgelegt. Vorbehaltlich des Absatzes 3 wird die Teilnahme privater Einrichtungen, Gremien und Unternehmen an Aktivitäten der Zusammenarbeit und spezifischen Forschungsprojekten von gemeinsamem Interesse gefördert.

Artikel 15. Zusammenarbeit im Bereich des Umweltschutzes

Historical Archive of the European Commission

Die Vertragsparteien werden eine Zusammenarbeit aufnehmen, die auf den Schutz und die Erhaltung der Umwelt abzielt. Diese Zusammenarbeit umfaßt folgende Bereiche:

- Informationsaustausch über die Umweltpolitik und deren Umsetzung zwischen den zuständigen Beamten der Europäischen Kommission und den zuständigen Behörden der Republik Korea;
- Informationsaustausch über umweltverträgliche Technologien;
- Austausch von Personal;
- Förderung der Zusammenarbeit in Umweltschutzangelegenheiten, die in den internationalen Gremien erörtert werden, in denen die Europäische Gemeinschaft und die Republik Korea vertreten sind, insbesondere der UN-Kommission für nachhaltige Entwicklung und anderen Gremien, in denen internationale Übereinkünfte über die Umwelt erörtert werden;
- Erörterung der Fortsetzung von Praktiken der nachhaltigen Entwicklung und insbesondere Zusammenarbeit bei der Umsetzung der Agenda 21 und anderer Maßnahmen im Anschluß an die UN-Konferenz über Umwelt und Entwicklung (UNCED);
- Zusammenarbeit bei gemeinsamen Umweltprojekten.

Artikel 16. Energie

Die Vertragsparteien erkennen die Bedeutung des Energiesektors für die wirtschaftliche und soziale Entwicklung an und sind bereit, im Rahmen ihrer jeweiligen Befugnisse die Zusammenarbeit in diesem Bereich zu intensivieren. Diese Zusammenarbeit zielt darauf ab,

- den Grundsatz der Marktwirtschaft durch die Festsetzung der Verbraucherpreise im Einklang mit den Grundsätzen des Marktes zu fördern,
- die Energieversorgung zu diversifizieren,
- neue und erneuerbare Energien zu entwickeln,
- eine rationelle Energienutzung zu erreichen, insbesondere durch eine Förderung des nachfrageorientierten Managements, und
- im Interesse einer effizienten Energienutzung die bestmöglichen Voraussetzungen für den Technologietransfer zu schaffen.

Zu diesem Zweck kommen die Vertragsparteien überein, die Durchführung gemeinsamer Studien und Forschungsarbeiten sowie Kontakte zwischen den Verantwortlichen für die Energieplanung zu fördern.

Artikel 17. Zusammenarbeit in den Bereichen Kultur, Information und Kommunikation

Die Vertragsparteien verpflichten sich, in den Bereichen Information und Kommunikation eine Zusammenarbeit aufzunehmen, um unter Berücksichtigung der kulturellen Dimension ihrer beiderseitigen Beziehungen das gegenseitige Verständnis zu fördern.

Bei diesen Maßnahmen handelt es sich insbesondere um

- den Austausch von Informationen über Themen von gemeinsamem Interesse in den Bereichen Kultur und Information;

Historical Archives of the European Commission

- kulturelle Veranstaltungen;
- den Kulturaustausch und
- den akademischen Austausch.

Artikel 18. Zusammenarbeit bei der Entwicklung von Drittländern

Die Vertragsparteien kommen überein, Informationen über ihre Entwicklungshilfepolitik auszutauschen, um einen regelmäßigen Dialog über die Ziele dieser Politik und über ihre jeweiligen Entwicklungshilfeprogramme in Drittländern einzurichten. Sie prüfen, inwieweit die Zusammenarbeit im Einklang mit ihren jeweiligen Rechtsvorschriften und den bei der Umsetzung dieser Programme geltenden Bedingungen ausgeweitet werden kann.

Artikel 19. Gemischter Kooperationsausschuß

(1) Die Vertragsparteien setzen im Rahmen dieses Abkommens einen Gemischten Ausschuß ein, der aus Vertretern der Mitglieder des Rates der Europäischen Union und Mitgliedern der Kommission der Europäischen Gemeinschaften einerseits und Vertretern der Republik Korea andererseits besteht. In dem Ausschuß werden Konsultationen abgehalten, um die Umsetzung dieses Abkommens zu erleichtern und dessen allgemeine Ziele zu fördern.

(2) Der Gemischte Ausschuß hat folgende Aufgaben:

- Er sorgt für das ordnungsgemäße Funktionieren des Abkommens.
- Er prüft die Entwicklung des Handels und der Zusammenarbeit zwischen den beiden Vertragsparteien.
- Er sucht nach geeigneten Mitteln zur Verhinderung etwaiger Schwierigkeiten in den Bereichen dieses Abkommens.
- Er sucht nach Wegen zur Entwicklung und Diversifizierung des Handels.
- Er tauscht Meinungen aus und unterbreitet Vorschläge zu allen Themen von gemeinsamem Interesse bezüglich des Handels und der Zusammenarbeit, auch zu künftigen Aktionen und den für ihre Durchführung zur Verfügung stehenden Ressourcen.
- Er spricht zweckdienliche Empfehlungen zur Expansion des Handels und der Zusammenarbeit aus und berücksichtigt dabei die Notwendigkeit einer Koordinierung der vorgeschlagenen Maßnahmen.

(3) Der Gemischte Ausschuß tagt gewöhnlich einmal im Jahr abwechselnd in Brüssel und Seoul. Außerordentliche Tagungen werden auf Antrag einer Vertragspartei abgehalten. Den Vorsitz im Gemischten Ausschuß führt abwechselnd eine der Vertragsparteien.

(4) Der Gemischte Ausschuß kann spezialisierte Unterausschüsse einsetzen, die ihn bei der Erfüllung seiner Aufgaben unterstützen. Diese Unterausschüsse erstatten ihm auf jeder Tagung ausführlich Bericht über ihre Arbeit.

Artikel 20. Begriffsbestimmung

Historical Archive of the European Commission

Im Sinne dieses Abkommens sind "die Vertragsparteien" die Europäische Gemeinschaft oder ihre Mitgliedstaaten oder die Europäische Gemeinschaft und ihre Mitgliedstaaten, je nach ihren Befugnissen, einerseits und die Republik Korea andererseits.

Artikel 21. Inkrafttreten und Geltungsdauer

(1) Dieses Abkommen tritt am ersten Tag des Monats in Kraft, der auf den Tag folgt, an dem die Vertragsparteien einander den Abschluß der hierfür erforderlichen rechtlichen Verfahren notifiziert haben.

(2) Dieses Abkommen wird für einen Zeitraum von fünf Jahren geschlossen. Es wird stillschweigend für jeweils ein Jahr verlängert, wenn keine der Parteien es sechs Monate vor dem Zeitpunkt seines Ablaufs der anderen Vertragspartei gegenüber schriftlich kündigt.

Artikel 22. Notifikationen

Die Notifikationen gemäß Artikel 21 werden beim Generalsekretariat des Rates der Europäischen Union bzw. beim Ministerium für Auswärtige Angelegenheiten der Republik Korea vorgenommen.

Artikel 23. Nichterfüllung dieses Abkommens

Ist eine Vertragspartei der Auffassung, daß die andere Vertragspartei einer Verpflichtung aus diesem Abkommen nicht nachgekommen ist, so kann sie geeignete Maßnahmen treffen. Abgesehen von besonders dringenden Fällen unterbreitet sie vor Ergreifen dieser Maßnahmen der anderen Vertragspartei alle zweckdienlichen Informationen für eine gründliche Prüfung der Situation, um eine für die Vertragsparteien annehmbare Lösung zu finden. Es sind mit Vorrang solche Maßnahmen zu wählen, die das Funktionieren dieses Abkommens am wenigsten stören. Diese Maßnahmen werden der anderen Vertragspartei unverzüglich mitgeteilt und sind auf Antrag der anderen Vertragspartei Gegenstand von Konsultationen.

Artikel 24. Evolutivklausel

Die Vertragsparteien können im gegenseitigen Einvernehmen dieses Abkommen erweitern, um die Zusammenarbeit im Einklang mit ihren jeweiligen Rechtsvorschriften in besonderen Wirtschaftszweigen oder spezifischen Tätigkeiten zu intensivieren und auszubauen.

Im Rahmen der Durchführung dieses Abkommens kann jede Vertragspartei Vorschläge zur Erweiterung der Zusammenarbeit unter Berücksichtigung der bei der Durchführung des Abkommens erworbenen Erfahrungen unterbreiten.

Artikel 25. Erklärungen und Anhang

Historical Archives of the European Commission

Die gemeinsamen Erklärungen und der Anhang zu diesem Abkommen sind Bestandteil dieses Abkommens.

Artikel 26. Geographischer Geltungsbereich

Dieses Abkommen gilt für das Gebiet der Republik Korea einerseits und für die Gebiete, in denen der Vertrag zur Gründung der Europäischen Gemeinschaft angewendet wird, und nach Maßgabe jenes Vertrages andererseits.

Artikel 27. Verbindliche Sprachen

Dieses Abkommen ist in zwei Urschriften in dänischer, deutscher, englischer, finnischer, französischer, griechischer, italienischer, niederländischer, portugiesischer, schwedischer, spanischer und koreanischer Sprache abgefaßt, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist.

Zu Urkund dessen haben die unterzeichneten Bevollmächtigten ihre Unterschriften unter dieses Rahmenabkommen gesetzt.

Geschehen zu ... am ... neunzehnhundert...

FÜR DIE EUROPÄISCHE GEMEINSCHAFT:

FÜR DAS KÖNIGREICH BELGIEN:

FÜR DAS KÖNIGREICH DÄNEMARK:

FÜR DIE BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND:

FÜR DIE GRIECHISCHE REPUBLIK:

FÜR DAS KÖNIGREICH SPANIEN:

FÜR DIE FRANZÖSISCHE REPUBLIK:

FÜR IRLAND:

FÜR DIE ITALIENISCHE REPUBLIK:

FÜR DAS GROSSHERZOGTUM LUXEMBURG:

FÜR DAS KÖNIGREICH DER NIEDERLANDE:

FÜR DIE REPUBLIK ÖSTERREICH:

FÜR DIE PORTUGIESISCHE REPUBLIK:

FÜR DIE REPUBLIK FINNLAND:

Historical Archives of the European Commission

FÜR DAS KÖNIGREICH SCHWEDEN:

FÜR DAS VEREINIGTE KÖNIGREICH GROSSBRITANNIEN UND NORDIRLAND:

FÜR DIE REPUBLIK KOREA:

Historical Archives of the European Commission

ANHANG

Übereinkünfte über das geistige, gewerbliche und kommerzielle Eigentum

- Berner Übereinkunft über den Schutz von Werken der Literatur und Kunst (Pariser Fassung von 1971)
- Internationales Abkommen über den Schutz der ausübenden Künstler, der Hersteller von Tonträgern und der Sendeunternehmen (Rom 1961)
- Pariser Verbandsübereinkunft zum Schutz des gewerblichen Eigentums (Stockholmer Fassung von 1967, ergänzt 1979)
- Vertrag über die internationale Zusammenarbeit auf dem Gebiet des Patentwesens (Washington 1970, ergänzt 1979 und geändert 1984)
- Madrider Abkommen über die internationale Registrierung von Marken (Stockholmer Fassung von 1967, ergänzt 1979)
- Protokoll zum Madrider Abkommen über die internationale Registrierung von Marken (Madrid 1989)
- Abkommen von Nizza über die internationale Klassifikation von Waren und Dienstleistungen für die Eintragung von Marken (Genf 1977, ergänzt 1979)
- Budapester Vertrag über die internationale Anerkennung der Hinterlegung von Mikroorganismen für die Zwecke von Patentverfahren (1977, geändert 1980)
- Internationales Übereinkommen zum Schutz von Pflanzenzüchtungen (UPOV) (Genfer Fassung von 1991)

Historical Archives of the European Commission

Gemeinsame Erklärung zu Artikel 7

Jede Vertragspartei gestattet den Reedereien der anderen Vertragspartei die gewerbliche Niederlassung in ihrem Gebiet, um Speditionstätigkeiten auszuüben, und zwar zu Niederlassungs- und Betriebsbedingungen, die nicht weniger günstig sind als diejenigen, die sie ihren eigenen Unternehmen oder den Tochtergesellschaften bzw. Zweigniederlassungen eines Drittlandes gewährt, falls letztere die günstigeren Bedingungen sind.

Gemeinsame Erklärung zu Artikel 9

Die Vertragsparteien sind sich darüber einig, daß das geistige, gewerbliche und kommerzielle Eigentum für die Zwecke dieses Abkommens insbesondere folgendes umfaßt: das Urheberrecht einschließlich des Urheberrechts an Computerprogrammen und die verwandten Schutzrechte, die Patente, die gewerblichen Muster, die geographischen Bezeichnungen einschließlich der Herkunftsbezeichnungen, die Warenzeichen und die Dienstleistungsmarken, die Topographien integrierter Schaltkreise sowie den Schutz gegen unlauteren Wettbewerb im Sinne des Artikels 10a der Pariser Verbandsübereinkunft zum Schutz des gewerblichen Eigentums und den Schutz geheimer Informationen über Know-how.

Gemeinsame Auslegungserklärung zu Artikel 23

a) Die Vertragsparteien sind sich darüber einig, daß für die Zwecke der richtigen Auslegung und der praktischen Anwendung die in Artikel 23 genannten 'besonders dringenden Fälle' die Fälle erheblicher Verletzung des Abkommens durch eine der Vertragsparteien sind. Eine erhebliche Verletzung des Abkommens ist

a. die von den allgemeinen Regeln des Völkerrechts nicht gedeckte Ablehnung der Erfüllung des Abkommens oder
b. der Verstoß gegen die in Artikel 1 niedergelegten wesentlichen Bestandteile des Abkommens.

b) Die Vertragsparteien sind sich darüber einig, daß unter 'geeignete Maßnahmen' in Artikel 23 Maßnahmen im Einklang mit dem Völkerrecht zu verstehen sind.

Historical Archive of the European Commission

EINSEITIGE ERKLÄRUNGEN[2]

Erklärung der Europäischen Gemeinschaft zu Artikel 8

Die Europäische Gemeinschaft äußert ihre Besorgnis über die Probleme, die durch die gegenwärtige Tendenz der Ausweitung der Schiffbaukapazität auf dem Weltmarkt ausgelöst wurden und vermutlich noch ausgelöst werden, und mißt diesen Problemen große Bedeutung bei.

In diesem Zusammenhang möchte sie an den Inhalt der Erklärung erinnern, die sie anläßlich des Abschlusses der Verhandlungen über das OECD-Übereinkommen über den Schiffbau am 21. Dezember 1994 in Paris abgab und die in bezug auf diesen Punkt weiterhin volle Gültigkeit besitzt.

Die Europäische Gemeinschaft fordert die Republik Korea auf, mit der Europäischen Gemeinschaft und anderen Unterzeichnern des OECD-Übereinkommens über den Schiffbau zusammenzuarbeiten, um das starke strukturelle Ungleichgewicht zwischen Angebot und Nachfrage auf dem Weltschiffbaumarkt mit angemessenen Mitteln zu verringern.

Erklärung der Republik Korea zu Artikel 7 Absatz 2

Die Republik Korea erklärt zu Artikel 7 Absatz 2 Buchstabe a (Seeverkehr), daß sie die Aufnahme von Ladungsanteilvereinbarungen in künftige bilaterale Abkommen mit einem bestimmten Drittland über den Verkehr mit trockenen und flüssigen Massengütern nur dann gestatten wird, wenn der außergewöhnliche Umstand gegeben ist, daß koreanische Reedereien sonst keinen Zugang zum Verkehr von und nach dem betreffenden Drittland hätten.

Historical Archives of the European Commission

[2]Diese Erklärungen werden anläßlich der Unterzeichnung des Abkommens abgegeben.

FINANZBOGEN

1. BEZEICHNUNG DER MASSNAHME

Durchführung des Rahmenabkommens über den Handel und die Zusammenarbeit zwischen der EG und ihren Mitgliedstaaten einerseits und der Republik Korea andererseits. - Spezifische Maßnahmen im Bereich der wirtschaftlichen Zusammenarbeit sowie allgemeine Zusammenarbeit. Diese Maßnahmen erfolgen im Einklang mit der Asienstrategie der EU (KOM (94) 314 endg., insbesondere Abschnitt 2.2).

2. HAUSHALTSLINIE(N)

Unter Berücksichtigung der gegenwärtigen Haushaltsstruktur könnte die Maßnahme zu Lasten der Haushaltlinie B7-8700 "Abkommen über die wirtschaftliche und handelspolitische Zusammenarbeit mit Drittländern" finanziert werden. Dies gilt vorbehaltlich der Ergebnisse des jährlichen Haushaltsverfahrens.

3. RECHTSGRUNDLAGE

Die Artikel 113 und 235 EGV.

4. BESCHREIBUNG DER MASSNAHME:

4.1 Allgemeines Ziel der Maßnahme

Die Förderung des Ausbaus der Wirtschaftsbeziehungen zu Korea im Einklang mit dem Rahmenabkommen mit diesem Land. Dies betrifft insbesondere diejenigen Bereiche, die in die Zuständigkeit der GD I fallen (handelspolitische Zusammenarbeit, Handelsmissionen, Förderung von Kontakten zwischen Wirtschaftsbeteiligten, einzelne Aktivitäten der Zusammenarbeit allgemeiner Art).

4.2 Dauer der Maßnahme und gegebenenfalls Bestimmungen über ihre Erneuerung oder Verlängerung

Das Rahmenabkommen gilt für einen Zeitraum von fünf Jahren und kann danach stillschweigend für jeweils ein Jahr verlängert werden.

5. EINSTUFUNG DER AUSGABEN/EINNAHMEN

5.1 OA/NOA: Nichtobligatorische Ausgaben

5.2 GM/NGM: Getrennte Mittel

5.3 Betroffene Einnahmen: entfällt

Historical Archives of the European Commission

6. ART DER AUSGABEN/EINNAHMEN

- 100%iger Zuschuß (kann ausnahmsweise vorgesehen werden)

- Zuschuß zwecks Kofinanzierung mit anderen öffentlichen oder privaten Geldgebern (vor allem mit der Regierung der Republik Korea).

7. FINANZIELLE AUSWIRKUNGEN

7.1 Berechnungsweise für die Gesamtkosten der Maßnahme (Verhältnis Kosten der Maßnahme/Gesamtkosten)

Das Rahmenabkommen wird 1996 unterzeichnet und sollte daher 1997 und darüber hinaus durchgeführt werden.

Das Rahmenabkommen ist das erste allgemeine Abkommen mit der Republik Korea. Spezifische Maßnahmen werden daher aus neuen operationellen Mitteln finanziert werden müssen. Das Rahmenabkommen sieht eine wirtschaftliche Zusammenarbeit auf mehreren Gebieten vor, z. B. Wissenschaft und Technologie, Industrie, Normen, Umwelt, Energie, Kultur usw. Während ein Teil dieser Aktivitäten aus bestehenden Haushaltsmitteln (z. B. Mittel, die für die Durchführung des Vierten Rahmenprogramms im Bereich der Forschung und Technologischen Entwicklung oder für die Informationsarbeit der GD X/der Delegation in Seoul vorgesehen sind) finanziert werden kann, müssen für diese neuen Initiativen der Zusammenarbeit pro Jahr schätzungsweise zusätzlich 250.000 ECU im Haushaltsplan bereitgestellt werden.

Das Programm für die Zusammenarbeit mit Korea für das Jahr 1997 sollte einige oder alle der folgenden Aktivitäten umfassen:

a. Tagungen eines Forums EU/Korea, dessen Gründung der *Wisemen's Club* EU/Korea in seinem Bericht vom November 1995 vorschlug,
b. eine Konferenz zur Förderung des Dialogs zwischen koreanischen Verbrauchergruppen und ihren europäischen Pendants (um das Image europäischer Erzeugnisse bei koreanischen Verbrauchern zu beeinflussen),
c. ein Forum zur Bereitstellung von Informationen über die Möglichkeiten der Zusammenarbeit in den Bereichen Forschung und Entwicklung (Erklärung der Funktionsweise von Programmen auf beiden Seiten usw.),
d. die Veranstaltung sektorbezogener Wirtschaftsforen in Sektoren von gemeinsamem Interesse zur Förderung der Zusammenarbeit zwischen Wirtschaftsunternehmen auf beiden Seiten (Korea hat für 1996 bereits Halbleiter und Unterhaltungselektronik vorgeschlagen),
e. einen Zuschuß für die Schaffung eines Verbandes von Zusammenschlüssen europäischer Unternehmen, die nach Korea exportieren (als Vorbereitung für die Schaffung einer Handelskammer EU/Korea),
f. die Schaffung eines 'Partnerschaftspreises EU-Korea', der die europäischen Medien ermuntern soll, mehr und besser über Korea zu berichten, und die koreanischen Medien dazu bringen soll, mehr und besser über die EU und ihre Mitgliedstaaten zu berichten (Vorschlag des *Wisemen's Club* EU/Korea in seinem Bericht vom November 1995),

Internet document of the European Commission

g. eine Beteiligung an den Kosten für die Durchführung spezifischer Handels- und Investitionsmissionen (im Einklang mit dem Grundsatz der Subsidiarität).

7.2 Aufschlüsselung nach Kostenelementen

EG in Mio. ECU (Marktpreise)

Aufschlüsselung	Haushaltsjahr 1997	n + 1	n + 2	n + 3	n + 4	n + 5 und folg. Haushaltsjahre	Insgesamt
Forum EU/Korea	0,100						
Konferenz über Verbraucherschutz	0,100						
Zuschüsse	0,050						
Insgesamt	0,250						

7.3 Indikativer Fälligkeitsplan für Verpflichtungs- und Zahlungsermächtigungen

EG in Mio. ECU

	Haushaltsjahr 1997	1998	n + 2	n + 3	n + 4	n + 5 und folg. Haushaltsjahre	Insgesamt
Verpflichtungsermächtigungen	0,250						0,250
Zahlungsermächtigungen							
Jahr 1997 1998 n + 2 n + 3 n + 4 n + 5 u. folg. HHe	0,200	0,050					0,200 0,050
Insgesamt	0,200	0,050					0,250

8. VORGESEHENE BETRUGSBEKÄMPFUNGSMASSNAHMEN

9. ANGABEN ZUR KOSTEN-WIRKSAMKEITS-ANALYSE

Historical Archives of the European Commission

9.1 Quantifizierbare Einzelziele, Zielgruppe

Forum EU/Korea
Bei dem Forum EU/Korea handelt es sich um eine Konferenz zur Förderung der Zusammenarbeit zwischen den Wirtschaftsunternehmen, den Medien und den wissenschaftlichen Einrichtungen beider Seiten unter der Federführung der koreanischen Regierung und der Europäischen Kommission. Daher sollten Vertreter dieser Sektoren teilnehmen. Spezielle Treffen für einen oder mehrere der Sektoren kommen als geeignete Folgemaßnahme in Frage.

Die Teilnehmer sollten mit Hilfe der Behörden der Mitgliedstaaten ausgewählt werden, um sicherzustellen, daß Möglichkeiten für eine Zusammenarbeit sowohl auf EG-Ebene als auch auf nationaler Ebene berücksichtigt werden.

Konferenz über Verbraucherschutz

Die Konferenz über Verbraucherschutz dient der Förderung des Dialogs zwischen koreanischen Verbrauchergruppen und ihren europäischen Pendants. Durch sie erhalten die koreanischen Verbraucher verläßliche Informationen über die EG-Gesetzgebung in diesem Bereich. Die Koreaner haben bekanntlich ein Bild von ausländischen Erzeugnissen, das von den Kampagnen der Vergangenheit geprägt ist. Nachdem nun eine liberalere Politik angewandt wird, ist es unerläßlich, dieses falsche Bild von europäischen Erzeugnissen, die als zu teuer, zu gefährlich und zu schlecht gelten, zu korrigieren.

9.2 Begründung der Maßnahme

Durchführung des ersten Rahmenabkommens mit Korea: Ausbau der wirtschaftlichen Zusammenarbeit mit Korea.

9.3 Follow-up und Bewertung der Maßnahme

Die Kommission wird die Effektivität und die Auswirkungen der von ihr gemeinsam mit der koreanischen Regierung durchgeführten Maßnahmen sorgfältig bewerten, bevor sie Folgemaßnahmen beschließt.

10. VERWALTUNGSAUSGABEN (EINZELPLAN III TEIL A DES HAUSHALTSPLANS)

Die tatsächlich erforderlichen Verwaltungsmittel hängen von dem jährlichen Beschluß der Kommission über die Mittelzuweisung ab, unter Berücksichtigung der Zahl der Planstellen und der zusätzlichen Mittel, die von der Haushaltsbehörde genehmigt werden.

Historical Archives of the European Commission

10.1 Auswirkungen auf die Zahl der Planstellen

Art der Planstellen		Zahl der zur Verwaltung der Aktion erforderlichen Planstellen		davon		Dauer
		Dauerplanstellen	Planstellen auf Zeit	In der zuständigen GD oder Dienststelle vorhandene Planstellen	zusätzliche Planstellen	
Beamte oder Bedienstete auf Zeit	A	1		1		unbegrenzt
	B					
	C	1		1		unbegrenzt
Sonstige Mittel						
Insgesamt		2		2		

10.2 Globale finanzielle Auswirkungen der zusätzlichen Humanressourcen

Keine.

10.3 Erhöhung der sonstigen Verwaltungsausgaben aufgrund der Aktion

(ECU)

Haushaltslinie (Nr. und Bezeichnung)	Beträge	Berechnungsweise
A-2510.11.01	z. E.	Jährliche Tagung des Gemischten Ausschusses, die abwechselnd in Brüssel und in Korea stattfindet und lediglich Dienstreisekosten für die Beamten verursacht.
A-1300.11.01	17 000	5 Hin- und Rückreisen Brüssel-Seoul (5 Beamte) und 5 Aufenthaltsvergütungen (3 Tage)
Insgesamt	17 000	

N.B. Die Beträge entsprechen den Ausgaben für 12 Monate.
(Die Dauer ist unbegrenzt).

Historical Archives of the European Commission

ISSN 0256-2383

KOM(96) 141 endg.

DOKUMENTE

DE 11

Historical Archives of the European Commission

Katalognummer : CB-CO-96-155-DE-C

ISBN 92-78-02489-9

Amt für amtliche Veröffentlichungen der Europäischen Gemeinschaften

L-2985 Luxemburg

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

Brussels, 27.03.1996
COM(96) 141 final

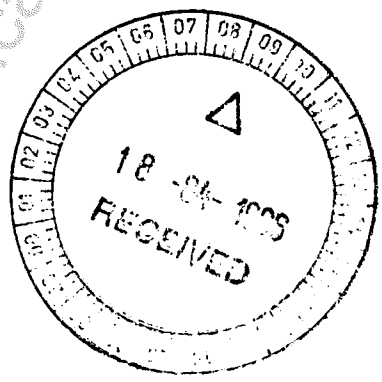
96/ 0098 (CNS)

Proposal for a

COUNCIL DECISION

concerning the conclusion of
the Framework Agreement for Trade and Cooperation
between the European Community and its Member States, of the one part,
and the Republic of Korea, of the other part

(presented by the Commission)



Historical Archives of the European Commission

EXPLANATORY MEMORANDUM

1. By means of a decision of 8 March 1995, the Council authorized the Commission to open negotiations for a framework agreement for trade and cooperation with the Republic of Korea and adopted negotiating directives to that end.

2. Two negotiating sessions took place in Brussels, the first on 11 May 1995 and the second on 12-13 October 1995. Further to consultations between the Commission and the Korean Government held at the end of November 1995 and contacts through diplomatic channels, the agreement was initialled in Brussels on 29 February 1996.

3. When the negotiating directives were adopted, the Council stipulated that it reserved the right to give its decision on the legal status of the Agreement once the negotiations would be completed. In line with the outcome of the discussion that took place in Council in December 1995 and January 1996 the agreement will be an agreement to which both the Community and Member States will be parties (a so-called mixed agreement). The Agreement is now being submitted to the Council to be signed and concluded.

4. The Commission considers that the Agreement initialed is in line with the negotiating directives adopted by the Council.

5. The Commission will examine whether the provisional application of certain provisions of this agreement is acceptable to the Korean side. If this were to be the case, the Commission will in due course seek the approval of an exchange of letters to that end.

6. In order to enable the framework agreement for trade and cooperation between the European Community and its Member States and the Republic of Korea to be signed and concluded, the Commission is proposing to the Council that it approve the attached draft decision.

Historical Archives of the European Commission

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN UNION,

Having regard to the Treaty establishing the European Community, and in particular Articles 73 c (2), 75, 84(2), 113, and 235 thereof, in conjunction with the second sentence of Article 228 (2) and the first subparagraph of paragraph 3 of thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Having regard to the opinion of the European Parliament,

Having consulted the Economic and Social Committee,

Whereas the European Community should approve the Framework Agreement for Trade and Cooperation between the European Community and its Member States, of the one part, and the Republic of Korea, of the other part,

HAS DECIDED AS FOLLOWS:

Article 1

The Framework Agreement for Trade and Cooperation between the European Community and its Member States, of the one part, and the Republic of Korea, of the other part, is hereby approved on behalf of the European Community.

The text of the Agreement is attached to this Decision.

Article 2

The Commission, assisted by representatives of the Member States, shall represent the European Community in the Joint Committee provided for in Article 19 (3) of the Framework Agreement for Trade and Cooperation.

Article 3

The President of the Council shall give the notification provided for in Article 21 of the Agreement on behalf of the European Community.

Article 4

This Decision shall be published in the Official Journal of the European Communities.

Done at Brussels,

For the Council
The President

Historical Archives of the European Commission

(title)

Framework Agreement for Trade and Cooperation between the European Community and its Member States, on the one hand, and the Republic of Korea on the other

(text)

THE EUROPEAN COMMUNITY,

and

THE KINGDOM OF BELGIUM,
THE KINGDOM OF DENMARK,
THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY,
THE HELLENIC REPUBLIC,
THE KINGDOM OF SPAIN,
THE FRENCH REPUBLIC,
IRELAND,
THE ITALIAN REPUBLIC,
THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG,
THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS,
THE REPUBLIC OF AUSTRIA,
THE PORTUGUESE REPUBLIC,
THE REPUBLIC OF FINLAND,
THE KINGDOM OF SWEDEN,
THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND,

Parties to the Treaty establishing the European Community and the Treaty on European Union, hereinafter referred to as 'Member States',

on the one hand,

and

THE REPUBLIC OF KOREA,

on the other hand,

CONSIDERING the traditional links of friendship between the Republic of Korea, the European Community and its Member States;

Historical Archives of the European Commission

1C

. *REAFFIRMING* the attachment of the Parties to democratic principles and fundamental human rights as laid down in the Universal Declaration on Human Rights;

. *CONFIRMING* their desire to establish a regular political dialogue between the European Union and the Republic of Korea, based on shared values and aspirations;

. *RECOGNISING* that the General Agreement on Tariffs and Trade has played a significant role to promote international trade in general and bilateral trade in particular, and that both the Republic of Korea and the European Community are equally committed to the principles of free trade and market economy on which that agreement is based;

. *REAFFIRMING* that both the Republic of Korea, the European Community and its Member States have pledged to implement fully their commitments made by the ratification of the Agreement establishing the World Trade Organisation;

. *HAVING IN MIND* the need to contribute to the full implementation of the results of the GATT Uruguay Round and the need to apply all rules governing international trade in a transparent and non-discriminatory manner;

. *RECOGNISING* the importance of strengthening the existing relationship between the Parties with a view to enhancing co-operation between them, and their common will to consolidate, deepen and diversify their relations in areas of mutual interest on the basis of equality, non-discrimination, respect for the natural environment and mutual benefit;

. *DESIROUS* of creating favourable conditions for sustainable growth and diversification of trade and for economic cooperation in various areas of mutual interest;

. *BELIEVING* that it will be advantageous to the Parties to institutionalise relations and to establish economic cooperation between them, as such cooperation would encourage further development of trade and investment;

. *MINDFUL* of the importance of facilitating the involvement in cooperation of the individuals and entities directly concerned, in particular economic operators and the bodies representing them,

HAVE DECIDED TO CONCLUDE THIS AGREEMENT AND TO THIS END HAVE DESIGNATED AS THEIR PLENIPOTENTIARIES

Historical Archives of the European Commission

THE EUROPEAN COMMUNITY:

THE KINGDOM OF BELGIUM:

THE KINGDOM OF DENMARK:

THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY:

THE HELLENIC REPUBLIC:

THE KINGDOM OF SPAIN:

THE FRENCH REPUBLIC:

IRELAND:

THE ITALIAN REPUBLIC:

THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG:

THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS:

THE REPUBLIC OF AUSTRIA:

THE PORTUGUESE REPUBLIC:

THE REPUBLIC OF FINLAND:

THE KINGDOM OF SWEDEN:

THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND:

THE REPUBLIC OF KOREA:

WHO, having exchanged their full powers, found in good and due form,

HAVE AGREED AS FOLLOWS:

Historical Archives of the European Commission

Article 1. Basis for Cooperation

Respect for democratic principles and human rights as defined in the Universal Declaration on Human Rights inspires the domestic and international policies of the Parties and constitutes an essential element of this Agreement.

Article 2. Aims of Cooperation

With a view to enhancing co-operation between them, the Parties undertake to promote further development of economic relations between them. Their efforts will in particular be aimed at:

a. stepping up, establishing cooperation in and diversifying trade to their mutual advantage;

b. establishing economic cooperation in fields of mutual interest, including scientific and technological cooperation and industrial cooperation;

c. facilitating cooperation between businesses by facilitating investment on both sides and by promoting better mutual understanding.

Article 3. Political Dialogue

A regular political dialogue, based on shared values and aspirations, shall be established between the European Union and the Republic of Korea. This dialogue shall take place in accordance with the procedures agreed in the Joint Declaration between the European Union and the Republic of Korea on this subject.

Article 4. Most-favoured-nation Treatment

In accordance with their rights and obligations under the World Trade Organization, the Parties undertake to accord each other most-favoured-nation treatment.

Article 5. Trade Cooperation

1. The Parties undertake to promote the development and diversification of their reciprocal commercial exchanges to the highest possible level and to their mutual benefit.

   The Parties undertake to achieve improved market access conditions. They will ensure that applied, most favoured nation customs duties are set, taking into account various elements, including the domestic market situation of one Party and the export interests of the other Party. They undertake to work towards the elimination of barriers to trade, in particular through the timely removal of non-tariff barriers and by taking measures to improve transparency, having regard to the work carried out by international organisations in this field.

Historical Archives of the European Commission

2. The Parties shall take steps to conduct a policy aimed at:

a. multilateral and bilateral cooperation to address issues relating to the development of trade which are of interest to both sides, including the future proceedings of the WTO. To that end they shall cooperate at the international level and bilaterally in the solution of commercial problems of common interest,
b. promoting exchanges of information between economic operators and industrial cooperation between enterprises in order to diversify and increase existing flows of trade;
c. studying and recommending trade-promotion measures suitable for fostering the development of trade;
d. facilitating cooperation between the competent customs authorities of the European Community, its Member States and Korea;
e. improving market access for industrial, agricultural and fisheries products;
f. improving market access for services, such as financial services and telecommunications services;
g. strengthening cooperation in the fields of standards and technical regulations;
h. effectively protecting intellectual, industrial and commercial property;
i. organising trade and investment visits;
j. organising general and single industry trade fairs.

3. The Parties shall foster fair competition of economic activities through fully enforcing their relevant laws and regulations.

4. In accordance with their obligations under the WTO Government Procurement Agreement, the Parties shall ensure participation in procurement contracts on a non-discriminatory and reciprocal basis.

They will continue their discussions aimed at further mutual opening of their respective procurement markets in other sectors such as telecommunications procurement.

Article 6. Agriculture and Fisheries

1. The Parties agree to encourage cooperation in the fields of agriculture and fisheries, including horticulture and mariculture. On the basis of discussions about their respective agricultural and fisheries policies the Parties will study:

a. the possibilities for increased trade in agricultural products and fish products;
b. the effect on trade of sanitary and phytosanitary measures, and measures relating to the environment;
c. the links between agriculture and the rural environment;
d. research in the fields of agriculture and fisheries, including horticulture and mariculture.

2. As appropriate, the provisions of paragraph 1 of this Article apply to products and services in the related agricultural processing industry.

Historical Archives of the European Commission

3. The Parties undertake to comply with the terms of the Agreement on Sanitary and Phytosanitary Measures of the WTO and are willing to enter into consultations, upon request of either of them, to discuss the proposals from the other Party on the application and the harmonisation of sanitary and phytosanitary measures, taking into consideration the standards agreed upon in other international organizations such as OIE, IPPC, and Codex Alimentarius

Article 7. Maritime Transport

1. The Parties undertake to move towards the goal of unrestricted access to the international maritime market and traffic based on fair competition on a commercial basis, in accordance with the provisions of this Article.

(a) The above provision does not prejudice the rights and obligations arising from the United Nations Convention Code of Conduct for Liner Conferences as applicable to one or other Party to the present Agreement. Non-conference lines will be free to operate in competition with a conference as long as they adhere to the principle of fair competition on a commercial basis.

(b) The Parties affirm their commitment to build a fair and competitive environment for the dry and liquid bulk trade. In view of this commitment, the Republic of Korea will take necessary steps to phase out the existing cargo reservation of designated bulk commodities for Korean flag carriers over a transitional period, which will end on 31 December 1998.

2. In pursuit of the goal of paragraph 1, the Parties shall:

(a) abstain from introducing cargo sharing clauses into future bilateral agreements with third countries concerning dry and liquid bulk and liner trade, except where, in exceptional circumstances, with regard to liner trade, shipping companies from one or other Party to the present agreement would not otherwise have an effective opportunity to engage in trade to and from the third country concerned

(b) abstain from implementing, upon entry into force of this Agreement, administrative and technical and legislative measures which could have the effect of discriminating between their own nationals or companies and those of the other Party in the supply of services in international maritime transport

(c) grant no less favourable treatment for the ships operated by nationals or companies of the other Party, than that accorded to its own ships, with regard to access to ports open to international trade, the use of infrastructure and auxiliary maritime services of the ports, as well as related fees and charges, customs facilities and assignment of berths and facilities for loading and unloading.

3 For the purpose of this Article, access to the international maritime market shall include, inter alia, the right for international maritime transport providers of each Party to arrange door-to-door transport services involving a sea leg, and to this effect to

Historical Archives of the European Commission

directly contract with local providers of transport modes other than maritime transport on the territory of the other Party without prejudice to applicable nationality restrictions concerning the carriage of goods and passengers by those other transport modes.

4 The provisions of this Article shall apply to European Community companies and Korean companies. Beneficiaries of the provisions of this Article shall be also shipping companies established outside the European Community or the Republic of Korea and controlled by nationals of a Member State or the Republic of Korea, if their vessels are registered in that Member State or in the Republic of Korea in accordance with their respective legislations.

5 The issue of the operations in the European Community and in the Republic of Korea of shipping agency activities shall be dealt with by specific agreements, where appropriate.

Article 8. Shipbuilding

1. The Parties agree to co-operate in the field of shipbuilding with a view to promoting fair and competitive market conditions and note the severe structural disequilibrium between supply and demand and the market trend which depress the world shipbuilding industry. For these reasons, the Parties shall not adopt any measure or take any action to support their shipbuilding industry which would distort competition or allow their shipbuilding industry to escape from any future difficult situation, in accordance with the OECD Agreement on Shipbuilding.

2. The Parties agree to enter into consultations upon a request from either Party regarding the implementation of the OECD Agreement on Shipbuilding, exchange of information on the development of the world market for ships and shipbuilding and on any other problem arising in this sector.
The representatives of the shipbuilding industry may be invited as observers to such consultations, upon agreement by the Parties.

Article 9. Intellectual, Industrial and Commercial Property Protection

1 The Parties undertake to ensure that adequate and effective protection is provided for intellectual, industrial and commercial property rights, including effective means of enforcing such rights.

2. The Parties agree to implement the WTO Agreement on Trade-Related Aspects of Intellectual Property Rights not later than 1 July 1996 [1]

[1] For the Republic of Korea with the exception of the Agrochemical Management Law which will enter into force as from 1 January 1997 and the Seedlings Industry Law (and Law on Protection of Geographical Indications) by 1 July 1998, subject to its legislative procedure

Historical Archives of the European Commission

3. The Parties confirm the importance they attach to the obligations contained in multilateral conventions for the protection of intellectual property rights. The Parties shall make efforts to accede as soon as practicable to the conventions in Annex to which they have not acceded.

Article 10. Technical Regulations, Standards and Conformity Assessment

1. Without prejudice to their international obligations, within the scope of their responsibilities and in accordance with their laws, the Parties will promote the use of internationally recognised standards and conformity assessment systems

To that end, particular attention will be paid to:

a. exchange of information and technical experts in the fields of standardisation, accreditation, metrology and certification, as well as joint research where appropriate;
b. promotion of interchange and contact between relevant bodies and institutions,
c. sectoral consultations;
d. cooperation in quality management activities;
e. strengthening cooperation in the fields of technical regulations, particularly by concluding an agreement for the mutual recognition of conformity assessment results, as a means of facilitating trade and avoiding any disruption prejudicial to its development;
f. participation and cooperation in the framework of the relevant international agreements with a view to promoting the adoption of harmonised standards.

2. The Parties shall ensure that standards and conformity assessment activities do not constitute unnecessary barriers to trade.

Article 11. Consultations

1. The Parties agree to promote the exchange of information concerning trade measures.

Each Party undertakes to inform the other in a timely manner of the application of measures which alter most-favoured-nation applied import duties which affect the exports of the other Party.

Either Party may request consultations on trade measures. Where such a request is made, the consultations shall take place at the earliest opportunity with a view to reaching a mutually acceptable, constructive solution as early as possible.

2. Each Party agrees to inform the other Party of the initiation of anti-dumping procedures against products of the other Party.

In full respect of the WTO Agreements on anti-dumping and anti-subsidy measures, the Parties shall afford sympathetic consideration to, and shall afford adequate

Historical Archives of the European Commission

opportunity for consultation regarding, representations made by either Party with respect to anti-dumping procedures and anti-subsidy procedures

3. The Parties agree to consult each other on any disputes which may arise from the implementation of this Agreement. If either Party requests such consultation, it shall take place at the earliest opportunity. The Party making its request shall provide the other Party with all information necessary for a detailed examination of the situation. Attempts shall be made through such consultations to resolve trade disputes as rapidly as possible

4. The provisions of this Article shall in no way prejudice the internal procedures of each Party for the adoption and modification of trade measures, or the notification, consultation and dispute settlement mechanisms foreseen under the WTO Agreements.

Article 12. Economic and Industrial Cooperation

1. The Parties, taking into account their mutual interest and their respective economic policies and objectives, shall foster economic and industrial cooperation in all fields deemed suitable by them.

2. The objectives of such cooperation shall be in particular:

- to promote exchanges of information between economic operators, and develop and improve existing networks, while ensuring that personal data are suitably protected;
- to bring about exchanges of information on the terms and conditions for cooperation in the field of all services as well as information infrastructures;
- to promote mutually beneficial investment and establish a climate which favours investment;
- to improve the economic environment and business climate.

3. As means to such ends, the Parties shall endeavour, inter alia:

a. to diversify and strengthen economic links between them;
b. to establish industry specific channels of cooperation;
c. to promote industrial cooperation between enterprises, in particular between small and medium sized enterprises;
d. to promote sustainable development of their economies;
e. to encourage ways of production which are not prejudicial to the environment;
f to encourage the flow of investment and technology;
g. to increase mutual understanding and awareness of their respective business environments.

Archives of the European Commission

Article 13. Drugs and Money Laundering

1. The Parties shall cooperate in increasing the effectiveness and efficiency of policies and measures to counter the illicit production, supply and traffic of narcotic drugs and psychotropic substances, including the prevention of diversion of precursor chemicals, as well as in promoting drug demand prevention and reduction. The cooperation in this area shall be based on mutual consultation and close coordination between the Parties over the objectives and measures on the various drug-related fields

2. The Parties agree on the necessity of making serious efforts and cooperating in order to prevent the use of their financial systems for laundering of proceeds from criminal activities in general and drug offenses in particular.

   Co-operation in this area shall aim at establishing suitable standards against money laundering taking into consideration those adopted by international fora in this field, in particular the Financial Action Task Force (FATF).

Article 14. Cooperation in Science and Technology

1. In accordance with their mutual interest and the aims of their policies on science, the Parties undertake to promote cooperation in science and technology. To this end the Parties shall endeavour to encourage in particular:

- the exchange of information and know-how in the field of science and technology;
- dialogue about the elaboration and implementation of the respective research and technological development policies;
- cooperation in the field of information technology, as well as in the technologies and industry affecting interoperability towards the global information society;
- cooperation in the fields of energy and the protection of the environment;
- cooperation in science and technology sectors of common interest.

2. With a view to attaining the aims of their respective policies, the Parties shall, inter alia, endeavour to:

- exchange information on research projects in the fields of energy, protection of the environment, telecommunications and information technology, and information technology industry;
- advance the training of scientists by appropriate means;
- encourage technology transfer on the basis of mutual benefit;
- jointly organise seminars bringing together senior scientists of both sides, and
- encourage researchers from both Parties to conduct joint research in fields of mutual interest.

3. The Parties agree that all cooperation and joint actions in the field of science and technology take place on the basis of reciprocity.

Historical Archives of the European Commission

The Parties agree to protect effectively the information and the intellectual property resulting from cooperation against any abuse or unauthorised use by others than the legitimate owners thereof.

In case of participation by institutions, bodies and undertakings of one of the Parties in specific research and technological development programmes of the other Party, such as those set up under the European Community's general framework programme, this participation and the dissemination and exploitation of knowledge obtained as a result thereof shall take place in accordance with the general rules laid down by that other Party.

4. The priorities for cooperation shall be decided through consultation between the Parties. Subject to the preceding paragraph, the participation of private sector institutions, bodies and undertakings in cooperation activities and specific research projects of common interest shall be encouraged.

Article 15. Cooperation in Environmental Matters

The Parties will establish cooperative relations seeking to protect and preserve the environment. This will take place through:

- exchanges of information on environmental policies and their implementation between relevant officials in the European Commission and the relevant authorities in the Republic of Korea;
- exchanges of information on environmentally sound technologies;
- exchanges of personnel;
- the promotion of co-operation on environmental matters being discussed in the international fora where the European Community and the Republic of Korea participate, particularly the UN Commission on Sustainable Development and other fora where international Conventions on the environment are debated;
- discussion on the pursuit of sustainable development practices and in particular, co-operation in the implementation of Agenda 21 and other follow-up activities from the UN Conference on Environment and Development (UNCED);
- cooperation on joint environmental projects.

Article 16. Energy

The Parties recognise the importance of the energy sector to economic and social development and are willing, within the scope of their respective competences, to enhance cooperation in this field. The objectives of such cooperation shall be:

- to promote the market-economy principle in setting consumer prices in accordance with market principles;
- to diversify energy supplies;
- to develop new and renewable forms of energy;
- to achieve rational use of energy, notably by promoting demand-side management; and
- to foster the best possible conditions for the transfer of technology in the interests of efficient energy use.

Historical Archives of the European Commission

To these ends, the Parties agree to promote the conduct of joint studies and research, as well as contacts between those responsible for energy planning.

Article 17. Cooperation in Culture, Information and Communication

The Parties undertake to establish cooperation in the fields of information and communication in order to promote better mutual understanding, taking account of the cultural dimension of relations between them.

These measures shall take the form of, in particular:

- exchange of information on issues of common interest concerning culture and information;
- organisation of cultural events;
- cultural exchanges; and
- academic exchanges.

Article 18. Cooperation in the Development of Third Countries

The Parties agree to exchange information on their development assistance policies with a view to establishing a regular dialogue on the objectives of these policies and on their respective development aid programmes in third countries. They will study to what extent more substantial cooperation is feasible, in accordance with their respective legislations and the conditions applicable to the implementation of these programmes.

Article 19. Joint Committee

1. The Parties shall establish under this Agreement a Joint Committee consisting of representatives of the members of the Council of the European Union and representatives of the Commission of the European Communities, on the one hand, and representatives of the Republic of Korea, on the other. Consultations shall be held in the Committee in order to facilitate the implementation and to further the general aims of the present Agreement.

2. The Joint Committee shall:

- ensure that the agreement operates properly;
- study the development of trade and cooperation between the two Parties;
- seek appropriate methods of forestalling problems which might arise in areas covered by the Agreement;
- seek ways of developing and diversifying trade;
- exchange opinions and make suggestions on any issue of common interest relating to trade and cooperation, including future action and the resources available to carry it out;
- make recommendations suitable for promoting the expansion of trade and cooperation, taking into account the need to coordinate the measures proposed

Historical Archives of the European Commission

3. The Joint Committee will normally meet once a year in Brussels and Seoul alternately. Special meetings of the Committee shall be held at the request of either Party. The Joint Committee shall be chaired alternately by each of the Parties

4. The Joint Committee may set up specialised subcommittees in order to assist it in the performance of its tasks. These subcommittees shall make detailed reports of their activities to the Joint Committee at each of its meetings.

Article 20. Definition

For the purposes of the present Agreement, the term "the Parties" means the European Community or its Member States, or the European Community and its Member States, in accordance with their respective competences, on the one hand, and the Republic of Korea, on the other.

Article 21. Entry into Force and Duration

1. This Agreement shall enter into force on the first day of the month following the date on which the Parties have notified each other of the completion of the legal procedures necessary for this purpose.
2. This Agreement is concluded for a period of five years. It shall be tacitly renewed on a yearly basis unless one of the Parties denounces it in writing six months before the date of expiry.

Article 22. Notifications

The notifications made in accordance with Article 21 shall be made to the Secretariat-General of the Council of the European Union and the Ministry of Foreign Affairs of the Republic of Korea, respectively.

Article 23. Non-execution of this Agreement

If either Party considers that the other Party has failed to fulfil an obligation under this Agreement, it may take appropriate measures. Before doing so, except in circumstances of special urgency, it shall supply the other Party with all relevant information required for a thorough examination of the situation with a view to seeking a solution acceptable to the Parties. In the selection of measures, priority must be given to those which least disturb the functioning of this Agreement. These measures shall be notified immediately to the other Party and shall be the subject of consultations if the other Party so requests

Historical Archives of the European Commission

Article 24. Future Developments

The Parties may by mutual consent expand this Agreement with a view to enhancing the level of cooperation and add to it by means of agreements on specific sectors or activities

With regard to the implementation of this Agreement, either of the Parties may put forward suggestions for widening the scope of cooperation, taking into account the experience gained in its application.

Article 25. Declarations and Annex

The Joint Declarations and Annex to this Agreement shall form an integral part of this Agreement.

Article 26. Territorial Application

This Agreement shall apply, on the one hand, to the territory of the Republic of Korea and, on the other, to the territories in which the Treaty establishing the European Community is applied and under the conditions laid down in that Treaty.

Article 27. Authentic Texts

This Agreement is drawn up in duplicate in the Danish, Dutch, English, Finnish, French, German, Greek, Italian, Portuguese, Spanish, Swedish and Korean languages, each text being equally authentic.

In witness whereof the undersigned Plenipotentiaries have signed this Framework Agreement.

Done at ... on the ..th day of ... in the year one thousand nine hundred and ninety-six.

FOR THE EUROPEAN COMMUNITY:

FOR THE KINGDOM OF BELGIUM:

FOR THE KINGDOM OF DENMARK:

FOR THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY:

FOR THE HELLENIC REPUBLIC:

Historical Archives of the European Commission

FOR THE KINGDOM OF SPAIN:

FOR THE FRENCH REPUBLIC:

FOR IRELAND:

FOR THE ITALIAN REPUBLIC:

FOR THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG:

FOR THE KINGDOM OF THE NETHERLANDS:

FOR THE REPUBLIC OF AUSTRIA:

FOR THE PORTUGUESE REPUBLIC:

FOR THE REPUBLIC OF FINLAND:

FOR THE KINGDOM OF SWEDEN:

FOR THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND:

FOR THE REPUBLIC OF KOREA:

Historical Archives of the European Commission

ANNEX

Intellectual, Industrial and Commercial Property Conventions

- Berne Convention for the Protection of Literary and Artistic Works (Paris Act, 1971)
- International Convention for the Protection of Performers, Producers of Phonograms and Broadcasting Organisations (Rome, 1961)
- Paris Convention for the Protection of Industrial Property (Stockholm Act, 1967, as amended in 1979)
- Patent Cooperation Treaty (Washington, 1970, as amended and modified in 1984)
- Madrid Agreement concerning the International Registration of Marks (Stockholm Act, 1967 and amended in 1979)
- Protocol relating to the Madrid Agreement concerning the International Registration of Marks (Madrid, 1989)
- Nice Agreement concerning the International Classification of Goods and Services for the Purposes of the Registration of Marks (Geneva, 1977, and amended in 1979)
- Budapest Treaty on the International Recognition of the Deposit of Microorganisms for the Purposes of Patent Procedure (1977, modified in 1980)
- International Convention for the Protection of New Varieties of Plants (UPOV) (Geneva Act, 1991)

Historical Archives of the European Commission

Joint Declaration concerning Article 7

Each Party shall allow the shipping companies of the other Party to have their commercial presence in its territory for the purpose of carrying out shipping agency activities under conditions of establishment and operation no less favourable than those accorded to its own companies or to subsidiaries or branches of companies of any third country, whichever is the better.

Joint Declaration concerning Article 9

The Parties agree that for the purpose of the Agreement, intellectual, industrial and commercial property includes in particular copyright, including the copyright in computer programmes, and neighbouring rights, the rights relating to patents, industrial designs, geographical indications, including designations of origin, trademarks and service marks, topographies of integrated circuits as well as protection against unfair competition as referred to in Article 10 bis of the Paris Convention for the Protection of Industrial Property and protection of undisclosed information on know-how.

Joint Interpretative Declaration concerning Article 23

(a) The Parties agree, by common consent, for the purpose of its correct interpretation and its practical application that the terms 'circumstances of special urgency' included in Article 23 of the Agreement mean cases of material breach of the Agreement by one of the Parties. A material breach of the Agreement consists in

a. repudiation of the Agreement not sanctioned by the general rules of international law or

b. violation of the essential element of the Agreement set out in Article 1.

(b) The Parties agree that 'appropriate measures' referred to in Article 23 are measures taken in accordance with international law.

Historical Archives of the European Commission

UNILATERAL DECLARATIONS [2]

Declaration by the European Community concerning Article 8

The European Community expresses its concern with and attaches great importance to the problems which were created and are likely to be created by the current trend of expansion of shipbuilding capacity in the world market.

In this regard it wishes to recall the terms of the declaration it made in Paris on the occasion of the conclusion of the negotiations for the OECD Agreement on Shipbuilding on 21 December 1994, which remains entirely valid on this point.

The European Community invites the Republic of Korea to cooperate with the European Community and other signatories of the OECD Agreement on Shipbuilding in order to reduce the severe structural disequilibrium between supply and demand in the world shipbuilding market by appropriate means.

Declaration by the Republic of Korea concerning Article 7 (2)

The Republic of Korea declares that, regarding the provisions of paragraph 2 (a) of Article 7 (Maritime Transport), it will allow the introduction of cargo sharing clauses into future bilateral agreements with a certain third country concerning dry and liquid bulk trade, only in exceptional circumstances where Korea shipping companies could not otherwise engage in such trade to and from such third country.

Historical Archives of the European Commission

[2] These declarations will be made on the occasion of the signature of the agreement.

FINANCIAL STATEMENT

1. TITLE OF OPERATION

Implementation of the Framework Agreement for Trade and Cooperation between the EC and its Member States, on the one hand, and the Republic of Korea on the other. - Specific actions in the field of economic cooperation and cooperation activities of a general nature. These actions will take place in accordance with the EU Asia Strategy (COM (94) 314 final; in particular section 2.2).

2. BUDGET HEADING INVOLVED

Under the present structure of the budget, the expenditure could be charged against item B7-800 "Economic and commercial cooperation agreements with third countries". This is subject to the outcome of the annual budget procedure.

3. LEGAL BASIS

Articles 113 and 235 of the EC Treaty

4. DESCRIPTION OF OPERATION

4.1. General objective

To promote the further development of economic relations with Korea under the Framework Agreement with Korea. This will in particular cover fields within the remit of DG I (trade cooperation, trade visits, promotion of contacts between economic operators, specific cooperation activities of a general nature).

4.2. Period covered and arrangements for renewal or extension

The Framework Agreement will enter into force for a period of five years, after which it will be tacitly renewable on an annual basis.

5. CLASSIFICATION OF EXPENDITURE OR REVENUE

5.1. Compulsory/Non-compulsory expenditure

Non-compulsory expenditure

5.2. Differentiated/Non-differentiated appropriations

Differentiated appropriation

Historical Archives of the European Commission

5.3. Type of revenue involved

Not applicable

6. TYPE OF EXPENDITURE OR REVENUE

- 100% grant (on an exceptional basis)

- Grant for cofinancing with other public- or private-sector sources (in particular the Korean Government).

7. FINANCIAL IMPACT

7.1. Method of calculating total cost of operation (definition of unit costs)

The Framework Agreement will be signed in 1996, and should therefore be implemented in 1997 and beyond.

The Framework Agreement is the first-ever general agreement with the Republic of Korea. Specific actions will therefore have to be financed from a new operational budget allocation. The Framework Agreement provides for economic cooperation in a number of fields, e.g. science and technology, industry, standards, environment, energy, culture. Whereas some of these activities may be covered by existing budget allocations (e.g. cooperation funds earmarked for the Fourth Framework Programme for Research and Technical Development, information budget allocated to DG X/ Delegation in Seoul), an additional allocation estimated at ECU 250 000 a year is likely to be necessary for these new cooperation initiatives.

The 1997 programme for cooperation with Korea should cover some or all of the following activities:

a. meetings of an EU/Korea Forum, the creation of which was proposed by the EU/Korea Wisemen's Club in its November 1995 report,
b. a conference aimed at promoting dialogue between Korean consumer groups and their European counterparts (in an effort to influence consumer perceptions of European products),
c. a forum aimed at providing information on the possibilities for cooperation in the field of research and development (explanation of functioning of programmes on both sides etc.),
d. the organisation of sectoral business forums in sectors of common interest with a view to encouraging cooperation between businesses on both sides (Korea has already proposed semiconductors and consumers electronics for 1996),
e. a grant for the creation of a federation of associations of European companies exporting to Korea (to pave the way for the creation of an EU/Korea Chamber of Commerce),
f. the creation of an 'EU-Korea Relationship Prize' the aim of which would be to encourage European media to give more and better

Historical Archives of the European Commission

information on Korea and Korean media to give more and better information on the EU and its Member States (proposed by the EU/Korea Wisemen's Club in its November 1995 report).

g. a participation in the costs of the organisation of specific trade and investment visits (in line with the principle of subsidiarity).

7.2. Itemised breakdown of cost (to the Community in ECU million)

Breakdown	1997	n + 1	.....	n + 5 and subs. yrs	TOTAL
EU/Korea Forum	0.100				
Consumer conference	0.100				
Subsidies	0.050				
Total	0.250				

7.3. Indicative schedule of appropriations (ECU million)

	1997	1998	.....	n + 5 and subs. yrs	TOTAL
Commitment appropriations	0.250				0.250
Payment appropriations					
1997	0.200				0.200
1998		0.050			0.050
.....					
n + 5 and subs. yrs					
TOTAL	0.200	0.050			0.250

8. FRAUD PREVENTION MEASURES; RESULTS OF MEASURES TAKEN

Historical Archives of the European Commission

9. ELEMENTS OF COST-EFFECTIVENESS ANALYSIS

9.1. Specific and quantified objectives; target population

EU/Korea Forum

The EU/Korea Forum would be a conference aimed at promoting cooperation between the business, media and academic communities on both sides under the aegis of the Korean Government and the European Commission. Representatives of these sectors should therefore participate. Specific meetings for one or more of the sectors could be an appropriate follow-up.

Participants should be selected with the help of Member States' authorities with a view to ensuring that the possibilities afforded by both EC and national cooperation are taken into account.

Conference on consumer protection

The conference on consumer protection would promote dialogue between Korean consumer groups and their European counterparts and would provide the former with reliable information on EC legislation in this field. The Koreans' perception of foreign products is derived from the austerity campaigns of the past. With a more liberal policy in place, it is essential that this false image of European products as being too expensive, dangerous and of poor quality be corrected.

9.2. Grounds for the operation

Implementation of the first Framework Agreement with Korea: development of economic cooperation with Korea.

9.3. Monitoring and evaluation of the operation

The Commission will carefully assess the effectiveness and impact of actions it organises with the Korean Government, prior to deciding on follow-up action.

10. ADMINISTRATIVE EXPENDITURE (PART A OF THE BUDGET)

The mobilization of the administrative resources needed will depend on the Commission's annual decision on the allocation of resources in the light of the additional staffing and funding accorded by the Budgetary Authority.

Historical Archives of the European Commission

10.1 Impact on the number of staff

Category		Staff assigned to manage the operation		Drawn from		Period
		Permanent posts	Temporary posts	Existing resources of the DG or service concerned	Additional resources	
Officials or temporary staff	A	1		1		indefinite
	B					
	C	1		1		indefinite
Other resources						
Total		2		2		

10.2 Overall financial impact of additional human resources

None.

10.3 Increase in other operating costs resulting from the operation

(ECU)

Budget item (No and title)	Amounts	Method of calculation
A-2510.11.01	p.m.	Annual meetings of the Joint Committee, meeting alternately in Brussels and Korea, involving only mission expenses for officials
A-1300.11.01	17 000	Brussels-Seoul return tickets for five officials plus daily allowances for five three-day stays in Seoul
Total	17 000	

NB: The sums represent annual expenditure for an indefinite period.

Historical Archives of the European Commission

ISSN 0254-1475

COM(96) 141 final

DOCUMENTS

EN 11

Historical Archives of the European Commission

Catalogue number : CB-CO-96-155-EN-C

ISBN 92-78-02491-0

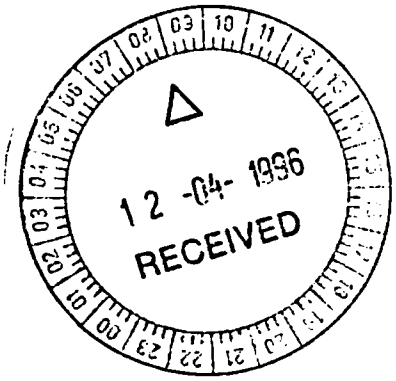
Office for Official Publications of the European Communities

L-2985 Luxembourg

COMMISSIONE DELLE COMUNITA' EUROPEE

Bruxelles, 27.03.1996
COM(96) 141 def.

96/ 0098 (CNS)



Proposta di

DECISIONE DEL CONSIGLIO

relativa alla conclusione dell'accordo quadro di commercio e di cooperazione tra la Comunità europea e i suoi Stati membri, da una parte, e la Repubblica di Corea, dall'altra

(presentata dalla Commissione)

Historical Archives of the European Commission

[redacted]

RELAZIONE

1. Con decisione dell'8 marzo 1995, il Consiglio ha autorizzato la Commissione a intavolare negoziati per un accordo quadro di commercio e di cooperazione con la Repubblica di Corea e ha adottato direttive a tal fine.

2. Si sono svolte due sessioni di negoziato a Bruxelles, rispettivamente l'11 maggio e il 12-13 ottobre 1995. L'accordo è stato siglato a Bruxelles il 29 febbraio 1996 previe consultazioni tenutesi alla fine di novembre tra la Commissione e il governo coreano e vari contatti per via diplomatica.

3. Al momento dell'adozione delle direttive di negoziato, il Consiglio si è riservato il diritto di pronunciarsi sulla natura giuridica dell'accordo una volta conclusi i negoziati. Visto l'esito delle discussioni in sede di Consiglio del dicembre 1995 e del gennaio 1996, si tratterà di un accordo misto, di cui saranno parti sia la Comunità che gli Stati membri. L'accordo è attualmente all'esame del Consiglio per la firma e la conclusione.

4. La Commissione ritiene che l'accordo siglato sia conforme alle direttive di negoziato del Consiglio.

5. La Commissione valuterà se l'applicazione provvisoria di determinate disposizioni dell'accordo sia accettabile per la controparte coreana. In caso affermativo, la Commissione chiederà a tempo debito che sia approvato uno scambio di lettere in tal senso.

6. La Commissione propone al Consiglio di approvare l'allegato progetto di decisione ai fini della firma e della conclusione dell'accordo quadro di commercio e di cooperazione tra la Comunità europea, i suoi Stati membri e la Repubblica di Corea.

Historical Archives of the European Commission

IL CONSIGLIO DELL'UNIONE EUROPEA,

visto il trattato che istituisce la Comunità europea, in particolare il combinato disposto degli articoli 73 c, paragrafo 2, 75, 84, paragrafo 2, 113, 235 e 228, paragrafo 2, seconda frase e paragrafo 3, primo comma,

vista la proposta della Commissione,

visto il parere del Parlamento europeo,

previa consultazione del Comitato economico e sociale,

considerando che la Comunità europea dovrebbe approvare l'accordo quadro di commercio e di cooperazione tra la Comunità europea e i suoi Stati membri, da una parte, e la Repubblica di Corea, dall'altra,

DECIDE:

Articolo 1

L'accordo quadro di commercio e di cooperazione tra la Comunità europea e i suoi Stati membri, da una parte, e la Repubblica di Corea, dall'altra, è approvato a nome della Comunità europea.

Il testo dell'accordo è accluso alla presente decisione.

Articolo 2

La Commissione, assistita dai rappresentanti degli Stati membri, rappresenta la Comunità europea nel comitato misto di cui all'articolo 19, paragrafo 3 dell'accordo quadro di commercio e di cooperazione.

Articolo 3

Il presidente del Consiglio procede alla notifica di cui all'articolo 21 dell'accordo a nome della Comunità europea.

Articolo 4

La presente decisione è pubblicata nella Gazzetta ufficiale delle Comunità europee.

Fatto a Bruxelles, addì

Per il Consiglio
Il presidente

Historical Archives of the European Commission

(titolo)
Accordo quadro di commercio e di cooperazione tra la Comunità europea e i suoi Stati membri, da una parte, e la Repubblica di Corea, dall'altra

(testo)

LA COMUNITÀ EUROPEA,

e

IL REGNO DEL BELGIO,
IL REGNO DI DANIMARCA,
LA REPUBBLICA FEDERALE DI GERMANIA,
LA REPUBBLICA ELLENICA,
IL REGNO DI SPAGNA,
LA REPUBBLICA FRANCESE,
L'IRLANDA,
LA REPUBBLICA ITALIANA,
IL GRANDUCATO DEL LUSSEMBURGO,
IL REGNO DEI PAESI BASSI,
LA REPUBBLICA D'AUSTRIA,
LA REPUBBLICA PORTOGHESE,
LA REPUBBLICA DI FINLANDIA,
IL REGNO DI SVEZIA,
IL REGNO UNITO DI GRAN BRETAGNA E IRLANDA DEL NORD,

Parti del trattato che istituisce la Comunità europea e del trattato sull'Unione europea, in appresso denominati "Stati membri",

da una parte,

e

LA REPUBBLICA DI COREA,

dall'altra,

· *CONSIDERANDO* i tradizionali vincoli di amicizia tra la Repubblica di Corea, la Comunità europea e i suoi Stati membri;

· *RIBADENDO* l'impegno delle Parti a rispettare i principi democratici e i diritti umani fondamentali enunciati nella Dichiarazione universale sui diritti dell'uomo;

Historical Archives of the European Commission

· *CONFERMANDO* il loro desiderio di instaurare un dialogo politico regolare tra l'Unione europea e la Repubblica di Corea in base ai valori e alle aspirazioni comuni;

· *RICONOSCENDO* che l'Accordo generale sulle tariffe doganali e sul commercio ha contribuito in misura considerevole a promuovere il commercio internazionale in generale e il commercio bilaterale in particolare, e che sia la Repubblica di Corea che la Comunità europea si sono impegnate ad applicare i principi del libero scambio e dell'economia di mercato alla base dell'Accordo;

· *RIBADENDO* che la Repubblica di Corea, la Comunità europea e i suoi Stati membri si sono impegnati a rispettare pienamente gli impegni assunti con la ratifica dell'accordo che istituisce l'Organizzazione mondiale del commercio;

· *TENENDO PRESENTE* la necessità di contribuire alla piena applicazione dei risultati dell'Uruguay Round del GATT e di applicare tutte le norme che disciplinano il commercio internazionale in modo trasparente e non discriminatorio;

· *RICONOSCENDO* l'importanza di rafforzare le relazioni tra le Parti al fine di intensificare la cooperazione nonché la comune volontà di consolidare, approfondire e diversificare dette relazioni nei settori di reciproco interesse su basi di parità, non discriminazione, rispetto dell'ambiente naturale e mutui vantaggi;

· *DESIDEROSI* di creare condizioni favorevoli alla crescita sostenibile e alla diversificazione degli scambi nonché alla cooperazione economica in vari settori di reciproco interesse;

· *RITENENDO* che alle Parti convenga istituzionalizzare le loro relazioni e avviare una cooperazione economica onde favorire ulteriormente lo sviluppo del commercio e degli investimenti;

· *CONSAPEVOLI* dell'importanza di agevolare la partecipazione alla cooperazione dei singoli e degli organismi direttamente interessati, segnatamente gli operatori economici e gli enti che li rappresentano,

HANNO DECISO DI CONCLUDERE IL PRESENTE ACCORDO E A TAL FINE HANNO DESIGNATO COME PLENIPOTENZIARI:

LA COMUNITÀ EUROPEA:

IL REGNO DEL BELGIO:

IL REGNO DI DANIMARCA:

LA REPUBBLICA FEDERALE DI GERMANIA:

LA REPUBBLICA ELLENICA:

IL REGNO DI SPAGNA:

Historical Archives of the European Commission

LA REPUBBLICA FRANCESE:

L'IRLANDA:

LA REPUBBLICA ITALIANA:

IL GRANDUCATO DI LUSSEMBURGO:

IL REGNO DEI PAESI BASSI:

LA REPUBBLICA D'AUSTRIA:

LA REPUBBLICA PORTOGHESE:

LA REPUBBLICA DI FINLANDIA:

IL REGNO DI SVEZIA:

IL REGNO UNITO DI GRAN BRETAGNA E IRLANDA DEL NORD:

LA REPUBBLICA DI COREA:

I QUALI, dopo aver scambiato i loro pieni poteri, riconosciuti in buona e debita forma,

HANNO CONVENUTO QUANTO SEGUE:

Articolo 1. Fondamenti della cooperazione

Il rispetto dei principi democratici e dei diritti dell'uomo, definiti nella Dichiarazione universale sui diritti dell'uomo, è alla base delle politiche interna ed internazionale delle Parti e costituisce un elemento fondamentale del presente accordo.

Articolo 2. Obiettivi della cooperazione

Per intensificare la cooperazione tra di esse, le Parti si impegnano a promuovere lo sviluppo delle loro relazioni economiche, mirando in particolare a:

a. incentivare o avviare la cooperazione commerciale e diversificare gli scambi con reciproci vantaggi;
b. avviare una cooperazione economica nei settori di reciproco interesse, segnatamente a livello scientifico, tecnologico e industriale;
c. agevolare la cooperazione tra operatori commerciali e gli investimenti da entrambe le parti nonché promuovere una migliore comprensione reciproca.

Archival archive of the European Commission

Articolo 3. Dialogo politico

L'Unione europea e la Repubblica di Corea avviano un regolare dialogo politico basato sui valori e sulle aspirazioni comuni. Il dialogo si svolge in conformità delle procedure concordate nella Dichiarazione congiunta in materia tra l'Unione europea e la Repubblica di Corea.

Articolo 4. Trattamento della nazione più favorita

Le Parti si impegnano a concedersi reciprocamente il trattamento della nazione più favorita conformemente ai diritti e agli obblighi previsti dall'Organizzazione mondiale del commercio.

Articolo 5. Cooperazione commerciale

1. Le Parti si impegnano a favorire il più possibile, con reciproco vantaggio, lo sviluppo e la diversificazione dei loro scambi commerciali.

   Le Parti si impegnano a migliorare le condizioni di accesso al mercato. Esse garantiscono l'applicazione di dazi doganali secondo il principio della nazione più favorita tenendo conto di vari elementi, tra cui la situazione del mercato interno di una Parte e gli interessi dell'altra Parte in materia di esportazione. Esse si impegnano a collaborare per eliminare gli ostacoli al commercio, segnatamente mediante l'abolizione tempestiva degli ostacoli non tariffari e l'adozione di misure volte a migliorare la trasparenza, tenendo conto anche dei lavori svolti dalle organizzazioni internazionali competenti.

2. Le Parti attuano una politica intesa a:

   a. cooperare, a livello multilaterale e bilaterale, riguardo alle questioni connesse allo sviluppo degli scambi che interessano entrambe, comprese le future procedure dell'OMC. A tal fine, esse collaborano a livello internazionale e bilaterale onde risolvere i problemi commerciali di comune interesse;
   b. promuovere gli scambi di informazioni tra operatori economici e la cooperazione industriale fra le imprese onde diversificare e incrementare i flussi commerciali esistenti;
   c. studiare e raccomandare misure di promozione commerciale atte a favorire lo sviluppo degli scambi;
   d. agevolare la cooperazione tra le autorità doganali competenti della Comunità europea, dei suoi Stati membri e della Corea;
   e. migliorare l'accesso al mercato per i prodotti dell'industria, dell'agricoltura e della pesca;
   f. migliorare l'accesso al mercato per i servizi, ad esempio nei settori delle finanze e delle telecomunicazioni;
   g. intensificare la cooperazione in materia di norme e regolamenti tecnici;
   h. tutelare in modo efficace la proprietà intellettuale, industriale e commerciale;
   i. organizzare visite per il commercio e gli investimenti;

Historical Archive of the European Commission

j. organizzare fiere commerciali generali o per un'unico settore industriale.

3. Le Parti favoriscono una concorrenza leale a livello di attività economiche mediante una piena applicazione delle loro leggi e normative in materia.

4. In conformità degli obblighi previsti dall'accordo OMC sulle commesse governative, le Parti garantiscono una partecipazione agli appalti su base non discriminatoria e reciproca.

Esse proseguono i colloqui volti ad una maggiore apertura dei rispettivi mercati delle forniture in altri settori, quali le telecomunicazioni.

Articolo 6. Agricoltura e pesca

1. Le Parti decidono di promuovere la cooperazione nei settori dell'agricoltura e della pesca, comprese l'orticoltura e la maricoltura. Dopo aver discusso delle rispettive politiche in materia di agricoltura e di pesca, le Parti studieranno:

a. le possibilità di incrementare gli scambi di prodotti agricoli e della pesca;
b. l'impatto sul commercio delle misure sanitarie, fitosanitarie e ambientali;
c. il collegamento tra agricoltura e ambiente rurale;
d. la ricerca in materia di agricoltura e di pesca, comprese l'orticoltura e la maricoltura.

2. Se del caso, le disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo si applicano ai prodotti e ai servizi dell'industria agroalimentare.

3. Le Parti si impegnano a conformarsi all'accordo OMC sulle misure sanitarie e fitosanitarie e accettano di avviare consultazioni, su richiesta di una di esse, per discutere delle proposte dell'altra Parte in merito all'applicazione e all'armonizzazione delle misure sanitarie e fitosanitarie, tenendo conto delle norme concordate dalle altre organizzazioni internazionali quali l'UIE, l'IPPC e il Codex Alimentarius.

Articolo 7. Trasporti marittimi

1. Le Parti si impegnano ad adoperarsi per conseguire l'accesso illimitato al mercato e al traffico marittimo internazionale su base commerciale e in condizioni di concorrenza leale, conformemente alle disposizioni del presente articolo.

a) Quanto precede non pregiudica i diritti e gli obblighi derivanti dal Codice di comportamento delle Nazioni Unite per le conferenze di linea applicabile a una delle Parti contraenti del presente accordo. Le navi non conferenziate possono operare in concorrenza con quelle conferenziate fintantoché si attengono al principio di una concorrenza leale su base commerciale.

b) Le Parti ribadiscono l'impegno a creare un contesto di libera e leale concorrenza per gli scambi di merci secche e liquide alla rinfusa. In

Historical Archives of the European Commission

considerazione di tale impegno, la Repubblica di Corea prende le disposizioni necessarie per abolire gradualmente, durante un periodo transitorio che terminerà il 31 dicembre 1998, il sistema di prenotazione dei carichi alla rinfusa per le navi battenti bandiera coreana.

2. Per conseguire l'obiettivo del paragrafo 1, le Parti:

a) evitano di introdurre clausole di ripartizione del carico nei futuri accordi bilaterali con i paesi terzi per il commercio di merci secche e liquide alla rinfusa e per il traffico di linea, salvo circostanze eccezionali in cui ciò sia necessario per offrire alle società di navigazione di una Parte del presente accordo l'effettiva possibilità di operare nel quadro degli scambi con il paese terzo in questione;

b) evitano di introdurre, a decorrere dall'entrata in vigore del presente accordo, le misure amministrative, tecniche e legislative che potrebbero introdurre discriminazioni tra i loro cittadini e le loro società e quelli dell'altra Parte rispetto alla fornitura di servizi nel trasporto marittimo internazionale;

c) concedono alle navi gestite da cittadini o compagnie dell'altra Parte un trattamento non meno favorevole di quello riservato alle loro navi quanto all'accesso ai porti aperti al commercio internazionale, all'uso delle infrastrutture e dei servizi marittimi ausiliari dei porti nonché per i relativi diritti e oneri, per le agevolazioni doganali e per l'assegnazione di ormeggi e di infrastrutture per il carico e lo scarico;

3. Ai fini del presente articolo, l'accesso al mercato marittimo internazionale comprende, tra l'altro, il diritto per i vettori marittimi internazionali di ciascuna Parte di organizzare servizi di trasporto "porta a porta" comprendenti una tratta marittima e di trattare direttamente, a tale scopo, con i fornitori locali di modi di trasporto diversi da quello marittimo sul territorio dell'altra Parte, fatte salve le restrizioni applicabili in materia di nazionalità riguardanti il trasporto di merci e passeggeri con i suddetti altri modi di trasporto.

4. Le disposizioni del presente articolo si applicano alle compagnie della Comunità europea e della Corea, nonché alle società di navigazione stabilite al di fuori della Comunità europea e della Repubblica di Corea e controllate da cittadini di uno Stato membro o della Repubblica di Corea, a condizione che le loro navi siano registrate in detto Stato membro o nella Repubblica di Corea in conformità delle rispettive legislazioni.

5. Se del caso, si concluderanno accordi specifici per le attività delle compagnie di navigazione nella Comunità europea e nella Repubblica di Corea.

Articolo 8. Costruzione navale

1. Le Parti decidono di collaborare nel settore della costruzione navale onde creare un mercato equo e concorrenziale e prendono atto del grave squilibrio strutturale tra l'offerta e la domanda nonché della tendenza del mercato all'origine della crisi

dell'industria cantieristica mondiale. Per questi motivi, le Parti evitano di prendere misure o iniziative a favore della loro industria cantieristica tali da falsare la concorrenza o da consentire alla loro industria cantieristica di eludere difficoltà future, in conformità dell'accordo OCSE sulla costruzione navale.

2. Le Parti decidono di avviare, su richiesta di una di esse, consultazioni sull'applicazione dell'accordo OCSE in materia di costruzione navale, nonché di scambiare informazioni sullo sviluppo del mercato mondiale delle navi e della costruzione navale o su altri problemi relativi a questo settore.
I rappresentanti dell'industria cantieristica possono essere invitati, previo accordo tra le Parti, ad assistere alle consultazioni in veste di osservatori.

Articolo 9. Tutela della proprietà intellettuale, industriale e commerciale

1. Le Parti si impegnano a garantire una tutela adeguata ed effettiva dei diritti di proprietà intellettuale, industriale e commerciale, prevedendo mezzi adeguati.

2. Le Parti decidono di applicare l'accordo OMC sugli aspetti commerciali dei diritti di proprietà intellettuale entro e non oltre il 1° luglio 1996[1].

3. Le Parti confermano l'importanza che attribuiscono agli obblighi previsti dalle convenzioni multilaterali per la tutela dei diritti di proprietà intellettuale. Esse cercheranno di sottoscrivere quanto prima le convenzioni in allegato a cui non hanno ancora aderito.

Articolo 10. Regolamenti tecnici, norme e valutazione della conformità

1. Fatti salvi i loro obblighi internazionali, le Parti promuovono, nell'ambito delle rispettive responsabilità e in conformità delle rispettive legislazioni, l'uso delle norme e dei sistemi di valutazione della conformità riconosciuti a livello internazionale.

A tal fine, si privilegiano:

a. gli scambi di informazioni e di esperti tecnici in materia di standardizzazione, accreditamento, metrologia e certificazione nonché, se del caso, la ricerca congiunta;
b. la promozione degli scambi e i contatti tra organismi e istituzioni competenti;
c. le consultazioni settoriali;
d. la cooperazione per la gestione della qualità;
e. il rafforzamento della cooperazione in materia di normative tecniche, segnatamente mediante la conclusione di un accordo per il reciproco

[1] Fatta eccezione, per la Repubblica di Corea, in conformità delle sue procedure legislative, per la legge di gestione agrochimica, che entrerà in vigore il 1° gennaio 1997, nonché per la legge sull'industria delle piante da seme (e per la legge sulla tutela delle indicazioni geografiche), che entreranno in vigore entro il 1° luglio 1998.

Historical Archives of the European Commission

riconoscimento dei risultati della valutazione della conformità, onde agevolare il commercio ed evitare perturbazioni tali da ostacolarne lo sviluppo;

f. la partecipazione e la cooperazione nel quadro degli accordi internazionali pertinenti al fine di promuovere l'adozione di norme standardizzate.

2. Le Parti si accertano che le attività riguardanti le norme e la valutazione della conformità non costituiscano inutili ostacoli al commercio.

Articolo 11. Consultazioni

1. Le Parti decidono di incentivare gli scambi di informazioni sulle misure commerciali.

Ciascuna Parte s'impegna a informare tempestivamente l'altra dell'applicazione di misure che modifichino i dazi all'importazione per la nazione più favorita, incidendo quindi sulle esportazioni dell'altra Parte.

Ciascuna Parte può chiedere consultazioni sulle misure commerciali. In tal caso, le consultazioni si svolgono appena possibile onde trovare quanto prima una soluzione costruttiva e accettabile per entrambe le Parti.

2. Ciascuna Parte accetta di informare l'altra dell'apertura di procedimenti antidumping nei confronti dei suoi prodotti.

Nel pieno rispetto degli accordi OMC sulle misure antidumping e antisovvenzioni, ciascuna Parte esamina attentamente, prevedendo adeguate possibilità di consultazione, le osservazioni dell'altra Parte riguardo ai procedimenti antidumping e antisovvenzioni.

3. Le Parti decidono di consultarsi su tutte le eventuali controversie risultanti dall'applicazione del presente accordo. Le consultazioni hanno luogo al più presto. La Parte che le ha richieste fornisce all'altra tutte le informazioni necessarie per un esame approfondito della situazione. Attraverso le consultazioni, si cerca di risolvere prima possibile le controversie commerciali.

4. Le disposizioni del presente articolo lasciano impregiudicate le procedure interne di ciascuna Parte per l'adozione e la modifica delle misure commerciali nonché i meccanismi di notifica, consultazione e composizione delle controversie previsti dagli accordi OMC.

Articolo 12. Cooperazione economica e industriale

1. Tenendo conto del reciproco interesse e delle rispettive politiche e finalità economiche, le Parti promuovono la cooperazione economica e industriale in tutti i settori ritenuti adatti.

Historical Archives of the European Commission

2. La cooperazione mira in particolare a:

- promuovere gli scambi di informazioni tra operatori economici nonché sviluppare e migliorare le reti esistenti, garantendo nel contempo un'adeguata tutela dei dati personali;
- avviare scambi di informazioni sulle modalità e condizioni della cooperazione per tutti i servizi e per le infrastrutture di informazione;
- favorire gli investimenti reciprocamente vantaggiosi e creare un clima favorevole;
- migliorare il contesto economico e commerciale.

3. Per conseguire tali obiettivi le Parti si sforzano, tra l'altro, di:

a. diversificare e rafforzare i loro vincoli economici,
b. predisporre canali di cooperazione specifici per l'industria;
c. promuovere la cooperazione industriale, segnatamente tra le piccole e medie imprese;
d. favorire lo sviluppo sostenibile delle loro economie;
e. diffondere le tecniche di produzione non nocive per l'ambiente;
f. favorire i flussi di investimenti e di tecnologia;
g. migliorare la comprensione e la conoscenza reciproche dei rispettivi contesti commerciali.

Articolo 13. Droga e riciclaggio del denaro sporco

1. Le Parti cooperano per aumentare l'efficacia delle politiche e delle misure volte a combattere la produzione, la fornitura e il traffico illecito di stupefacenti e sostanze psicotrope, compreso l'uso dei precursori per scopi diversi, e per promuovere la prevenzione e la riduzione della domanda di droga. La cooperazione in materia si basa sulla consultazione e su uno stretto coordinamento tra le Parti per quanto riguarda gli obiettivi e le iniziative nei diversi settori connessi alla droga.

2. Le Parti riconoscono la necessità di mettere tutto in atto e di collaborare per impedire che i loro sistemi finanziari servano a riciclare i proventi delle attività illecite in generale e dei reati connessi alla droga in particolare.

La cooperazione nel settore mira a stabilire norme adeguate contro il riciclaggio del denato tenendo conto di quelle adottate dai consessi internazionali, in particolare la Task Force Azione finanziaria (FATF).

Articolo 14. Cooperazione in materia di scienza e tecnologia

1. Le Parti si impegnano a promuovere la cooperazione scientifica e tecnologia tenendo conto del reciproco interesse e degli obiettivi delle loro politiche scientifiche. A tal fine, esse cercano di favorire:

- gli scambi di informazioni e di know-how nei settori della scienza e della tecnologia;

Historical Archives of the European Commission

- il dialogo sull'elaborazione e sull'attuazione delle rispettive politiche di ricerca e sviluppo tecnologico;
- la cooperazione nel campo della tecnologia dell'informazione, nonché delle tecnologie e dell'industria da cui dipende l'interoperatività con la società mondiale dell'informazione;
- la cooperazione in materia di energia e di tutela ambientale;
- la cooperazione nei settori scientifici e tecnologici di comune interesse.

2. Per conseguire gli obiettivi delle rispettive politiche, le Parti cercano, in particolare, di:

- scambiare informazioni sui progetti di ricerca in materia di energia, tutela dell'ambiente, telecomunicazioni e tecnologia dell'informazione nonché sull'industria delle tecnologie dell'informazione;
- perfezionare, con mezzi appropriati, la formazione degli scienziati;
- favorire i trasferimenti di tecnologia in modo reciprocamente vantaggioso;
- organizzare seminati congiunti tra scienziati di alto livello di entrambe le Parti;
- incoraggiare i ricercatori di entrambe le Parti a svolgere attività di ricerca congiunta nei settori di reciproco interesse.

3. Le Parti decidono che la cooperazione e tutte le azioni comuni in materia di scienza e tecnologia si svolgeranno su basi di reciprocità.

Le Parti decidono di tutelare efficacemente le informazioni e la proprietà intellettuale risultanti dalla cooperazione contro eventuali abusi o usi non autorizzati da parte di persone che non siano i legittimi proprietari.
Qualora un'istituzione, un organismo o un'impresa di una delle Parti partecipi a programmi specifici di ricerca e sviluppo tecnologico dell'altra Parte, ad esempio quelli avviati nell'ambito del programma quadro generale della Comunità europea, questa partecipazione, nonché la divulgazione e la messa a frutto delle nozioni acquisite, avvengono secondo le regole generali stabilite dall'altra Parte.

4. Le Parti si consultano per stabilire le priorità della cooperazione. Fatto salvo il paragrafo precedente, si incoraggerà la partecipazione delle istituzioni, degli organismi e delle imprese del settore privato alle attività di cooperazione e ai progetti di ricerca specifici di interesse comune.

Articolo 15. Cooperazione ambientale

Le Parti avviano una cooperazione volta a tutelare e a preservare l'ambiente mediante:

- scambi di informazioni sulle politiche ambientali e sulla loro attuazione tra i funzionari competenti della Commissione europea e le autorità competenti della Repubblica di Corea;
- scambi di informazioni sulle tecnologie più valide dal punto di vista ambientale;
- scambi di personale;
- la promozione della cooperazione sulle questioni ambientali nei consessi internazionali a cui partecipano la Comunità europea e la Repubblica di Corea,

Historical Archives of the European Commission

segnatamente la commissione dell'ONU per lo sviluppo sostenibile e altri organismi in cui si discute delle convenzioni internazionali sull'ambiente;
- il dibattito sul proseguimento delle azioni di sviluppo sostenibile, in particolare la cooperazione per l'attuazione dell'Agenda 21 e altre attività scaturite dalla conferenza dell'ONU sull'ambiente e lo sviluppo (UNCED);
- la cooperazione per i progetti ambientali comuni.

Articolo 16. Energia

Le Parti riconoscono l'importanza del settore energetico per lo sviluppo economico e sociale e sono disposte a rafforzare la cooperazione in materia nell'ambito delle rispettive competenze. Tale cooperazione si prefigge di:

- attenersi ai principi dell'economia di mercato al momento di fissare i prezzi al consumo;
- diversificare le fonti energetiche;
- sviluppare le energie nuove e rinnovabili;
- razionalizzare l'uso dell'energia, promuovendo segnatamente la gestione della domanda;
- ottimizzare le condizioni per il trasferimento tecnologico ai fini di un uso razionale dell'energia.

Per conseguire questi obiettivi, le Parti decidono di effettuare studi e ricerche congiunti e di mettere in contatto i responsabili della pianificazione energetica.

Articolo 17. Cooperazione nei settori della cultura, dell'informazione e della comunicazione

Le Parti si impegnano a collaborare in materia di informazione e di comunicazione per migliorare la comprensione reciproca, tenendo conto della dimensione culturale delle loro relazioni.

Si procederà, in particolare, a:

- scambi di informazioni sulle questioni di comune interesse riguardanti la cultura e l'informazione;
- l'organizzazione di manifestazioni culturali;
- scambi culturali e
- scambi tra università.

Articolo 18. Cooperazione per lo sviluppo dei paesi terzi

Le Parti decidono di scambiarsi informazioni sulle rispettive politiche di aiuto allo sviluppo onde instaurare un regolare dialogo sugli obiettivi di queste politiche e sui rispettivi programmi di aiuto allo sviluppo nei paesi terzi. Esse valuteranno in che misura sia possibile intensificare la cooperazione, in conformità delle rispettive legislazioni e delle condizioni applicabili all'esecuzione di detti programmi.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 19. Commissione mista

1. A norma del presente accordo, le Parti istituiscono una commissione mista composta da rappresentanti dei membri del Consiglio dell'Unione europea, della Commissione delle Comunità europee e della Repubblica di Corea. La commissione si consulta onde agevolare l'attuazione del presente accordo e il conseguimento dei suoi obiettivi generali.

2. La commissione mista ha il compito di:

   - garantire il corretto funzionamento dell'accordo;
   - studiare lo sviluppo del commercio e della cooperazione tra le Parti;
   - cercare metodi adatti per prevenire eventuali problemi nei settori contemplati dall'accordo;
   - cercare il modo di sviluppare e diversificare il commercio;
   - scambiare opinioni e formulare suggerimenti sulle questioni di reciproco interesse inerenti agli scambi e alla cooperazione, comprese le azioni future e le risorse disponibili per realizzarle;
   - formulare adeguate raccomandazioni per promuovere l'espansione del commercio e la cooperazione, tenendo conto della necessità di coordinare le misure proposte.

3. La commissione mista si riunisce di norma una volta all'anno, alternativamente a Bruxelles e a Seoul. Su richiesta di una delle Parti, vengono indette riunioni straordinarie. La commissione mista è presieduta, a turno, da ciascuna delle Parti.

4. La commissione mista può creare sottocomitati specializzati incaricati di assisterla nello svolgimento dei suoi compiti. I sottocomitati presentano relazioni dettagliate sulle loro attività in ciascuna delle riunioni della commissione mista.

Articolo 20. Definizione

Ai fini del presente accordo, per "Parti" si intendono la Comunità europea, i suoi Stati membri o la Comunità europea e i suoi Stati membri, secondo le rispettive competenze, da una parte, e la Repubblica di Corea, dall'altra.

Articolo 21. Entrata in vigore e durata

1. Il presente accordo entra in vigore il primo giorno del mese successivo alla data della notifica, ad opera delle Parti, dell'espletamento delle procedure all'uopo necessarie.

2. Il presente accordo è concluso per un periodo di cinque anni. Esso è prorogato tacitamente di anno in anno a condizione che nessuna delle Parti lo denunci sei mesi prima della scadenza.

Historical Archives of the European Commission

Articolo 22. Notifiche

Le notifiche previste dall'articolo 21 vengono effettuate, rispettivamente, presso il Segretario generale del Consiglio dell'Unione europea e il Ministero degli esteri della Repubblica di Corea.

Articolo 23. Mancata esecuzione dell'accordo

Se una Parte ritiene che l'altra sia venuta meno ai suoi obblighi nel quadro del presente accordo può prendere le misure del caso. Prima di procedere, fatta eccezione per i casi particolarmente urgenti, essa fornisce all'altra Parte tutte le informazioni necessarie per un esame approfondito della situazione onde trovare una soluzione accettabile per le Parti. Nella scelta delle misure si privilegiano quelle che perturbano meno il funzionamento del presente accordo. Le misure decise vengono comunicate senza indugio all'altra Parte e, se l'altra Parte lo richiede, si tengono consultazioni.

Articolo 24. Futuri sviluppi

Le Parti possono estendere, di concerto, il campo di applicazione del presente accordo per approfondire la cooperazione o ampliarne la portata mediante accordi su settori o attività specifici.

Ciascuna delle Parti può formulare, nel quadro dell'esecuzione del presente accordo, suggerimenti volti ad estendere la cooperazione in base all'esperienza acquisita con l'applicazione dell'accordo stesso.

Articolo 25. Dichiarazioni e allegati

Le dichiarazioni comuni e l'allegato costituiscono parte integrante del presente accordo.

Articolo 26. Applicazione territoriale

Il presente accordo si applica, da una parte, al territorio della Repubblica di Corea e, dall'altra, ai territori in cui si applica il trattato che istituisce la Comunità europea, alle condizioni ivi specificate.

Articolo 27. Testi facenti fede

Il presente accordo è redatto in duplice copia nelle lingue danese, finnica, francese, greca, inglese, italiana, olandese, portoghese, spagnola, svedese, tedesca e coreana, ciascun testo facente ugualmente fede.

Historical Archives of the European Commission

In fede di che, i Plenipotenziari sottoscritti hanno apposto le loro firme in calce al presente accordo quadro.

Fatto a ....., addì ..... millenovecentonovanta****

PER LA COMUNITÀ EUROPEA:

PER IL REGNO DEL BELGIO:

PER IL REGNO DI DANIMARCA:

PER LA REPUBBLICA FEDERALE DI GERMANIA:

PER LA REPUBBLICA ELLENICA:

PER IL REGNO DI SPAGNA:

PER LA REPUBBLICA FRANCESE:

PER L'IRLANDA:

PER LA REPUBBLICA ITALIANA:

PER IL GRANDUCATO DI LUSSEMBURGO:

PER IL REGNO DEI PAESI BASSI:

PER LA REPUBBLICA D'AUSTRIA:

PER LA REPUBBLICA PORTOGHESE:

PER LA REPUBBLICA DI FINLANDIA:

PER IL REGNO DI SVEZIA:

PER IL REGNO UNITO DI GRAN BRETAGNA E IRLANDA DEL NORD:

PER LA REPUBBLICA DI COREA:

Historical Archives of the European Commission

ALLEGATO

Convenzioni sulla proprietà intellettuale, industriale e commerciale

- Convenzione di Berna per la protezione delle opere letterarie e artistiche (atto di Parigi, 1971);
- Convenzione internazionale relativa alla protezione degli artisti interpreti o esecutori, dei produttori di fonogrammi e degli organismi di radiodiffusione (Roma, 1961);
- Convenzione di Parigi per la protezione della proprietà industriale (atto di Stoccolma del 1967, emendato nel 1979);
- Trattato sulla cooperazione in materia di brevetti (Washington 1970, emendato e modificato nel 1984);
- Accordo di Madrid per la registrazione internazionale dei marchi (atto di Stoccolma del 1967, emendato nel 1979);
- Protocollo relativo all'Accordo di Madrid sulla registrazione internazionale dei marchi (Madrid, 1989);
- Accordo di Nizza sulla classificazione internazionale dei beni e dei servizi ai fini del marchio registrato (Ginevra, 1977, emendato nel 1979);
- Trattato di Budapest sul riconoscimento internazionale del deposito di microorganismi agli effetti della procedura brevettuale (1977, modificato nel 1980);
- Convenzione internazionale per la protezione dei ritrovati vegetali (UPOV, 1991).

Historical Archives of the European Commission

Dichiarazione comune relativa all'articolo 7

Ciascuna Parte autorizza la presenza commerciale di società di navigazione dell'altra Parte sul suo territorio applicando, per lo stabilimento e l'attività di dette società, condizioni non meno favorevoli di quelle concesse alle sue società o, se migliori, alle consociate e alle filiali di società di paesi terzi.

Dichiarazione comune relativa all'articolo 9

Le Parti convengono che, ai sensi dell'accordo, la proprietà intellettuale, industriale e commerciale include in particolare i diritti d'autore, anche per i programmi informatici, e i diritti connessi, i diritti relativi ai brevetti, ai disegni industriali, alle indicazioni geografiche, comprese le denominazioni di origine, ai marchi di fabbrica e di identificazione dei servizi, alle topografie dei circuiti integrati e la tutela contro la concorrenza sleale di cui all'articolo 10 bis della Convenzione di Parigi per la protezione della proprietà industriale e delle informazioni riservate sul know how.

Dichiarazione comune relativa all'articolo 23

a) Per la corretta interpretazione e per l'applicazione pratica dell'accordo, le Parti decidono che per "casi particolarmente urgenti" di cui all'articolo 23 s'intendono le violazioni di una clausola sostanziale dell'accordo ad opera di una delle Parti. La violazione di una clausola sostanziale dell'accordo consiste:

   a. in una denuncia dell'accordo non sancita dalle norme generali del diritto internazionale o

   b. nell'inosservanza degli elementi fondamentali dell'accordo di cui all'articolo 1.

b) Le Parti convengono che per "misure del caso" ai sensi dell'articolo 23 s'intendono le misure prese in conformità del diritto internazionale.

Historical Archives of the European Commission

Dichiarazione della Comunità europea relativa all'articolo 8

La Comunità europea è preoccupata per i problemi, cui attribuisce grande importanza, già esistenti o che potrebbero sorgere a causa dell'attuale tendenza a moltiplicare gli stabilimenti di costruzione navale sul mercato mondiale.

A tale proposito, essa ricorda i termini della dichiarazione fatta a Parigi il 21 dicembre 1994 in occasione dei negoziati per l'accordo OCSE sulla costruzione navale, che su questo punto rimangono del tutto validi.

La Comunità europea invita la Repubblica di Corea a collaborare con la Comunità stessa e con gli altri firmatari dell'accordo OCSE sulla costruzione navale per ridurre, con mezzi appropriati, il grave squilibrio strutturale tra l'offerta e la domanda sul mercato cantieristico mondiale.

Dichiarazione della Repubblica di Corea relativa all'articolo 7, paragrafo 2

Riferendosi alle disposizioni dell'articolo 7, paragrafo 2, lettera a) (Trasporti marittimi), la Repubblica di Corea dichiara che autorizzerà l'introduzione delle clausole di ripartizione del carico nei futuri accordi bilaterali con determinati paesi terzi sul commercio di merci secche e liquide alla rinfusa solo in circostanze eccezionali, quando questo sia l'unico modo per le società di navigazione coreane di effettuare scambi commerciali verso e dai paesi terzi in questione.

Historical Archives of the European Commission

[2] Queste dichiarazioni verranno fatte in occasione della firma dell'accordo.

SCHEDA FINANZIARIA

1. DENOMINAZIONE DELL'AZIONE

Attuazione dell'accordo quadro per il commercio e la cooperazione fra la Comunità europea ed i suoi Stati membri, da un lato, e la Repubblica di Corea dall'altro. Azioni specifiche nel campo della cooperazione economica e attività di cooperazione di natura generale. Queste azioni si svolgeranno conformemente alla comunicazione della Commissione al Consiglio "Verso una nuova strategia nei confronti dell'Asia" (COM (94) 314 def.; in particolare sezione 2.2).

2. LINEA DI BILANCIO

Considerata la struttura attuale del bilancio, la linea di imputazione potrebbe essere la B7-8700, Accordi di cooperazione economica e commerciale con i paesi terzi. Ciò è subordinato ai risultati della procedura di bilancio annuale.

3. BASE GIURIDICA

Artt. 113 e 235 del Trattato che istituisce la Comunità europea.

4. DESCRIZIONE DELL'AZIONE

4.1. Obiettivo generale dell'azione

Promuovere l'ulteriore sviluppo delle relazioni economiche con la Corea conformemente all'accordo quadro. Sono interessati in particolare quei settori che rientrano fra le competenze della DG I (cooperazione commerciale, visite commerciali, promozione dei contatti fra operatori economici, attività di cooperazione specifica di natura generale).

4.2. Periodo previsto per l'azione e modalità di rinnovo o proroga

L'accordo quadro sarà valido per cinque anni e sarà inoltre tacitamente rinnovabile su base annuale una volta trascorso tale periodo.

5. CLASSIFICAZIONE DELLE SPESE/ENTRATE

5.1. SO/SNO (spese non obbligatorie)

5.2. SD/SND (stanziamenti dissociati)

5.3. Tipi di entrate previste: non applicabile

Historical Archives of the European Commission

6. NATURA DELLE SPESE/ENTRATE

- Sovvenzione al 100% (può prevedersi eccezionalmente);

- Sovvenzione nel quadro di un cofinanziamento con altre fonti del settore pubblico o privato (in particolar modo con il governo della Repubblica di Corea)

7. INCIDENZA FINANZIARIA

7.1. Metodo di calcolo del costo totale dell'azione (definizione dei costi unitari)

L'accordo quadro sarà firmato nel 1996 e pertanto dovrebbe essere attuato dal 1997 in poi.

L'accordo quadro è il primo accordo di carattere generale con la Repubblica di Corea. Pertanto si dovranno finanziare azioni specifiche mediante una nuova dotazione del bilancio operativo. L'accordo quadro prevede la cooperazione economica in vari settori, quali ad esempio scienze e tecnologia, industria, norme, ambiente, energia, cultura, ecc. Mentre una parte di queste attività può essere coperta dalle dotazioni di bilancio esistenti (ad esempio i fondi di cooperazione stanziati per attuare il quarto programma quadro per la ricerca e lo sviluppo tecnologico, l'importo destinato all'informazione assegnato alla DG X/ delegazione di Seul), un'ulteriore dotazione, stimata a circa 250 000 ECU all'anno, sarà probabilmente necessaria per queste nuove iniziative di cooperazione.

Il programma del 1997 per la cooperazione con la Corea dovrebbe coprire tutte, o quanto meno alcune delle seguenti attività:

a. incontri nell'ambito di un forum UE/Corea, la cui creazione è stata proposta nel rapporto del novembre 1995 del club dei saggi UE/Corea,

b. una conferenza con il compito di promuovere il dialogo fra i gruppi di consumatori coreani e la loro controparte europea (con l'obiettivo di chiarire l'idea che i consumatori coreani hanno dei prodotti europei),

c. un forum con lo scopo di fornire informazioni sulle possibilità di cooperazione nel campo della ricerca e dello sviluppo (spiegazione del funzionamento dei programmi da entrambe le parti, ecc.),

d. forum di alcuni settori di comune interesse per le società, con l'intento di incoraggiare la cooperazione fra le parti (la Corea ha già proposto i semiconduttori e l'elettronica di consumo per il 1996),

e. una sovvenzione per creare una federazione di associazioni di società europee che esportano in Corea (in modo da preparare il terreno alla creazione di una camera di commercio UE/Corea),

f. la creazione di un "Premio relazioni UE/Corea" il cui scopo dovrebbe essere quello di incoraggiare i media europei a fornire maggiori e migliori informazioni sulla Corea e quelli coreani a fornire maggiori e migliori informazioni sull'UE e i suoi Stati membri (proposta del club dei saggi UE/Corea nel suo rapporto del novembre 1995),

g. una partecipazione ai costi dell'organizzazione di visite dedicate agli aspetti commerciali e agli investimenti (in linea con il principio della sussidiarietà).

Archive Historique de la Commission européenne

7.2. Ripartizione per elementi del costo dell'azione

SI in MECU
(prezzi attuali)

Ripartizione	Anno 1997	n + 1	n + 2	n + 3	n + 4	n + 5 e eserc. succ.	Totale
Forum UE/Corea	0,100						
Conferenza sul consumatore	0,100						
Sovvenzioni	0,050						
Totale	0,250						

7.3. Scadenzario degli stanziamenti di impegno/ stanziamenti di pagamento

SI in MECU

	Anno 1997	1998	n + 2	n + 3	n + 4	n + 5 e eserc. succ.	Totale
Stanziamenti di impegno	0,250						0,250
Stanziamenti di pagamento							
anno 1997	0,200						0,200
1998		0,050					0,050
n + 2							
n + 3							
n + 4							
n + 5 e eserc. succ.							
Totale	0,200	0,050					0,250

Historical Archives of the European Commission

8. **DISPOSIZIONI ANTIFRODE PREVISTE**

9. **ELEMENTI D'ANALISI COSTO-EFFICACIA**

9.1. Obiettivi specifici e quantificabili; beneficiari

FORUM UE/COREA

Il previsto forum UE/Corea assumerà la forma di una conferenza il cui scopo è promuovere la cooperazione fra società, i media e le comunità accademiche di entrambe le parti sotto l'egida del governo coreano e della Commissione europea. I rappresentanti di questi settori dovrebbero pertanto parteciparvi. Specifici incontri per uno o più settori potrebbero rappresentare un seguito adeguato.

I partecipanti verrebbero selezionati con la collaborazione delle autorità degli Stati membri per assicurare che siano tenute in debito conto le possibilità di cooperazione che si offrono tanto sul piano comunitario quanto su quello nazionale.

Conferenza sulla protezione del consumatore

La conferenza sulla protezione del consumatore dovrebbe promuovere il dialogo fra i gruppi di consumatori coreani e le loro controparti europee e dovrebbe fornire informazioni attendibili sulla legislazione in questo settore. Sappiamo che il popolo coreano ha una percezione del prodotto straniero che è influenzata dalla promozione della parsimonia che ha caratterizzato le campagne svolte nel passato. È indispensabile che questa immagine falsata dei prodotti europei, troppo costosi, pericolosi e di cattiva qualità venga corretta con una appropriata politica più liberale.

9.2. Giustificazione dell'azione

Attuazione del primo accordo quadro con la Corea: sviluppo e cooperazione economica con la Corea.

9.3. Controllo e valutazione dell'azione

La Commisione valuterà attentamente l'efficacia e l'impatto delle azioni che essa intraprende con il governo coreano, prima di decidere su ulteriori passi da compiere.

10. **SPESE AMMINISTRATIVE (PARTE A DELLA SEZIONE III DEL BILANCIO GENERALE)**

La mobilitazione effettiva delle risorse amministative necessarie risulterà dalla decisione annuale della Commissione relativa all'assegnazione delle risorse, tenuto conto in particolare del personale e degli importi supplementari che verranno concessi dall'autorità competente in materia di bilancio.

Historical Archives of the European Commission

21

10.1 Incidenza sul numero di posti

Tipi di posti		Personale da destinare alla gestione		di cui		durata
		posti permanenti	posti temporanei	mediante utilizzazione delle risorse esistenti in seno alla DG o al servizio interessato	mediante ricorso a risorse supplementari	
Funzionari o agenti temporanei	A	1		1		indeterminata
	B					
	C	1		1		indeterminata
Altre risorse						
Totale		2		2		

10.2 Incidenza finanziaria globale delle risorse umane supplementari

Nulla

10.3 Aumento di altre spese di funzionamento provenienti dall'azione

(ECU)

Linea di bilancio (n. e titolo)	Importi	Modalità di calcolo
A-2510.11.01	p.m.	Commissione mista annuale, che si tiene in alternanza a Bruxelles e in Corea, che implica solo le spese di missione dei funzionari.
A-1300.11.01	17 000	5 andate-ritorni Bruxelles-Seul (5 funzionari) et 5 indennità di soggiorno a Seul (3 giorni)
Totale	17 000	

N.B. Gli importi corrispondono alle spese per 12 mesi (la durata è indeterminata).

Historical Archives of the European Commission

ISSN 0254-1505

COM(96) 141 def.

DOCUMENTI

IT 11

N. di catalogo : CB-CO-96-155-IT-C

ISBN 92-78-02493-7

Ufficio delle pubblicazioni ufficiali delle Comunità europee

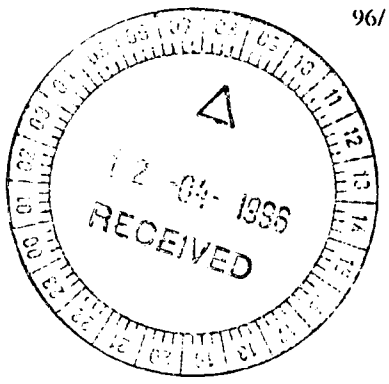
L-2985 Lussemburgo

Historical Archives of the European Commission

COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

Brussel, 27.03.1996
COM(96) 141 def.

96/ 0098 (CNS)



Voorstel voor een

BESLUIT VAN DE RAAD

inzake de sluiting van de Kaderovereenkomst voor Handel en Samenwerking tussen de Europese Gemeenschap en haar Lid-Staten, enerzijds, en de Republiek Korea, anderzijds

(door de Commissie ingediend)

Historical Archives of the European Commission

Toelichting

1. Bij besluit van 8 maart 1995 machtigde de Raad de Commissie onderhandelingen te openen over een Kaderovereenkomst voor Handel en Samenwerking met de Republiek Korea en keurde hij daartoe strekkende onderhandelingsrichtsnoeren goed.

2. Twee onderhandelingsronden vonden plaats te Brussel, de eerste op 11 mei 1995 en de tweede op 12 en 13 oktober 1995. Na overleg tussen de Commissie en de Koreaanse regering eind november 1995 en na diplomatiek overleg werd de Overeenkomst op 29 februari 1996 geparafeerd.

3. Bij de goedkeuring van de onderhandelingsrichtsnoeren bepaalde de Raad dat hij zich het recht voorbehield na de afronding van de onderhandelingen een besluit te nemen over de juridische status van de Overeenkomst. Overeenkomstig het resultaat van de besprekingen van de Raad in december 1995 en januari 1996 is de Overeenkomst van het type waarbij de Gemeenschap en de Lid-Staten partijen zijn (een zogenaamde gemengde overeenkomst). De Overeenkomst is inmiddels bij de Raad ingediend, met het oog op de ondertekening en sluiting.

4. De geparafeerde Overeenkomst stemt volgens de Commissie overeen met de door de Raad goedgekeurde onderhandelingsrichtsnoeren.

5. De Commissie zal onderzoeken of voorlopige toepassing van een aantal bepalingen van de Overeenkomst voor de Koreaanse regering aanvaardbaar is. Is dit het geval, dan zal zij ervoor zorgen dat daartoe strekkende briefwisseling zo spoedig mogelijk kan worden goedgekeurd.

6. Met het oog op de ondertekening en sluiting van de Kaderovereenkomst voor Handel en Samenwerking tussen de Europese Gemeenschap en haar Lid-Staten en de Republiek Korea, stelt de Commissie voor dat de Raad haar goedkeuring hecht aan bijgaand voorstel voor een besluit.

Historical Archives of the European Commission

DE RAAD VAN DE EUROPESE UNIE,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap, inzonderheid op de artikelen 73 C, lid 2, 75, 84, lid 2, 113 en 235, juncto artikel 228, lid 2, laatste zin, en lid 3, eerste alinea,

Gezien het voorstel van de Commissie,

Gezien het advies van het Europees Parlement,

Na raadpleging van het Economisch en Sociaal Comité,

Overwegende dat de Europese Gemeenschap haar goedkeuring dient te hechten aan de Kaderovereenkomst voor Handel en Samenwerking tussen de Europese Gemeenschap en haar Lid-Staten, enerzijds, en de Republiek Korea, anderzijds,

BESLUIT:

Artikel 1

De Kaderovereenkomst voor Handel en Samenwerking tussen de Europese Gemeenschap en haar Lid-Staten, enerzijds, en de Republiek Korea, anderzijds, wordt namens de Europese Gemeenschap goedgekeurd.

De tekst van de Overeenkomst is opgenomen in de bijlage bij onderhavig Besluit.

Artikel 2

De Commissie vertegenwoordigt de Europese Gemeenschap in de Gemengde Commissie, die is ingesteld overeenkomstig de bepalingen van artikel 19, lid 3, van de Kaderovereenkomst voor Handel en Samenwerking. Zij wordt daarin bijgestaan door de vertegenwoordigers van de Lid-Staten.

Artikel 3

De Voorzitter van de Raad doet de in artikel 21 van de Overeenkomst bedoelde kennisgeving namens de Europese Gemeenschap.

Artikel 4

Onderhavig besluit wordt gepubliceerd in het Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen.

Gedaan te Brussel,

Voor de Raad
De Voorzitter

16

Historical Archives of the European Commission

(titel)

Kaderovereenkomst inzake handel en samenwerking tussen de Europese Gemeenschap en haar Lid-Staten, enerzijds, en de Republiek Korea, anderzijds

(tekst)

DE EUROPESE GEMEENSCHAP,

en

HET KONINKRIJK BELGIË,
HET KONINKRIJK DENEMARKEN,
DE BONDSREPUBLIEK DUITSLAND,
DE HELLEENSE REPUBLIEK,
HET KONINKRIJK SPANJE,
DE FRANSE REPUBLIEK,
IERLAND,
DE ITALIAANSE REPUBLIEK,
HET GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG,
HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN,
DE REPUBLIEK OOSTENRIJK,
DE PORTUGESE REPUBLIEK,
DE REPUBLIEK FINLAND,
HET KONINKRIJK ZWEDEN,
HET VERENIGD KONINKRIJK VAN GROOT-BRITTANNIË EN NOORD-IERLAND,

Partijen bij het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap en het Verdrag betreffende de Europese Unie, hierna 'Lid-Staten' te noemen,

enerzijds, en

DE REPUBLIEK KOREA,

anderzijds,

REKENING HOUDEND met de traditionele vriendschapsbanden tussen de Republiek Korea, de Europese Gemeenschap en haar Lid-Staten;

OPNIEUW BEVESTIGEND dat Partijen gehecht zijn aan de democratische beginselen en de fundamentele rechten van de mens, zoals die zijn vastgelegd in de Universele Verklaring van de rechten van de mens;

BEVESTIGEND dat Partijen een regelmatige politieke dialoog tot stand wensen te brengen tussen de Europese Unie en de Republiek Korea, gebaseerd op gemeenschappelijke waarden en ambities;

ERKENNENDE dat de Algemene Overeenkomst inzake Tarieven en Handel een belangrijke rol heeft gespeeld bij de bevordering van de internationale handel in het algemeen en de bilaterale handel in het bijzonder, en dat zowel de Republiek Korea als

1c

Historical Archives of the European Commission

de Europese Gemeenschap grote waarde hechten aan de beginselen van vrijhandel en markteconomie waarop de bovengenoemde Overeenkomst is gebaseerd;

OPNIEUW BEVESTIGEND dat zowel de Republiek Korea als de Europese Gemeenschap en haar Lid-Staten plechtig beloofd hebben dat zij zich zullen houden aan de verplichtingen die voor hen voortvloeien uit de ratificatie van de Overeenkomst tot oprichting van de Wereldhandelsorganisatie (WTO);

REKENING HOUDENDE MET de noodzaak bij te dragen tot de volledige tenuitvoerlegging van de resultaten van de Uruguay-Ronde van de GATT en de noodzaak alle regels die van toepassing zijn op de internationale handel op transparante en niet-discriminerende grondslag toe te passen;

ERKENNENDE dat de verbetering van de betrekkingen tussen beide Partijen van groot belang is ter stimulering van de samenwerking, en zich bewust van hun gemeenschappelijke streven om de betrekkingen op gebieden van wederzijds belang te consolideren, te verdiepen en te diversifiëren, op basis van gelijkwaardigheid, op niet-discriminerende grondslag, met inachtneming van het milieu en wederzijds tot voordeel strekkend;

VERLANGENDE een gunstig klimaat tot stand te brengen voor duurzame ontwikkeling en diversifiëring van de handel en voor de economische samenwerking op verschillende gebieden van wederzijds belang;

ERVAN OVERTUIGD dat Partijen voordeel zullen hebben bij de institutionalisering van de betrekkingen en de totstandbrenging van wederzijdse economische samenwerking, aangezien samenwerking de verdere ontwikkeling van handel en investeringen zal stimuleren;

ZICH ERVAN BEWUST dat het van groot belang is de rechtstreeks betrokkenen, met name ondernemingen en organisaties die het bedrijfsleven vertegenwoordigen, meer te betrekken bij de samenwerking,

HEBBEN BESLOTEN DEZE OVEREENKOMST TE SLUITEN EN HEBBEN TE DIEN EINDE ALS HUN GEVOLMACHTIGDEN AANGEWEZEN:

DE EUROPESE GEMEENSCHAP:

HET KONINKRIJK BELGIË:

HET KONINKRIJK DENEMARKEN:

DE BONDSREPUBLIEK DUITSLAND:

DE HELLEENSE REPUBLIEK:

HET KONINKRIJK SPANJE:

DE FRANSE REPUBLIEK:

IERLAND:

Historical Archive of the European Commission

DE ITALIAANSE REPUBLIEK:

HET GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG:

HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN:

DE REPUBLIEK OOSTENRIJK:

DE PORTUGESE REPUBLIEK:

DE REPUBLIEK FINLAND:

HET KONINKRIJK ZWEDEN:

HET VERENIGD KONINKRIJK VAN GROOT-BRITTANNIË EN NOORD-IERLAND:

DE REPUBLIEK KOREA:

DIE, na overlegging van hun in goede en behoorlijke vorm bevonden volmachten,

OVEREENSTEMMING HEBBEN BEREIKT OMTRENT DE VOLGENDE BEPALINGEN:

Historical Archives of the European Commission

Artikel 1. Grondslag van de samenwerking

De eerbiediging van de democratische beginselen en de mensenrechten, zoals gedefinieerd in de Universele Verklaring van de rechten van de mens, vormt de grondslag van het binnenlandse en buitenlandse beleid van de Partijen en is een essentieel onderdeel van onderhavige Overeenkomst.

Artikel 2. Doelstellingen van de samenwerking

Ter bevordering van hun onderlinge samenwerking streven de Partijen naar de verdere ontwikkeling van hun wederzijdse economische betrekkingen. Hun inspanningen in dit verband zijn met name gericht op:

a. de bevordering en de totstandbrenging van samenwerking op handelsgebied en de diversifiëring van de handel in wederzijds belang;

b. de totstandbrenging van economische samenwerking op gebieden van wederzijds belang, waaronder wetenschappelijke en technologische samenwerking en industriële samenwerking;

c. de bevordering van de samenwerking tussen ondernemingen door de vergemakkelijking van de wederzijdse investeringen en de stimulering van het wederzijds begrip.

Artikel 3. Politieke dialoog

Er zal een regelmatige politieke dialoog tot stand worden gebracht tussen de Europese Unie en de Republiek Korea, gebaseerd op gemeenschappelijke waarden en ambities. Deze dialoog zal plaatsvinden overeenkomstig de procedures die zijn overeengekomen in de gemeenschappelijke verklaring van de Europese Unie en de Republiek Korea op dit punt.

Artikel 4. Behandeling als meestbegunstigde natie

Overeenkomstig hun rechten en verplichtingen als leden van de Wereldhandelsorganisatie (WTO), zullen de Partijen elkaar als meestbegunstigde natie behandelen.

Artikel 5. Commerciële samenwerking

1. De Partijen zullen ernaar streven de verdere ontwikkeling en diversifiëring van hun handelsbetrekkingen zo sterk mogelijk en tot wederzijds voordeel te bevorderen.

   De Partijen zullen de voorwaarden voor de toegang tot elkaars markt zo veel mogelijk verbeteren. Zij zullen erop toezien dat de douanerechten voor de meestbegunstigde natie worden toegepast, daarbij rekening houdend met verschillende elementen, waaronder de situatie op de binnenlandse markt van de ene Partij en de exportbelangen van de andere Partij. Zij zullen streven naar de afschaffing van de handelsbelemmeringen, met name door middel van de tijdige opheffing van niet-tarifaire belemmeringen en door het nemen van maatregelen ter verbetering van de transparantie, rekening houdende met de werkzaamheden van de internationale organisaties op dit gebied.

Historical Archives of the European Commission

2. De Partijen zullen de nodige maatregelen nemen om een beleid te voeren dat gericht is op:

a. multilaterale en bilaterale samenwerking met betrekking tot onderwerpen die verband houden met de verdere ontwikkeling van de handel op gebieden van wederzijds belang, waaronder de toekomstige werkzaamheden van de WTO. Daartoe werken zij op internationaal niveau en in bilateraal verband samen aan de oplossing van handelsproblemen van gemeenschappelijk belang;
b. de bevordering van de uitwisseling van informatie tussen ondernemingen en industriële samenwerking tussen ondernemingen met het oog op de diversifiëring en stimulering van de bestaande handelsstromen;
c. de bestudering van maatregelen ter bevordering van de handel en de formulering van aanbevelingen voor maatregelen ter stimulering van de handel;
d. de bevordering van de samenwerking tussen de bevoegde douanediensten van de Europese Gemeenschap, haar Lid-Staten en de Republiek Korea;
e. de verbetering van de markttoegang voor industrie-, landbouw- en visserijprodukten;
f. de verbetering van de markttoegang voor diensten, zoals financiële diensten en telecommunicatiediensten;
g. de verbetering van de samenwerking op het gebied van normalisatie en technische voorschriften;
h. de effectieve bescherming van intellectuele, industriële en commerciële eigendom;
i. de organisatie van verkenningsmissies voor handel en investeringen;
j. de organisatie van algemene en gespecialiseerde handelsbeurzen.

3. De Partijen bevorderen de eerlijke concurrentie der economische activiteiten door naleving van de desbetreffende wet- en regelgeving.

4. Overeenkomstig hun verplichtingen in het kader van de WTO-Overeenkomst inzake overheidsopdrachten, zien de Partijen erop toe dat de deelname aan opdrachten geschiedt op niet-discriminerende grondslag en op basis van wederkerigheid.

De Partijen zetten hun besprekingen voort met het oog op de verdere openstelling van hun markten voor opdrachten in andere sectoren, zoals de opdrachten in de telecommunicatiesector.

Artikel 6. Landbouw en visserij

1. De Partijen komen overeen de samenwerking op het gebied van landbouw en visserij, waaronder tuinbouw en aquicultuur, te bevorderen. Op basis van besprekingen over hun wederzijdse landbouw- en visserijbeleid bestuderen beide Partijen:

a. de mogelijkheden om de handel in landbouw- en visserijprodukten uit te breiden;
b. de gevolgen van sanitaire en fytosanitaire maatregelen en milieumaatregelen voor de handel;
c. het raakvlak van landbouw en plattelandsmilieu;
d. de research op het gebied van landbouw en visserij, waaronder tuinbouw en aquicultuur.

Historical Archives of the European Commission

2. De bepalingen van lid 1 van onderhavig artikel zijn van overeenkomstige toepassing op de produkten en diensten van de landbouwprodukten verwerkende industrie.

3. De Partijen verbinden zich tot het naleven van de WTO-Overeenkomst inzake sanitaire en fytosanitaire maatregelen en zijn bereid, op verzoek van een der Partijen, overleg te plegen over de voorstellen van de andere Partij met betrekking tot de toepassing en de harmonisatie van sanitaire en fytosanitaire maatregelen, daarbij rekening houdende met de normen die zijn overeengekomen in andere internationale organisaties, zoals IOE, IPPC en Codex Alimentarius.

Artikel 7. Maritiem vervoer

1. De Partijen zullen streven naar de toepassing van het beginsel van onbeperkte toegang tot de internationale maritieme markt en het internationaal maritiem vervoer op commerciële basis, overeenkomstig de bepalingen van dit artikel.

(a) Bovenstaande bepaling doet geen afbreuk aan de rechten en verplichtingen die voortvloeien uit de gedragscode van de Verenigde Naties voor Lijnvaartconferences en voor de ene of de andere van de Partijen bij deze Overeenkomst van toepassing zijn. De niet bij conferences aangesloten lijnvaartmaatschappijen kunnen vrij met een conference concurreren zolang zij zich aan het beginsel van eerlijke concurrentie op commerciële basis houden.

(b) Beide Partijen beschouwen eerlijke concurrentie als een fundamentele noodzaak voor het handelsverkeer in droge en vloeibare bulkgoederen. In dit verband zal de Republiek Korea de nodige stappen zetten met het oog op de geleidelijke afschaffing van ladingreservering van bepaalde bulkgoederen voor onder Koreaanse vlag varende schepen gedurende een overgangsperiode die zal verstrijken op 31 december 1998.

2. De Partijen verbinden zich er met het oog op de in lid 1 genoemde doelstelling toe:

(a) geen bepalingen inzake vrachtverdeling op te nemen in toekomstige bilaterale overeenkomsten met derde landen die betrekking hebben op het handelsverkeer in droge en vloeibare bulkgoederen en van lijnvaartmaatschappijen, tenzij in die uitzonderlijke gevallen waarin de lijnvaartmaatschappijen van de ene of de andere Partij bij deze Overeenkomst anders geen reële kans zouden krijgen om aan het handelsverkeer van en naar het betrokken derde land deel te nemen.

(b) bij het in werking treden van deze Overeenkomst alle administratieve, technische en juridische belemmeringen op te heffen die een onderscheid maken tussen eigen onderdanen of bedrijven en die van de andere Partij bij het verrichten van diensten in het internationaal maritiem vervoer.

(c) geen minder gunstige behandeling te verlenen aan schepen welke de vlag van de andere Partij voeren, dan die welke zij aan hun eigen schepen verlenen, ten aanzien van de toegang tot de voor het internationale handelsverkeer bestemde havens, het gebruik van de infrastructuur en van de maritieme hulpdiensten van de havens evenals de daarmee verband houdende vergoedingen en kosten, de

Historical Archives of the European Commission

douanefaciliteiten en de toewijzing van aanlegplaatsen en installaties voor het laden en lossen.

3. Voor de toepassing van dit artikel wordt onder toegang tot de internationale maritieme markt, *onder andere,* verstaan dat internationale maritieme vervoersondernemingen van beide Partijen het recht hebben om 'door-to-door'-vervoersdiensten aan te bieden waarin een gedeelte van het traject over zee wordt afgelegd, en dat zij daartoe rechtstreeks overeenkomsten mogen sluiten met lokale niet-maritieme vervoersondernemingen op het grondgebied van de andere Partij, behoudens nationaliteitsbeperkingen betreffende het vervoer van goederen en personen met andere vervoermiddelen.

4. De bepalingen van dit artikel zijn van toepassing op ondernemingen uit de Europese Gemeenschap en de Republiek Korea. Zij zijn tevens van toepassing op scheepvaartondernemingen die niet in de Europese Gemeenschap of de Republiek Korea zijn gevestigd en onder controle staan van onderdanen van een Lid-Staat of van de Republiek Korea, mits hun schepen in de betreffende Lid-Staat of in de Republiek Korea overeenkomstig de geldende wetgeving zijn geregistreerd.

5. De activiteiten in de Europese Gemeenschap of in de Republiek Korea van scheepvaartagentschappen worden, voor zover noodzakelijk, in specifieke overeenkomsten geregeld.

Artikel 8. Scheepsbouw

1. De Partijen komen overeen op het gebied van de scheepsbouw samen te werken ter bevordering van de eerlijke concurrentie en nemen nota van het ernstig verstoorde structurele evenwicht tussen vraag en aanbod en de markttrend waardoor de wereldmarkt voor de scheepsbouw in ernstige moeilijkheden is geraakt. De Partijen komen derhalve overeen geen maatregelen te nemen ter ondersteuning van hun scheepsbouw waardoor de eerlijke concurrentie wordt verstoord, of die hun scheepsbouw in staat stelt toekomstige moeilijke situaties te boven te komen, zulks in overeenstemming met de OESO-Overeenkomst inzake de scheepsbouw.

2. De Partijen komen overeen, op verzoek van een der Partijen, overleg te plegen over de tenuitvoerlegging van de OESO-Overeenkomst inzake de scheepsbouw, de uitwisseling van informatie over de ontwikkeling van de wereldmarkt voor schepen en de scheepsbouw en over enig ander probleem in deze sector.
De vertegenwoordigers van de scheepsbouwsector kunnen, na overleg tussen beide Partijen, worden uitgenodigd als waarnemers op te treden bij bovengenoemd overleg.

Artikel 9. Bescherming van intellectuele, industriële en commerciële eigendom

1. De Partijen verbinden zich ertoe alle intellectuele, industriële en commerciële eigendom passend en doeltreffend te beschermen en zullen de benodigde middelen ontwikkelen om de bescherming van deze rechten te garanderen.

Historical Archives of the European Commission

2. De Partijen komen overeen de WTO-Overeenkomst inzake de handelsaspecten van de intellectuele eigendom, uiterlijk op 1 juli 1996 ten uitvoer te leggen[1].

3. De Partijen bevestigen het belang dat zij hechten aan de verplichtingen die voortvloeien uit de multilaterale overeenkomsten voor de bescherming van de intellectuele-eigendomsrechten. De Partijen zullen het nodige in het werk stellen om zo spoedig mogelijk toe te treden tot de in Bijlage genoemde Overeenkomsten waartoe zij nog niet zijn toegetreden.

Artikel 10. Technische voorschriften, normen en conformiteitsbeoordeling

1. Onverminderd hun internationale verplichtingen nemen de Partijen, binnen de grenzen van hun bevoegdheden en overeenkomstig hun respectieve wetgeving, maatregelen ter bevordering van het gebruik van internationaal erkende normen en stelsels voor conformiteitsbeoordeling.

Te dien einde besteden zij bijzondere aandacht aan:

a. de uitwisseling van informatie en technische deskundigen op het gebied van normalisatie, erkenning, metrologie en certificatie, alsmede aan gezamenlijke research, voor zover mogelijk;
b. de bevordering van uitwisselingen en contacten tussen in deze onderwerpen gespecialiseerde instanties en instellingen;
c. het sectoriële overleg;
d. de samenwerking bij activiteiten op het gebied van kwaliteitsbeheer;
e. de verbetering van de samenwerking op het gebied van technische voorschriften, met name door het sluiten van een overeenkomst voor de wederzijdse erkenning van de resultaten van de conformiteitsbeoordeling, ter bevordering van de handel en ter voorkoming van enige onderbreking van het handelsverkeer;
f. de deelname aan en de samenwerking in het kader van belangrijke internationale overeenkomsten met het oog op de bevordering van de goedkeuring van geharmoniseerde normen.

2. De Partijen zorgen ervoor dat de normen en activiteiten op het gebied van de conformiteitsbeoordeling geen onnodige belemmeringen vormen voor het handelsverkeer.

Artikel 11. Overleg

1. De Partijen komen overeen de uitwisseling van informatie over handelsmaatregelen te bevorderen.

Elke Partij verplicht zich ertoe de andere Partij tijdig te informeren over de toepassing van maatregelen die een wijziging betekenen van de invoerrechten die

---

[1] Voor de Republiek Korea met uitzondering van de Agrochemical Management Law, die op 1 januari 1997 in werking treedt, en de Seedlings Industry Law, (alsmede de Law on Protection of Geographical Indications), die op 1 juli 1998 in werking treden, onder voorbehoud van de wetgevingsprocedure.

Historical Archives of the European Commission

worden toegepast op grond van de meestbegunstiging en die van invloed zijn op de uitvoer van de andere Partij.

Elke Partij kan verzoeken om overleg over handelsmaatregelen. Indien een der Partijen een daartoe strekkend verzoek indient, wordt op zo kort mogelijke termijn overleg gepleegd, zodat zo snel mogelijk een voor elk der Partijen aanvaardbare, constructieve oplossing kan worden gevonden.

2. Elke Partij verplicht zich ertoe de andere Partij te informeren wanneer er een anti-dumpingprocedure wordt ingesteld tegen produkten van de andere Partij.

Indien een Partij een verzoek indient voor overleg over anti-dumpingprocedures of anti-subsidieprocedures, wordt dit verzoek door de andere Partij in welwillende overweging genomen en wordt daartoe voldoende gelegenheid geboden, zulks overeenkomstig de WTO-Overeenkomsten inzake de maatregelen tegen invoer met dumping of met subsidiëring.

3. De Partijen komen overeen met elkaar overleg te plegen over eventuele geschillen die voortvloeien uit de tenuitvoerlegging van de onderhavige Overeenkomst. Dit overleg wordt, zodra een der Partijen een daartoe strekkend verzoek heeft ingediend, zo spoedig mogelijk gepleegd. De Partij die het overleg voorstelt, verschaft de andere Partij alle gegevens welke voor de gedetailleerde analyse van de situatie benodigd zijn. Via het genoemde overleg wordt gepoogd het handelsgeschil binnen de kortst mogelijke termijn op te lossen.

4. De bepalingen van dit artikel vormen geen beletsel voor de interne procedures van elke Partij inzake de goedkeuring en wijziging van handelsmaatregelen of de procedures voor de aanmelding, het overleg over en de beslechting van geschillen, overeenkomstig de WTO-Overeenkomsten.

Artikel 12. Economische en industriële samenwerking

1. Rekening houdende met hun wederzijds belang en hun economische beleid en doelstellingen, verbinden de Partijen zich ertoe de economische en industriële samenwerking op alle gebieden van wederzijds belang te stimuleren.

2. De doelstellingen van deze samenwerking zijn met name:

- de bevordering van de uitwisseling van informatie tussen ondernemingen en de ontwikkeling en verbetering van de bestaande netwerken, waarbij erop wordt toegezien dat de bescherming van de persoonlijke gegevens niet in het gedrang komt;
- de uitwisseling van gegevens over de samenwerkingsvoorwaarden op het gebied van alle diensten en de informatie-infrastructuur;
- de bevordering van investeringen die voor beide Partijen van voordeel zijn en het scheppen van een gunstig investeringsklimaat;
- de verbetering van het economisch klimaat en het handelsklimaat.

3. Te dien einde streven de Partijen, onder andere, naar:

a. de diversifiëring en versterking van hun onderlinge banden;

Historical archive of the European Commission

b. de totstandbrenging van specifieke samenwerkingsmogelijkheden voor de industrie;
c. de bevordering van de industriële samenwerking tussen ondernemingen, met name het midden- en kleinbedrijf;
d. de bevordering van de duurzame ontwikkeling van hun economieën;
e. de bevordering van milieuvriendelijke produktiemethoden;
f. de bevordering van investeringen en technologische uitwisseling;
g. de versterking van het wederzijds begrip en de wederzijdse kennis over hun bedrijfsleven.

Artikel 13. Bestrijding van drugs en witwassen van geld

1. De Partijen verbinden zich ertoe samen te werken bij de vergroting van de doeltreffendheid en de efficiëntie van het beleid en de maatregelen ter bestrijding van de illegale produktie en de verkoop van en de handel in drugs en verdovende middelen en psychotrope stoffen, inclusief de controle op de precursoren van verdovende middelen, alsmede bij de bevordering van de preventie van drugsgebruik en de vermindering van de vraag naar drugs. De samenwerking op dit gebied is gebaseerd op wederzijds overleg en nauwe coördinatie tussen de Partijen over de doelstellingen en maatregelen op de verschillende gebieden die verband houden met drugs.

2. De Partijen zijn het met elkaar eens dat samenwerking dringend gewenst is om te voorkomen dat hun financiële stelsels worden gebruikt voor het witwassen van in de criminele sfeer verworven inkomsten in het algemeen en van in de drugshandel verworven gelden in het bijzonder.

Doel van de samenwerking op dit gebied is de totstandbrenging van passende normen voor de bestrijding van het witwassen van geld, rekening houdende met de normen die op dit gebied door de internationale fora zijn overeengekomen, met name de FATF (Financial Action Task Force).

Artikel 14. Samenwerking op het gebied van wetenschap en technologie

1. In hun beider belang en overeenkomstig de doelstellingen van hun beleid op wetenschappelijk gebied, streven de Partijen naar de bevordering van de samenwerking op het gebied van wetenschap en technologie. De samenwerking op dit vlak is met name gericht op:

- de uitwisseling van informatie en know-how op het gebied van wetenschap en technologie;
- de dialoog inzake de opstelling en de tenuitvoerlegging van hun beleid op het gebied van de ontwikkeling van wetenschap en technologie;
- de samenwerking op het gebied van de informatietechnologie, alsmede betreffende de technologieën en industrietakken die van belang zijn voor de interoperabiliteit in de wereldwijde informatiemaatschappij;
- de samenwerking op het gebied van energie en milieubescherming;
- de wetenschappelijke en technologische samenwerking in sectoren van wederzijds belang.

Archive Archives of the European Commission

2. Met het oog op de doelstellingen van hun beider beleid streven de Partijen onder andere naar de bevordering van:

- de uitwisseling van informatie over onderzoekprojecten op het gebied van energie, milieubescherming, telecommunicatie en informatietechnologie en de desbetreffende industrie;
- de adequate opleiding van wetenschappers;
- de overdracht van technologie die voor beide Partijen van voordeel is;
- de gezamenlijke organisatie van seminars voor topwetenschappers van beide Partijen, en
- gezamenlijk onderzoek door wetenschappers van beide Partijen op gebieden van wederzijds belang.

3. De Partijen komen overeen dat alle samenwerkings- en gezamenlijke activiteiten op het gebied van wetenschap en technologie plaatsvinden op basis van wederkerigheid.

De Partijen komen overeen alle informatie en de intellectuele eigendom die voortvloeien uit hun samenwerking, effectief te beschermen tegen misbruik of onrechtmatig gebruik door anderen dan de rechtmatige eigenaars daarvan.

Wanneer instellingen, instanties en ondernemingen van de ene Partij deelnemen aan specifieke onderzoeks- en technologische ontwikkelingsprogramma's van de andere Partij, zoals bijvoorbeeld het kaderprogramma van de Europese Gemeenschap, vindt de deelname en de exploitatie van de resultaten daarvan plaats overeenkomstig de algemene regels die in dat verband door de andere Partij zijn vastgesteld.

4. De prioriteiten voor de samenwerking worden in onderling overleg tussen de Partijen vastgesteld. Wanneer instellingen, instanties en ondernemingen uit de particuliere sector deelnemen aan samenwerkingsactiviteiten en specifieke onderzoekprojecten van gemeenschappelijk belang, geschiedt een en ander overeenkomstig het bepaalde in de vorige alinea.

Artikel 15. Samenwerking op milieugebied

De Partijen komen overeen de onderlinge samenwerking te bevorderen met het oog op de bescherming en het behoud van het milieu. Daartoe zullen zij met name streven naar:

— de uitwisseling van informatie over het milieubeleid en de tenuitvoerlegging daarvan tussen ambtenaren van de Europese Commissie en de bevoegde autoriteiten in de Republiek Korea;
— de uitwisseling van informatie over milieuvriendelijke technologieën;
— de uitwisseling van personeel;
— de bevordering van de samenwerking op milieugebied in de internationale fora waaraan zowel door de Europese Gemeenschap als de Republiek Korea wordt deelgenomen, met name de VN-Commissie Duurzame Ontwikkeling en andere fora waarin overleg wordt gepleegd over internationale milieu-overeenkomsten;
— de bespreking van de praktische aspecten van het streven naar duurzame ontwikkeling en met name de samenwerking bij de tenuitvoerlegging van Agenda 21 en andere activiteiten in het verlengde van de VN-Conferentie over Milieu en Ontwikkeling (UNCED);

Historical Archives of the European Commission

— samenwerking aan gezamenlijke milieuprojecten.

Artikel 16. Energie

De Partijen erkennen het belang van de energiesector voor de economische en sociale ontwikkeling en zijn bereid, binnen de grenzen van hun bevoegdheden, de samenwerking op dit gebied te bevorderen. De doelstellingen op dit vlak zijn met name:

- de bevordering van het beginsel van de markteconomie om de consumentenprijzen in overeenstemming te brengen met de marktbeginselen;
- de diversifiëring van de energievoorziening;
- de ontwikkeling van nieuwe en hernieuwbare energiebronnen;
- de stimulering van rationeel energiegebruik, met name door de bevordering van de beheersing van de vraagzijde, en
- de totstandkoming van een zo optimaal mogelijk klimaat voor de overdracht van technologie, met het oog op een efficiënt energiegebruik.

Daartoe komen de Partijen overeen gezamenlijk onderzoek te verrichten, alsmede de contacten te stimuleren tussen degenen die verantwoordelijk zijn voor de planning van het energieverbruik.

Artikel 17. Samenwerking op het gebied van cultuur, informatie en communicatie

De Partijen komen overeen samen te werken op het gebied van informatie en communicatie, ter bevordering van het wederzijds begrip, rekening houdende met de culturele dimensie van hun onderlinge betrekkingen.

Deze maatregelen omvatten met name:

- de uitwisseling van informatie over onderwerpen van wederzijds belang op het gebied van cultuur en informatie;
- de organisatie van culturele evenementen;
- uitwisseling op het gebied van cultuur;
- uitwisseling op academisch niveau.

Artikel 18. Ontwikkelingssamenwerking ten behoeve van derde landen

De Partijen komen overeen informatie uit te wisselen over hun respectieve beleid op het gebied van ontwikkelingssamenwerking. Doel hiervan is de totstandkoming van een regelmatige dialoog over de doelstellingen van dit beleid en over de respectieve ontwikkelingsprogramma's ten behoeve van derde landen. De Partijen bestuderen in hoeverre meer ontwikkelingshulp haalbaar is, overeenkomstig hun respectieve wetgeving en de voorwaarden die van toepassing zijn op de tenuitvoerlegging van deze programma's.

Artikel 19. Gemengde Commissie

1. De Partijen stellen een Gemengde Commissie in, bestaande uit vertegenwoordigers van de leden van de Raad van de Europese Unie en vertegenwoordigers van de Commissie van de Europese Gemeenschappen, enerzijds, en vertegenwoordigers van de Republiek Korea, anderzijds. Deze Gemengde Commissie pleegt overleg

Historical Archives of the European Commission

over de tenuitvoerlegging van de onderhavige Overeenkomst en streeft ernaar de doelstellingen van de Overeenkomst zo veel mogelijk te bevorderen.

2. De Gemengde Commissie is verantwoordelijk voor:

- de goede werking van de Overeenkomst;
- de bestudering van de ontwikkeling van de handel en de samenwerking tussen beide Partijen;
- het zoeken van passende middelen om vooruit te lopen op problemen die zich kunnen voordoen op de terreinen waarop de Overeenkomst betrekking heeft;
- het uitwerken van maatregelen voor de verdere ontwikkeling en diversifiëring van de handel;
- het uitwisselen van ideeën en het formuleren van voorstellen met betrekking tot alle kwesties van gemeenschappelijk belang op het gebied van handel en samenwerking, waaronder in de toekomst te nemen maatregelen en de daarvoor beschikbare middelen;
- het opstellen van aanbevelingen ter bevordering van de groei van het handelsverkeer en de intensivering van de samenwerking, alsmede de coördinatie van de voorgenomen maatregelen.

3. De Gemengde Commissie komt eenmaal per jaar bijeen, afwisselend in Brussel en Seoel. Speciale vergaderingen vinden plaats wanneer een van de Partijen daarom verzoekt. De Gemengde Commissie wordt afwisselend voorgezeten door een van beide Partijen.

4. De Gemengde Commissie kan gespecialiseerde subcommissies instellen die haar bij de uitvoering van haar taken ondersteunen. Deze subcommissies brengen op elke vergadering van de Gemengde Commissie gedetailleerd verslag uit over hun werkzaamheden.

Artikel 20. Definities

Voor de toepassing van de onderhavige Overeenkomst wordt onder 'de Partijen' verstaan de Europese Gemeenschap of haar Lid-Staten, dan wel de Europese Gemeenschap en haar Lid-Staten, overeenkomstig hun respectieve bevoegdheden, enerzijds, en de Republiek Korea, anderzijds.

Artikel 21. Inwerkingtreding en duur

1. De onderhavige Overeenkomst treedt in werking op de eerste dag van de maand volgende op de datum waarop de Partijen elkaar in kennis hebben gesteld van de voltooiing van de daartoe vereiste juridische procedures.
2. De onderhavige Overeenkomst wordt gesloten voor een periode van vijf jaar. Zij wordt van jaar tot jaar stilzwijgend verlengd, tenzij een van beide Partijen haar door kennisgeving aan de andere Partij zes maanden vóór de vervaldatum schriftelijk opzegt.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 22. Kennisgeving

De in artikel 21 bedoelde kennisgeving wordt toegezonden aan het Secretariaat-generaal van de Raad van de Europese Unie of van het Ministerie van Buitenlandse Zaken van de Republiek Korea.

Artikel 23. Niet-uitvoering van de Overeenkomst

Indien een van beide Partijen van oordeel is dat de andere Partij een verplichting die voortvloeit uit de Overeenkomst niet is nagekomen, mag zij passende maatregelen nemen. Alvorens dit te doen, verstrekt zij, behalve in bijzonder dringende gevallen, de andere Partij alle ter zake doende informatie die nodig is voor een grondig onderzoek van de situatie, om een voor beide Partijen aanvaardbare oplossing te vinden. Bij voorrang moeten die maatregelen worden gekozen die de goede werking van de Overeenkomst het minst verstoren. Deze maatregelen worden onmiddellijk ter kennis van de andere Partij gebracht; op verzoek van de andere Partij wordt daaromtrent overleg gepleegd.

Artikel 24. Toekomstige ontwikkelingen

De Partijen kunnen deze Overeenkomst met wederzijdse instemming uitbreiden, ten einde de samenwerking te intensiveren en aan te vullen door middel van overeenkomsten met betrekking tot specifieke sectoren of activiteiten.

Wat de toepassing van deze Overeenkomst betreft, kan elke Partij voorstellen formuleren met het oog op de uitbreiding van de wederzijdse samenwerking, rekening houdend met de bij de uitvoering van de Overeenkomst opgedane ervaring.

Artikel 25. Verklaringen en bijlage

De gemeenschappelijke verklaringen en de bijlage bij deze Overeenkomst maken een integrerend deel uit van deze Overeenkomst.

Artikel 26. Clausule inzake de territoriale toepassing van de Overeenkomst

Deze Overeenkomst is van toepassing op het grondgebied van de Republiek Korea, enerzijds, en het grondgebied waarop het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap van toepassing is, onder de in genoemd Verdrag neergelegde voorwaarden, anderzijds.

Artikel 27. Authentieke teksten

Deze Overeenkomst is opgesteld in twee exemplaren, in de Deense, de Duitse, de Engelse, de Finse, de Franse, de Griekse, de Italiaanse, de Nederlandse, de Portugese, de Spaanse, de Zweedse en de Koreaanse taal, zijnde alle teksten gelijkelijk authentiek.

Ten blijke waarvan de ondergetekende gevolmachtigden hun handtekening onder deze Kaderovereenkomst hebben gesteld.

Gedaan te ....., de ..... negentienhonderd *****-en-negentig.

VOOR DE EUROPESE GEMEENSCHAP:

Historical Archives of the European Commission

VOOR HET KONINKRIJK BELGIË:

VOOR HET KONINKRIJK DENEMARKEN:

VOOR DE BONDSREPUBLIEK DUITSLAND:

VOOR DE HELLEENSE REPUBLIEK:

VOOR HET KONINKRIJK SPANJE:

VOOR DE FRANSE REPUBLIEK:

VOOR IERLAND:

VOOR DE ITALIAANSE REPUBLIEK:

VOOR HET GROOTHERTOGDOM LUXEMBURG:

VOOR HET KONINKRIJK DER NEDERLANDEN:

VOOR DE REPUBLIEK OOSTENRIJK:

VOOR DE PORTUGESE REPUBLIEK:

VOOR DE REPUBLIEK FINLAND:

VOOR HET KONINKRIJK ZWEDEN:

VOOR HET VERENIGD KONINKRIJK VAN GROOT-BRITTANNIË EN NOORD-IERLAND:

VOOR DE REPUBLIEK KOREA:

Historical Archives of the European Commission

Intellectuele, industriële en commerciële eigendom

— Berner Conventie ter bescherming van werken van letterkunde en kunst (Akte van Parijs, 1971);
— Internationaal Verdrag inzake de bescherming van uitvoerende kunstenaars, producenten van fonogrammen en omroeporganisaties (Rome, 1961);
— Overeenkomst van Parijs voor de bescherming van industriële eigendom (Akte van Stockholm, 1967, aangepast in 1979);
— Verdrag tot samenwerking inzake octrooien (Washington, 1970, aangepast en gewijzigd in 1984);
— Schikking van Madrid betreffende de internationale inschrijving van merken (Akte van Stockholm, 1967, aangepast in 1979);
— Protocol van Madrid inzake de internationale inschrijving van merken (Madrid, 1989);
— Overeenkomst van Nice betreffende de internationale classificatie van de waren en diensten ten behoeve van de inschrijving van merken (Genève, 1977, aangepast in 1979);
— Verdrag van Boedapest inzake de internationale erkenning van het depot van micro-organismen ten dienste van de octrooiverlening (1977, gewijzigd in 1980);
— Internationaal Verdrag tot bescherming van kweekprodukten (Akte van Genève, 1991).

Historical Archives of the European Commission

Gemeenschappelijke verklaring betreffende artikel 7

De Partijen gaan ermee akkoord dat scheepvaartondernemingen van de andere Partij zich op hun grondgebied kunnen vestigen voor de uitoefening van hun scheepvaartactiviteiten, onder dezelfde voorwaarden voor de vestiging en de uitoefening van hun activiteiten als die welke gelden voor hun eigen ondernemingen of voor filialen of vestigingen van ondernemingen uit derde landen, al naar gelang welke voorwaarden gunstiger zijn.

Gemeenschappelijke verklaring betreffende artikel 9

De Partijen komen overeen dat, voor de toepassing van deze Overeenkomst, intellectuele en commerciële eigendom met name auteursrechten omvat, waaronder auteursrechten van computerprogramma's en naburige rechten, rechten op octrooien, industriële ontwerpen, geografische aanduidingen, met inbegrip van oorsprongsbenamingen, handelsmerken en dienstmerken, topografieën van geïntegreerde schakelingen, alsmede de bescherming tegen oneerlijke concurrentie, zoals bedoeld in artikel 10 bis van de Overeenkomst van Parijs voor de bescherming van industriële eigendom en de bescherming van niet-openbaar gemaakte informatie over know-how.

Gemeenschappelijke interpretatieve verklaring betreffende artikel 23

(a) De Partijen komen, met het oog op de juiste interpretatie en de praktische toepassing van de Overeenkomst, in onderling overleg, overeen dat onder 'bijzonder dringende gevallen' in artikel 23 van de Overeenkomst worden verstaan 'gevallen waarin sprake is van een materiële schending van de Overeenkomst door een van beide Partijen'. Een materiële schending van de Overeenkomst is:

a. een verwerping van de Overeenkomst die in strijd is met de algemene regels van het internationaal recht of

b. een schending van een essentieel onderdeel van de Overeenkomst, zoals bedoeld in artikel 1.

(b) De Partijen komen overeen dat de in artikel 23 bedoelde 'passende maatregelen' in overeenstemming dienen te zijn met het internationaal recht.

Historical Archive of the European Commission

Verklaring van de Europese Gemeenschap betreffende artikel 8

De Europese Gemeenschap spreekt haar bezorgdheid uit over en is erg begaan met de problemen die zijn ontstaan en waarschijnlijk nog zullen ontstaan door de huidige groei van de capaciteit van de scheepsbouwindustrie op de wereldmarkt.

In dit verband vestigt zij de aandacht op de verklaring die zij in Parijs heeft afgelegd naar aanleiding van de afsluiting van de besprekingen over de OESO-Overeenkomst inzake de scheepsbouw op 21 december 1994, die op dit punt van kracht blijft.

De Europese Gemeenschap verzoekt de Republiek Korea samen te werken met de Europese Gemeenschap en de andere partijen bij de OESO-Overeenkomst inzake de scheepsbouw, ten einde het ernstig verstoorde structurele evenwicht tussen vraag en aanbod van de scheepsbouw op de wereldmarkt terug te dringen.

Verklaring van de Republiek Korea betreffende artikel 7, lid 2

De Republiek Korea verklaart met betrekking tot de bepalingen inzake maritiem vervoer in artikel 7, lid 2, sub (a), dat zij in toekomstige bilaterale overeenkomsten met derde landen die betrekking hebben op het handelsverkeer in droge en vloeibare bulkgoederen, slechts in uitzonderlijke gevallen bepalingen zal opnemen inzake vrachtverdeling, namelijk wanneer Koreaanse scheepvaartmaatschappijen anders geen reële kans zouden krijgen om aan het handelsverkeer van en naar het betrokken derde land deel te nemen.

Historical Archives of the European Commission

---

2 Deze verklaringen worden afgelegd bij de ondertekening van de Overeenkomst.

Financieel memorandum

1. BENAMING VAN DE ACTIE

Tenuitvoerlegging van de kaderovereenkomst inzake handel en samenwerking tussen de EG en haar Lid-Staten, enerzijds, en de Republiek Korea, anderzijds. - Specifieke acties op het gebied van de economische samenwerking en samenwerkingsactiviteiten van algemene aard. Deze acties zullen worden uitgevoerd in overeenstemming van de Azië-strategie van de EU (COM(94) 314 def; inzonderheid afdeling 2.2).

2. BETROKKEN BEGROTINGSLIJN(EN)

Rekening houdend met de huidige begrotingsstructuur, zouden de uitgaven kunnen worden aangewezen op begrotingslijn B7-8700 (Overeenkomsten inzake economische en commerciële samenwerking met derde landen). Dit hangt af van de resultaten van de jaarlijkse begrotingsprocedure.

3. RECHTSGROND

Artikelen 113 en 235 van het EG-Verdrag.

4. OMSCHRIJVING VAN DE ACTIE :

4.1. Algemeen doel

Bevorderen van de verdere ontwikkeling van de economische betrekkingen met Korea in overeenstemming met de kaderovereenkomst met dat land. Dit heeft met name betrekking op de gebieden die onder de bevoegdheid van DG I vallen (samenwerking op handelsgebied, handelsbezoeken, bevordering van contacten tussen ondernemingen, specifieke samenwerkingsactiviteiten van algemene aard).

4.2. Duur van de actie en voorwaarden voor de verlenging daarvan

De kaderovereenkomst heeft een looptijd van vijf jaar en kan na het verstrijken van deze periode stilzwijgend met een periode van telkens een jaar worden verlengd.

5. INDELING VAN DE UITGAVEN/ONTVANGSTEN

5.1. Verplichte uitgaven/niet-verplichte uitgaven : niet-verplichte uitgave
5.2. Gesplitste kredieten/niet-gesplitste kredieten : gesplitst krediet
5.3. Aard van de beoogde ontvangsten : niet van toepassing

6. AARD VAN DE UITGAVEN/ONTVANGSTEN

- subsidie tot 100% (in uitzonderlijke gevallen);
- subsidie voor medefinanciering met andere bronnen uit de openbare of particuliere sector (met name met de regering van de Republiek Korea).

Historical Archives of the European Commission

7. FINANCIËLE GEVOLGEN

7.1. Wijze van berekening van de totale kosten van de actie (verband tussen de afzonderlijke kosten en de totale kosten)

De kaderovereenkomst wordt in 1966 ondertekend en dient daarom in 1997 en in de periode daarna ten uitvoer te worden gelegd.
De kaderovereenkomst is de allereerste overeenkomst van algemene aard met de Republiek Korea. Specifieke acties zullen daarom moeten worden gefinancierd uit een nieuwe toewijzing van beleidskredieten op de begroting.
De kaderovereenkomst voorziet in economische samenwerking op een aantal domeinen zoals bijvoorbeeld wetenschap en technologie, industrie, normen, milieu, energie, cultuur, enz. Hoewel een gedeelte van deze activiteiten kan worden gefinancierd met de bestaande begrotingstoewijzingen (bijvoorbeeld samenwerkingsmiddelen bestemd voor de uitvoering van het vierde kaderprogramma voor onderzoek en technische ontwikkeling, informatiebudget toegekend aan DG X/Delegatie in Seoel), zal een bijkomende toewijzing van naar schatting 250.000 ecu per jaar nodig zijn om deze nieuwe samenwerkingsinitiatieven te financieren.

Het programma 1997 voor samenwerking met Korea dient de volgende activiteiten, of althans een aantal daarvan, te omvatten :

a) bijeenkomsten van een Forum EU/Korea waarvan de oprichting is voorgesteld in het verslag van november 1995 van de Club van Wijzen EU/Korea,
b) een conferentie ter bevordering van de dialoog tussen de Koreaanse en de Europese consumentenverenigingen (om de perceptie van de consument over Europese produkten te trachten te beïnvloeden),
c) een forum dat tot doel heeft informatie te verstrekken over de mogelijkheden voor samenwerking op het gebied van onderzoek en ontwikkeling (verklaring van de werking van de programma's aan beide zijden, enz.),
d) het organiseren van bedrijfsfora in sectoren van gemeenschappelijk belang om de samenwerking tussen ondernemingen aan beide kanten te bevorderen (Korea heeft voor 1996 reeds de sectoren halfgeleiders en consumentenelektronica voorgesteld),
d) een subsidie voor het oprichten van een federatie van verenigingen van Europese ondernemingen die naar Korea uitvoeren (met het oog op de voorbereiding van de oprichting van een Kamer van Koophandel EU/Korea),
f) de instelling van een "prijs voor betrekkingen tussen de EU en Korea" die tot doel heeft de Europese media aan te moedigen om meer en betere informatie te verstrekken over Korea en de Koreaanse media om meer en beter informatie te verstrekken over de EU en haar Lid-Staten (voorgesteld in het verslag van november 1995 van de Club van Wijzen EU/Korea),
g) deelname in de kosten van het organiseren van specifieke handels- en investeringsbezoeken (in overeenstemming met het subsidiariteitsbeginsel)

Historical Archives of the European Commission

20

7.2. Opsplitsing naar onderdelen van de actie

EG in miljoen ecu
(lopende prijzen)

Opsplitsing	Jaar 1997	n + 1	n + 2	n + 3	n + 4	n + 5 en volgende begrotings-jaren	Totaal
Forum EU/Korea	0,100						
Conferentie over consumentenbe-scherm	0,100						
Subsidies	0,050						
Totaal	0,250						

7.3. Tijdschema vastleggingskredieten/betalingskredieten

EG in miljoen ecu

	Jaar 1997	1998	n + 2	n + 3	n + 4	n + 5 en volgende begrotings-jaren	Totaal
Vastleggings-kredieten	0,250						0,250
Betalingskredieten							
jaar 1997	0,200						0,200
1998		0,050					0,050
n + 2							
n + 3							
n + 4							
n + 5 en volgende begrotingsjaren							
Totaal	0,200	0,050					0,250

8. ANTI-FRAUDEBEPALINGEN

Historical Archives of the European Commission

21

9. KOSTENEFFECTIVITEITSANALYSE

9.1. Kwantificeerbare specifieke doelstellingen, doelgroep

Forum EU/Korea
Het forum EU/Korea zou bestaan in een conferentie die tot doel heeft de samenwerking tussen het bedrijfsleven, de media en de academische instellingen aan beide kanten onder de auspiciën van de Koreaanse regering en de Europese Commissie te bevorderen. Daarom dienen vertegenwoordigers van deze sectoren deel uit te maken van het forum. Een passende follow-up zou kunnen bestaan in het organiseren van specifieke bijeenkomsten voor een of meer van die sectoren.

De deelnemers dienen te worden geselecteerd met medewerking van de autoriteiten van de Lid-Staten om ervoor te zorgen dat rekening wordt gehouden met de mogelijkheden voor samenwerking voor zowel de Gemeenschap als de Lid-Staten;

Conferentie over consumentenbescherming
Deze conferentie zou de dialoog tussen de Koreaanse en Europese consumentenverenigingen bevorderen en zou eerstgenoemde verenigingen betrouwbare informatie verschaffen over de communautaire wetgeving op dit gebied. Het is bekend dat de Koreanen een perceptie van buitenlandse produkten hebben die stamt uit de periode van de soberheidscampagnes. Met een liberaler beleid is het van essentieel belang dat dit onjuiste imago van de Europese produkten als zijnde te duur, gevaarlijk en van slechte kwaliteit wordt gecorrigeerd.

9.2. Motivering

Tenuitvoerlegging van de eerste kaderovereenkomst met Korea : ontwikkeling van de economische samenwerking met Korea.

9.3. Follow-up en evaluatie

Voordat zij een besluit neemt over vervolgmaatregelen zal de Commissie een grondige evaluatie maken van de effectiviteit en het effect van de in samenwerking met de Koreaanse regering georganiseerde acties.

10. ADMINISTRATIEVE UITGAVEN (DEEL A VAN AFDELING III VAN DE ALGEMENE BEGROTING)

Daadwerkelijke inschakeling van het vereiste personeel zal gebeuren op grond van het jaarlijks besluit van de Commissie betreffende de toewijzing van personeel, rekening houdend met het personeel en de extra bedragen die door de begrotingsautoriteit zijn toegestaan.

Historical Archives of the European Commission

10.1. Gevolgen voor het aantal ambten

Soorten ambten		Voor het beheer van de actie vereiste personeel		waarvan		duur
		vaste ambten	tijdelijke ambten	door inschakeling van personeel waarover het DG of de betrokken dienst beschikt	door inschakeling van extra personeel	
Ambtenaren of tijdelijke functionarissen	A	1		1		onbeperkt
	B					
	C	1		1		onbeperkt
Ander personeel						
Totaal		2		2		

10.2 Globale financiële gevolgen van het extra personeel

Geen

10.3 Stijging van andere huishoudelijke uitgaven die uit de actie voortvloeien

(ecu)

Begrotingslijn (nr. en benaming)	Bedrag	Wijze van berekening
A-2510.11.01	p.m.	Jaarlijkse vergadering van de gemengde commissie, beurtelings in Brussel en in Korea, die uitsluitend kosten van dienstreizen voor de ambtenaren meebrengt.
A-1300.11.01	17 000	5 retourreizen Brussel-Seoel (5 ambtenaren) en 5 verblijfsvergoedingen Seoel (3 dagen)
Totaal	17 000	

N.B. De bedragen komen overeen met de uitgaven voor 12 maanden (onbeperkte duur).

Historical Archives of the European Commission

ISSN 0254-1513

COM(96) 141 def.

DOCUMENTEN

NL 11

Catalogusnummer : CB-CO-96-155-NL-C

ISBN 92-78-02494-5

Bureau voor officiële publikaties der Europese Gemeenschappen

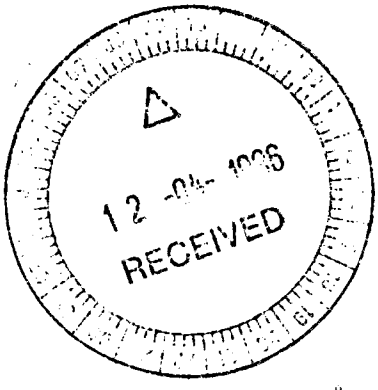
L-2985 Luxemburg

Historical Archives of the European Commission

KOMMISSIONEN FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER

Bruxelles, den 27.03.1996
KOM(96) 141 endelig udg.

96/ 0098 (CNS)



Forslag til

RÅDETS AFGØRELSE

om indgåelse af rammeaftalen om handel og samarbejde
mellem Det Europæiske Fællesskab og dets medlemsstater på den ene side
og Republikken Korea på den anden side

(forelagt af Kommissionen)

Historical Archives of the European Commission

BEGRUNDELSE

1. Rådet bemyndigede ved sin afgørelse af 8. marts 1995 Kommissionen til at indlede forhandlinger om en rammeaftale om handel og samarbejde med Republikken Korea og vedtog direktiverne herfor.

2. Der har fundet to forhandlingsrunder sted i Bruxelles; den første den 11. maj 1995 og den anden den 12. og 13. oktober 1995. Efter en række konsultationer mellem Kommissionen og den koreanske regering, som fandt sted i slutningen af november 1995, og kontakter gennem de diplomatiske kanaler blev aftalen paraferet i Bruxelles den 29. februar 1996.

3. Da forhandlingsdirektiverne blev vedtaget, fastsatte Rådet, at det forbeholdt sig ret til at træffe afgørelse om aftalens juridiske status, når forhandlingerne var afsluttet. I overensstemmelse med resultatet af drøftelserne i Rådet i december 1995 og januar 1996 vil der være tale om en aftale, i hvilken både Fællesskabet og medlemsstaterne er parter (en såkaldt blandet aftale). Aftalen forelægges nu for Rådet med henblik på undertegnelse og indgåelse.

4. Kommissionen finder, at den paraferede aftale er i overensstemmelse med de af Rådet vedtagne forhandlingsdirektiver.

5. Kommissionen vil undersøge, om man fra koreansk side kan acceptere en midlertidig anvendelse af visse bestemmelser i aftalen. Hvis det er tilfældet, vil Kommissionen til sin tid anmode om godkendelse af en brevveksling herom.

6. Med henblik på undertegnelsen og indgåelsen af rammeaftalen om handel og samarbejde mellem Det Europæiske Fællesskab og dets medlemsstater og Republikken Korea foreslår Kommissionen, at Rådet godkender vedlagte forslag til afgørelse.

Historical Archives of the European Commission

RÅDET FOR DEN EUROPÆISKE UNION HAR -

under henvisning til traktaten om oprettelse af Det Europæiske Fællesskab, særlig artikel 73 C, stk. 2, 75, 84, stk. 2, 113 og 235, sammenholdt med artikel 228, stk. 2 og stk. 3, første afsnit,

under henvisning til forslag fra Kommissionen,

under henvisning til udtalelse fra Europa-Parlamentet,

efter høring af Det Økonomiske og Sociale Udvalg, og

ud fra følgende betragtning:

Det Europæiske Fællesskab bør godkende rammeaftalen om handel og samarbejde mellem Det Europæiske Fællesskab og dets medlemsstater på den ene side og Republikken Korea på den anden side -

TRUFFET FØLGENDE AFGØRELSE:

Artikel 1

Rammeaftalen om handel og samarbejde mellem Det Europæiske Fællesskab og dets medlemsstater på den ene side og Republikken Korea på den anden side godkendes herved på Fællesskabets vegne.

Teksten til aftalen er knyttet til denne afgørelse.

Artikel 2

Kommissionen repræsenterer bistået af medlemsstaternes repræsentanter Det Europæiske Fællesskab i det blandede udvalg, der er omhandlet i artikel 19, stk. 3, i rammeaftalen om handel og samarbejde.

Artikel 3

Formanden for Rådet foranstalter på Det Europæiske Fællesskabs vegne den i aftalens artikel 21 nævnte notifikation.

Artikel 4

Denne afgørelse offentliggøres i De Europæiske Fællesskabers Tidende.

Udfærdiget i Bruxelles, den

På Rådets vegne
Formand

16

Historical Archives of the European Commission

(titel)

Rammeaftale om handel og samarbejde mellem Det Europæiske Fællesskab og dets medlemsstater på den ene side og Republikken Korea på den anden side

(tekst)

DET EUROPÆISKE FÆLLESSKAB,

og

KONGERIGET BELGIEN,
KONGERIGET DANMARK,
FORBUNDSREPUBLIKKEN TYSKLAND,
DEN HELLENSKE REPUBLIK,
KONGERIGET SPANIEN,
DEN FRANSKE REPUBLIK,
IRLAND,
DEN ITALIENSKE REPUBLIK,
STORHERTUGDØMMET LUXEMBOURG,
KONGERIGET NEDERLANDENE,
REPUBLIKKEN ØSTRIG,
DEN PORTUGISISKE REPUBLIK,
REPUBLIKKEN FINLAND,
KONGERIGET SVERIGE,
DET FORENEDE KONGERIGE STORBRITANNIEN OG NORDIRLAND,

som er kontraherende parter i traktaten om oprettelse af Det Europæiske Fællesskab og traktaten om oprettelse af Den Europæiske Union, i det følgende benævnt "medlemsstater",

på den ene side,

og

REPUBLIKKEN KOREA,

på den anden side,

SOM TAGER HENSYN TIL de traditionelle venskabsforbindelser mellem Republikken Korea og Det Europæiske Fællesskab og dets medlemsstater,

SOM PÅ NY BEKRÆFTER parternes tilslutning til de demokratiske principper og de grundlæggende menneskerettigheder som fastlagt i verdenserklæringen om menneskerettigheder,

SOM BEKRÆFTER deres ønske om at etablere en regelmæssig politisk dialog mellem Den Europæiske Union og Republikken Korea, der bygger på fælles værdier og mål,

Historical Archives of the European Commission

SOM ERKENDER, at Den Almindelige Overenskomst om Told og Udenrigshandel har medvirket betydeligt til at fremme den internationale handel i almindelighed og den bilaterale samhandel i særdeleshed, og at både Republikken Korea og Det Europæiske Fællesskab tilslutter sig principperne om frihandel og markedsøkonomi, som aftalen bygger på,

SOM PÅ NY BEKRÆFTER, at såvel Republikken Korea som Det Europæiske Fællesskab og dets medlemsstater har givet tilsagn om fuldt ud at opfylde de forpligtelser, de har indgået ved ratificeringen af aftalen om oprettelse af Verdenshandelsorganisationen,

SOM ERKENDER behovet for at bidrage til den fulde gennemførelse af resultaterne af Uruguay-runden under GATT og behovet for at anvende alle de bestemmelser, der gælder for den internationale handel, på gennemsigtig og ikke-diskriminerende vis,

SOM ERKENDER betydningen af at styrke de bestående forbindelser mellem parterne med henblik på at udvide det indbyrdes samarbejde og deres fælles ønske om at styrke, uddybe og diversificere forbindelserne på områder af fælles interesse på grundlag af lighed, ikke-diskrimination, respekt for miljøet og gensidige fordele,

SOM ØNSKER at skabe gunstige vilkår for en fortsat vækst i og diversificering af samhandelen og for det økonomiske samarbejde på forskellige områder af gensidig interesse,

SOM MENER, at det vil være fordelagtigt for parterne at institutionalisere forbindelserne og etablere et indbyrdes økonomisk samarbejde, da et sådant samarbejde vil kunne fremme en yderligere udvikling af samhandelen og investeringerne,

SOM ER SIG BEVIDST, at det er vigtigt at gøre det lettere for direkte interesserede personer og enheder, særlig de økonomiske beslutningstagere og deres repræsentative organisationer, at deltage i samarbejdet,

HAR VEDTAGET AT INDGÅ DENNE AFTALE OG HAR MED HENBLIK HERPÅ SOM BEFULDMÆGTIGEDE UDPEGET:

DET EUROPÆISKE FÆLLESSKAB:

KONGERIGET BELGIEN:

KONGERIGET DANMARK:

FORBUNDSREPUBLIKKEN TYSKLAND:

DEN HELLENSKE REPUBLIK:

KONGERIGET SPANIEN:

DEN FRANSKE REPUBLIK:

IRLAND:

Historical Archives of the European Commission

DEN ITALIENSKE REPUBLIK:

STORHERTUGDØMMET LUXEMBOURG:

KONGERIGET NEDERLANDENE:

REPUBLIKKEN ØSTRIG:

DEN PORTUGISISKE REPUBLIK:

REPUBLIKKEN FINLAND:

KONGERIGET SVERIGE:

DET FORENEDE KONGERIGE STORBRITANNIEN OG NORDIRLAND:

REPUBLIKKEN KOREA:

SOM, efter at have udvekslet deres fuldmagter og fundet dem i god og behørig form,

ER BLEVET ENIGE OM FØLGENDE:

Historical Archives of the European Commission

Artikel 1
Samarbejdets grundlag

Respekten for de demokratiske principper og menneskerettighederne som omhandlet i verdenserklæringen om menneskerettigheder ligger til grund for parternes interne og internationale politikker og udgør et væsentligt element i aftalen.

Artikel 2
Samarbejdets mål

Parterne forpligter sig med henblik på at udvide det indbyrdes samarbejde til at fremme en yderligere udvikling af deres økonomiske forbindelser. Indsatsen skal især fokusere på:

a. tilskyndelser til at etablere handelsmæssigt samarbejde og diversificering til gensidig fordel,
b. etablering af økonomisk samarbejde på områder af gensidig interesse, herunder videnskabeligt og teknologisk samarbejde og industrisamarbejde,
c. fremme af samarbejdet mellem de økonomiske beslutningstagere ved at lette investeringerne på begge side og forbedre den gensidige forståelse.

Artikel 3
Politisk dialog

Der indføres en regelmæssig politisk dialog baseret på fælles værdier og mål mellem Den Europæiske Union og Republikken Korea. Dialogen skal finde sted i overensstemmelse med de procedurer, der aftales i den fælles erklæring fra Den Europæiske Union og Republikken Korea om dette emne.

Artikel 4
Mestbegunstigelsesbehandling

Parterne indrømmer hinanden mestbegunstigelsesbehandling i overensstemmelse med deres rettigheder og forpligtelser i Verdenshandelsorganisationen.

Artikel 5
Handelsmæssigt samarbejde

1. Parterne forpligter sig til at fremme udviklingen og diversificeringen af deres indbyrdes samhandel mest muligt og til gensidig fordel.

   Parterne forpligter sig til at skabe bedre betingelser for markedsadgangen. De sikrer, at de anvendte mestbegunstigelsestoldsatser fastsættes under hensyntagen til forskellige elementer, herunder den interne markedsituation og eksportinteresserne hos den ene og den anden part. De forpligter sig til at søge at fjerne handelshindringerne, særligt ved i tide at afskaffe ikke-toldmæssige hindringer og træffe forholdsregler for at forbedre gennemsigtigheden under hensyntagen til arbejdet på dette område i internationale organisationer.

2. Parterne træffer foranstaltninger til at føre en politik, der tager sigte på:

Historical Archives of the European Commission

a. at gennemføre et multilateralt og bilateralt samarbejde med henblik på at behandle spørgsmål vedrørende udviklingen af handelen, som er af interesse for begge parter, herunder også WTO's fremtidige procedurer. Med henblik herpå samarbejder de på internationalt og bilateralt plan for at finde løsninger på handelsproblemer af fælles interesse,

b. at fremme udvekslingen af oplysninger mellem de økonomiske beslutningstagere og industrielt samarbejde mellem virksomheder for at diversificere og forøge de eksisterende handelsstrømme,

c. at undersøge og anbefale handelsfremmende foranstaltninger, der vil kunne fremme handelsudviklingen,

d. at fremme samarbejdet mellem de kompetente toldmyndigheder i Det Europæiske Fællesskab, dets medlemsstater og Korea,

e. at forbedre markedsadgangen for industrivarer, landbrugsprodukter og fiskerivarer

f. at forbedre markedsadgangen for tjenesteydelser som f.eks. finansielle tjenesteydelser og tjenesteydelser på telekommunikationsområdet,

g. at styrke samarbejdet inden for standarder og tekniske forskrifter,

h. effektiv beskyttelse af intellektuel, industriel og kommerciel ejendomsret,

i. tilrettelæggelse af handels- og investeringsbesøg,

j. tilrettelæggelse af generelle og industrispecifikke handelsmesser.

3. Parterne fremmer en fair konkurrence inden for de økonomiske aktiviteter ved at håndhæve deres relevante love og forskrifter fuldt ud.

4. Parterne sikrer i overensstemmelse med deres forpligtelser i henhold til WTO-aftalen om offentlige indkøb, at deltagelse i indkøbskontrakter finder sted på et ikke-diskriminerende og gensidigt grundlag.

De viderefører deres drøftelser med henblik på at opnå, at den gensidige åbning af deres respektive markeder for offentlige indkøb også kommer til at omfatte andre sektorer som f.eks. telekommunkationssektoren.

Artikel 6
Landbrug og fiskeri

1. Parterne er enige om at fremme samarbejdet på landbrugs- og fiskeriområdet, herunder også havebrug og havbrug. På grundlag af drøftelserne om deres respektive landbrugs- og fiskeripolitikker undersøger parterne

a. mulighederne for øget handel med landbrugs- og fiskeriprodukter,

b. handelsvirkningerne af sundhedsmæssige og plantesundhedsmæssige samt miljømæssige foranstaltninger,

Historical Archives of the European Commission

c. forbindelserne mellem landbruget og miljøet i landdistrikterne,

d. forskning på landbrugs- og fiskeriområdet, herunder også inden for havebrug og havbrug.

2. Stk. 1 finder om fornødent også anvendelse på produkter og tjenesteydelser i den hertil knyttede landbrugsforarbejdningsindustri.

3. Parterne forpligter sig til at overholde bestemmelserne i WTO-aftalen om anvendelse af sundhedsmæssige og plantesundhedsmæssige foranstaltninger, og er rede til efter anmodning fra en af parterne at indlede konsultationer med henblik på at drøfte forslag fremsat af den anden part om anvendelse og harmonisering af de sundhedsmæssige og plantesundhedsmæssige foranstaltninger under hensyntagen til de standarder, der er aftalt i andre internationale organisationer som f.eks. IOE, IPPC og Codex Alimentarius.

Artikel 7
Søtransport

1. Parterne forpligter sig til at søge at opfylde målet om uhindret adgang til markedet og trafikken inden for den internationale søtransport baseret på fair konkurrence på et kommercielt grundlag i overensstemmelse med bestemmelserne i denne artikel.

a) Ovenstående bestemmelse berører ikke rettigheder og forpligtelser i henhold til De Forenede Nationers adfærdskodeks for linjekonferencer som gældende for den ene eller den anden af de kontraherende parter i denne aftale. Ikke-konferencelinjer kan frit konkurrere med en konference, for så vidt som de overholder princippet om fair konkurrence på et kommercielt grundlag.

b) Parterne bekræfter deres tilsagn om at skabe fair og konkurrencebaserede vilkår for handelen med tørt og flydende massegods. Republikken Korea træffer for at opfylde denne forpligtelse de nødvendige forholdsregler for at nedtrappe den eksisterende lastreservation af massegods til skibe, der fører koreansk flag, over en overgangsperiode, der slutter den 31. december 1998.

2. Med henblik på at opfylde målet for stk. 1:

a) indfører parterne ikke lastfordelingsklausuler i fremtidige bilaterale aftaler med tredjelande med hensyn til tørt og flydende massegods og linjetrafik, undtagen under sådanne særlige omstændigheder, hvor linjerederier fra en af parterne i denne aftale ikke på anden vis har reel mulighed for at deltage i trafikken til og fra det pågældende tredjeland

b) anvender parterne fra denne aftales ikrafttræden ingen administrative, tekniske og lovgivningsmæssige foranstaltninger, der kan føre til forskelsbehandling mellem deres egne og den anden parts statsborgere eller selskaber med hensyn til den frie udveksling af tjenesteydelser inden for international søtransport.

c) for så vidt angår adgang til havne, der betjener den internationale trafik, og brug af havnenes infrastruktur og hjælpetjenester for skibsfarten samt afgifter og

Historical Archives of the European Commission

gebyrer i forbindelse dermed, toldfaciliteter og tildeling af kajplads og laste- og lossefaciliteter, indrømmer hver part i øvrigt skibe, der drives af den anden parts statsborgere eller selskaber, en behandling, der ikke er mindre gunstig end den, der gælder for dens egne skibe.

3. I forbindelse med denne artikel omfatter adgangen til det internationale søtransportmarked bl.a., at hver parts internationale søtransporttjenesteydere har ret til at tilrettelægge dør-til-dør-transport, der omfatter en søtransportdel, og med henblik herpå direkte indgå aftaler med lokale leverandører af andre transportformer end søtransport på den anden parts område, uden at dette berører de gældende nationalitetsbegrænsninger vedrørende transport af varer og passagerer ved hjælp af disse andre transportformer.

4. Denne artikel finder anvendelse på Det Europæiske Fællesskabs selskaber og Koreas selskaber. Den gælder også for rederier, der er etableret uden for det Det Europæiske Fællesskab eller Republikken Korea, og som kontrolleres af statsborgere fra en medlemsstat eller Republikken Korea, såfremt deres fartøjer er indregistreret i den pågældende medlemsstat eller i Republikken Korea i overensstemmelse med de respektive lovgivninger.

5. For så vidt angår skibsagenturers aktiviteter i Det Europæiske Fællesskab og i Republikken Korea, behandles dette spørgsmål om fornødent i specifikke aftaler.

Artikel 8
Skibsbygning

1. Parterne er enige om at samarbejde inden for skibsbygning med henblik på at fremme fair og konkurrencebaserede markedsvilkår og noterer sig den alvorlige strukturelle uligevægt mellem udbud og efterspørgsel samt markedstendenserne, der skaber krise i verdens skibsbygningsindustri. Af den grund må parterne i overensstemmelse med OECD-aftalen om skibsbygning ikke træffe forholdsregler eller iværksætte foranstaltninger til støtte for deres skibsbygningsindustri, der kan fordreje konkurrencen eller gøre det muligt for deres skibsbygningsindustri at undgå en fremtidig vanskelig situation.

2. Parterne er enige om efter anmodning fra en af parterne at afholde konsultationer vedrørende gennemførelsen af OECD-aftalen om skibsbygning, udveksling af oplysninger om verdensmarkedsudviklingen for skibe og skibsbygning og ethvert andet problem, der måtte opstå i denne sektor.
Repræsentanter for skibsbygningsindustrien kan efter aftale mellem parterne indbydes som observatører til sådanne konsultationer.

Artikel 9
Beskyttelse af intellektuel, industriel og kommerciel ejendomsret

1. Parterne forpligter sig til at sikre, at der tilvejebringes en hensigtsmæssig og effektiv beskyttelse af intellektuel, industriel og kommerciel ejendomsret, herunder også effektive midler til at håndhæve sådanne rettigheder.

Historical Archives of the European Commission

2. Parterne er enige om at gennemføre WTO-aftalen om handelsrelaterede intellektuelle ejendomsrettigheder senest den 1. juli 1996.[1]

3. Parterne bekræfter den betydning, de tillægger deres forpligtelser i henhold til de multilaterale konventioner om beskyttelse af intellektuel ejendomsret. Parterne bestræber sig på hurtigst muligt at tiltræde de af de i bilaget anførte konventioner, som de endnu ikke har tiltrådt.

Artikel 10
Tekniske forskrifter, standarder og overensstemmelsesvurdering

1. Parterne fremmer inden for rammerne af deres kompetencer og i overensstemmelse med deres respektive love anvendelsen af internationalt anerkendte standarder og overensstemmelsesvurderingssystemer, uden at dette berører parternes internationale forpligtelser.

Med henblik herpå lægges der særligt vægt på:

a. udveksling af oplysninger og tekniske eksperter inden for standardisering, autorisation, metrologi og certificering samt eventuelt fælles forskning
b. fremme af udvekslinger og kontakter mellem relevante organer og institutioner
c. sektorspecifikke konsultationer
d. samarbejde inden for kvalitetskontrol
e. styrkelse af samarbejdet inden for tekniske forskrifter, især gennem indgåelse af en aftale om gensidig anerkendelse af overensstemmelsesvurderingsresultater, som et middel til at lette samhandelen og undgå afbrydelser, der kan skade udviklingen på dette område
f. deltagelse og samarbejde inden for rammerne af de relevante internationale aftaler med henblik på at fremme indførelsen af harmoniserede standarder.

2. Parterne sikrer, at aktiviteter vedrørende standarder og overensstemmelsesvurdering ikke udgør unødvendige hindringer for samhandelen.

Artikel 11.
Konsultationer

1. Parterne er enige om at fremme udvekslingen af oplysninger om handelsmæssige foranstaltninger.

Begge parter forpligter sig til i tide at orientere den anden part om anvendelsen af foranstaltninger, der indebærer ændringer i importafgifterne inden for rammerne af mestbegunstigelsesbehandlingen, som berører den anden parts eksport.

---

[1] For Republikken Koreas vedkommende med undtagelse af den agrokemiske forvaltninglov, der træder i kraft pr. 1. januar 1997, og loven om kimplanteindustrien (og loven om beskyttelse af geografiske betegnelser), der med forbehold af lovgivningsproceduren træder i kraft den 1. juli 1998.

Historical Archives of the European Commission

Begge parter kan anmode om konsulationer om handelsmæssige foranstaltninger. Konsultationer af denne art skal finde sted hurtigst muligt efter, at en af parterne har anmodet herom, med henblik på snarest at finde en gensidigt acceptabel og konstruktiv løsning.

2. Parterne er enige om at orientere den anden part om indledningen af antidumping-procedurer mod den anden parts produkter.

Parterne skal under fuld iagttagelse af WTO-aftalerne om antidumping- og antisubsidieforanstaltninger velvilligt overveje den anden parts synspunkter med hensyn til antidumping- og antisubsidieforanstaltninger og tilbyde passende muligheder for konsultation herom.

3. Parterne er enige om at konsultere hinanden om enhver tvist, som måtte opstå som følge af gennemførelsen af denne aftale. Hvis en af parterne anmoder om en sådan konsultation, skal denne afholdes hurtigst muligt. Den part, der har fremsat anmodningen, skal forsyne den anden part med alle de oplysninger, der er nødvendige for en detaljeret undersøgelse af situationen. Det skal gennem sådanne konsultationer tilstræbes at løse handelstvister så hurtigt som muligt.

4. Bestemmelserne i denne artikel berører på ingen måde parternes respektive interne procedurer for vedtagelse og ændring af handelsmæssige foranstaltninger eller WTO-aftalernes bestemmelser om notifikation, konsultation og bilæggelse af tvister.

Artikel 12
Økonomisk og industrielt samarbejde

1. Parterne fremmer under hensyntagen til deres gensidige interesser og respektive økonomiske politikker og mål det økonomiske og industrielle samarbejde på alle områder, som de måtte finde hensigtsmæssige.

2. Målene for dette samarbejde er især:

- at fremme udvekslingen af oplysninger mellem de økonomiske beslutningstagere og forbedre det eksisterende netværk, idet det samtidig sikres, at persondata beskyttes på passende vis
- at etablere udveksling af oplysninger om vilkårene og betingelserne for samarbejdet inden for alle tjenesteydelser samt informationsinsfrastrukturer
- at fremme gensidigt fordelagtige investeringer og etablere vilkår, der fremmer investeringerne
- at forbedre de økonomiske vilkår og forretningsklimaet.

3. Parterne skal med henblik herpå bl.a. søge

a. at diversificere og styrke de indbyrdes økonomiske bånd
b. at etablere samarbejdskanaler, der fokuserer på specifikke industrier
c. at fremme industrisamarbejdet mellem virksomheder, særligt mellem små og mellemstore virksomheder
d. at fremme en bæredygtig udvikling af deres økonomier
e. at anspore produktionsmåder, der ikke er miljøskadelige

Historical Archive of the European Commission

f. at anspore investerings- og teknologistrømmene
g. at forbedre den gensidige forståelse for og kendskab til de respektive forretningsmiljøer.

Artikel 13
Narkotika og hvidvaskning af penge

1. Parterne samarbejder om at forøge effektiviteten af de politikker og foranstaltninger, der iværksættes for at imødegå ulovlig produktion, distribution og handel af narkotika og psykotrope stoffer, herunder forebyggelse af omledning af prækursorer, samt styrkelse af arbejdet med at forebygge og nedbringe narkotikaefterspørgslen. Samarbejdet på dette område skal bygge på gensidig konsultation og tæt samarbejde mellem parterne vedrørende mål og foranstaltninger på de forskellige narkotikarelaterede områder.

2. Parterne er enige om, at det er nødvendigt at udfolde store bestræbelser og samarbejde for at forebyge anvendelsen af deres finansielle systemer til hvidvaskning af penge, der hidrører fra kriminelle aktiviteter i almindelighed og narkotikakriminalitet i særdeleshed.

Samarbejdet på dette område skal tage sigte på at etablere passende standarder mod hvidvaskning af penge, således at der tages hensyn til de standarder, der er vedtaget af internationale fora på dette område, specielt Gruppen for Internationale Finansielle Foranstaltninger (FATF).

Artikel 14.
Videnskabeligt og teknologisk samarbejde

1. Parterne forpligter sig til i overensstemmelse med deres gensidige interesser og målene for deres politikker for det videnskabelige område at fremme det videnskabelige og teknologiske samarbejde. Med henblik herpå bestræber parterne sig især på at fremme

- udveksling af oplysninger og knowhow på det videnskabelige og teknologiske område
- en dialog om udarbejdelsen og gennemførelsen af de respektive politikker for forskning og teknologisk udvikling
- samarbejde om informationsteknologi og inden for teknologier og industri, der berører interoperabiliteten henimod et globalt informationssamfund
- samarbejde på energiområdet og inden for miljøbeskyttelse
- samarbejde på videnskabelige og teknologiske områder af fælles interesse.

2. Med henblik på at virkeliggøre målene for deres respektive politikker tilstræber parterne bl.a.

- at udveksle oplysninger om forskningsprojekter inden for energi, miljøbeskyttelse, telekommunikation og informationsteknologi samt informationsteknologiindustrien
- at fremme uddannelsen af videnskabsfolk ved hjælp af passende midler
- at anspore til teknologioverførsel til gensidig fordel
- i fællesskab at organisere seminarer, hvor ledende videnskabsfolk fra begge sider kan mødes, og

Archival Archives of the European Commission

- at tilskynde forskere fra begge parter til at gennemføre fælles forskning på områder af gensidig interesse.

3. Parterne er enige om, at alle samarbejdsaktiviteter og fælles foranstaltninger på det videnskabelige og teknologiske område skal bygge på gensidighed.

   Parterne er enige om effektivt at beskytte oplysninger og intellektuel ejendomsret, der fremkommer ved samarbejdet, mod enhver form for misbrug eller uautoriseret anvendelse af andre end de legitime ejere heraf.
   I de tilfælde, hvor en af parternes institutioner, organer og virksomheder deltager i den anden parts specifikke programmer for forskning og teknologisk udvikling såsom dem, der etableres som led i Det Europæiske Fællesskabs generelle rammeprogram, skal denne deltagelse samt udbredelsen og udnyttelsen af den viden, der herved opnås, finde sted i overensstemmelse med de generelle regler, der er fastsat af den anden part.

4. Prioriteringerne for samarbejdet fastlægges ved konsultation mellem parterne. Deltagelsen af den private sektors institutioner, organer og virksomheder i samarbejdsaktiviteterne og specifikke forskningsprojekter af fælles interesse skal anspores, jf. dog stk. 3.

Artikel 15
Samarbejde på miljøområdet

Parterne etablerer samarbejdsforbindelser med henblik på at beskytte og bevare miljøet. Dette skal finde sted ved hjælp af

- udveksling af oplysninger om miljøpolitikker og gennemførelse heraf mellem de relevante tjenestemænd i Europa-Kommissionen og de relevante myndigheder i Republikken Korea
- udveksling af oplysninger om miljøvenlige teknologier
- udveksling af personale
- fremme af drøftelser om samarbejdet på miljøområdet i internationale fora, som Det Europæiske Fællesskab og Republikken Korea deltager i, navnlig FN's Kommission for Bæredygtig Udvikling og andre fora, hvor der finder drøftelser sted om de internationale miljøkonventioner
- drøftelser om videreførelsen af bæredygtige udviklingsforanstaltninger og især samarbejde om gennemførelse af Agenda 21 og andre aktiviteter til opfølgning af FN's Konference om Miljø og Udvikling (UNCED)
- samarbejde om fælles miljøprojekter.

Artikel 16
Energi

Parterne erkender energisektorens betydning for den økonomiske og sociale udvikling og er rede til inden for rammerne af deres respektive kompetencer at udvide samarbejdet på dette område. Målene for samarbejdet er

- at fremme princippet om markedsøkonomi, således at forbrugerpriserne fastsættes i overensstemmelse med markedsprincipperne
- at diversificere energiudbuddet

Historical Archives of the European Commission

- at udvikle nye og vedvarende energiformer
- at opnå en rationel energiudnyttelse, især ved at fremme en efterspørgselsbaseret forvaltning, og
- at søge at skabe de bedst mulige vilkår for teknologioverførsel med henblik på at sikre en effektiv energianvendelse.

Parterne er med henblik herpå enige om at anspore gennemførelsen af fælles undersøgelser og forskning samt fremme kontakterne mellem de ansvarlige for energiplanlægningen.

Artikel 17
Samarbejde om kultur, information og kommunikation

Parterne forpligter sig til at etablere et samarbejde inden for information og kommunikation med henblik på at fremme en bedre indbyrdes forståelse, hvorunder der tages hensyn til den kulturelle dimension af forbindelserne mellem parterne.

Foranstaltningerne på dette område vil især antage form af:

- udvekling af oplysninger om emner af fælles interesse vedrørende kultur og information
- tilrettelæggelse af kulturarrangementer
- udvekslinger på kulturområdet og
- udvekslinger af akademikere.

Artikel 18
Samarbejde om udvikling af tredjelande

Parterne er enige om at udveksle oplysninger om deres politikker for udviklingsbistand med henblik på at etablere en regelmæssig dialog om målene for disse politikker og den respektive udvikling af bistandsprogrammer i tredjelande. De undersøger i overensstemmelse med deres respektive lovgivninger og de vilkår, der gælder for gennemførelsen af disse programmer, om der kan gennemføres et mere omfattende samarbejde.

Artikel 19
Det blandede udvalg

1. Parterne nedsætter i henhold til denne aftale et blandet udvalg bestående af repræsentanter for medlemmerne af Rådet for Den Europæiske Union og repræsentanter for Kommissionen for De Europæiske Fællesskaber, på den ene side, og repræsentanter for Republikken Korea, på den anden side. Der skal afholdes konsultationer i udvalget med henblik på at lette aftalens gennemførelse og fremme de generelle mål.

2. Det blandede udvalg har til opgave

- at sikre, at aftalen fungerer tilfredsstillende
- at undersøge udviklingen i samhandelen og samarbejdet mellem parterne
- at søge egnede midler til at imødegå vanskeligheder, som kan opstå på de af aftalen omfattede områder

Historical Archives of the European Commission

- at søge måder til at udvikle og diversificere samhandelen
- at udveksle synspunkter og fremsætte forslag om alle emner af fælles interesse vedrørende samhandelen og samarbejdet, herunder fremtidige foranstaltninger og disponible ressourcer til gennemførelse heraf
- at fremsætte henstillinger med henblik på at fremme en udvidelse af samhandelen og samarbejdet under hensyntagen til behovet for at koordinere de foreslåede foranstaltninger.

3. Det blandede udvalg træder almindeligvis sammen én gang om året, skiftevis i Bruxelles og Seoul. Der kan efter anmodning fra en af parterne afholdes ekstraordinære møder i udvalget. Parterne varetager på skift formandskabet i det blandede udvalg.

4. Det blandede udvalg kan nedsætte særlige underudvalg til at bistå sig ved udførelsen af sine opgaver; disse underudvalg aflægger detaljerede rapporter om deres aktiviteter, hver gang det blandede udvalgt træder sammen.

Artikel 20
Definition

I forbindelse med denne aftale forstås der ved "parterne" på den ene side Det Europæiske Fællesskab eller dets medlemsstater eller, afhængigt af de respektive kompetencer, Det Europæiske Fællesskab og dets medlemsstater og på den anden side Republikken Korea.

Artikel 21
Ikrafttræden og varighed

1. Denne aftale træder i kraft på den første dag i måneden efter den dato, på hvilken parterne har givet hinanden notifikation om afslutningen af de lovmæssige procedurer, som er nødvendige i så henseende.

2. Aftalen indgås for en periode på frem år. Den forlænges stiltiende fra år til år, medmindre en af parterne opsiger den skriftligt seks måneder inden dens udløb.

Artikel 22
Notifikationer

Notifikationerne i henhold til artikel 21 gives til henholdsvis generalsekretariatet for Rådet for Den Europæiske Union og Republikken Koreas udenrigsministerium.

Artikel 23
Ikke-gennemførelse af aftalen

Hvis en af parterne finder, at den anden part ikke har opfyldt en forpligtelse i henhold til aftalen, kan den træffe passende foranstaltninger. Den meddeler forud herfor, undtagen i særligt hastende tilfælde, den anden part alle de relevante oplysninger, der er nødvendige for en grundig undersøgelse af situationen, med henblik på at nå frem til en for parterne acceptabel løsning. De foranstaltninger, der medfører færrest forstyrrelser i aftalens funktion, skal foretrækkes. Disse foranstaltninger skal straks meddeles til den anden part og vil på anmodning af den anden part blive gjort til genstand for konsultationer.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 24
Fremtidig udvikling

Parterne vil efter fælles aftale kunne udvide aftalens anvendelsesområde med henblik på at styrke samarbejdet og ved hjælp af aftaler om særlige sektorer eller aktiviteter udvide samarbejdsområderne.

Hver af parterne kan inden for rammerne af aftalen fremsætte forslag om at udvide samarbejdsområderne under hensyntagen til erfaringerne med aftalens gennemførelse.

Artikel 25
Erklæringer og bilag

De fælles erklæringer og bilagene til aftalen udgør en integrerende del af denne aftale.

Artikel 26
Territorial anvendelse

Denne aftale gælder på den ene side for Republikken Koreas område og på den ande side for de områder, hvor traktaten om oprettelse af Det Europæiske Fællesskab finder anvendelse, og på de betingelser, der er fastsat i nævnte traktat.

Artikel 27
Gyldige tekster

Denne aftale er udfærdiget i to eksemplarer på dansk, engelsk, finsk, fransk, græsk, italiensk, nederlandsk, portugisisk, spansk, svensk, tysk og koreansk, idet hver af disse tekster har samme gyldighed.

Til bekræftelse heraf har undertegnede befuldmægtigede underskrevet denne rammeaftale.

Udfærdiget i ... , den ..... nitten hundrede og ****oghalvfems

FOR DET EUROPÆISKE FÆLLESSKAB:

FOR KONGERIGET BELGIEN:

FOR KONGERIGET DANMARK:

FOR FORBUNDSREPUBLIKKEN TYSKLAND:

FOR DEN HELLENSKE REPUBLIK:

FOR KONGERIGET SPANIEN:

FOR DEN FRANSKE REPUBLIK:

FOR IRLAND:

FOR DEN ITALIENSKE REPUBLIK:

Historical Archives of the European Commission

FOR STORHERTUGDØMMET LUXEMBOURG:

FOR KONGERIGET NEDERLANDENE:

FOR REPUBLIKKEN ØSTRIG:

FOR DEN PORTUGISISKE REPUBLIK:

FOR REPUBLIKKEN FINLAND:

FOR KONGERIGET SVERIGE:

FOR DET FORENEDE KONGERIGE STORBRITANNIEN OG NORDIRLAND:

FOR REPUBLIKKEN KOREA:

Historical Archives of the European Commission

Konventioner om intellektuel, industriel og kommerciel ejendomsret

- Bernerkonventionen til værn for litterære og kunstneriske værker (Paris-akten 1971)
- Den internationale konvention om beskyttelse af udøvende kunstnere, fremstillere af fonogrammer samt radio- og fjernsynsforetagender (Rom 1961)
- Pariserkonventionen om beskyttelse af industriel ejendomsret (Stockholm-akten 1967, som ændret 1979)
- Patentsamarbejdstraktaten (Washington 1970, som ændret 1984).
- Madrid-arrangementet om international registrering af varemærker (Stockholm-akten 1967, som ændret 1979)
- Protokollen til Madrid-arrangementet om international registrering af varemærker (Madrid 1989)
- Nice-arrangementet vedrørende international klassificering af varer og tjenesteydelser til brug ved registrering af varemærker (Genève 1977, som ændret 1979)
- Budapest-traktaten om international anerkendelse af deponering af mikroorganismer med henblik på patentprocedurer (1977, som ændret 1980)
- Den internationale konvention om beskyttelse af plantenyheder (UPOV) (Genève-akten 1991).

Historical Archives of the European Commission

Fælles erklæring om artikel 7

Hver part tillader den anden parts rederier forretningsmæssig tilstedeværelse på sit område med henblik på at drive skibsagenturvirksomhed på etablerings- og driftsvilkår, der ikke er mindre gunstige end de mest fordelagtige af de betingelser, den indrømmer enten sine egne rederier eller datterselskaber eller filialer af noget tredjelands virksomheder.

Fælles erklæring om artikel 9

Parterne er enige om, at for så vidt angår aftalen, omfatter intellektuel, industriel og kommerciel ejendomsret især ophavsret, herunder ophavsret til edb-programmer, og beslægtede rettigheder, rettigheder vedrørende patenter, industrielle mønstre, geografiske betegnelser, herunder oprindelsesbetegnelser, varemærker og servicemærker, integrerede kredsløbs topografi samt beskyttelse mod illoyal konkurrence som omhandlet i artikel 10a i Pariserkonventionen til beskyttelse af industriel ejendomsret og beskyttelse af fortrolig information om knowhow.

Fortolkende fælles erklæring om artikel 23

a) Med henblik på fortolkningen og den praktiske anvendelse af denne aftale er parterne enige om, at der ved de særligt hastende tilfælde, som der henvises til i aftalens artikel 23, forstås tilfælde, hvor en af parterne har gjort sig skyldig i en materiel overtrædelse af aftalen. En materiel overtrædelse af aftalen består i:

a. tilbagevisning af aftalen uden hjemmel i de almindelige folkeretlige regler

b. krænkelse af de i artikel 1 omhandlede væsentlige elementer i aftalen.

b) Parterne er enige om, at der ved de i artikel 23 omhandlede "passende foranstaltninger" forstås foranstaltninger, som træffes i overensstemmelse med folkeretten.

Historical Archives of the European Commission

Erklæring fra Det Europæiske Fællesskab om artikel 8

Det Europæiske Fællesskab udtrykker bekymring for og lægger stor vægt på de problemer, der er opstået og fortsat vil opstå som følge af den nuværende tendens med udvidelse af skibsbygningskapaciteten på verdensmarkedet.

I den forbindelse ønsker det at henvise til ordlyden af den erklæring, det fremsatte i Paris i anledning af afslutningen af forhandlingerne om OECD-aftalen om skibsbygning den 21. december 1994, som fortsat gælder fuldt ud for dette punkt.

Det Europæiske Fællesskab opfordrer Republikken Korea til at samarbejde med Det Europæiske Fællesskab og andre signatarer af OECD-aftalen om skibsbygning med henblik på ved hjælp af passende midler at mindske den alvorlige strukturelle uligevægt mellem udbud og efterspørgsel på verdens skibsbygningsmarked.

Erklæring fra Republikken Korea om artikel 7, stk. 2

Republikken Korea erklærer, at for så vidt angår bestemmelserne i stk. 2, litra a), i artikel 7 (Søtransport), vil det kun tillade indførelsen af lastfordelingsklausuler i fremtidige bilaterale aftaler med et bestemt tredjeland med hensyn til tørt og flydende massegods i ekstraordinære tilfælde, hvor koreanske rederier ikke på anden vis har reel mulighed for at deltage i trafikken til og fra det pågældende tredjeland.

Historical Archives of the European Commission

[2] Disse erklæringer vil blive fremsat ved undertegnelsen af aftalen.

Finansieringsoversigt

1. FORANSTALTNINGENS BETEGNELSE

Gennemførelse af rammeaftalen om handel og samarbejde mellem EF og dets medlemsstater på den ene side og Republikken Korea på den anden. - Særlige foranstaltninger på området økonomisk samarbejde og generelle samarbejdsaktiviteter. Disse foranstaltninger vil blive truffet i overensstemmelse med EU's Asienstrategi (KOM (94) 314 endelig udg., særlig afsnit 2.2.).

2. BUDGETPOST

Som følge af budgettets nuværende struktur kan konteringsposten være post B7-8700 for handelsmæssige og økonomiske samarbejdsaftaler med tredjelande. Dette afhænger dog af resultaterne af den årlige budgetprocedure.

3. RETSGRUNDLAG

Artikel 113 og 235 i EF-traktaten.

4. BESKRIVELSE AF FORANSTALTNINGEN

4.1. Foranstaltningens generelle mål

Sigtet er at videreudbygge de økonomiske forbindelser med Korea i overensstemmelse med rammeaftalen med Korea. Udbygningen vil navnlig omfatte de områder, som GD I har ansvaret for (handelssamarbejde, forretningsbesøg, fremme af kontakter mellem økonomiske beslutningstagere, særlige samarbejdsaktiviteter af generel karakter).

4.2. Foranstaltningens varighed og nærmere bestemmelser for dens forlængelse/fornyelse

Rammeaftalen vil være i kraft i en periode af fem års varighed og kan efter denne periodes udløb stiltiende fornyes med ét år ad gangen.

5. KLASSIFIKATION AF UDGIFTERNE/INDTÆGTERNE

5.1. OU/IOU: ikke-obligatoriske udgifter

5.2. OB/IOB: opdelte bevillinger

5.3. Indtægtstype: irrelevant.

6. UDGIFTERNES/INDTÆGTERNES ART

- 100% tilskud (kan imødeses i ekstraordinære tilfælde)
- tilskud til samfinansiering med andre offentlige og/eller private tilskudsydere (bl.a. med Republikken Koreas regering).

Historical Archives of the European Commission

7. FINANSIELLE VIRKNINGER

7.1. Metode for omkostningsberegning (forbindelse mellem individuelle omkostninger og samlede omkostninger)

Rammeaftalen vil blive undertegnet i 1996 og vil derfor antagelig blive gennemført i 1997 og de følgende år.

Rammeaftalen er den første aftale af generel karakter, der nogensinde er indgået med Republikken Korea. Det vil derfor være nødvendigt at finansiere de særlige foranstaltninger via nye tildelinger på driftsbudgettet. I henhold til rammeaftalen skal der finde et økonomisk samarbejde sted på en række områder, f.eks. videnskab og teknologi, industri, standarder, miljø, energi, kultur osv. Medens en del af disse aktiviteter kan dækkes via de eksisterende budgettildelinger (f.eks. samarbejdsmidler afsat til gennemførelse af det fjerde rammeprogram for forskning og teknisk udvikling, informationsbudgettet for GD X/delegationen i Seoul), vil det sandsynligvis være nødvendigt med en yderligere tildeling til disse nye samarbejdsinitiativer på 250 000 ECU om året.

1997-programmet for samarbejdet med Korea vil efter planen dække nogle af følgende aktiviteter eller dem alle:

a. afholdelse af møder i et EU/Korea-forum i henhold til det forslag, som EU/Korea-"vismandsklubben" fremsatte i rapporten fra november 1995

b. en konference med det formål at fremme dialogen mellem koreanske forbrugergrupper og deres europæiske partnere (med henblik på at påvirke forbrugernes opfattelse af de europæiske varer)

c. et forum med det formål at formidle oplysninger om samarbejdsmulighederne på forsknings- og udviklingsområdet (beskrivelse af programmernes funktionsmåde hos begge parter osv.)

d. afholdelse af erhvervsfora for enkeltsektorer af fælles interesse med henblik på at anspore til øget samarbejde mellem erhvervsvirksomhederne hos begge parter (Korea har allerede foreslået halvledere og forbrugselektronik i 1996)

e. støtte til oprettelse af et forbund af sammenslutninger af europæiske virksomheder, som eksporterer til Korea (med henblik på at bane vej for en oprettelse af et EU/Korea-handelskammer)

f. indstiftelse af en "EU/Korea Relationship Prize", der har til formål at anspore de europæiske medier til at give mere og bedre information om Korea og at anspore de koreanske medier til at give mere og bedre information om EU og dens medlemsstater (foreslået af EU/Korea-"vismandsklubben" i dens rapport fra november 1995)

g. deltagelse i omkostningerne ved tilrettelæggelse af særlige handels- og investeringsbesøg (i overensstemmelse med subsidiaritetsprincippet).

Historical Archives of the European Union

9. OPLYSNINGER OM COST/EFFECTIVENESS

9.1. Specifikke og kvantificerbare mål - målgruppe

EU/Korea Forum
EU/Korea Forum skal efter planen være en konference, der har til formål at fremme samarbejdet mellem erhvervslivet, medierne og akademikerkredsene hos begge parter under den koreanske regerings og Europa-Kommissionens auspicier. Der bør derfor deltage repræsentanter for disse sektorer. Særlige møder for en eller flere af sektorerne kan være en passende opfølgning.

Deltagerne bør udvælges med bistand fra medlemsstaternes myndigheder, således at det sikres, at der både tages hensyn til EF's og medlemsstaternes samarbejdsmuligheder.

Konference om forbrugerbeskyttelse
Konferencen om forbrugerbeskyttelse skal efter planen anspore til øget dialog mellem de koreanske forbrugergrupper og deres europæiske partnere og sikre de førstnævnte pålidelig information om EU's lovgivning på dette område. Koreanerne er kendte for at have en opfattelse af udenlandske varer, der har rødder i tidligere tiders sparekampagner. Med den nye mere liberale politik er det vigtigt, at den helt forkerte overbevisning om, at europæiske varer er alt for dyre og desuden er både farlige og af ringe kvalitet, korrigeres.

9.2. Begrundelse

Gennemførelse af den første rammeaftale med Korea: udbygning af det økonomiske samarbejde med Korea.

9.3. Overvågning og evaluering

Kommissionen vil omhyggeligt vurdere effektiviteten og virkningerne af de foranstaltninger, den tilrettelægger i samarbejde med den koreanske regering, inden den beslutter sig til opfølgende foranstaltninger.

10. UDGIFTER TIL ADMINISTRATION (DEL A I SEKTION III I DET ALMINDELIGE BUDGET)

De fornødne administrationsressourcer vil blive stillet til rådighed i medfør af Kommissionens årlige afgørelse om ressourcernes fordeling, bl.a. under hensyn til personalets størrelse og de yderligere beløb, som budgetmyndigheden måtte have afsat.

Historical Archives of the European Commission

21

7.2. Omkostningernes fordeling på de enkelte elementer

FB i mio. ECU
(løbende priser)

Fordeling	År 1997	n + 1	n + 2	n + 3	n + 4	n + 5 og flg. regns.år	I alt
EU/Korea Forum	0,100						
Konference om forbrugere	0,100						
Tilskud	0,050						
I alt	0,250						

7.3. Forfaldsplan for forpligtelsesbevillinger/betalingsbevillinger

FB og BB i mio. ECU

	År 1997	1998	n + 2	n + 3	n + 4	n + 5 og flg. regns.år	I alt
Forpligtelsesbevilling	0,250						0,250
Betalingsbevillinger							
År 1997	0,200						0,200
1998		0,050					0,050
n + 2							
n + 3							
n + 4							
n + 5 og flg. regns.år							
I alt	0,200	0,050					0,250

8. FORHOLDSREGLER MOD SVIG - FORVENTEDE RESULTATER

Historical Archives of the European Commission

22

10.1. Indvirkning på personalets størrelse

Former for personale		Personale til at forvalte foranstaltningen		heraf		varighed
		faste stillinger	midlertidige stillinger	ved anvendelse af eksisterende ressourcer i pågældende GD eller tjeneste	ved anvendelse af supplerende ressourcer	
Tjenestemænd eller midlertidigt ansatte	A	1		1		ubestemt
	B					
	C	1		1		ubestemt
Andre ressourcer						
I alt		2		2		

10.2. Samlet finansiel virkning af de yderligere menneskelige ressourcer

Ingen.

10.3. Forhøjelse af andre driftsudgifter som følge af foranstaltningen

ECU

Budgetpost (nr. og betegnelse)	Beløb	Beregning
A-2510.11.01	p.m.	Årlige møder i det blandede udvalg i Bruxelles og Korea på skift, der udelukkende indebærer rejseudgifter for tjenestemændene
A.1300.11.01	17 000	5 returrejser Bruxelles-Seoul (5 tjenestemænd) og 5 opholdsgodtgørelser (3 dage)
I alt	17 000	

NB: Beløbene svarer til udgifterne i 12 måneder (foranstaltningen er af ubestemt varighed).

Historical Archives of the European Commission

23

ISSN 0254-1459

KOM(96) 141 endelig udg.

DOKUMENTER

DA 11

Katalognummer : CB-CO-96-155-DA-C

ISBN 92-78-02488-0

Kontoret for De Europæiske Fællesskabers Officielle Publikationer

L-2985 Luxembourg

Historical Archives of the European Commission

ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ

Βρυξέλλες, 27.03.1996
COM(96) 141 *τελικό*

96/ 0098 (CNS)

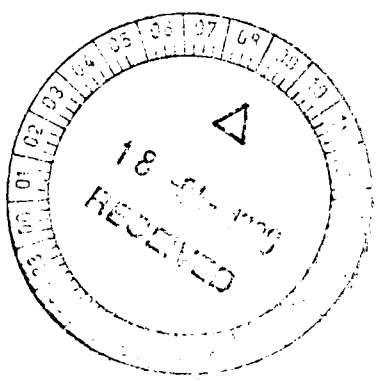
Historical Archives of the European Commission

Πρόταση

ΑΠΟΦΑΣΗΣ ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

σχετικά με τη σύναψη συμφωνίας-πλαισίου για το εμπόριο και τη συνεργασία μεταξύ της Ευρωπαϊκής Κοινότητας και των κρατών μελών αυτής, αφενός, και της Δημοκρατίας της Κορέας, αφετέρου

(*υποβληθείσα από την Επιτροπή*)



ΑΙΤΙΟΛΟΓΙΚΗ ΕΚΘΕΣΗ

1. Με απόφαση της 8ης Μαρτίου 1995, το Συμβούλιο εξουσιοδότησε την Επιτροπή να προβεί στην έναρξη διαπραγματεύσεων με τη Δημοκρατία της Κορέας για τη σύναψη συμφωνίας-πλαισίου συνεργασίας και ενέκρινε τις σχετικές διαπραγματευτικές οδηγίες προς το σκοπό αυτό.

2. Πραγματοποιήθηκαν δύο κύκλοι διαπραγματεύσεων στις Βρυξέλλες. Ο πρώτος στις 11 Μαΐου 1995 και ο δεύτερος, στις12 και 13 Οκτωβρίου 1995. Μετά από διαβουλεύσεις μεταξύ της Επιτροπής και της κυβέρνησης της Κορέας που διενεργήθηκαν κατά το τέλος Νοεμβρίου 1995 και επαφές μέσω της διπλωματικής οδού, η συμφωνία μονογραφήθηκε στις Βρυξέλλες στις 29 Φεβρουαρίου 1996.

3. Όταν εγκρίθηκαν οι διαπραγματευτικές οδηγίες, το Συμβούλιο όρισε ότι διατηρούσε το δικαίωμα να εκδώσει απόφαση για το νομικό καθεστώς της συμφωνίας μετά την ολοκλήρωση των διαπραγματεύσεων. Σύμφωνα με το αποτέλεσμα της συζήτησης που διενεργήθηκε στο πλαίσιο του Συμβουλίου τον Δεκέμβριο 1995 και τον Ιανουάριο 1996 στη συμφωνία θα συμμετέχουν τόσο η Κοινότητα όσο και τα κράτη μέλη της (μεικτή συμφωνία). Η συμφωνία υποβάλλεται στο Συμβούλιο για να υπογραφεί και να συναφθεί.

4. Η Επιτροπή θεωρεί ότι η συμφωνία η οποία έχει μονογραφηθεί, αντιστοιχεί στις διαπραγματευτικές οδηγίες του Συμβουλίου.

5. Η Επιτροπή θα εξετάσει αν η προσωρινή εφαρμογή ορισμένων διατάξεων της παρούσας συμφωνίας είναι αποδεκτή από την πλευρά της Κορέας. Σε μια τέτοια περίπτωση, η Επιτροπή θα ζητήσει σε εύθετο χρόνο να εγκριθεί ανταλλαγή επιστολών για το σκοπό αυτό.

6. Για την υπογραφή και τη σύναψη της συμφωνίας-πλαισίου για το εμπόριο και τη συνεργασία μεταξύ της Ευρωπαϊκής Κοινότητας και των κρατών μελών της, αφενός, και της Δημοκρατίας της Κορέας, αφετέρου, η Επιτροπή προτείνει στο Συμβούλιο να εγκρίνει το συνημμένο σχέδιο απόφασης.

Historical Archives of the European Commission

ΤΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ ΤΗΣ ΕΥΡΩΠΑΪΚΗΣ ΕΝΩΣΗΣ

Εχοντας υπόψη:

τη συνθήκη για την ίδρυση της Ευρωπαϊκής Κοινότητας και ιδίως τα άρθρα 73 γ) παράγραφος 2, 75, 84 παράγραφος 2, 113 και 235, σε συνδυασμό με το άρθρο 228 παράγραφος 2 δεύτερη πρόταση και παράγραφος 3 πρώτο εδάφιο,

την πρόταση της Επιτροπής,

τη γνώμη του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου,

μετά από διαβουλεύσεις με την Οικονομική και Κοινωνική Επιτροπή,

Εκτιμώντας

ότι η Ευρωπαϊκή Κοινότητα είναι σκόπιμο να εγκρίνει τη συμφωνία-πλαίσιο για το εμπόριο και τη συνεργασία μεταξύ της Ευρωπαϊκής Κοινότητας και των κρατών μελών της, αφενός, και της Δημοκρατίας της Κορέας, αφετέρου,

ΑΠΟΦΑΣΙΖΕΙ:

Αρθρο 1

Εγκρίνεται εξ ονόματος της Ευρωπαϊκής Κοινότητας η συμφωνία-πλαίσιο για το εμπόριο και τη συνεργασία μεταξύ της Ευρωπαϊκής Κοινότητας και των κρατών μελών της, αφενός, και της Δημοκρατίας της Κορέας, αφετέρου.

Το κείμενο της συμφωνίας επισυνάπτεται στην παρούσα απόφαση.

Αρθρο 2

Η Επιτροπή, επικουρούμενη από τους αντιπροσώπους των κρατών μελών, εκπροσωπεί την Ευρωπαϊκή Κοινότητα στη μεικτή επιτροπή που προβλέπεται στο άρθρο 19 παράγραφος 3 της συμφωνίας-πλαισίου για το εμπόριο και τη συνεργασία.

Αρθρο 3

Ο Πρόεδρος του Συμβουλίου προβαίνει, εξ ονόματος της Ευρωπαϊκής Κοινότητας, στη γνωστοποίηση που προβλέπει το άρθρο 21 της συμφωνίας.

Αρθρο 4

Η παρούσα απόφαση δημοσιεύεται στην Επίσημη Εφημερίδα των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων.

Βρυξέλλες,

Για το Συμβούλιο
Ο Πρόεδρος

Historical Archives of the European Commission

[redacted]

(τίτλος)
Συμφωνία πλαίσιο περί εμπορίου και συνεργασίας μεταξύ της Ευρωπαϊκής Κοινότητας και των κρατών μελών αυτής, αφενός, και της Δημοκρατίας της Κορέας αφετέρου.

(κείμενο)

Η ΕΥΡΩΠΑΪΚΗ ΚΟΙΝΟΤΗΤΑ,

και

ΤΟ ΒΑΣΙΛΕΙΟ ΤΟΥ ΒΕΛΓΙΟΥ,
ΤΟ ΒΑΣΙΛΕΙΟ ΤΗΣ ΔΑΝΙΑΣ,
Η ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ ΤΗΣ ΓΕΡΜΑΝΙΑΣ,
Η ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ,
ΤΟ ΒΑΣΙΛΕΙΟ ΤΗΣ ΙΣΠΑΝΙΑΣ,
Η ΓΑΛΛΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ,
Η ΙΡΛΑΝΔΙΑ,
Η ΙΤΑΛΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ,
ΤΟ ΜΕΓΑΛΟ ΔΟΥΚΑΤΟ ΤΟΥ ΛΟΥΞΕΜΒΟΥΡΓΟΥ,
ΤΟ ΒΑΣΙΛΕΙΟ ΤΩΝ ΚΑΤΩ ΧΩΡΩΝ,
Η ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ ΤΗΣ ΑΥΣΤΡΙΑΣ,
Η ΠΟΡΤΟΓΑΛΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ,
Η ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ ΤΗΣ ΦΙΛΑΝΔΙΑΣ,
ΤΟ ΒΑΣΙΛΕΙΟ ΤΗΣ ΣΟΥΗΔΙΑΣ,
ΤΟ ΗΝΩΜΕΝΟ ΒΑΣΙΛΕΙΟ ΤΗΣ ΜΕΓΑΛΗΣ ΒΡΕΤΑΝΙΑΣ ΚΑΙ ΒΟΡΕΙΟΥ ΙΡΛΑΝΔΙΑΣ,

Συμβαλλόμενα μέρη στη συμφωνία για την ίδρυση της Ευρωπαϊκής Κοινότητας και στη συμφωνία για την Ευρωπαϊκή Ένωση, εφεξής καλούμενα "κράτη μέλη",

αφενός,

και

Η ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ ΤΗΣ ΚΟΡΕΑΣ,

αφετέρου,

ΕΚΤΙΜΩΝΤΑΣ τους παραδοσιακούς φιλικούς δεσμούς μεταξύ της Δημοκρατίας της Κορέας και της Ευρωπαϊκής Κοινότητας και των κρατών μελών αυτής,

Historical Archives of the European Commission

[redacted]

. *ΕΠΑΝΑΒΕΒΑΙΩΝΟΝΤΑΣ* την προσήλωση των μερών στις δημοκρατικές αρχές και στα θεμελιώδη ανθρώπινα δικαιώματα, όπως προβλέπονται στην Οικουμενική διακήρυξη των ανθρωπίνων δικαιωμάτων·

. *ΕΠΙΒΕΒΑΙΩΝΟΝΤΑΣ* την επιθυμία τους να καθιερώσουν τακτικό πολιτικό διάλογο μεταξύ της Ευρωπαϊκής Ένωσης και της Δημοκρατίας της Κορέας, βάσει των κοινών αξιών και επιδιώξεων·

. *ΕΧΟΝΤΑΣ ΕΠΙΓΝΩΣΗ* ότι η Γενική συμφωνία δασμών και εμπορίου έπαιξε σημαντικό ρόλο στην προώθηση του διεθνούς εμπορίου εν γένει και ειδικότερα του διμερούς εμπορίου, και ότι η Δημοκρατία της Κορέας και η Ευρωπαϊκή Κοινότητα δεσμεύονται εξίσου από τις αρχές του ελευθέρου εμπορίου και της οικονομίας της αγοράς, επί των οποίων βασίζεται η εν λόγω συμφωνία·

. *ΕΠΑΝΑΒΕΒΑΙΩΝΟΝΤΑΣ* ότι η Δημοκρατία της Κορέας, η Ευρωπαϊκή Κοινότητα και τα κράτη μέλη αυτής εγγυήθηκαν ότι θα εκπληρώσουν πλήρως τις δεσμεύσεις τους με την επικύρωση της συμφωνίας για την ίδρυση του Παγκόσμιου Οργανισμού Εμπορίου·

. *ΕΧΟΝΤΑΣ ΥΠΟΨΗ* ότι είναι αναγκαίο να συμβάλλουν στην πλήρη εφαρμογή των αποτελεσμάτων του Γύρου της Ουρουγουάης της GATT και να εφαρμόσουν όλους τους κανόνες που διέπουν τις διεθνείς συναλλαγές κατά τρόπο διαφανή και χωρίς διακρίσεις·

. *ΑΝΑΓΝΩΡΙΖΟΝΤΑΣ* τη σημασία που έχει η σύσφιγξη των υφιστάμενων σχέσεων μεταξύ των μερών, με σκοπό την ενίσχυση της μεταξύ τους συνεργασίας, καθώς και η κοινή τους βούληση να παγιοποιήσουν, να εμβαθύνουν και να διαφοροποιήσουν τις σχέσεις τους σε τομείς αμοιβαίου ενδιαφέροντος, με βάση την ισότητα, τη μη διάκριση, το σεβασμό του φυσικού περιβάλλοντος και το αμοιβαίο όφελος·

. *ΕΠΙΘΥΜΩΝΤΑΣ* να δημιουργήσουν ευνοϊκές προϋποθέσεις για διαρκή ανάπτυξη και διαφοροποίηση των συναλλαγών και για την οικονομική συνεργασία σε διάφορους τομείς αμοιβαίου ενδιαφέροντος·

. *ΠΙΣΤΕΥΟΝΤΑΣ* ότι θα είναι επωφελής για τα μέρη η θεσμοθέτηση των σχέσεων τους και η καθιέρωση οικονομικής συνεργασίας μεταξύ τους, διότι μέσω αυτής θα ενθαρρυνθεί περαιτέρω η ανάπτυξη του εμπορίου και των επενδύσεων·

. *ΕΝΘΥΜΟΥΜΕΝΟΙ* ότι είναι σημαντικό να διευκολύνεται η συμμετοχή των άμεσα ενδιαφερόμενων ατόμων και φορέων στη συνεργασία, ειδικότερα των οικονομικών παραγόντων και των εκπροσώπων αυτών,

ΣΥΜΦΩΝΗΣΑΝ ΝΑ ΣΥΝΑΨΟΥΝ ΤΗΝ ΠΑΡΟΥΣΑ ΣΥΜΦΩΝΙΑ ΚΑΙ, ΠΡΟΣ ΤΟ ΣΚΟΠΟ ΑΥΤΟ, ΟΡΙΣΑΝ ΠΛΗΡΕΞΟΥΣΙΟΥΣ

Η ΕΥΡΩΠΑΪΚΗ ΚΟΙΝΟΤΗΤΑ:

ΤΟ ΒΑΣΙΛΕΙΟ ΤΟΥ ΒΕΛΓΙΟΥ:

ΤΟ ΒΑΣΙΛΕΙΟ ΤΗΣ ΔΑΝΙΑΣ:

Η ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ ΤΗΣ ΓΕΡΜΑΝΙΑΣ:

Historical Archives of the European Commission

Η ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ:

ΤΟ ΒΑΣΙΛΕΙΟ ΤΗΣ ΙΣΠΑΝΙΑΣ:

Η ΓΑΛΛΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ:

Η ΙΡΛΑΝΔΙΑ:

Η ΙΤΑΛΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ:

ΤΟ ΜΕΓΑΛΟ ΔΟΥΚΑΤΟ ΤΟΥ ΛΟΥΞΕΜΒΟΥΡΓΟΥ:

ΤΟ ΒΑΣΙΛΕΙΟ ΤΩΝ ΚΑΤΩ ΧΩΡΩΝ:

Η ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ ΤΗΣ ΑΥΣΤΡΙΑΣ:

Η ΠΟΡΤΟΓΑΛΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ:

Η ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ ΤΗΣ ΦΙΝΛΑΝΔΙΑΣ:

ΤΟ ΒΑΣΙΛΕΙΟ ΤΗΣ ΣΟΥΗΔΙΑΣ:

ΤΟ ΗΝΩΜΕΝΟ ΒΑΣΙΛΕΙΟ ΤΗΣ ΜΕΓΑΛΗΣ ΒΡΕΤΑΝΙΑΣ ΚΑΙ ΒΟΡΕΙΟΥ ΙΡΛΑΝΔΙΑΣ:

Η ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ ΤΗΣ ΚΟΡΕΑΣ:

ΟΙ ΟΠΟΙΟΙ, μετά την ανταλλαγή των πληρεξουσίων εγγράφων τους που βρέθηκαν εντάξει,

ΣΥΜΦΩΝΗΣΑΝ ΣΤΑ ΑΚΟΛΟΥΘΑ:

Historical Archives of the European Commission

Άρθρο 1. Βάση της συνεργασίας

Οι εσωτερικές και διεθνείς πολιτικές των μερών διαπνέονται από το σεβασμό των δημοκρατικών αρχών και των ανθρωπίνων δικαιωμάτων, όπως ορίζονται στην Οικουμενική διακήρυξη των ανθρωπίνων δικαιωμάτων, που αποτελούν ουσιώδες στοιχείο της παρούσας συμφωνίας.

Άρθρο 2. Σκοποί της συνεργασίας

Με σκοπό να ενισχυθεί η μεταξύ τους συνεργασία, τα μέρη αναλαμβάνουν να προωθήσουν περαιτέρω τις μεταξύ τους οικονομικές σχέσεις. Οι προσπάθειες τους αφορούν ειδικότερα στα εξής:

α. προώθηση, καθιέρωση συνεργασίας για την διαφοροποίηση των συναλλαγών προς αμοιβαίο όφελος·

β. καθιέρωση οικονομικής συνεργασίας σε τομείς αμοιβαίου ενδιαφέροντος, μεταξύ άλλων, επιστημονική και τεχνολογική συνεργασία και βιομηχανική συνεργασία·

γ. διευκόλυνση της συνεργασίας μεταξύ επιχειρήσεων, μέσω της διευκόλυνσης των επενδύσεων, και στις δύο πλευρές, και μέσω της προώθησης μιας καλύτερης αμοιβαίας κατανόησης.

Άρθρο 3. Πολιτικός διάλογος

Καθιερώνεται τακτικός πολιτικός διάλογος, βασιζόμενος σε κοινές αξίες και επιδιώξεις, μεταξύ της Ευρωπαϊκής Ένωσης και της Δημοκρατίας της Κορέας. Ο διάλογος αυτός λαμβάνει χώρα σύμφωνα με τις διαδικασίες που συμφωνούνται σε κοινή δήλωση μεταξύ της Ευρωπαϊκής Ένωσης και της Δημοκρατίας της Κορέας επί του θέματος.

Άρθρο 4. Μεταχείριση του μάλλον ευνοουμένου κράτους

Σύμφωνα με τα δικαιώματα και τις υποχρεώσεις τους βάσει του Παγκοσμίου οργανισμού εμπορίου, τα μέρη αναλαμβάνουν τη δέσμευση να παραχωρήσουν αμοιβαία τη μεταχείριση του μάλλον ευνοουμένου κράτους.

Άρθρο 5. Εμπορική συνεργασία

1. Τα μέρη αναλαμβάνουν τη δέσμευση να ενθαρρύνουν την ανάπτυξη και διαφοροποίηση των μεταξύ τους εμπορικών συναλλαγών στο υψηλότερο δυνατό επίπεδο και προς το αμοιβαίο όφελος.

   Τα μέρη αναλαμβάνουν να επιτύχουν βελτιωμένες συνθήκες πρόσβασης στην αγορά. Εξασφαλίζουν ότι προβλέπονται τελωνειακοί δασμοί του μάλλον ευνοουμένου κράτους, λαμβάνοντας υπόψη διάφορα στοιχεία, μεταξύ άλλων την κατάσταση της εγχώριας αγοράς του ενός μέρους και τα εξαγωγικά συμφέροντα του άλλου μέρους. Αναλαμβάνουν να εργασθούν για την κατάργηση των εμποδίων στις συναλλαγές, ειδικότερα με την έγκαιρη κατάργηση των μη δασμολογικών εμποδίων και λαμβάνοντας μέτρα για τη βελτίωση της διαφάνειας, λαμβάνοντας υπόψη το έργο που έχουν διεκπεραιώσει οι διεθνείς οργανισμοί στον εν λόγω χώρο.

2. Τα μέρη ενεργούν ώστε η πολιτική να στοχεύει στα εξής:

Historical Archives of the European Commission

α. πολυμερής και διμερής συνεργασία για την ρύθμιση ζητημάτων που αφορούν την ανάπτυξη του εμπορίου και τα οποία ενδιαφέρουν αμφότερες τις πλευρές, μεταξύ άλλων, τις μελλοντικές διαδικασίες του ΠΟΕ. Προς το σκοπό αυτό συνεργάζονται σε διεθνές επίπεδο και διμερώς για την επίλυση εμπορικών προβλημάτων κοινού ενδιαφέροντος·

β. προώθηση ανταλλαγής πληροφοριών μεταξύ οικονομικών παραγόντων και βιομηχανική συνεργασία μεταξύ επιχειρήσεων για τη διαφοροποίηση και αύξηση των σημερινών ρευμάτων συναλλαγών·

γ. μελέτη και σύσταση μέτρων για την ενθάρρυνση του εμπορίου, που είναι κατάλληλα για την προώθηση της ανάπτυξης των συναλλαγών·

γ. διευκόλυνση της συνεργασίας μεταξύ των αρμοδίων τελωνειακών αρχών της Ευρωπαϊκής Κοινότητας, των κρατών μελών αυτής και της Κορέας·

ε. βελτίωση της πρόσβασης στην αγορά για τα βιομηχανικά, γεωργικά και αλιευτικά προϊόντα·

στ. βελτίωση της πρόσβασης στην αγορά για τις υπηρεσίες, όπως χρηματοπιστωτικές υπηρεσίες και τηλεπικοινωνιακές υπηρεσίες·

ζ. ενίσχυση της συνεργασίας στους τομείς των προτύπων και τεχνικών ρυθμίσεων·

η. αποτελεσματική προστασία της πνευματικής, βιομηχανικής και εμπορικής ιδιοκτησίας·

θ. διοργάνωση επισκέψεων για το εμπόριο και τις επενδύσεις·

ι. διοργάνωση γενικών και ειδικών βιομηχανικών εμπορικών εκθέσεων.

3. Τα μέρη ενθαρρύνουν δίκαιο ανταγωνισμόστον χώρο των οικονομικών δραστηριοτήτων με την ενίσχυση των σχετικών νομοθεσιών και ρυθμίσεων.

4. Σύμφωνα με τις υποχρεώσεις τους βάσει της συμφωνίας περί κρατικών προμηθειών του ΠΟΕ, τα μέρη εξασφαλίζουν τη συμμετοχή σε συμβάσεις προμηθειών, χωρίς διακρίσεις και με αμοιβαιότητα.

Συνεχίζουν τις συζητήσεις που αποβλέπουν στο περαιτέρω αμοιβαίο άνοιγμα των αγορών προμηθειών σε άλλους τομείς, όπως τηλεπικοινωνίες.

Άρθρο 6. Γεωργία και αλιεία

1. Τα μέρη συμφωνούν να ενθαρρύνουν τη συνεργασία στους τομείς της γεωργίας και της αλιείας, μεταξύ άλλων, των κηπευτικών και της θαλασσοκαλλιέργειας. Τα συμβαλλόμενα μέρη, με βάση τις μεταξύ τους συζητήσεις όσον αφορά τις κατ' ιδίαν γεωργικές και αλιευτικές πολιτικές, εξετάζουν τα εξής:

α. τις δυνατότητες αυξημένων συναλλαγών γεωργικών και αλιευτικών προϊόντων·

β. τις επιπτώσεις των υγειονομικών και φυτοϋγειονομικών μέτρων καθώς και των μέτρων που αφορούν το περιβάλλον, επί του εμπορίου·

γ. τους δεσμούς μεταξύ γεωργίας και περιβάλλοντος της υπαίθρου·

δ. την έρευνα στους τομείς της γεωργίας και της αλιείας, μεταξύ άλλων την καλλιέργεια κηπευτικών και θαλασσοκαλλιέργεια.

2. Οι διατάξεις της παραγράφου 1 του παρόντος άρθρου εφαρμόζονται στα προϊόντα και υπηρεσίες της συνδεόμενης γεωργικής μεταποιητικής βιομηχανίας, εφόσον χρειάζεται.

Historical Archives of the European Commission

3. Τα συμβαλλόμενα μέρη αναλαμβάνουν να συμμορφωθούν προς τους όρους της συμφωνίας περί υγειονομικών και φυτοϋγειονομικών μέτρων του ΠΟΕ είναι διατεθειμένα να εξάγουν διαπραγματεύσεις, κατόπιν αιτήσεως ενός από αυτά για να συζητήσουν τις προτάσεις του άλλου συμβαλλόμενου μέρους για την εφαρμογή και την εναρμόνιση των υγειονομικών και φυτοϋγειονομικών μέτρων, λαμβάνοντας υπόψη τα πρότυπα επί των οποίων έχουν συμφωνήσει άλλοι διεθνείς οργανισμοί όπως ο OIE, IPPC και Codex Alimentarius.

Άρθρο 7. Θαλάσσιες μεταφορές

1. Τα συμβαλλόμενα μέρη αναλαμβάνουν να κινητοποιηθούν για την επίτευξη του στόχου της απεριόριστης πρόσβασης στη διεθνή ναυτιλιακή αγορά και εμπόριο, με βάση τον δίκαιο ανταγωνισμό σε εμπορική βάση, σύμφωνα με τις διατάξεις του παρόντος άρθρου.

(α) Η ανωτέρω διάταξη δεν θίγει τα δικαιώματα και τις υποχρεώσεις που απορρέουν από τον κώδικα συμπεριφοράς για τις διασκέψεις(Conferences) τακτικών γραμμών της σύμβασης των Ηνωμένων Εθνών, όπως εφαρμόζεται σε κάθε συμβαλλόμενο μέρος της παρούσας συμφωνίας. Οι μη τακτικές γραμμές λειτουργούν ελεύθερα και ανταγωνιστικά με τις τακτικές, εφόσον τηρούν την αρχή του δίκαιου ανταγωνισμού σε εμπορική βάση.

(β) Τα συμβαλλόμενα μέρη επιβεβαιώνουν τη δέσμευσή τους να δημιουργήσουν ένα δίκαιο και ανταγωνιστικό περιβάλλον για τις συναλλαγές ξηρού και υγρού χύδην φορτίου. Στο πλαίσιο της δέσμευσης αυτής, η Δημοκρατία της Κορέας προβαίνει στις αναγκαίες ενέργειες για την σταδιακή κατάργηση της ισχύουσας κράτησης φορτίου καθορισμένων χύδην βασικών προϊόντων για τα πλοία μεταφοράς υπό κορεατική σημαία, για μεταβατική περίοδο, η οποία λήγει στις 31 Δεκεμβρίου 1998.

2. Προς επίτευξη του στόχου της παραγράφου 1, τα συμβαλλόμενα μέρη:

(α) δεν εισάγουν ρήτρες περί κατανομής φορτίου στις μελλοντικές διμερείς συμφωνίες με τρίτες χώρες όσον αφορά τις συναλλαγές μέσω τακτικών γραμμών ξηρών και υγρών χύδην ειδών, εκτός εάν, σε εξαιρετικές περιστάσεις, όσον αφορά τις συναλλαγές που πραγματοποιούνται μέσω τακτικών γραμμών, οι ναυτιλιακές εταιρείες του ενός ή του άλλου συμβαλλόμενου μέρους της παρούσας συμφωνίας δεν θα είχαν διαφορετικά μια πραγματική ευκαιρία να πραγματοποιήσουν συναλλαγές προς και από τη σχετική τρίτη χώρα.

(β) δεν εκτελούν, με την έναρξη ισχύος της παρούσας συμφωνίας, διοικητικά και τεχνικά και νομοθετικά μέτρα τα οποία θα εισήγαγαν διάκριση μεταξύ των ιδίων υπηκόων ή εταιρειών και αυτών του άλλου συμβαλλόμενου μέρους κατά την παροχή υπηρεσιών στις διεθνείς θαλάσσιες μεταφορές.

(γ) δεν παρέχουν λιγότερο ευνοϊκή μεταχείριση στα πλοία, τα οποία εκμεταλλεύονται υπήκοοι ή εταιρείες του άλλου συμβαλλόμενου μέρους, από αυτήν που παρέχουν στα δικά τους πλοία όσον αφορά την πρόσβαση στους λιμένες που είναι ανοικτοί στο διεθνές εμπόριο, τη χρήση των υποδομών και των βοηθητικών ναυτιλιακών υπηρεσιών των λιμένων, καθώς και όσον αφορά τα τέλη και επιβαρύνσεις, τις τελωνειακές διευκολύνσεις και την παραχώρηση αποβάθρας και εγκαταστάσεων φόρτωσης και εκφόρτωσης.

Library Archive of the European Commission

3. Προς το σκοπό του παρόντος άρθρου, η πρόσβαση στη διεθνή ναυτιλιακή αγορά περιλαμβάνει, μεταξύ άλλων, το δικαίωμα για τους προσφέροντες διεθνείς θαλάσσιες μεταφορές έκαστου συμβαλλόμενου μέρους, να διακανονίζουν υπηρεσίες απευθείας μεταφοράς, που περιελαμβάνουν θαλάσσια διαδρομή, και προς το σκοπό αυτό να συνάπτουν απευθείας συμφωνία με τους προσφέροντες μέσα μεταφοράς, εκτός από τις θαλάσσιες μεταφορές, στο έδαφος του άλλου συμβαλλόμενου μέρους, με την επιφύλαξη των εφαρμοστέων περιορισμών περί υπηκοότητας, που αφορούν μεταφορά εμπορευμάτων και προσώπων με τα εν λόγω άλλα μέσα μεταφοράς.

4. Οι διατάξεις του παρόντος άρθρου εφαρμόζονται στις εταιρείες της Ευρωπαϊκής Κοινότητας και στις κορεατικές εταιρείες. Των διατάξεων του παρόντος άρθρου επωφελούνται επίσης οι ναυτιλιακές εταιρείες που είναι εγκατεστημένες εκτός της Ευρωπαϊκής Κοινότητας ή της Δημοκρατίας της Κορέας και ελέγχονται από υπηκόους κράτους μέλους ή της Δημοκρατίας της Κορέας, εφόσον τα πλοία τους είναι νηολογημένα στο εν λόγω κράτος μέλος ή στη Δημοκρατία της Κορέας σύμφωνα με τις κατ' ιδίαν νομοθεσίες.

5. Βάσει ειδικών συμφωνιών ρυθμίζονται θέματα αφορώντα τις ενέργειες που αναλαμβάνονται στο πλαίσιο δραστηριοτήτων ναυτιλιακών πρακτόρων στην Ευρωπαϊκή Κοινότητα και στη Δημοκρατία της Κορέας, εφόσον χρειάζεται.

Άρθρο 8. Ναυπηγικός κλάδος

1. Τα συμβαλλόμενα μέρη συμφωνούν να συνεργασθούν στο ναυπηγικό τομέα για την προώθηση δίκαιων και ανταγωνιστικών συνθηκών αγοράς και σημειώνουν την έντονη διαρθρωτική ανισορροπία μεταξύ προσφοράς και ζήτησης και την τάση της αγοράς η οποία προκαλεί ύφεση στο διεθνή ναυπηγικό κλάδο. Για τους λόγους αυτούς, τα συμβαλλόμενα μέρη δεν λαμβάνουν κανένα μέτρο ούτε προβαίνουν σε ενέργειες στήριξης του ναυπηγικού τους κλάδου, οι οποίες ενδέχεται να στρεβλώσουν τον ανταγωνισμό ή εξαιτίας των οποίων ο ναυπηγικός τους κλάδος δύναται να αντιμετωπίσει οποιαδήποτε δυσχερή κατάσταση στο μέλλον, σύμφωνα με τη συμφωνία στο ναυπηγικό κλάδο του ΟΟΣΑ.

2. Τα συμβαλλόμενα μέρη συμφωνούν να πραγματοποιήσουν διαβουλεύσεις αφού το ζητήσει ένα μέρος, για την εκτέλεση της συμφωνίας στο ναυπηγικό κλάδο του ΟΟΣΑ, να ανταλλάσσουν πληροφορίες γιά την εξέλιξη της διεθνούς αγοράς όσον αφορά τα πλοία και το ναυπηγικό κλάδο και κάθε πρόβλημα που προκύπτει στον εν λόγω τομέα.
Οι αντιπρόσωποι του ναυπηγικού κλάδου δυνατό να παρευρίσκονται στις διαβουλεύσεις αυτές ως παρατηρητές, κατόπιν προσκλήσεως και αφού συμφωνήσουν σχετικά τα συμβαλλόμενα μέρη.

Άρθρο 9. Προστασία της πνευματικής, βιομηχανικής και εμπορικής ιδιοκτησίας

1. Τα μέρη αναλαμβάνουν να εξασφαλίσουν ότι παρέχεται επαρκής και αποτελεσματική προστασία των δικαιωμάτων πνευματικής, βιομηχανικής και εμπορικής ιδιοκτησίας, μεταξύ άλλων ,αποτελεσματικά μέσα για την εφαρμογή των εν λόγω δικαιωμάτων.

Historical Archives of European Commission

2. Τα συμβαλλόμενα μέρη συμφωνούν να εφαρμόσουν τη συμφωνία περί των συναφών με το εμπόριο δικαιωμάτων πνευματικής ιδιοκτησίας του ΠΟΕ, το αργότερο μέχρι την 1η Ιουλίου 1996[1].

3. Τα συμβαλλόμενα μέρη επιβεβαιώνουν τη σημασία που αποδίδουν στις υποχρεώσεις, οι οποίες απορρέουν από πολυμερείς συμφωνίες περί προστασίας των δικαιωμάτων πνευματικής ιδιοκτησίας. Τα συμβαλλόμενα μέρη ενεργούν κατά τρόπο ώστε να προσχωρήσουν το συντομότερο στις συμβάσεις, στις οποίες δεν έχουν ακόμη προσχωρήσει, και οι οποίες περιέχονται στο παράρτημα.

Άρθρο 10. Τεχνικές ρυθμίσεις, Πρότυπα και Αξιολόγηση πιστότητας

1. Με την επιφύλαξη των διεθνών τους υποχρεώσεων, εντός των ορίων των αρμοδιοτήτων τους και σύμφωνα με τις κατ' ιδίαν νομοθεσίες, τα συμβαλλόμενα μέρη προωθούν τη χρήση διεθνώς παραδεδεγμένων προτύπων και συστημάτων αξιολόγησης της πιστότητας.

Προς το σκοπό αυτό δίδεται ειδικότερα προσοχή στα εξής:

α. ανταλλαγή πληροφοριών και τεχνικών εμπειρογνωμόνων στους τομείς της τυποποίησης, της διαπίστευσης, της μετρολογίας και της πιστοποίησης, καθώς και της κοινής έρευνας, εφόσον χρειάζεται·
β. προώθηση ανταλλαγών και επαφών μεταξύ αρμοδίων φορέων και οργάνων·
γ. τομεακές διαβουλεύσεις·
δ. συνεργασία σε δραστηριότητες διαχείρισης της ποιότητας·
ε. ενίσχυση της συνεργασίας στο χώρο των τεχνικών ρυθμίσεων, ειδικότερα με τη σύναψη συμφωνίας για την αμοιβαία αναγνώριση των αποτελεσμάτων της αξιολόγησης πιστότητας, ως μέσου διευκόλυνσης των συναλλαγών και αποφυγής οποιασδήποτε δυσλειτουργίας επιβλαβούς για την ανάπτυξή της
στ. συμμετοχή και συνεργασία στο πλαίσιο των σχετικών διεθνών συμφωνιών με σκοπό την προώθηση της έγκρισης εναρμονισμένων προτύπων.

2. Τα συμβαλλόμενα μέρη εξασφαλίζουν ότι οι δραστηριότητες για τα πρότυπα και την αξιολόγηση πιστότητας δεν παρεμποδίζουν αδικαιολόγητα το εμπόριο.

Άρθρο 11. Διαβουλεύσεις

1. Τα συμβαλλόμενα μέρη συμφωνούν να προωθήσουν την ανταλλαγή πληροφοριών όσον αφορά τα εμπορικά μέτρα.

Έκαστο συμβαλλόμενο μέρος αναλαμβάνει να ενημερώνει το άλλο μέρος έγκαιρα σχετικά με την εφαρμογή μέτρων, τα οποία αλλοιώνουν τους εισαγωγικούς δασμούς

---

[1]Για τη Δημοκρατία της Κορέας,με εξαίρεση του νόμου περί διαχειρίσεως των γεωργοχημικών,ο οποίος θα αρχίσει να ισχύει την 1η Ιανουαρίου 1997 και του νόμου περί βιομηχανίας φυτών (και του νόμου περί της προστασίας των γεωγραφικών ενδείξεων) μέχρι την 1η Ιουλίου 1998, με την επιφύλαξη της ιδίας νομοθετικής διαδικασίας.

Historical Archives of the European Commission

που επιβάλλονται βάσει της ρήτρας του μάλλον ευνοουμένου κράτους και επηρεάζουν τις εξαγωγές του άλλου μέρους.

Κάθε μέρος μπορεί να ζητήσει τη διεξαγωγή διαβουλεύσεων περί εμπορικών μέτρων. Εφόσον υποβληθεί σχετικό αίτημα, οι διαβουλεύσεις πραγματοποιούνται με την πρώτη ευκαιρία, για να επιτευχθεί αμοιβαία αποδεκτή και εποικοδομητική λύση το ταχύτερο δυνατόν.

2. Έκαστο συμβαλλόμενο μέρος συμφωνεί να ενημερώνει το άλλο μέρος σχετικά με την έναρξη διαδικασίας αντιντάμπινγκ κατά των προϊόντων του άλλου μέρους.

Τηρώντας πλήρως τις συμφωνίες του ΠΟΕ περί των μέτρων αντιντάμπινγκ και αντεπιδοτήσεων, τα μέρη εξετάζουν με ευνοϊκή προδιάθεση, και προσφέρουν τις κατάλληλες ευκαιρίες για διαβούλευση, όσον αφορά παρατηρήσεις που υποβάλλει ένα μέρος σχετικά με τις διαδικασίες αντιντάμπινγκ και τις διαδικασίες αντεπιδοτήσεων.

3. Τα συμβαλλόμενα μέρη διαβουλεύονται σχετικά με κάθε διαφορά που ενδέχεται να προκύψει κατά την εκτέλεση της παρούσας συμφωνίας. Εφόσον το ζητήσει ένα μέρος, οι διαβουλεύσεις αυτές λαμβάνουν χώρα το νωρίτερο δυνατόν. Το μέρος που υποβάλλει το σχετικό αίτημα παρέχει στο άλλο συμβαλλόμενο μέρος όλες τις αναγκαίες πληροφορίες για τη λεπτομερή εξέταση της κατάστασης. Στο πλαίσιο των εν λόγω διαβουλεύσεων, καταβάλλονται προσπάθειες για την επίλυση των εμπορικών διαφορών το ταχύτερο δυνατόν.

4. Οι διατάξεις του παρόντος άρθρου κατ' ουδένα τρόπο θίγουν τις εσωτερικές διαδικασίες εκάστου συμβαλλόμενου μέρους όσον αφορά την έγκριση και τροποποίηση εμπορικών μέτρων, ή την κοινοποίηση, τους μηχανισμούς διαβούλευσης και επίλυσης των διαφορών που προβλέπονται δυνάμει των συμφωνιών του ΠΟΕ.

Άρθρο 12. Οικονομική και βιομηχανική συνεργασία

1. Τα συμβαλλόμενα μέρη, λαμβάνοντας υπόψη το αμοιβαίο συμφέρον καθώς και την κατ' ιδίαν οικονομική πολιτική και τους στόχους αυτής, ενισχύουν την οικονομική και βιομηχανική συνεργασία σε κάθε τομέα τον οποίο θεωρούν κατάλληλο.

2. Οι στόχοι της εν λόγω συνεργασίας είναι ειδικότερα οι εξής:

- προώθηση ανταλλαγής πληροφοριών μεταξύ οικονομικών παραγόντων και ανάπτυξη και βελτίωση των υφιστάμενων δικτύων, ενώ συγχρόνως διασφαλίζεται η προστασία των προσωπικών στοιχείων·
- ανταλλαγή πληροφοριών για τους όρους και τις προϋποθέσεις συνεργασίας στον τομέα όλων των υπηρεσιών και των υποδομών της πληροφορίας·
- προώθηση αμοιβαία επωφελών επενδύσεων και δημιουργία ευνοϊκών για τις επενδύσεις συνθηκών·
- βελτίωση του οικονομικού περιβάλλοντος και των συνθηκών επιχειρηματικής δραστηριότητας.

3. Τα συμβαλλόμενα μέρη, για να επιτύχουν τους στόχους τους, επιδιώκουν μεταξύ άλλων τα εξής:

Council Archives of the European Commission

α. να διαφοροποιήσουν και να ενισχύσουν τους μεταξύ τους οικονομικούς δεσμούς,
β. να δημιουργήσουν ειδικούς διαύλους συνεργασίας στον βιομηχανικό κλάδο,
γ. να προωθήσουν τη βιομηχανική συνεργασία μεταξύ επιχειρήσεων, ειδικότερα μεταξύ των ΜΜΕ
δ. να προωθήσουν διαρκή ανάπτυξη των οικονομιών τους,
ε. να ενθαρρύνουν τρόπους παραγωγής μη επιβλαβείς για το περιβάλλον,
στ. να ενθαρρύνουν τις ροές επενδύσεων και τεχνολογίας,
ζ. να βελτιώσουν την αμοιβαία κατανόηση και επίγνωση του επιχειρηματικού περιβάλλοντος εκάστου.

Άρθρο 13. Ναρκωτικά και νομιμοποίηση εσόδων από παράνομες δραστηριότητες

1. Τα συμβαλλόμενα μέρη συνεργάζονται για να βελτιώσουν την αποτελεσματικότητα και επάρκεια των πολιτικών και μέτρων καταστολής της παράνομης παραγωγής, προσφοράς και εμπορίου ναρκωτικών και ψυχοτρόπων ουσιών, μεταξύ άλλων, την πρόληψη της εκτροπής των πρόδρομων χημικών ουσιών, καθώς και την περαιτέρω πρόληψη και τον περιορισμό της ζήτησης ναρκωτικών. Η συνεργασία στον εν λόγω χώρο βασίζεται στην αμοιβαία συνεννόηση και στο στενό συντονισμό μεταξύ των συμβαλλομένων μερών, όσον αφορά τους στόχους και τα μέτρα που αφορούν διάφορους τομείς συνδεόμενους με τα ναρκωτικά.

2. Τα συμβαλλόμενα μέρη συμφωνούν ότι πρέπει να καταβάλλουν προσπάθειες και να συνεργασθούν για να παρεμποδίσουν τη χρήση των χρηματοπιστωτικών τους συστημάτων για τη νομιμοποίηση εσόδων από εγκληματικές δραστηριότητες εν γένει και ειδικότερα, στο χώρο των ναρκωτικών.

Με τη συνεργασία στο χώρο αυτό επιδιώκεται η καθιέρωση των κατάλληλων προδιαγραφών κατά της νομιμοποίησης εσόδων από παράνομες δραστηριότητες, λαμβάνοντας υπόψη αυτές τις οποίες έχουν εγκρίνει τα διεθνή fora στο χώρο αυτό, ειδικότερα η Financial Action Task Force (FATF).

Άρθρο 14, Συνεργασία στον τομέα της επιστήμης και τεχνολογίας

1. Σύμφωνα με το αμοιβαίο συμφέρον και τους στόχους των ιδίων πολιτικών όσον αφορά την επιστήμη, τα συμβαλλόμενα μέρη αναλαμβάνουν να προωθήσουν τη συνεργασία στην επιστήμη και τεχνολογία. Προς το σκοπό αυτό τα μέρη προσπαθούν ειδικότερα να ενθαρρύνουν:

- την ανταλλαγή πληροφοριών και τεχνογνωσίας στο χώρο της επιστήμης και τεχνολογίας·
- το διάλογο για τη χάραξη και εφαρμογή αναπτυξιακής πολιτικής στο χώρο της έρευνας και της τεχνολογίας·
- τη συνεργασία στο χώρο της τεχνολογίας πληροφοριών, καθώς και τις τεχνολογίες και τη βιομηχανία που επηρεάζουν τη διαλειτουργικότητα, προς μία πλανητική κοινωνία της πληροφορίας·
- τη συνεργασία στους χώρους της ενέργειας και την προστασία του περιβάλλοντος·
- τη συνεργασία στους κοινού ενδιαφέροντος τομείς επιστήμης και τεχνολογίας.

2. Για την υλοποίηση των στόχων των ιδίων πολιτικών , τα συμβαλλόμενα μέρη επιδιώκουν μεταξύ άλλων:

Historical Archives of the European Commission

- την ανταλλαγή πληροφοριών που αφορούν ερευνητικά σχέδια στον τομέα της ενέργειας, της προστασίας του περιβάλλοντος, των τηλεπικοινωνιών και της τεχνολογίας πληροφοριών καθώς και στον τομέα της βιομηχανίας τεχνολογίας πληροφοριών·
- την προώθηση της κατάρτισης των επιστημόνων με τα κατάλληλα μέσα·
- την ενθάρρυνση της μεταφοράς τεχνολογίας βάσει του αμοιβαίου οφέλους·
- την από κοινού διοργάνωση σεμιναρίων για τη συνάντηση επιστημόνων υψηλού επιπέδου και από τις δυο πλευρές, και
- την ενθάρρυνση των ερευνητών αμφοτέρων των συμβαλλομένων μερών, να πραγματοποιήσουν κοινή έρευνα στους τομείς αμοιβαίου ενδιαφέροντος.

3. Τα συμβαλλόμενα μέρη συμφωνούν, οι δράσεις συνεργασίας και οι κοινές δράσεις στο χώρο της επιστήμης και τεχνολογίας να πραγματοποιούνται με βάση την αμοιβαιότητα.

Τα συμβαλλόμενα μέρη συμφωνούν να προστατεύσουν αποτελεσματικά την πληροφορία και την πνευματική ιδιοκτησία στο πλαίσιο της συνεργασίας, στην περίπτωση κατάχρησης ή μη επιτρεπόμενης χρήσης από άλλους χρήστες, εκτός από τους νόμιμους ιδιοκτήτες.
Στην περίπτωση συμμετοχής οργάνων, φορέων και επιχειρήσεων, ενός από τα μέρη, σε συγκεκριμένα αναπτυξιακά προγράμματα έρευνας και τεχνολογίας του άλλου μέρους, όπως τα προγράμματα που προβλέπονται στο γενικό πρόγραμμα - πλαίσιο της Ευρωπαϊκής Κοινότητας, η συμμετοχή αυτή καθώς και η διάδοση και αξιοποίηση των αποκτώμενων γνώσεων, γίνονται σύμφωνα με τους γενικούς κανόνες που θεσπίζει το άλλο μέρος.

4. Οι προτεραιότητες της συνεργασίας αποφασίζονται με συνεννόηση μεταξύ των συμβαλλομένων μερών. Με την επιφύλαξη της προηγουμένης παραγράφου, ενθαρρύνεται η συμμετοχή οργάνων του ιδιωτικού τομέα, φορέων και επιχειρήσεων σε δραστηριότητες συνεργασίας και σε ειδικά ερευνητικά σχέδια κοινού ενδιαφέροντος.

Άρθρο 15. Συνεργασία σε περιβαλλοντικά θέματα

Τα μέρη δημιουργούν σχέσεις συνεργασίας για την προστασία και διατήρηση του περιβάλλοντος. Τούτο πραγματοποιείται μέσω των εξής:
- ανταλλαγές πληροφοριών για τις περιβαλλοντικές πολιτικές και την εφαρμογή τους μεταξύ των αρμοδίων ανωτάτων υπαλλήλων της Ευρωπαϊκής Επιτροπής και των αρμοδίων αρχών της Δημοκρατίας της Κορέας·
- ανταλλαγές πληροφοριών επί περιβαλλοντικώς υγειών τεχνολογιών·
- ανταλλαγές προσωπικού·
- πραγματοποίηση συζητήσεων για την προώθηση της συνεργασίας σε περιβαλλοντικά θέματα, που διεξάγονται σε διεθνή fora, όπου συμμετέχουν η Ευρωπαϊκή Κοινότητα και η Δημοκρατία της Κορέας, ιδίως στην Επιτροπή διαρκούς ανάπτυξης των Ηνωμένων Εθνών και άλλα fora, όπου συζητούνται οι διεθνείς συμβάσεις για το περιβάλλον·
- συζήτηση για τη συνέχιση των πρακτικών διαρκούς ανάπτυξης και ειδικότερα, συνεργασία για την εφαρμογή του Προγράμματος δράσης 21 και άλλων δραστηριοτήτων παρακολούθησης της Διάσκεψης των Ηνωμένων Εθνών για το περιβάλλον και την ανάπτυξη (ΔΗΕΠΑ)·
- συνεργασία σε κοινά περιβαλλοντικά σχέδια.

Historical Archives of the European Commission

Άρθρο 16. Ενέργεια

Τα συμβαλλόμενα μέρη αναγνωρίζουν τη σημασία του ενεργειακού τομέα για την οικονομική και κοινωνική ανάπτυξη και επιθυμούν, στο πλαίσιο των αρμοδιοτήτων τους, να ενισχύσουν τη συνεργασία στο χώρο αυτό. Οι στόχοι της συνεργασίας είναι οι εξής:

- προώθηση της αρχής της οικονομίας της αγοράς, μέσω του καθορισμού των τιμών καταναλωτή, σύμφωνα με τις αρχές της αγοράς,
- διαφοροποίηση της παραγωγής ενέργειας,
- ανάπτυξη νέων και ανανεώσιμων μορφών ενέργειας,
- επίτευξη ορθολογικής χρήσης της ενέργειας, κυρίως με την προαγωγή της διαχείρισης από πλευράς ζήτησης, και
- υποστήριξη των καλύτερων δυνατών συνθηκών για τη μεταφορά τεχνολογίας, υπέρ της αποτελεσματικής χρήσης της ενέργειας.

Προς τούτο, τα συμβαλλόμενα μέρη συμφωνούν να προωθήσουν τη διεξαγωγή κοινών μελετών και έρευνας, καθώς και τις επαφές μεταξύ των αρμοδίων για τον ενεργειακό προγραμματισμό.

Άρθρο 17. Συνεργασία στα πολιτιστικά, τις πληροφορίες και την επικοινωνία

Τα συμβαλλόμενα μέρη αναλαμβάνουν να καθιερώσουν συνεργασία στο χώρο της πληροφορίας και της επικοινωνίας για τη βελτίωση της αμοιβαίας κατανόησης, λαμβάνοντας υπόψη την πολιτιστική διάσταση των μεταξύ τους σχέσεων.

Ειδικότερα τα εν λόγω μέτρα λαμβάνουν τις εξής μορφές:

- ανταλλαγή πληροφοριών επί θεμάτων κοινού ενδιαφέροντος που αφορούν τα πολιτιστικά και την ενημέρωση·
- διοργάνωση πολιτιστικών γεγονότων·
- πολιτιστικές ανταλλαγές· και
- ακαδημαϊκές ανταλλαγές.

Άρθρο 18. Συνεργασία για την ανάπτυξη των τρίτων χωρών

Τα συμβαλλόμενα μέρη συμφωνούν να ανταλλάσουν πληροφορίες σχετικά με τις ίδιες πολιτικές αναπτυξιακής βοήθειας, ώστε να καθιερώσουν τακτικό διάλογο για τους στόχους των πολιτικών αυτών και για τα ίδια προγράμματα αναπτυξιακής βοήθειας στις τρίτες χώρες. Εξετάζουν κατά πόσο είναι εφικτή μια ουσιαστικότερη συνεργασία σύμφωνα με τις ίδιες νομοθεσίες και τις προϋποθέσεις που ισχύουν για την εκτέλεση των εν λόγω προγραμμάτων.

Άρθρο 19. Μεικτή επιτροπή

1. Στα πλαίσια της παρούσας συμφωνίας, τα συμβαλλόμενα μέρη συνιστούν κοινή επιτροπή που αποτελείται από εκπροσώπους των μελών του Συμβουλίου της Ευρωπαϊκής Ένωσης και της Επιτροπής των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων αφενός, και της Δημοκρατίας της Κορέας, αφετέρου. Στο πλαίσιο αυτής διεξάγονται διαβουλεύσεις για τη διευκόλυνση της εφαρμογής και τη διεύρυνση των γενικών στόχων της παρούσας συμφωνίας.

Historical Archives of the European Commission

2. Στόχος της μεικτής επιτροπής είναι:

- να μεριμνά για την ορθή λειτουργία της συμφωνίας·
- να παρακολουθεί την εξέλιξη των συναλλαγών και της συνεργασία μεταξύ των μερών·
- να αναζητεί τα κατάλληλα μέτρα για την πρόληψη δυσκολιών που ενδέχεται να παρουσιασθούν στους τομείς που καλύπτονται από την παρούσα συμφωνία·
- να αναζητά τρόπους για την ανάπτυξη και διαφοροποίηση των συναλλαγών·
- να ανταλλάσσει γνώμες και να υποβάλλει υποδείξεις επί παντός ζητήματος κοινού ενδιαφέροντος, που αφορά τις συναλλαγές και τη συνεργασία, μεταξύ άλλων τη μελλοντική δράση και τους πόρους που είναι διαθέσιμοι για την πραγματοποίησή της·
- να υποβάλλει τις απαραίτητες συστάσεις για την επέκταση των συναλλαγών και της συνεργασίας, λαμβάνοντας υπόψη την ανάγκη συντονισμού των προτεινόμενων μέτρων.

3. Η μεικτή επιτροπή συνεδριάζει τουλάχιστον μια φορά το χρόνο, στις Βρυξέλλες και τη Σεούλ εναλλακτικά. Οι έκτακτες συνεδριάσεις μπορούν να συγκαλούνται αφού το ζητήσει ένα από τα συμβαλλόμενα μέρη. Την προεδρία της μεικτής επιτροπής ασκεί κάθε μέρος εναλλακτικά.

4. Η μεικτή επιτροπή έχει τη δυνατότητα να δημιουργεί ειδικές υποεπιτροπές που την επικουρούν κατά την εκτέλεση των καθηκόντων της, και οι οποίες της παρέχουν λεπτομερή στοιχεία σχετικά με τις δραστηριότητές τους σε κάθε συνεδρίαση της επιτροπής.

Άρθρο 20. Ορισμός

Για το σκοπό της παρούσας συμφωνίας, ο όρος "τα μέρη" σημαίνει την Ευρωπαϊκή Κοινότητα ή τα κράτη μέλη αυτής ή την Ευρωπαϊκή Κοινότητα και τα κράτη μέλη αυτής, σύμφωνα με τις ίδιες αρμοδιότητες αφενός, και τη Δημοκρατία της Κορέας, αφετέρου.

Άρθρο 21. Έναρξη ισχύος και διάρκεια

1. Η παρούσα συμφωνία αρχίζει να ισχύει την πρώτη μέρα του μηνός που ακολουθεί την ημερομηνία κατά την οποία τα συμβαλλόμενα μέρη γνωστοποιούν αμοιβαία την ολοκλήρωση των αναγκαίων για το σκοπό αυτό νομοθετικών διαδικασιών.

2. Η παρούσα συμφωνία συνάπτεται για περίοδο πέντε ετών. Ανανεώνεται σιωπηρώς κάθε χρόνο έως ότου ένα από τα συμβαλλόμενα μέρη την καταγγείλει με γνωστοποίηση στο άλλο μέρος, έξι μήνες πριν τη λήξη της.

Άρθρο 22. Γνωστοποιήσεις

Οι γνωστοποιήσεις που γίνονται σύμφωνα με το άρθρο 21, απευθύνονται στη γενική γραμματεία του Συμβουλίου της Ευρωπαϊκής Ένωσης και στο υπουργείο Εξωτερικών της Δημοκρατίας της Κορέας, αντιστοίχως.

Historical Archives of the European Commission

Άρθρο 23. Μη εκτέλεση της παρούσας συμφωνίας

Εάν ένα συμβαλλόμενο μέρος θεωρεί ότι το άλλο συμβαλλόμενο μέρος δεν εκπληρεί μία από τις υποχρεώσεις που απορρέουν από την παρούσα συμφωνία, λαμβάνει τα κατάλληλα μέτρα Προηγουμένως, και εκτός από την περίπτωση ειδικής έκτακτης ανάγκης, παρέχει στο άλλο συμβαλλόμενο μέρος όλες τις απαιτούμενες σχετικές πληροφορίες για να εξετάσει λεπτομερώς την κατάσταση, με σκοπό την εξεύρεση λύσης αποδεκτής από τα μέρη. Μεταξύ των μέτρων που πρόκειται να ληφθούν επιλέγονται κατά προτεραιότητα τα μέτρα τα οποία διαταράσσουν στο ελάχιστο τη λειτουργία της παρούσας συμφωνίας. Τα εν λόγω μέτρα γνωστοποιούνται αμέσως στο άλλο συμβαλλόμενο μέρος και αποτελούν αντικείμενο διαβουλεύσεων, εφόσον τους ζητήσει το άλλο συμβαλλόμενο μέρος

Άρθρο 24. Μελλοντικές εξελίξεις

Τα συμβαλλόμενα μέρη μπορούν να επεκτείνουν την παρούσα συμφωνία, με αμοιβαία συγκατάθεση, με σκοπό να ενισχύσουν το επίπεδο συνεργασίας και να το διευρύνουν μέσω συμφωνιών ώστε να καλύπτει συγκεκριμένους τομείς ή δραστηριότητες.

Για την εκτέλεση της παρούσας συμφωνίας, έκαστο συμβαλλόμενο μέρος δύναται να υποβάλλει υποδείξεις για τη διεύρυνση του πεδίου συνεργασίας, λαμβάνοντας υπόψη την πείρα που αποκτάται κατά την εφαρμογή της.

Άρθρο 25. Δηλώσεις και παράρτημα

Οι κοινές δηλώσεις και το παράρτημα της παρούσας συμφωνίας αποτελούν αναπόσπαστο μέρος αυτής.

Άρθρο 26. Εδαφικά όρια εφαρμογής

Η παρούσα συμφωνία εφαρμόζεται αφενός, στη Δημοκρατία της Κορέας και, αφετέρου, στα εδάφη στα οποία εφαρμόζεται η συνθήκη για την Ευρωπαϊκή Κοινότητα και υπό τους όρους που προβλέπεται στην εν λόγω συνθήκη.

Άρθρο 27. Αυθεντικά κείμενα

Η παρούσα συμφωνία συντάσσεται σε δύο αντίτυπα στην αγγλική, γαλλική, γερμανική, δανική, ελληνική, ιταλική, ισπανική, κορεατική, ολλανδική, πορτογαλική, σουηδική και φινλανδική γλώσσα και όλα τα κείμενα είναι εξίσου αυθεντικά.

Σε πίστωση των ανωτέρω, οι υπογράφοντες πληρεξούσιοι έθεσαν την υπογραφή τους κάτω από την παρούσα συμφωνία πλαίσιο.

Έγινε στο ..... στις, του έτους χίλια εννιακόσια εννενήντα...

ΓΙΑ ΤΗΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΗ ΚΟΙΝΟΤΗΤΑ

ΓΙΑ ΤΟ ΒΑΣΙΛΕΙΟ ΤΟΥ ΒΕΛΓΙΟΥ:

ΓΙΑ ΤΟ ΒΑΣΙΛΕΙΟ ΤΗΣ ΔΑΝΙΑΣ:

ΓΙΑ ΤΗΝ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ ΤΗΣ ΓΕΡΜΑΝΙΑΣ:

Historical Archives of the European Commission

ΓΙΑ ΤΗΝ ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ:

ΓΙΑ ΤΟ ΒΑΣΙΛΕΙΟ ΤΗΣ ΙΣΠΑΝΙΑΣ:

ΓΙΑ ΤΗ ΓΑΛΛΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ:

ΓΙΑ ΤΗΝ ΙΡΛΑΝΔΙΑ:

ΓΙΑ ΤΗΝ ΙΤΑΛΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ:

ΓΙΑ ΤΟ ΜΕΓΑΛΟ ΔΟΥΚΑΤΟ ΤΟΥ ΛΟΥΞΕΜΒΟΥΡΓΟΥ:

ΓΙΑ ΤΟ ΒΑΣΙΛΕΙΟ ΤΩΝ ΚΑΤΩ ΧΩΡΩΝ:

ΓΙΑ ΤΗΝ ΑΥΣΤΡΙΑΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ:

ΓΙΑ ΤΗΝ ΠΟΡΤΟΓΑΛΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ:

ΓΙΑ ΤΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ ΤΗΣ ΦΙΝΛΑΝΔΙΑΣ:

ΓΙΑ ΤΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ ΤΗΣ ΣΟΥΗΔΙΑΣ:

ΓΙΑ ΤΟ ΗΝΩΜΕΝΟ ΒΑΣΙΛΕΙΟ ΤΗΣ ΜΕΓΑΛΗΣ ΒΡΕΤΑΝΙΑΣ ΚΑΙ ΒΟΡΕΙΟΥ ΙΡΛΑΝΔΙΑΣ:

ΓΙΑ ΤΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ ΤΗΣ ΚΟΡΕΑΣ:

Historical Archives of the European Commission

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

Συμβάσεις για την πνευματική, βιομηχανική και εμπορική ιδιοκτησία

- Σύμβαση της Βέρνης για την προστασία λογοτεχνικών και καλλιτεχνικών έργων (Πράξη Παρισίων, 1971)
- Διεθνής σύμβαση για την προστασία εκτελεστών, παραγωγών φωνογραφικών δίσκων και ραδιοτηλεοπτικών οργανισμών (Ρώμη, 1961)
- Σύμβαση Παρισίων για την προστασία της βιομηχανικής ιδιοκτησίας (Πράξη Στοκχόλμης, 1967, τροποποιημένη 1979)
- Συνθήκη συνεργασία ευρεσιτεχνίας (Ουάσινγκτον, 1970 όπως τροποποιήθηκε το 1984)
- Συμφωνία της Μαδρίτης σχετικά με τη διεθνή καταχώρηση των σημάτων (Πράξη της Στοκχόλμης του 1967, όπως τροποποιήθηκε το 1979)
- Πρωτόκολλο που αφορά τη συμφωνία της Μαδρίτης σχετικά με τη διεθνή καταχώρηση των σημάτων (Μαδρίτη, 1989)
- Συμφωνία της Νίκαιας σχετικά με τη διεθνή ταξινόμηση αγαθών και υπηρεσιών, με στόχο την κατάθεση των σημάτων (Γενεύη, 1977 και τροποποιημένη το 1979)
- Συνθήκη της Βουδαπέστης για τη διεθνή αναγνώριση της κατάθεσης μικροοργανισμών με στόχο τις διαδικασίες ευρεσιτεχνίας (1977, τροποποιημένη το 1980)
- Διεθνής σύμβαση για την προστασία νέων ποικιλιών φυτών (UPOV) (Πράξη Γενεύης, 1991)

Historical Archives of the European Commission

ΚΟΙΝΕΣ ΔΗΛΩΣΕΙΣ

Κοινή δήλωση για το άρθρο 7

Έκαστο συμβαλλόμενο μέρος διευκολύνει την εμπορική εγκατάσταση των ναυτιλιακών εταιρειών του άλλου συμβαλλόμενου μέρους στο έδαφός του, με σκοπό την ανάληψη δραστηριοτήτων ναυτιλιακού πράκτορα, υπό όρους εγκατάστασης και λειτουργίας όχι λιγότερο ευνοϊκούς από αυτούς που παραχωρεί στις δικές του εταιρείες ή στις θυγατρικές ή υποκαταστήματα εταιρειών τρίτης χώρας, ανάλογα με το ποιοι όροι είναι οι καλύτεροι.

Κοινή δήλωση του άρθρου 9

Τα συμβαλλόμενα μέρη συμφωνούν ότι, για τους σκοπούς της συμφωνίας, στην πνευματική, βιομηχανική και εμπορική ιδιοκτησία περιλαμβάνονται ειδικότερα τα δικαιώματα δημιουργού, καθώς και τα δικαιώματα δημιουργού προγραμμάτων ηλεκτρονικού υπολογιστή, και τα συγγενή δικαιώματα, τα δικαιώματα που αφορούν τις ευρεσιτεχνίες, τα βιομηχανικά σχέδια, τις γεωγραφικές ενδείξεις, μεταξύ άλλων τις περιγραφές καταγωγής, τα εμπορικά σήματα και σήματα υπηρεσιών, τις τοπογραφίες ολοκληρωμένων κυκλωμάτων καθώς και την προστασία από αθέμιτο ανταγωνισμό, όπως αναφέρεται στο άρθρο 10 α της σύμβασης του Παρισιού για την προστασία της βιομηχανικής ιδιοκτησίας και την προστασία μη ανακοινωθείσας πληροφορίας για την τεχνογνωσία.

Κοινή ερμηνευτική δήλωση για το άρθρο 23

(α) Τα συμβαλλόμενα μέρη συμφωνούν, με κοινή συναίνεση,για την ορθή ερμηνεία και πρακτική εφαρμογή αυτής, ότι οι όροι "περιπτώσεις ειδικής έκτακτης ανάγκης" που περιλαμβάνεται στο άρθρο 23 της συμφωνίας, σημαίνουν περιπτώσεις σημαντικής παραβίασης της συμφωνίας από ένα συμβαλλόμενο μέρος. Η σημαντική παράβαση της συμφωνίας συνίσταται

α. σε καταγγελία της σύμβασης που δεν προβλέπεται από γενικούς κανόνες του διεθνούς δικαίου ή

β σε παράβαση ουσιώδους στοιχείου της συμφωνίας που προβλέπεται στο άρθρο 1.

(β) Τα συμβαλλόμενα μέρη συμφωνούν ότι τα "κατάλληλα μέτρα" που αναφέρονται στο άρθρο 23, είναι μέτρα που λαμβάνονται σύμφωνα με το διεθνές δίκαιο.

Historical Archives of the European Commission

[redacted]

ΜΟΝΟΜΕΡΕΙΣ ΔΗΛΩΣΕΙΣ[2]

Δήλωση της Ευρωπαϊκής Κοινότητας για το άρθρο 8

Η Ευρωπαϊκή Κοινότητα εκφράζει το ενδιαφέρον της και τη σημασία που αποδίδει στα προβλήματα τα οποία προέκυψαν και που ενδέχεται να προκύψουν λόγω της σημερινής τάσης αύξησης της ναυπηγικής ικανότητας στη διεθνή αγορά.

Ως προς το σημείο αυτό, επιθυμεί να υπενθυμίσει τους όρους της δήλωσης την οποία υπέβαλε στο Παρίσι με την ευκαιρία της ολοκλήρωσης των διαπραγματεύσεων για τη συμφωνία του ΟΟΣΑ στο ναυπηγικό κλάδο της 21ης Δεκεμβρίου 1994, η οποία παραμένει πλήρως έγκυρη επί του σημείου αυτού.

Η Ευρωπαϊκή Κοινότητα καλεί τη Δημοκρατία της Κορέας να συνεργασθεί με την Ευρωπαϊκή Κοινότητα και τα άλλα κράτη που έχουν υπογράψει τη συμφωνία του ΟΟΣΑ στο ναυπηγικό κλάδο, με σκοπό να περιορισθεί η σημαντική διαρθρωτική ανισορροπία μεταξύ προσφοράς και ζήτησης στη διεθνή αγορά του ναυπηγικού κλάδου με τα κατάλληλα μέσα.

Δήλωση της Δημοκρατίας της Κορέας για το άρθρο 7 παράγραφος 2

Η Δημοκρατία της Κορέας δηλώνει, σχετικά με τις διατάξεις της παραγράφου 2 υπό (α) του άρθρου 7 (θαλάσσιες μεταφορές) ότι θα επιτρέψει την εισαγωγή ρήτρας περί κατανομής φορτίου στις μελλοντικές διμερείς συμφωνίες με τρίτη χώρα όσον αφορά τις συναλλαγές ξηρών και υγρών χύδην ειδών, μόνον σε εξαιρετικές περιστάσεις όταν οι ναυτιλιακές εταιρείες της Κορέας δεν θα είχαν διαφορετικά ευκαιρία να πραγματοποιήσουν συναλλαγές προς και από τη σχετική τρίτη χώρα.

Historical Archives of the European Commission

---

[2] Αυτές οι δηλώσεις θα γίνουν κατά την υπογραφή της συμφωνίας.

[redacted] Οικονομικό έτος 1997

Δημοσιονομικό δελτίο

1. ΟΝΟΜΑΣΙΑ ΤΗΣ ΔΡΑΣΗΣ

Υλοποίηση της Συμφωνίας Πλαισίου για το εμπόριο και τη συνεργασία μεταξύ της ΕΚ και των κρατών μελών αυτής, αφενός, και της Δημοκρατίας της Κορέας αφετέρου. - Συγκεκριμένες δράσεις στον τομέα οικονομικής συνεργασίας και δραστηριοτήτων συνεργασίας γενικού χαρακτήρα. Οι δράσεις αυτές θα υλοποιηθούν σύμφωνα με την στρατηγική ΕΕ Ασίας (COM(94) 314 τελικό, και, ειδικότερα, το τμήμα 2.2).

2. ΣΧΕΤΙΚΟ(Α) ΚΟΝΔΥΛΙ(Α) ΤΟΥ ΠΡΟΥΠΟΛΟΓΙΣΜΟΥ

Λαμβάνοντας υπόψη την ισχύουσα διάρθρωση του προϋπολογισμού, η δαπάνη θα ήταν δυνατό να καταλογισθεί στο κονδύλιο B7-8700, Συμφωνίες οικονομικής και εμπορικής συνεργασίας με τις τρίτες χώρες. Ο καταλογισμός αυτός εξαρτάται από τα αποτελέσματα της ετήσιας διαδικασίας του προϋπολογισμού.

3. ΝΟΜΙΚΗ ΒΑΣΗ

Άρθρ. 113 και 235 της Συνθήκης της ΕΚ.

4. ΠΕΡΙΓΡΑΦΗ ΤΗΣ ΔΡΑΣΗΣ:

4.1 Γενικός στόχος της δράσης

Η προώθηση της περαιτέρω ανάπτυξης των οικονομικών σχέσεων με την Κορέα σύμφωνα με τη Συμφωνία Πλαίσιο με την Κορέα. Ειδικότερα, θα καλυφθούν οι τομείς που εμπίπτουν στην αρμοδιότητα της ΓΔ1 (εμπορική συνεργασία, εμπορικές επισκέψεις, προώθηση των επαφών μεταξύ των οικονομικών φορέων, συγκεκριμένες δραστηριότητες συνεργασίας γενικού χαρακτήρα).

4.2 Χρονικό διάστημα που καλύπτει η δράση και προβλεπόμενοι όροι ανανέωσής της

Η συμφωνία πλαίσιο θα ισχύει για χρονικό διάστημα πέντε ετών, μετά το πέρας του οποίου θα ανανεώνεται σιωπηρώς σε ετήσια βάση.

5. ΚΑΤΑΤΑΞΗ ΤΩΝ ΔΑΠΑΝΩΝ/ΕΣΟΔΩΝ

5.1 ΥΔ/ΜΥΔ: μη υποχρεωτική δαπάνη

5.2 ΔΠ/ΜΔΠ: διαχωριζόμενη πίστωση

5.3 Μορφή προβλεπόμενων δαπανών: δεν εφαρμόζεται

6. ΜΟΡΦΗ ΔΑΠΑΝΩΝ/ΕΣΟΔΩΝ

Historical Archives of the European Commission

- επιχορήγηση σε ποσοστό έως και 100% (είναι δυνατό να προβλεφθεί κατ' εξαίρεση)

- επιχορήγηση για συγχρηματοδότηση με άλλους φορείς του δημοσίου ή ιδιωτικού τομέα (κυρίως με την κυβέρνηση της Δημοκρατίας της Κορέας)

7. ΔΗΜΟΣΙΟΝΟΜΙΚΕΣ ΕΠΙΠΤΩΣΕΙΣ

7.1 Μέθοδος υπολογισμού του συνολικού κόστους της δράσης (σχέση μεταξύ των μειονεμένων δαπανών και του συνολικού κόστους)

Η Συμφωνία Πλαίσιο θα υπογραφεί το 1996, και ως εκ τούτου θα πρέπει να υλοποιηθεί εντός του 1997 και μετέπειτα.

Η συμφωνία πλαίσιο είναι η πρώτη συμφωνία γενικού χαρακτήρα που έχει συναφθεί με τη Δημοκρατία της Κορέας. Συνεπώς, οι συγκεκριμένες δράσεις πρέπει να χρηματοδοτηθούν από νέο επιχειρησιακό κονδύλιο του προϋπολογισμού. Η συμφωνία πλαίσιο προβλέπει οικονομική συνεργασία σε έναν αριθμό τομέων όπως π.χ. στους τομείς Επιστήμης και Τεχνολογίας, Βιομηχανίας, Προτύπων, Περιβάλλοντος, Ενέργειας, Πολιτισμού κλπ. Ενώ ένα μέρος των εν λόγω δραστηριοτήτων είναι δυνατό να καλυφθούν από υφιστάμενες πιστώσεις του προϋπολογισμού (π.χ. κεφάλαια συνεργασίας που προορίζονται για την υλοποίηση του Τεταρτου Προγράμματος Πλαισίου για την Έρευνα και την Τεχνολογική Ανάπτυξη, κονδύλια για την πληροφόρηση που χορηγήθηκαν στην Αντιπροσωπεία της ΓΔΧ στη Σεούλ), ενδέχεται να χρειασθούν πρόσθετα κονδύλια ύψους 250.000 ECU ετησίως για τις νέες αυτές πρωτοβουλίες συνεργασίας.

Το πρόγραμμα του 1997 όσον αφορά τη συνεργασία με την Κορέα πρέπει να καλύψει ορισμένες ή το σύνολο των ακολούθων δραστηριοτήτων:

α. συνεδριάσεις ενός φόρουμ ΕΕ/Κορέας η δημιουργία του οποίου είχε προταθεί από τη Λέσχη των Σοφών ΕΕ/Κορέας στην εκθεση της το Νοέμβριο του 1995,

β. διάσκεψη που αποσκοπεί στην προώθηση του διαλόγου μεταξύ των ομάδων καταναλωτών της Κορέας και των ευρωπαίων ομολόγων τους (σε μια προσπάθεια επιρροής των απόψεων των καταναλωτών για τα ευρωπαϊκά προϊόντα),

γ. φόρουμ που αποσκοπεί στην παροχή πληροφοριών σχετικών με τις δυνατότητες συνεργασίας στον τομέα έρευνας και ανάπτυξης (παροχή εξηγήσεων για τη λειτουργία των προγραμμάτων και στις δύο πλευρές κλπ.),

δ. διοργάνωση τομεακών επιχειρησιακών φόρουμ σε τομείς κοινού ενδιαφέροντος προκειμένου να ενθαρρυνθεί η συνεργασία μεταξύ των επιχειρήσεων και στις δύο πλευρές (η Κορέα έχει ήδη προτείνει για το 1996 τους ημιαγωγούς και τις οικιακές ηλεκτρονικές συσκευές).

Historical Archives of the European Commission

ε επιδότηση για τη δημιουργία αμοσπονδίας ενώσεων ευρωπαϊκών εταιρειών εξαγωγών στην Κορέα (προκειμένου να προετοιμασθεί το έδαφος για τη δημιουργία εμπορικών επιμελητηρίων ΕΕ/Κορέας

στ. θεσπιση "Επάθλου σχέσεων ΕΕ-Κορέας", στόχος του οποίου θα είναι η ενθάρρυνση των ευρωπαϊκών μέσων ενημέρωσης να παράσχουν πληρέστερη και αρτιστερη πληροφόρηση για την ΕΕ και τα κράτη μέλη της (προτάθηκε από τη Λέσχη των Σοφών ΕΕ/Κορέας στην εκθεση του Νοεμβρίου 1995).

ζ συμμετοχή στο κόστος διοργάνωσης συγκεκριμένων επισκέψεων για εμπορικούς ή επενδυτικούς σκοπούς (σύμφωνα με την αρχή της επικουρικότητας).

7.2 Κατανομή μεταξύ των διαφόρων επιμερους δραστηριοτήτων

ΠΑΥσε εκατ. Ecus (τρέχουσες τιμές)

Κατανομή	Ετος 1997	n + 1	n + 2	n + 3	n + 4	n + 5 και επόμενο οικονομικό έτος	Σύνολο
Φόρουμ ΕΕ/Κορέας	0,100						
Διάσκεψη για τους καταναλωτές	0.100						
Επιδότηση	0,050						
Σύνολο	0.250						

7.3 Χρονοδιάγραμμα πιστώσεων ανάληψης υποχρεώσεων/πιστώσεων πληρωμών

ΠΑΥ σε εκατ. Ecus

	Ετος 1997	1998	n + 2	n + 3	n + 4	n + 5 και επόμενο οικονομικό έτος	Σύνολο
Πιστώσεις ανάληψης υποχρεώσεων	0,250						0,250
Πιστώσεις πληρωμών							

Historical Archives of the European Commission

έτος 1997	0,200						0,200
1998		0,050					0,050
n + 2							
n + 3							
n + 4							
n + 5 και επόμενο οικονομικό έτος							
Σύνολο	0,200	0,050					0,250

Historical Archives of the European Commission

8. ΠΡΟΒΛΕΠΟΜΕΝΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ ΓΙΑ ΤΗΝ ΚΑΤΑΠΟΛΕΜΗΣΗ ΤΗΣ ΑΠΑΤΗΣ

9. ΣΤΟΙΧΕΙΑ ΑΝΑΛΥΣΗΣ ΚΟΣΤΟΥΣ-ΑΠΟΤΕΛΕΣΜΑΤΙΚΟΤΗΤΑΣ

9.1. Συγκεκριμένοι ποσοτικοποιήσιμοι στόχοι, πληθυσμός στον οποίο απευθύνεται η δράση

Φόρουμ ΕΕ/Κορέας
Το φόρουμ ΕΕ/Κορέας αποτελεί διάσκεψη που αποσκοπεί στην προώθηση της συνεργασίας μεταξύ των επιχειρηματικών και ακαδημαϊκών κύκλων και των μέσων ενημέρωσης και των δύο πλευρών υπό την αιγίδα της κυβέρνησης της Κορέας και της Ευρωπαϊκής Επιτροπής. Ως εκ τούτου, πρέπει να συμμετάσχουν εκπρόσωποι αυτών των τομέων. Ειδικές συνεδριάσεις για έναν ή περισσότερους τομείς θα αποτελέσουν την καταλληλη συνεχεια.

Οι συμμετέχοντες πρέπει να επιλεγούν με τη βοήθεια των αρχών των κρατών μελών προκειμένου να εξασφαλισθεί ότι λαμβάνονται υπόψη οι δυνατότητες συνεργασίας τόσο σε επίπεδο ΕΚ όσο και σε εθνικό επίπεδο.

Διάσκεψη για την προστασία των καταναλωτών

Η διάσκεψη για την προστασία των καταναλωτών θα προωθήσει το διάλογο μεταξύ των ομάδων καταναλωτών της Κορέας και των ευρωπαίων ομολόγων τους και θα παράσχει στις πρώτες αξιόπιστες πληροφορίες για τη νομοθεσία της ΕΚ στο συγκεκριμένο τομέα. Είναι γνωστό ότι η αντίληψη που έχουν οι κορεάτες για τα ξένα προϊόντα πηγάζει από τις εκστρατείες λιτότητας του παρελθόντος. Με την καθιέρωση μιας περισσότερο φιλελεύθερης πολιτικής, είναι βασικό να διορθωθεί η λανθασμένη εικόνα των ευρωπαϊκών προϊόντων ως υπερβολικά ακριβών, επικινδύνων και κακής ποιότητας.

9.2. Αιτιολόγηση της δράσης

Υλοποίηση της πρώτης συμφωνίας πλαισίου με την Κορέα: ανάπτυξη της οικονομικής συνεργασίας με την Κορέα.

9.3. Παρακολούθηση και αξιολόγηση της δράσης

Η Επιτροπή θα αξιολογήσει προσεκτικά την αποτελεσματικότητα και την επίδραση των δράσεων που διοργανώνει από κοινού με την κυβέρνηση της Κορέας, προτού αποφασίσει για τις περαιτέρω δραστηριότητες.

10. ΔΙΟΙΚΗΤΙΚΕΣ ΔΑΠΑΝΕΣ (ΜΕΡΟΣ ΤΟΥ ΤΜΗΜΑΤΟΣ ΙΙΙ ΤΟΥ ΓΕΝΙΚΟΥ ΠΡΟΥΠΟΛΟΓΙΣΜΟΥ)

Στην πράξη, η συγκέντρωση των αναγκαίων διοικητικών πόρων εξαρτάται από την ετήσια απόφαση της Επιτροπής σχετικά με την κατανομή των πόρων, λαμβάνοντας ιδίως υπόψη το προσωπικό και τα συμπληρωματικά ποσά που θα διατεθούν από την αρμόδια για τον προϋπολογισμό αρχή.

Historical Archives of the European Commission

10.1 Επιπτώσεις όσον αφορά τον αριθμό θέσεων εργασίας

Κατηγορίες θέσεων εργασίας		Προσωπικό στο οποίο θα ανατεθεί η διαχείριση της δράσης		εκ των οποίων		διάρκεια
		μόνιμες θέσεις εργασίας	προσωρινές θέσεις εργασίας	με τη χρησιμοποίηση υφιστάμενων πόρων της αρμόδιας ΓΔ ή υπηρεσίας	με τη χρησιμοποίηση συμπληρωματικών πόρων	
Μόνιμοι ή προσωρινοί υπάλληλοι	Α	1		1		αορίστου χρόνου
	Β					
	Γ	1		1		αορίστου χρόνου
Άλλοι πόροι						
Σύνολο		2		2		

10.2 Συνολικές δημοσιονομικές επιπτώσεις των συμπληρωματικών ανθρωπίνων πόρων

Καμία.

10.3 Αύξηση άλλων λειτουργικών δαπανών που συνεπάγεται η συγκεκριμένη δράση

(écus)

Κονδύλιο του προϋπολογισμού (αριθ. και τίτλος)	Ποσά	Μέθοδος υπολογισμού
A-2510.11.01	p.m.	Ετήσια μεικτή επιτροπή που συνεδριάζει διαδοχικά στις Βρυξέλλες και στην Κορέα και η οποία συνεπάγεται μόνο τα έξοδα αποστολών των υπαλλήλων
A-1300.11.01	17 000	πέντε εισιτήρια μετ' επιστροφής Βρυξέλλες - Σεούλ (για πέντε υπαλλήλους) και πέντε ημερήσιες αποζημιώσεις για διαμονή στη Σεούλ (3 ημέρες)
Σύνολο	17 000	

ΣΗΜ Τα ποσά αντιστοιχούν στις δαπάνες δώδεκα μηνών (η διάρκεια είναι αποσδιόριστη)

Historical Archives of the European Commission

ISSN 0254-1483

COM(96) 141 τελικό

ΕΓΓΡΑΦΑ

GR 11

Historical Archives of the European Commission

Αριθ. καταλόγου : CB-CO-96-155-GR-C

ISBN 92-78-02490-2

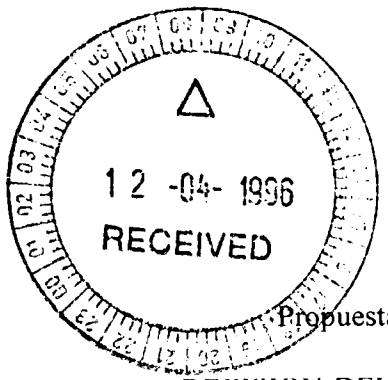
Υπηρεσία Επισήμων Εκδόσεων των Ευρωπαϊκών Κοινοτήτων

L-2985 Λουξεμβούργο

COMISION DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

Bruselas, 27.03.1996
COM(96) 141 final

96/ 0098 (CNS)



Propuesta de

DECISION DEL CONSEJO

relativa a la celebración del Acuerdo Marco de Comercio y Cooperación entre la Comunidad Europea y sus Estados miembros, por una parte, y la República de Corea, por otra parte

(presentada por la Comisión)

Historical Archives of the European Commission

[redacted]

EXPOSICIÓN DE MOTIVOS

1. Mediante decisión de 8 de marzo de 1995, el Consejo autorizó a la Comisión a iniciar negociaciones con vistas a la celebración de un acuerdo de marco de comercio y cooperación con la República de Corea y aprobó las correspondientes directrices de negociación.

2. Se celebraron dos rondas de negociaciones en Bruselas: la primera, el 11 de mayo de 1995, y la segunda, el 12 y 13 de octubre de 1995. Después de las consultas entre la Comisión y el Gobierno coreano a finales de noviembre de 1995 y de los contactos mantenidos por vía diplomática, el acuerdo fue rubricado en Bruselas el 29 de febrero de 1996.

3. En cuanto a la naturaleza jurídica del Acuerdo, en el momento de la adopción de las directrices de negociación, el Consejo se reservó el derecho de pronunciarse cuando hubieran concluido las negociaciones. En consonancia con el resultado del debate mantenido en el Consejo en los meses de diciembre de 1995 y enero de 1996, tanto la Comunidad como los Estados miembros serán partes en este acuerdo (acuerdo mixto). El acuerdo se ha presentado ahora al Consejo para su conclusión y firma.

4. La Comisión considera que el texto del Acuerdo rubricado se ajusta a las dirctrices de negociación aprobadas por el Consejo.

5. La Comisión estudiará la posibilidad de que Corea acepte la aplicación provisional de determinadas disposiciones del Acuerdo. En caso afirmativo, la Comisión propondrá a su debido tiempo la aprobación de un canje de notas a tal efecto.

6. Para la firma y conclusión del Acuerdo marco de comercio y cooperación entre la Comunidad Europea y sus Estados miembros y la República de Corea, la Comisión propone al Consejo la aprobación del proyecto de decisión adjunto.

Historical Archives of the European Commission

Aa

EL CONSEJO DE LA UNIÓN EUROPEA,

Visto el Tratado constitutivo de la Comunidad Europea y, en particular, el apartado 2 del artículo 73C, el artículo 75, el apartado 2 del artículo 84 y los artículos 113 y 325, en relación con la segunda frase del apartado 2 del artículo 228 y el párrafo primero del apartado 3 del mismo artículo,

Vista la propuesta de la Comisión,

Visto el dictamen del Parlamento Europeo,

Previa consulta al Comité Económico y Social

Considerando que procede aprobar el Acuerdo Marco de Comercio y Cooperación entre la Comunidad Europea y sus Estados miembros, por una parte, y la República de Corea, por la otra parte,

DECIDE:

Artículo 1

Queda aprobado, en nombre de la Comunidad Europea, el Acuerdo Marco de Comercio y Cooperación entre la Comunidad Europea y sus Estados miembros, por una parte, y la República de Corea, por la otra parte.

El texto del Acuerdo se adjunta a la presente Decisión.

Artículo 2

La Comisión, asistida por los representantes de los Estados miembros, representará a la Comunidad Europea en el Comité Mixto contemplado en el apartado 3 del artículo 19 del Acuerdo Marco de Comercio y Cooperación.

Artículo 3

Competerá al Presidente del Consejo depositar, en nombre de la Comunidad Europea, la notificación prevista en el artículo 21 del Acuerdo.

Artículo 4

La presente Decisión será publicada en el *Diario Oficial de las Comunidades Europeas*.

Hecho en Bruselas, el .....

Por el Consejo
El Presidente

Historical Archives of the European Commission

(título)

Acuerdo marco de comercio y cooperación entre la Comunidad Europea y sus Estados miembros, por una parte, y la República de Corea, por otra.

(texto)

LA COMUNIDAD EUROPEA

y

EL REINO DE BÉLGICA,
EL REINO DE DINAMARCA,
LA REPÚBLICA FEDERAL DE ALEMANIA,
LA REPÚBLICA HELÉNICA,
EL REINO DE ESPAÑA,
LA REPÚBLICA FRANCESA,
IRLANDA,
LA REPÚBLICA ITALIANA,
EL GRAN DUCADO DE LUXEMBURGO,
EL REINO DE LOS PAÍSES BAJOS,
LA REPÚBLICA DE AUSTRIA,
LA REPÚBLICA PORTUGUESA,
LA REPÚBLICA DE FINLANDIA,
EL REINO DE SUECIA,
EL REINO UNIDO DE GRAN BRETAÑA Y DE IRLANDA DEL NORTE,

Partes del Tratado constitutivo de la Comunidad Europea y del Tratado de la Unión Europea, en lo sucesivo denominados los "Estados miembros",

por una parte,

y

LA REPÚBLICA DE COREA,

por otra,

. *TENIENDO EN CUENTA* los tradicionales vínculos de amistad existentes entre la República de Corea, la Comunidad Europea y sus Estados miembros;

. *REAFIRMANDO* la adhesión de las Partes a los principios democráticos y los derechos humanos fundamentales enunciados en la Declaración Universal de los Derechos Humanos;

. *CONFIRMANDO* su deseo de entablar un diálogo político regular entre la Unión Europea y la República de Corea, basado en los valores y aspiraciones comunes;

. *RECONOCIENDO* que el Acuerdo General sobre Aranceles Aduaneros y Comercio ha desempeñado una importante función de fomento del comercio internacional

Historical Archives of the European Commission

en general y del comercio bilateral en particular y que tanto la República de Corea como la Comunidad Europea asumen los principios del libre comercio y de la economía de mercado en los que se funda el Acuerdo;

. *REAFIRMANDO* que tanto la República de Corea como la Comunidad Europea y sus Estados miembros han garantizado el pleno cumplimiento de los compromisos adquiridos en virtud de la ratificación del Acuerdo por el que se establece la Organización Mundial del Comercio;

. *CONSCIENTES* de la necesidad de contribuir a la plena aplicación de las conclusiones de la Ronda Uruguay del GATT y de la necesidad de aplicar todas las normas reguladoras del comercio internacional de manera transparente y no discriminatoria;

. *RECONOCIENDO* la importancia del reforzamiento de las relaciones existentes entre las Partes con miras a intensificar la cooperación entre sí y su voluntad común de consolidar, profundizar y diversificar sus relaciones en sectores de interés mutuo sobre la base de la igualdad, la no discriminación, el respeto al medio ambiente y el beneficio mutuo;

. *DESEOSOS* de crear las condiciones favorables para un crecimiento sostenible, la diversificación del comercio y la cooperación económica en diversos sectores de interés mutuo;

. *CONVENCIDOS* de que será ventajoso para las Partes institucionalizar las relaciones y establecer una cooperación económica entre sí, que constituiría un estímulo adicional al desarrollo del comercio y de las inversiones;

. *CONSCIENTES* de la importancia de facilitar la participación en la cooperación de las personas y entidades directamente interesadas, singularmente los agentes económicos y sus organismos representativos,

HAN DECIDIDO CELEBRAR EL PRESENTE ACUERDO Y HAN DESIGNADO CON TAL FIN COMO PLENIPOTENCIARIOS:

LA COMUNIDAD EUROPEA:

EL REINO DE BÉLGICA:

EL REINO DE DINAMARCA:

LA REPÚBLICA FEDERAL DE ALEMANIA:

LA REPÚBLICA HELÉNICA:

EL REINO DE ESPAÑA:

LA REPÚBLICA FRANCESA:

Historical Archive of the European Commission

IRLANDA:

LA REPÚBLICA ITALIANA:

EL GRAN DUCADO DE LUXEMBURGO:

EL REINO DE LOS PAÍSES BAJOS:

LA REPÚBLICA DE AUSTRIA:

LA REPÚBLICA PORTUGUESA:

LA REPÚBLICA DE FINLANDIA:

EL REINO DE SUECIA:

EL REINO UNIDO DE GRAN BRETAÑA Y DE IRLANDA DEL NORTE:

LA REPÚBLICA DE COREA:

QUIENES, después de haber intercambiado sus plenos poderes, reconocidos en buena y debida forma,

HAN CONVENIDO EN LO SIGUIENTE:

Artículo 1. Fundamento de la cooperación

El respeto de los principios democráticos y de los derechos humanos, definidos en la Declaración Universal de los Derechos Humanos, informa la política nacional e internacional de las Partes y constituye un elemento esencial del presente Acuerdo.

Artículo 2. Objetivos de la cooperación

Con miras a intensificar la cooperación entre sí, las Partes se comprometen a desarrollar sus relaciones económicas, procurando en particular:

a. aproximarse mediante la instauración de una cooperación comercial y la diversificación de su comercio en beneficio mutuo;
b. establecer una cooperación económica en sectores de interés mutuo, incluida la cooperación científica, tecnológica e industrial;
c. incentivar la cooperación empresarial facilitando las inversiones en el territorio de ambas Partes y promoviendo un mejor conocimiento mutuo.

Artículo 3. Diálogo político

Se instituirá un diálogo político regular, basado en los valores y aspiraciones comunes, entre la Unión Europea y la República de Corea. Este diálogo se llevará a cabo de

Historical Archives of the European Commission

conformidad con los procedimientos convenidos en la Declaración común de la Unión Europea y la República de Corea a este respecto.

Artículo 4. Trato de nación más favorecida

Las Partes se comprometen a concederse mutuamente el trato de nación más favorecida de conformidad con sus derechos y obligaciones en el marco de la Organización Mundial del Comercio.

Artículo 5. Cooperación comercial

1. Las Partes se comprometen a desarrollar y diversificar todo lo posible sus intercambios comerciales recíprocos en beneficio mutuo.

   Las Partes se comprometen a mejorar las condiciones de acceso a los mercados. Garantizarán la fijación de los derechos aduaneros correspondientes a la nación más favorecida teniendo en cuenta diversos factores, incluida la situación del mercado interior de una Parte y los intereses exportadores de la otra. Se comprometen a procurar la supresión de los obstáculos al comercio, especialmente mediante la oportuna eliminación de los obstáculos no arancelarios y la adopción de medidas para aumentar la transparencia, teniendo en cuenta la labor realizada por las organizaciones internacionales en este ámbito.

2. Las Partes adoptarán disposiciones para seguir una política encaminada a:

a. la cooperación multilateral y bilateral para tratar los asuntos relacionados con el desarrollo del comercio que sean de interés para ambas Partes, incluidas las futuras disposiciones de la OMC. Con este fin, cooperarán internacional y bilateralmente en la solución de los problemas comerciales de interés común;
b. la promoción de los intercambios de información entre los agentes económicos y de la cooperación industrial entre las empresas con el objeto de diversificar e intensificar los flujos comerciales existentes;
c. el estudio y la recomendación de medidas de promoción del comercio adecuadas para fomentar el desarrollo del comercio;
d. el favorecimiento de la cooperación entre las autoridades aduaneras competentes de la Comunidad Europea, de sus Estados miembros y de Corea;
e. la mejora del acceso a los mercados de los productos industriales, agrícolas y pesqueros;
f. la mejora del acceso a los mercados de los servicios, como el mercado de servicios financieros y de telecomunicaciones;
g. el reforzamiento de la cooperación en materia de normas y reglamentos técnicos;
h. la protección eficaz de la propieda intelectual, industrial y comercial;
i. la organización de visitas comerciales y de inversión;
j. la organización de ferias comerciales industriales generales y monográficas.

3. Las Partes fomentarán la competencia leal de las actividades económicas mediante la aplicación cabal de sus leyes y reglamentos.

Historical Archives of the European Commission

4. De conformidad con sus obligaciones en virtud del Acuerdo de la OMC sobre contratación pública, las Partes garantizarán la participación en los contratos públicos de manera no discriminatoria y con carácter recíproco.

Proseguirán sus conversaciones con el fin de lograr una mayor apertura mutua de sus respectivos mercados de contratación pública en otros sectores, como los contratos públicos de telecomunicaciones.

Artículo 6. Agricultura y pesca

1. Las Partes convienen intensificar la cooperación en los sectores de la agricultura y de la pesca, incluida la horticultura y la maricultura. Sobre la base de sus conversaciones acerca de sus respectivas políticas agraria y pesquera, las Partes estudiarán:

a. las posibilidades de incrementar el comercio de productos agrícolas y pesqueros;
b. la repercusión en el comercio de las medidas sanitarias y fitosanitarias y de las medidas relacionadas con el medio ambiente;
c. los vínculos entre la agricultura y el medio ambiente rural;
d. la investigación en los sectores de la agricultura y de la pesca, incluida la horticultura y la maricultura.

2. Las disposiciones del apartado 1 se aplicarán, en su caso, a la industria conexa de transformación de productos agrícolas.

3. Las Partes se comprometen a cumplir las condiciones del Acuerdo de la OMC sobre las medidas sanitarias y fitosanitarias y están dispuestas a celebrar consultas, a instancia de cualquiera de ellas, para estudiar las propuestas de la otra Parte en materia de aplicación y armonización de las medidas sanitarias y fitosanitarias, tomando en consideración las normas convenidas en otras organizaciones internacionales, como la OIE, el IPPC y Codex Alimentarius.

Artículo 7. Transporte marítimo

1. Las Partes se comprometen a tratar de alcanzar el objetivo de un acceso sin restricciones al mercado y al tráfico marítimo internacional sobre la base de una competencia comercial leal, de conformidad con las disposiciones del presente artículo.

a) La disposición anterior no perjudica a los derechos y obligaciones derivados del Convenio de las Naciones Unidas sobre un código de conducta para las conferencias marítimas en cuanto sea de aplicación a una u otra Parte Contratante del presente Acuerdo. Las compañías marítimas no incluidas en una conferencia podrán competir libremente con las que lo estén si se adhieren al principio de competencia comercial leal.

b) Las Partes ratifican su compromiso de establecer unas condiciones equitativas y competitivas para el comercio a granel de productos secos y líquidos. En virtud de este compromiso, la República de Corea adoptará las disposiciones necesarias

Visión Archive of the European Commission

para suprimir progresivamente, a lo largo de un período transitorio que concluirá el 31 de diciembre de 1998, la reserva de carga de determinadas mercancías a granel para los buques de pabellón coreano.

2. En pos de la consecución del objetivo enunciado en el apartado 1, las Partes:

a) se abstendrán de introducir cláusulas de reparto de la carga en futuros acuerdos bilaterales con terceros países sobre el comercio marítimo y a granel de productos secos y líquidos, salvo cuando, en circunstancias excepcionales para el comercio marítimo, a las compañías marítimas de una u otra Parte del presente Acuerdo les resultara de otro modo imposible dedicarse al comercio con destino y origen en el tercer país interesado;

b) se abstendrán de aplicar, hasta la entrada en vigor del presente Acuerdo, disposiciones legales, administrativas y técnicas que puedan entrañar una discriminación entre sus propios nacionales o sus propias compañías y los de la otra Parte en la prestación de servicios de transporte marítimo internacional;

c) concederán a los buques explotados por nacionales o compañías de la otra Parte un trato no menos favorable que el concedido a sus propios buques en lo que respecta al acceso a los puertos abiertos al comercio internacional, el uso de la infraestructura y de los servicios marítimos auxiliares de los puertos y las correspondientes tasas y gravámenes, los servicios aduaneros y la asignación de atracaderos y servicios de carga y descarga.

3. A los efectos del presente artículo, el acceso al mercado marítimo internacional abarcará, *inter alia*, el derecho de los proveedores de servicios de transporte marítimo internacional de cada Parte a organizar servicios de transporte de puerta a puerta que incluyan un trayecto marítimo y a contratar directamente, para ello, con los proveedores de modos de transporte distintos del transporte marítimo en el territorio de la otra Parte, sin perjuicio de las restricciones de nacionalidad aplicables al transporte de mercancías y pasajeros por esos otros modos de transporte.

4. Las disposiciones del presente artículo se aplicarán a las compañías de la Comunidad Europea y a las compañías coreanas. Serán asimismo beneficiarias de las disposiciones del presente artículo las compañías marítimas establecidas fuera del territorio de la Comunidad Europea o de la República de Corea y controladas por nacionales de un Estado miembro o de la República de Corea cuyos buques estén registrados en ese Estado miembro o en la República de Corea de conformidad con sus legislaciones respectivas.

5. El ejercicio de las actividades propias de las agencias marítimas en la Comunidad Europea y en la República de Corea será objeto, en su caso, de acuerdos específicos.

Historical Archives of the European Commission

Artículo 8. Construcción naval

1. Las Partes convienen en cooperar en el sector de la construcción naval con miras a promover unas condiciones de mercado equitativas y competitivas y toman nota del grave desequilibrio estructural existente entre la oferta y la demanda y de la tendencia del mercado, que deprime la industria naval mundial. Por estas razones, las Partes no adoptarán ninguna medida ni tomarán ninguna iniciativa en apoyo de su industria naval que falsee la competencia o permita a su industria naval eludir cualquier situación de dificultad futura, de conformidad con el Acuerdo de la OCDE sobre la construcción naval.

2. Las Partes convienen celebrar consultas, a instancia de cualquiera de ellas, sobre la ejecución del Acuerdo de la OCDE sobre la construcción naval, el intercambio de información sobre la evolución del mercado mundial de buques y de la construcción naval y cualquier otro problema que surja en este sector.

   Los representantes de la industria de la construcción naval podrán ser invitados como observadores a esas consultas, previo acuerdo de las Partes.

Artículo 9. Protección de la propiedad intelectual, industrial y comercial

1. Las Partes se comprometen a garantizar el otorgamiento de una protección adecuada y eficaz a los derechos de propiedad intelectual, industrial y comercial, incluidos los medios oportunos para el ejercicio de esos derechos.

2. Las Partes convienen ejecutar el Acuerdo de la OMC sobre los aspectos de los derechos de la propiedad intelectual relacionados con el comercio antes del 1 de julio de 1996[1].

3. Las Partes ratifican la importancia que otorgan a las obligaciones establecidas en los convenios multilaterales de protección de los derechos de propiedad intelectual. Las Partes procurarán adherirse lo antes posible a los convenios que figuran en anexo y que todavía no hayan suscrito.

Artículo 10. Reglamentos técnicos, normas y evaluación de la conformidad

1. Sin perjuicio de sus obligaciones internacionales, dentro de los límites de sus responsabilidades y de conformidad con sus legislaciones, las Partes promoverán el empleo de las normas y de los sistemas de evaluación de la conformidad internacionalmente reconocidos.

   Con este fin, concederán prioridad a:

---

[1] Con la excepción, en el caso de la República de Corea, de la Ley de gestión agroquímica, que entrará en vigor el 1 de enero de 1997, y de la Ley de la industria de semillas (y la Ley de protección de las indicaciones geográficas), que entrarán en vigor antes del 1 de julio de 1998 de conformidad con sus procedimientos legislativos.

Historical Archives of the European Commission

a. el intercambio de información y de expertos técnicos en materia de normalización, homologación, metrología y certificación, así como, en su caso, investigación común;
b. el fomento de los intercambios y contactos entre organismos e instituciones competentes;
c. las consultas sectoriales;
d. la cooperación en actividades de gestión de calidad;
e. el reforzamiento de la cooperación en materia de reglamentos técnicos, especialmente mediante la celebración de un acuerdo de reconocimiento mutuo de los resultados de las evaluaciones de conformidad, concebido como instrumento para facilitar el comercio e impedir toda perturbación perjudicial de su desarrollo;
f. la participación y cooperación en el marco de los acuerdos internacionales pertinentes con miras a promover la adopción de normas armonizadas.

2. Las Partes garantizarán que las normas y las actividades de evaluación de la conformidad no constituyan obstáculos innecesarios al comercio.

Artículo 11. Consultas

1. Las Partes acuerdan promover el intercambio de información sobre las medidas comerciales.

Cada Parte se compromete a informar oportunamente a la otra sobre la aplicación de medidas que modifiquen los derechos de importación correspondientes a la nación más favorecida y afecten en consecuencia a las exportaciones de la otra Parte.

Cualquiera de las Partes podrá solicitar consultas sobre las medidas comerciales. Formulada la solicitud, las consultas se celebrarán con la mayor brevedad a fin de encontrar cuanto antes una solución constructiva y mutuamente aceptable.

2. Cada Parte conviene informar a la otra de la apertura de procedimientos antidumping en relación con productos de la otra Parte.

Con pleno respeto de los acuerdos de la OMC sobre medidas antidumping y antisubvenciones, las Partes considerarán atentamente, brindando la debida posibilidad de evacuar las correspondientes consultas, las observaciones de la otra Parte respecto de los procedimientos antidumping y antisubvenciones.

3. Las Partes convienen consultarse recíprocamente acerca de toda diferencia resultante de la ejecución del presente Acuerdo. Si cualquiera de las Partes solicitare una consulta, ésta se celebrará lo antes posible. La Parte que solicite la consulta proporcionará a la otra Parte toda la información necesaria para examinar en profundidad la situación. Mediante estas consultas se procurará resolver cuanto antes las diferencias comerciales.

4. Las disposiciones del presente artículo no perjudican en modo alguno a los procedimientos internos de cada Parte para la adopción y modificación de las

Official Archive of the European Commission

medidas comerciales ni a los mecanismos de notificación, consulta y solución de diferencias previstos en virtud de los acuerdos de la OMC.

Artículo 12. Cooperación económica e industrial

1. Las Partes, teniendo en cuenta su interés mutuo y sus políticas y objetivos económicos respectivos, fomentarán la cooperación económica e industrial en todos los sectores que juzguen apropiados.

2. Los objetivos de esa cooperación consistirán singularmente en:

- promover los intercambios de información entre los agentes económicos y desarrollar y mejorar las redes existentes, garantizando la debida protección de los datos personales;
- realizar intercambios de información sobre los términos y condiciones de la cooperación relacionada con todos los servicios e infraestructuras de información;
- promover las inversiones mutuamente provechosas y crear un ambiente favorable a las inversiones;
- mejorar el entorno económico y comercial.

3. Para alcanzar esos objetivos, las Partes procurarán, entre otras cosas:

a. diversificar y fortalecer sus relaciones económicas;
b. abrir vías específicas de cooperación industrial;
c. promover la cooperación industrial entre las empresas, especialmente las pequeñas y medianas;
d. promover el desarrollo sostenible de sus economías;
e. fomentar sistemas de producción que no sean perjudiciales para el medio ambiente;
f. favorecer el flujo de inversiones y tecnología;
g. mejorar el entendimiento y el conocimiento mutuo de sus respectivos medios comerciales.

Artículo 13. Drogas y blanqueo de dinero

1. Las Partes cooperarán para incrementar la eficacia y la eficiencia de las políticas y las medidas de lucha contra la producción, el suministro y el tráfico ilegal de estupefacientes y sustancias psicotrópicas, incluida la prevención del desvío de precursores químicos, y para promover la prevención y reducción de la demanda de drogas. La cooperación en este ámbito se basará en las consultas mutuas y en una coordinación estrecha entre las Partes de los objetivos y las medidas que se adopten en los diversos sectores relacionados con las drogas.

2. Las Partes convienen en la necesidad de redoblar sus esfuerzos y cooperar con el fin de impedir la utilización de los sistemas financieros para el blanqueo de los ingresos procedentes de actividades criminales en general y de delitos relacionados con las drogas en particular.

Historical Archives of the European Commission

La cooperación en este ámbito tendrá por objeto establecer normas adecuadas contra el blanqueo de dinero, teniendo en cuenta las adoptadas por los foros internacionales competentes, singularmente el Grupo de Trabajo sobre acción financiera (FATF).

Artículo 14. Cooperación científica y tecnológica

1. De conformidad con su interés mutuo y con los objetivos de sus políticas científicas, las Partes se comprometen a promover la cooperación científica y tecnológica. Con este fin, las Partes procurarán fomentar en particular:

- el intercambio de información y conocimientos técnicos en materia de ciencia y tecnología;
- el diálogo sobre la elaboración y ejecución de sus respectivas políticas de investigación y desarrollo tecnológico;
- la cooperación en el sector de la tecnología de la información y de las tecnologías e industria determinantes de la interoperatividad de la futura sociedad mundial de la información;
- la cooperación en materia de energía y de protección del medio ambiente;
- la cooperación en los sectores científicos y tecnológicos de interés común.

2. Para alcanzar los objetivos de sus respectivas políticas, las Partes procurarán, entre otras cosas:

- intercambiar información sobre los proyectos de investigación en materia de energía, protección del medio ambiente, telecomunicaciones y tecnología de la información, así como sobre la industria de la tecnología de la información;
- perfeccionar, con los medios apropiados, la formación de los científicos;
- fomentar la transferencia de tecnologías sobre la base del interés recíproco;
- organizar seminarios conjuntos de científicos relevantes de ambas Partes;
- alentar a los investigadores de ambas Partes a realizar investigaciones comunes en sectores de interés mutuo.

3. Las Partes convienen que toda la cooperación y las acciones comunes en materia de ciencia y tecnología se llevarán a cabo sobre la base de la reciprocidad.

Las Partes acuerdan otorgar una protección eficaz a la información y a la propiedad intelectual resultantes de la cooperación contra todo abuso o uso no autorizado por personas distintas de sus legítimos propietarios.

En el caso de que participen entidades, organismos y empresas de una de las Partes en programas específicos de investigación y desarrollo tecnológico de la otra Parte, como los instituidos en virtud del programa marco general de la Comunidad Europea, esta participación y la difusión y explotación del conocimiento obtenido como resultado de los mismos se hará de conformidad con las normas generales establecidas por la otra Parte.

4. Las prioridades de la cooperación se decidirán mediante consulta entre las Partes. Se fomentará la participación, sujeta a lo dispuesto en el apartado anterior, de las

Historical Archives of the European Commission

entidades, organismos y empresas del sector privado en actividades de cooperación y proyectos específicos de investigación de interés común.

Artículo 15. Cooperación en materia de medio ambiente

Las Partes establecerán relaciones de cooperación con el objetivo de proteger y preservar el medio ambiente. Esta cooperación consistirá en:

- intercambios de información sobre las políticas medioambientales entre los funcionarios competentes de la Comisión Europea y las autoridades competentes de la República de Corea;
- intercambios de información sobre las tecnologías ambientalmente válidas;
- intercambios de personal;
- el fomento de la cooperación en las cuestiones medioambientales tratadas en los foros internacionales de los que forman parte la Comunidad Europea y la República de Corea, especialmente la Comisión para el desarrollo sostenible de las Naciones Unidas y otros organismos en los que se debaten los convenios internacionales sobre el medio ambiente;
- el diálogo sobre la búsqueda de prácticas de desarrollo sostenible, y en particular la cooperación en la ejecución de la Agenda 21 y otras actividades de seguimiento de la Conferencia de las Naciones Unidas sobre medio ambiente y desarrollo (UNCED);
- la cooperación en proyectos medioambientales comunes.

Artículo 16. Energía

Las Partes reconocen la importancia del sector energético para el desarrollo económico y social y están dispuestas a intensificar la cooperación en este ámbito dentro de los límites de sus respectivas competencias. Los objetivos de esta cooperación serán:

- promover el principio de economía de mercado fijando los precios de consumo de conformidad con los principios del mercado;
- diversificar las fuentes de energía;
- desarrollar energías nuevas y renovables;
- racionalizar el uso de la energía, singularmente mediante el fomento de la gestión de la demanda;
- propiciar las mejores condiciones posibles para la transferencia de tecnología en interés de un uso eficiente de la energía.

Con este fin, las Partes acuerdan promover la realización de estudios e investigaciones comunes y los contactos entre los responsables de la planificación energética.

Artículo 17. Cooperación en materia de cultura, información y comunicación

Las Partes se comprometen a cooperar en los sectores de la información y de la comunicación con el objeto de promover un mejor entendimiento mutuo, teniendo en cuenta la dimensión cultural de sus relaciones.

Esta cooperación consistirá principalmente en:

Historical Archives of the European Commission

- intercambios de información sobre cuestiones de interés común en el ámbito de la cultura y la información;
- la organización de actos culturales;
- intercambios culturales;
- intercambios académicos.

Artículo 18. Cooperación al desarrollo de los terceros países

Las Partes convienen intercambiar información sobre las políticas de ayuda al desarrollo con miras a instituir un diálogo regular sobre los objetivos de estas políticas y sobre sus respectivos programas de ayuda al desarrollo de los terceros países. Estudiarán la viabilidad de una cooperación más sustancial, de conformidad con sus respectivas legislaciones y las condiciones de ejecución de estos programas.

Artículo 19. Comisión Mixta

1. Las Partes instituirán en virtud del presente Acuerdo una Comisión Mixta compuesta por representantes de los miembros del Consejo de la Unión Europea y de la Comisión de las Comunidades Europeas, por una parte, y por representantes de la República de Corea, por otra. En la Comisión Mixta se evacuarán consultas con el objeto de facilitar la ejecución del presente Acuerdo y promover la consecución de sus objetivos generales.

2. La Comisión Mixta tendrá por cometido:

- garantizar el correcto funcionamiento del Acuerdo;
- estudiar la evolución del comercio y de la cooperación entre ambas Partes;
- buscar métodos apropiados para prevenir los problemas que puedan surgir en los sectores regulados por el presente Acuerdo;
- buscar fórmulas para desarrollar y diversificar el comercio;
- intercambiar opiniones y presentar propuestas sobre cualquier cuestión de interés común relacionada con el comercio y la cooperación, incluidas las actividades futuras y los recursos disponibles para realizarlas;
- formular las recomendaciones oportunas para promover la expansión del comercio y la cooperación, teniendo en cuenta la necesidad de coordinar las medidas propuestas.

3. La Comisión Mixta se reunirá normalmente una vez al año, alternativamente en Bruselas y en Seúl. Se celebrarán reuniones extraordinarias de la Comisión Mixta a petición de cualquiera de las Partes. La presidencia de la Comisión Mixta será ejercida alternativamente por cada una de las Partes.

4. La Comisión Mixta podrá crear subcomisiones especializadas que la asistan en el desempeño de sus tareas. Estas subcomisiones rendirán informes detallados de sus actividades a la Comisión Mixta en cada una de sus reuniones.

Historical Archives of European Commission

Artículo 20. Definición

A los efectos del presente Acuerdo, se entenderá por "Partes" la Comunidad Europea o sus Estados miembros o la Comunidad Europea y sus Estados miembros, según sus respectivas competencias, por una parte, y la República de Corea, por otra.

Artículo 21. Entrada en vigor y duración

1. El presente Acuerdo entrará en vigor el primer día del mes siguiente a la fecha en que las Partes se hayan notificado recíprocamente la conclusión de los procedimientos legales preceptivos.

2. El presente Acuerdo se celebra por un período de cinco años. Se prorrogará tácitamente por períodos de un año, salvo que una de las Partes lo denuncie por escrito seis meses antes de la fecha de expiración.

Artículo 22. Notificaciones

Las notificaciones dispuestas en el artículo 21 se harán a la Secretaría General del Consejo de la Unión Europea y al Ministerio de Asuntos Exteriores de la República de Corea, respectivamente.

Artículo 23. Incumplimiento del presente Acuerdo

Si cualquiera de las Partes considerare que la otra Parte ha incumplido alguna obligación adquirida en virtud del presente Acuerdo, podrá adoptar las medidas oportunas. Antes de hacerlo, excepto en circunstancias de especial urgencia, proporcionará a la otra Parte toda la información pertinente necesaria para examinar en profundidad la situación con miras a buscar una solución aceptable para las Partes. En la elección de las medidas deberá otorgarse prioridad a aquellas que menos perturben el funcionamiento del presente Acuerdo. Estas medidas se notificarán inmediatamente a la otra Parte y serán objeto de consultas si la otra Parte las solicita.

Artículo 24. Cláusula evolutiva

Las Partes podrán ampliar de consuno el presente Acuerdo para elevar el nivel de cooperación y acrecerlo mediante acuerdos sobre actividades o sectores específicos.

Cualquiera de las Partes podrá formular, en el contexto de la ejecución del presente Acuerdo, propuestas de ampliación del alcance de la cooperación, teniendo en cuenta la experiencia adquirida en su aplicación.

Artículo 25. Declaraciones y Anexo

Las declaraciones comunes y el Anexo del presente Acuerdo forman parte integrante del mismo.

Historical Archives of the European Commission

Artículo 26. Ámbito territorial de aplicación

El presente Acuerdo se aplicará, por una parte, al territorio de la República de Corea y, por otra, a los territorios en los que se aplica el Tratado constitutivo de la Comunidad Europea y en las condiciones establecidas en ese Tratado.

Artículo 27. Textos auténticos

El presente Acuerdo está redactado, en doble ejemplar, en lengua alemana, danesa, española, finlandesa, francesa, griega, inglesa, italiana, neerlandesa, portuguesa, sueca y coreana, siendo cada uno de estos textos igualmente auténtico.

EN FE DE LO CUAL, los plenipotenciarios abajo firmantes suscriben el presente Acuerdo.

Hecho en ..., el ... de ... de mil novecientos noventa y ****.

POR LA COMUNIDAD EUROPEA:

POR EL REINO DE BÉLGICA:

POR EL REINO DE DINAMARCA:

POR LA REPÚBLICA FEDERAL DE ALEMANIA:

POR LA REPÚBLICA HELÉNICA:

POR EL REINO DE ESPAÑA:

POR LA REPÚBLICA FRANCESA:

POR IRLANDA:

POR LA REPÚBLICA ITALIANA:

POR EL GRAN DUCADO DE LUXEMBURGO:

POR EL REINO DE LOS PAÍSES BAJOS:

LA REPÚBLICA DE AUSTRIA:

POR LA REPÚBLICA PORTUGUESA:

POR LA REPÚBLICA DE FINLANDIA:

POR EL REINO DE SUECIA:

POR EL REINO UNIDO DE GRAN BRETAÑA Y DE IRLANDA DEL NORTE:

Historical Archives of the European Commission

POR LA REPÚBLICA DE COREA:

Historical Archives of the European Commission

Convenios sobre la propiedad intelectual, industrial y comercial

- Convenio de Berna para la protección de las obras literarias y artísticas (Acta de París, 1971).
- Convención internacional sobre la protección de los artistas intérpretes o ejecutantes, los productores de fonogramas y los organismos de radiodifusión (Roma, 1961).
- Convenio de París para la protección de la propiedad industrial (Acta de Estocolmo, 1967, modificada en 1979).
- Tratado de cooperación en materia de patentes (Washington, 1970, revisado y modificado en 1984).
- Arreglo de Madrid relativo al registro internacional de marcas (Acta de Estocolmo, 1967, modificada en 1979).
- Protocolo del Arreglo de Madrid relativo al registro internacional de marcas (Madrid, 1989).
- Arreglo de Niza relativo a la clasificación internacional de los productos y servicios para el registro de marcas (Ginebra, 1977, modificado en 1979).
- Tratado de Budapest sobre el reconocimiento internacional del depósito de microorganismos a los fines del procedimiento en materia de patentes (1977, modificado en 1980).
- Convenio internacional para la protección de las obtenciones vegetales (UPOV) (Acta de Ginebra, 1991).

Historical Archives of the European Commission

Declaración común relativa al artículo 7

Cada Parte autorizará la presencia comercial de las compañías de transporte marítimo de la otra Parte en su territorio a los efectos del desempeño de las actividades de agencia marítima en condiciones de establecimiento y explotación no menos favorables que las concedidas a sus propias compañías o a las filiales o sucursales de sociedades de cualquier tercer país, cualesquiera sean las mejores.

Declaración común relativa al artículo 9

Las Partes convienen que, a los efectos del presente Acuerdo, la propiedad intelectual, industrial y comercial incluye en particular los derechos de autor, incluidos los derechos de autor de los programas informáticos y los derechos conexos, los derechos propios de las patentes, los dibujos industriales, las indicaciones geográficas, incluidas las denominaciones de origen, las marcas de comercio y de servicio y las topografías de circuitos integrados, así como la protección contra la competencia desleal contemplada en el artículo 10 bis del Convenio de París para la protección de la propiedad industrial y la protección de la información reservada sobre los conocimientos técnicos.

Declaración interpretativa común relativa al artículo 23

a) Las Partes convienen de concierto, para la correcta interpretación y aplicación del presente Acuerdo, que en su artículo 23 se entenderá por "circunstancias de especial urgencia" las vulneraciones graves del Acuerdo por una de las Partes. Una vulneración grave del Acuerdo consiste en:

a. la denuncia del Acuerdo no amparada en las normas generales del Derecho internacional o
b. la vulneración del elemento esencial del Acuerdo enunciado en el artículo 1.

b) Las Partes convienen que en el artículo 23 se entenderá por "medidas apropiadas" las medidas adoptadas de conformidad con el Derecho internacional.

Historical Archives of the European Commission

Declaración de la Comunidad Europea relativa al artículo 8

La Comunidad Europea manifiesta su preocupación y la importancia que otorga a los problemas originados y que probablemente origine la actual tendencia expansiva de la capacidad de construcción naval en el mercado mundial.

Desea recordar en este sentido los términos de la declaración hecha en París el 21 de diciembre de 1994, con motivo de la conclusión de las negociaciones del Acuerdo de la OCDE sobre la construcción naval, que en en este punto continúa siendo plenamente válida.

La Comunidad Europea invita a la República de Corea a cooperar con la Comunidad Europea y con los demás signatarios del Acuerdo de la OCDE sobre la construcción naval a fin de reducir, con los medios apropiados, el grave desequilibrio estructural existente entre la oferta y la demanda en el mercado mundial de la construcción naval.

Declaración de la República de Corea relativa al apartado 2 del artículo 7

La República de Corea declara, en relación con las diposiciones de la letra a) del apartado 2 del artículo 7 (Transporte marítimo), que únicamente autorizará la introducción de cláusulas de reparto de la carga en futuros acuerdos bilaterales con determinados terceros países sobre el comercio a granel de productos secos y líquidos en circunstancias excepcionales, cuando a las compañías marítimas coreanas les resulte de otro modo imposible dedicarse a ese comercio con destino y origen en el tercer país interesado.

Historical Archives of the European Commission

2 Estas declaraciones se formularán con motivo de la firma del Acuerdo.

[redacted]
EJERCICIO 1997

Ficha de financiación

1. TÍTULO

Aplicación del acuerdo marco sobre comercio y cooperación entre la CE y sus Estados miembros, por una parte, y la República de Corea, por otra. - Acciones específicas en el ámbito de la cooperación y de las actividades económicas de cooperación de naturaleza general. Estas acciones tendrán lugar de conformidad con la estrategia de la UE para Asia (COM (94) 314 final; en particular la sección 2.2).

2. LÍNEA(S) PRESUPUESTARIA(S)

Habida cuenta de la estructura presupuestaria actual, la línea de consignación podría ser la línea B7-8700 Acuerdos de cooperación económica y comercial con los terceros países. Esto se supedita a los resultados del procedimiento presupuestario anual.

3. BASE LEGAL

Artículos 113 y 235 del Tratado CE.

4. DESCRIPCIÓN DE LA ACCIÓN:

4.1 Objetivo general de la acción

Promover un mayor desarrollo de las relaciones económicas con Corea de conformidad con el acuerdo básico con Corea. Cubrirá, en especial, los ámbitos de competencia de la DG I (cooperación comercial, visitas comerciales, promoción de contactos entre operadores económicos, actividades específicas de cooperación de naturaleza general).

4.2 Período cubierto por la acción y disposiciones establecida para su renovación

El acuerdo básico estará en vigor durante un período de cinco años y es tácitamente renovable sobre una base anual transcurrido este período.

5. CLASIFICACIÓN DEL GASTO / INGRESO

5.1 GO / GNO: gasto no obligatorio

5.2 CD / CND: crédito disociado

5.3 Tipo de ingresos contemplados: no aplicable

Historical Archives of the European Commission

6. TIPO DEL GASTO / INGRESO

- subvención al 100% (puede considerarse excepcionalmente);

- subvención para cofinanciación con otras fuentes del sector público o privado (en particular con el Gobierno de la República de Corea) .

7. INCIDENCIA FINANCIERA

7.1 Método de cálculo del coste total de la acción (vínculo entre los costes individuales y el coste total)

El acuerdo marco se firmará en 1996, y debería por lo tanto aplicarse en 1997 y más allá.

El acuerdo marco es el primer acuerdo de naturaleza general con la República de Corea. Tendrán que financiarse las acciones específicas, por tanto, con una nueva asignación presupuestaria operativa. El acuerdo marco prevé la cooperación económica en varios campos, por ejemplo ciencia y tecnología, industria, normas, medio ambiente, energía, cultura, etc. Parte de estas actividades puede cubrirse mediante asignaciones presupuestarias existentes (por ejemplo, los fondos de cooperación destinados al cuarto programa marco de investigación y desarrollo tecnológico, el presupuesto de información asignado a la Delegación de DG X en Seúl), pero es probable que sea necesaria una asignación adicional calculada en 250.000 ecus anuales para estas nuevas iniciativas de cooperación.

El programa de 1997 para la cooperación con Corea debería cubrir en todo o en parte las siguientes actividades:

a. reuniones de un Foro UE/Corea, cuya creación fue propuesta por el Wisemen's Club UE /Corea en su informe de noviembre de 1995,
b. una conferencia destinada a promover el diálogo entre grupos coreanos y europeos de consumidores (en un intento de influir en la opinión de los consumidores sobre los productos europeos),
c. un foro destinado a informar sobre las posibilidades de cooperación en el campo de la investigación y el desarrollo (explicación del funcionamiento de los programas de las partes, etc.),
d. la organización de foros empresariales sectoriales en sectores de interés común con objeto de fomentar la cooperación entre las empresas de las partes (Corea ha propuesto ya los semiconductores y la electrónica de consumo para 1996),
e. una subvención para la creación de una federación de asociaciones de empresas europeas que exportan a Corea (a fin de preparar el terreno para la creación de una Cámara de Comercio UE/Corea),
f. la creación de un Premic "Relaciones UE-Corea" cuyo objetivo sería estimular a los medios de comunicación europeos para que den más y mejor información sobre Corea, y a los medios de comunicación coreanos para que den más y mejor información sobre la UE y sus Estados miembros (propuesta del Wisemen's Club UE/Corea en su informe de noviembre de 1995).

Historical Archive of the European Commission

g. una participación en los costes de la organización de visitas comerciales y de inversión específicas (conforme al principio de subsidiariedad).

7.2 Desglose por elementos de la acción

CE en MECU
(precios corrientes)

Desglose	Año 1997	n + 1	n + 2	n + 3	n + 4	n + 5 y ejer. sig.	Total
Foro EU / Corea	0,100						
Conferencia legislación consumo	0,100						
Subsidies consumir	0,050						
Total	0,250						

7.3 Calendario créditos de compromiso / créditos de pago

CE en MECU

	Año 1997	1998	n + 2	n + 3	n + 4	n + 5 y ejer. sig.	Total
Créditos de compromiso	0,250						0,250
Créditos de pago							
año 1997	0,200						0,200
1998		0,050					0,050
n + 2							
n + 3							
n + 4							
n + 5 y ejer. sig.							
Total	0,200	0,050					0,250

8. DISPOSICIONES ANTIFRAUDE PREVISTAS

9. ELEMENTOS DE ANÁLISIS COSTE-EFICACIA

Historical Archives of the European Commission

9.1. Objetivos específicos cuantificables, población contemplada

Foro UE/Corea

El Foro UE/Corea sería una conferencia destinada a promover la cooperación entre las empresas, los medios de comunicación y las universidades bajo los auspicios del Gobierno coreano y de la Comisión Europea. Deberían participar, por tanto, representantes de estos sectores. Un seguimiento apropiado podría consistir en reuniones específicas para unos o más sectores.

Los participantes deberían ser seleccionados con ayuda de las autoridades de los Estados miembros, con objeto de asegurarse de que se tengan en cuenta las posibilidades de cooperación tanto de la CE como nacionales

Conferencia sobre protección de los consumidores

La conferencia sobre protección de los consumidores promovería el diálogo entre grupos coreanos y europeos de consumidores y facilitaría a los primeros información fiable sobre la legislación comunitaria en este campo. Los coreanos tienen una opinión de los productos extranjeros derivada de antiguas campañas de moderación del consumo. Con una política más liberal en la actualidad, es esencial corregir esta falsa imagen de los productos europeos como productos demasiado caros, peligrosos y de mala calidad.

9.2. Justificación de la acción

Aplicación del primer acuerdo marco con Corea: desarrollo de la cooperación económica con Corea.

9.3 Seguimiento y evaluación

La Comisión evaluará cuidadosamente la eficacia y el impacto de las acciones que organiza con el Gobierno coreano, antes de decidir sobre futuras acciones.

Historical Archives of the European Commission

10. GASTOS ADMINISTRATIVOS (PARTE A DE LA SECCIÓN III DEL PRESUPUESTO GENERAL)

La movilización efectiva de los recursos administrativos necesarios resultará de la decisión anual de la Comisión relativa a la asignación de los recursos, teniendo en cuenta, en particular, el personal y los importes suplementarios que hayan sido concedidos por la autoridad presupuestaria.

10.1 Incidencia sobre el número de empleos

Tipos de empleos		Personal a asignar a la gestión de la acción				duración
		empleos permnentes	empleos temporales	por utilización de recursos existentes en la DG o el servicio	mediante recursos supl.	
Funcionarios o agentes tem - porales	A	1		1		indeterminada
	B					
	C	1		1		indeterminada
Otros recursos						
Total		2		2		

10.2 Incidencia financiera global de los recursos humanos suplementarios

Ninguna.

Historical Archives of the European Commission

10.3 Aumento de otros gastos de funcionamiento derivados de la acción

(ecus)

Partida presupuestaria (n _ y título)	Importes	Método de cálculo
A-2510.11.01	p.m.	Comisión Mixta anual, alternativa - mente en Bruselas y en Corea, que implican únicamente gastos de misión de funcionarios.
A-1300.11.01	17,000	5 ida y vuelta Bruselas-Seúl (5 funcionarios) y 5 indemnizaciones de estancia Seúl (3 días)
Total	17,000	

N.B. Los importes corresponden a los gastos para 12 meses (la duración es indeterminada).

Historical Archives of the European Commission

ISSN 0257-9545

COM(96) 141 final

DOCUMENTOS

ES 11

Historical Archives of the European Commission

N° de catálogo : CB-CO-96-155-ES-C

ISBN 92-78-02487-2

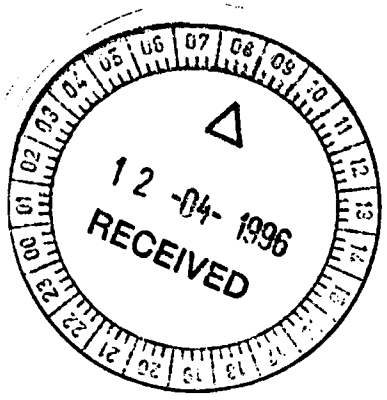
Oficina de Publicaciones Oficiales de las Comunidades Europeas

L-2985 Luxemburgo

COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

Bruxelas, 27.03.1996
COM(96) 141 final

96/ 0098 (CNS)



Proposta de

DECISÃO DO CONSELHO

relativa à conclusão do acordo-quadro de comércio e cooperação entre a Comunidade Europeia e os seus Estados-membros, por um lado, e a República da Coreia, por outro

(apresentada pela Comissão)

Historical Archives of the European Commission

EXPOSIÇÃO DOS MOTIVOS

1 Por decisão de 8 de Março de 1995, o Conselho autorizou a Comissão a iniciar negociações com a República da Coreia tendo em vista a conclusão de um acordo-quadro de comércio e cooperação, tendo adoptado as necessárias directrizes de negociação.

2. Realizaram-se duas sessões de negociações em Bruxelas, respectivamente em 11 de Maio e em 12-13 de Outubro de 1995. Na sequência de consultas entre a Comissão e o Governo coreano, que tiveram lugar no final de Novembro de 1995, e de contactos através das vias diplomáticas, o acordo foi rubricado em 29 de Fevereiro de 1996 em Bruxelas.

3. Aquando da adopção das directrizes de negociação, o Conselho reservou-se o direito de se pronunciar sobre a natureza jurídica do acordo após a conclusão das negociações. Em conformidade com o resultado das discussões realizadas no Conselho em Dezembro de 1995 e em Janeiro de 1996, trata-se de um acordo misto do qual serão partes tanto a Comunidade como os Estados-membros. O texto do acordo está presentemente a ser analisado pelo Conselho para assinatura e conclusão.

4. A Comissão considera que o acordo rubricado corresponde às directrizes de negociação adoptadas pelo Conselho.

5. A Comissão deve ainda verificar se a parte coreana poderá aceitar a aplicação provisória de determinadas disposições do acordo. Em caso afirmativo, a Comissão procurará que seja oportunamente aprovada uma troca de cartas para o efeito.

6. A fim de permitir a assinatura e conclusão do acordo-quadro de comércio e cooperação entre a Comunidade Europeia e os seus Estados-membros e a República da Coreia, a Comissão propõe ao Conselho que adopte o projecto de decisão em anexo.

Historical Archives of the European Commission

O CONSELHO DA UNIÃO EUROPEIA,

Tendo em conta o Tratado que institui a Comunidade Europeia e, nomeadamente, o nº 2 do artigo 73º-C, o artigo 75º, o nº 2 do artigo 84º, o artigo 113º e o artigo 235º, em articulação com a segunda frase do nº 2 e o primeiro parágrafo do nº 3 do artigo 228º,

Tendo em conta a proposta da Comissão,

Tendo em conta o parecer do Parlamento Europeu,

Após consulta do Comité Económico e Social,

Considerando que a Comunidade Europeia deve aprovar o acordo-quadro de comércio e cooperação entre a Comunidade Europeia e os seus Estados-membros, por um lado e a República da Coreia, por outro;

DECIDE:

Artigo 1º

É aprovado em nome da Comunidade Europeia o acordo-quadro de comércio e cooperação entre a Comunidade Europeia e os seus Estados-membros, por um lado, e a República da Coreia, por outro.

O texto do acordo figura em anexo à presente decisão.

Artigo 2º

A Comissão, assistida por representantes dos Estados-membros, representará a Comunidade Europeia no Comité Misto previsto no nº 3 do artigo 19º do acordo-quadro de comércio e cooperação.

Artigo 3º

O Presidente do Conselho deposita o acto de notificação previsto no artigo 21º do acordo, em nome da Comunidade Europeia.

Artigo 4º

A presente decisão é publicada no Jornal Oficial das Comunidades Europeias.

Feito em Bruxelas, em

Pelo Conselho
O Presidente

16

Historical Archives of the European Commission

(Título)
Acordo-quadro de comércio e cooperação entre a Comunidade Europeia e os seus Estados-membros, por um lado, e a República da Coreia, por outro.

(Texto)

A COMUNIDADE EUROPEIA,

e

O REINO DA BÉLGICA,
O REINO DA DINAMARCA,
A REPÚBLICA FEDERAL DA ALEMANHA,
A REPÚBLICA HELÉNICA,
O REINO DE ESPANHA,
A REPÚBLICA FRANCESA,
A IRLANDA,
A REPÚBLICA ITALIANA,
O GRÃO-DUCADO DO LUXEMBURGO,
O REINO DOS PAÍSES BAIXOS,
A REPÚBLICA DA ÁUSTRIA
A REPÚBLICA PORTUGUESA,
A REPÚBLICA DA FINLÂNDIA
O REINO DA SUÉCIA
O REINO UNIDO DA GRÃ-BRETANHA E DA IRLANDA DO NORTE,

Partes no Tratado que institui a Comunidade Europeia e no Tratado da União Europeia, a seguir denominados "Estados-membros",

por um lado,

e

A REPÚBLICA DA COREIA,

por outro,

. *TENDO EM CONTA* os tradicionais laços de amizade existentes entre a República da Coreia, a Comunidade Europeia e os seus Estados-membros;

Historical Archives of the European Commission

. *REAFIRMANDO* a importância que conferem aos princípios democráticos e aos direitos fundamentais do Homem enunciados na Declaração Universal dos Direitos do Homem;

. *CONFIRMANDO* o seu desejo de instituir um diálogo político regular entre a União Europeia e a República da Coreia, baseado em valores e aspirações comuns;

. *RECONHECENDO* que o Acordo Geral sobre Pautas Aduaneiras e Comércio desempenhou um papel fundamental na promoção do comércio internacional em geral e do comércio bilateral em particular, e que tanto a República da Coreia como a Comunidade Europeia se comprometeram a respeitar os princípios do comércio livre e da economia de mercado em que se baseia o referido acordo;

. *REAFIRMANDO* que tanto a República da Coreia como a Comunidade Europeia e os seus Estados-membros se comprometeram a respeitar plenamente as obrigações que assumiram em virtude da ratificação do Acordo que cria a Organização Mundial do Comércio;

. *CONSCIENTES* da necessidade de contribuir para a plena aplicação dos resultados do Uruguay Round do GATT e de aplicar todas as regras que regem o comércio internacional de uma forma transparente e não discriminatória;

. *RECONHECENDO* a importância de se reforçar as relações existentes entre as Partes a fim de desenvolver a sua cooperação, bem como o seu desejo comum de consolidar, aprofundar e diversificar as suas relações em sectores de interesse comum, com base na igualdade, na não discriminação, no respeito do ambiente e no benefício mútuo;

. *DESEJOSOS* de criar condições favoráveis para um desenvolvimento sustentável e a diversificação das trocas comerciais, bem como a promoção da cooperação económica em diversos domínios de interesse comum;

. *CONVENCIDOS* de que será vantajoso para as Partes institucionalizarem as suas relações e estabelecerem uma cooperação económica, na medida em que esta cooperação incentivaria um maior desenvolvimento do comércio e dos investimentos;

. *CONSCIENTES* da importância de se promover a participação na cooperação das pessoas e das entidades directamente interessadas, em especial os agentes económicos e os seus organismos representativos,

DECIDIRAM CONCLUIR O PRESENTE ACORDO E, PARA O EFEITO, DESIGNARAM COMO PLENIPOTENCIÁRIOS:

A COMUNIDADE EUROPEIA:

O REINO DA BÉLGICA:

O REINO DA DINAMARCA:

Historical Archives of the European Commission

A REPÚBLICA FEDERAL DA ALEMANHA:

A REPÚBLICA HELÉNICA:

O REINO DE ESPANHA:

A REPÚBLICA FRANCESA:

A IRLANDA:

A REPÚBLICA ITALIANA:

O GRÃO-DUCADO DO LUXEMBURGO:

O REINO DOS PAÍSES BAIXOS:

A REPÚBLICA DA ÁUSTRIA:

A REPÚBLICA PORTUGUESA:

A REPÚBLICA DA FINLÂNDIA:

O REINO DA SUÉCIA:

O REINO UNIDO DA GRÃ-BRETANHA E DA IRLANDA DO NORTE:

A REPÚBLICA DA COREIA:

OS QUAIS, após terem trocado os seus plenos poderes reconhecidos em boa e devida forma,

ACORDARAM NO SEGUINTE.

Historical Archives of the European Commission

Artigo 1° Base da cooperação

O respeito dos valores democráticos e dos direitos do Homem, definidos na Declaração Universal dos Direitos do Homem, preside à política nacional e internacional das Partes e constitui um elemento essencial do presente acordo.

Artigo 2° Objectivos da cooperação

Com vista a promoverem a cooperação entre si, as Partes comprometem-se a aprofundar as suas relações económicas, procurando, nomeadamente:

a) promover o estabelecimento da cooperação comercial e a diversificação das trocas comerciais em benefício mútuo;
b) estabelecer uma cooperação económica nos sectores de interesse mútuo, incluindo a cooperação científica, tecnológica e industrial;
c) promover a cooperação entre as empresas, facilitando os investimentos em ambas as Partes e promovendo um melhor conhecimento mútuo.

Artigo 3° Diálogo político

A União Europeia e a República da Coreia instituirão um diálogo político regular, baseado nos seus valores e aspirações comuns. Este diálogo será levado a efeito em conformidade com os procedimentos acordados na declaração comum da União Europeia e da República da Coreia nesta matéria.

Artigo 4° Tratamento da nação mais favorecida

As Partes comprometem-se a conceder-se reciprocamente o tratamento da nação mais favorecida, em conformidade com os seus direitos e obrigações no âmbito da Organização Mundial do Comércio.

Artigo 5° Cooperação comercial

1. As Partes comprometem-se a desenvolver e a diversificar o mais possível, em benefício mútuo, as suas trocas comerciais.

2. As Partes comprometem-se a melhorar as condições de acesso aos respectivos mercados. As Partes assegurarão a aplicação dos direitos aduaneiros segundo o princípio da nação mais favorecida, tendo em conta vários factores, entre os quais a situação do mercado interno de uma Parte e os interesses da outra em matéria de exportação. As Partes comprometem-se a cooperar com vista à eliminação dos obstáculos ao comércio, em particular através da eliminação em tempo útil dos obstáculos não pautais e da adopção de medidas destinadas a aumentar a transparência, tendo em conta os progressos já realizados neste domínio pelas instâncias internacionais.

Archive of the European Commission

2. As Partes tomarão medidas no sentido de desenvolverem uma política tendo em vista:

a) cooperar, a nível bilateral e multilateral, com vista à resolução de questões relacionadas com o desenvolvimento das trocas comerciais de interesse para ambas as Partes, incluindo os futuros procedimentos no âmbito da OMC. Para esse fim, cooperarão a nível bilateral e internacional para a solução de problemas comerciais de interesse comum;
b) promover o intercâmbio de informações entre os operadores económicos, bem como a cooperação industrial entre as empresas, de forma a diversificar e a aumentar os fluxos comerciais existentes;
c) estudar e recomendar medidas de promoção das trocas comerciais de natureza a promover o desenvolvimento do comércio;
d) promover a cooperação entre as autoridades aduaneiras competentes da Comunidade Europeia, dos seus Estados-membros e da República da Coreia;
e) melhorar o acesso aos respectivos mercados dos produtos industriais, agrícolas e das pescas;
f) melhorar o acesso aos respectivos mercados dos serviços, designadamente no domínio financeiro e das telecomunicações;
g) reforçar a cooperação em matéria de normas e de regulamentações técnicas;
h) proteger de forma eficaz a propriedade intelectual, industrial e comercial;
i) organizar missões comerciais e de investimento;
j) organizar feiras comerciais gerais ou sectoriais.

3. As Partes promoverão a concorrência leal a nível das actividades económicas, mediante a aplicação plena da legislação e da regulamentação em vigor.

4. Em conformidade com as obrigações previstas no Acordo da OMC sobre Contratos Públicos, as Partes assegurarão a participação nos concursos públicos em condições de não discriminação e de reciprocidade.

As Partes prosseguirão as discussões com vista a uma maior abertura recíproca dos respectivos mercados de contratos públicos noutros sectores, nomeadamente o das telecomunicações.

Artigo 6º Agricultura e pescas

1. As Partes acordam em promover a cooperação nos domínios da agricultura e das pescas, incluindo a horticultura e a maricultura. Com base nas discussões sobre as respectivas políticas agrícola e das pescas, as Partes estudarão:

a) as possibilidades de desenvolver o comércio dos produtos agrícolas e das pescas;
b) as consequências para o comércio das medidas sanitárias, fitossanitárias e ambientais;
c) as relações entre a agricultura e o meio rural;
d) a investigação em matéria de agricultura e de pescas, incluindo a horticultura e a maricultura.

2. Quando adequado, o disposto no nº 1 do presente artigo será igualmente aplicável aos produtos e serviços das indústrias transformadoras de produtos agrícolas.

Historical Archives of the European Commission

3. As Partes comprometem-se a respeitar o Acordo da OMC sobre a Aplicação de Medidas Sanitárias e Fitossanitárias e estão dispostas a iniciar consultas, a pedido de qualquer das Partes, com vista a discutir as propostas apresentadas pela outra Parte sobre a aplicação e harmonização das medidas sanitárias e fitossanitárias, tendo em conta as normas acordadas no âmbito de outras organizações internacionais, tais como o Instituto Internacional de Zootopias (OIE), a Convenção Fitossanitária Internacional (IPPC) e o Grupo "Codex Alimentarius".

Artigo 7º Transportes marítimos

1. As Partes comprometem-se a promover o livre acesso ao mercado e ao tráfego marítimo internacional numa base comercial e em condições de concorrência leal, em conformidade com o disposto no presente artigo.

a) A disposição anterior não prejudica os direitos e as obrigações decorrentes do Código de Conduta das Conferências Marítimas das Nações Unidas, tal como aplicado por uma ou outra das Partes Contratantes no presente acordo. As companhias que não façam parte das Conferências podem competir com as companhias das Conferências desde que respeitem o princípio da concorrência leal numa base comercial.

b) As Partes afirmam o seu empenhamento em criar condições de concorrência leal para o comércio a granel de sólidos e líquidos. Nesta perspectiva, a República da Coreia adoptará as medidas necessárias para suprimir progressivamente, durante um período transitório que terminará em 31 de Dezembro de 1998, o sistema de reserva de carga aplicável a determinadas mercadorias a granel para os navios que arvorem pavilhão coreano.

2. Ao aplicarem os princípios enunciados no nº 1, as Partes:

a) não introduzirão, em futuros acordos bilaterais com países terceiros relativos ao comércio a granel de sólidos e líquidos e ao tráfego de linha, cláusulas de partilha de carga, excepto em circunstâncias excepcionais, no que respeita ao tráfego de linha, em que as companhias de navegação de uma das Partes no presente acordo não possam, de outro modo, participar no tráfego com destino ao país terceiro em causa e dele proveniente;

b) não introduzirão, a partir da entrada em vigor do presente acordo, quaisquer medidas administrativas, técnicas e legislativas susceptíveis de terem efeitos discriminatórios entre os seus próprios nacionais ou sociedades e os da outra Parte relativamente à prestação de serviços no domínio do transporte marítimo internacional.

c) concederão aos navios utilizados por sociedades ou nacionais da outra Parte, no que se refere ao acesso aos portos abertos ao comércio internacional, à utilização das infra-estruturas e dos serviços marítimos auxiliares dos portos, bem como às taxas e encargos a eles inerentes, aos serviços aduaneiros e à utilização dos cais de acostagem e instalações de carga e descarga, um tratamento não menos favorável do que o concedido aos seus próprios navios.

Archive of the European Commission

3. Para efeitos do presente artigo, o acesso ao mercado marítimo internacional inclui, entre outros, o direito dos prestadores de serviços de transporte marítimo de cada Parte organizarem serviços de transporte "porta-a-porta" que incluam um trajecto marítimo e, para o efeito, contratarem directamente com os fornecedores locais de outros modos de transporte distintos do transporte marítimo no território da outra Parte, sem prejuízo das restrições relativas à nacionalidade aplicáveis ao transporte de mercadorias e de passageiros nos referidos modos de transporte.

4. O disposto no presente artigo é aplicável às companhias da Comunidade Europeia e às companhias coreanas, bem como às companhias de navegação estabelecidas fora da Comunidade Europeia ou da República da Coreia e controladas por nacionais de um Estado-membro ou da República da Coreia cujas embarcações se encontrem registadas nesse Estado-membro ou na República da Coreia em conformidade com as respectivas legislações.

5. Se necessário, serão concluídos acordos específicos para regulamentar o exercício das actividades de agência de navegação na Comunidade Europeia e na República da Coreia.

Artigo 8º Construção naval

1. As Partes acordam em cooperar no sector da construção naval a fim de promoverem condições de equidade e de concorrência no mercado e registam a existência de graves desequilíbrios estruturais entre a oferta e a procura, bem como a tendência do mercado que agrava a crise da indústria da construção naval mundial. Por estes motivos, as Partes não adoptarão quaisquer medidas ou acções de apoio às respectivas indústrias da construção naval que possam falsear a concorrência ou permitir a essa indústria evitar dificuldades futuras, em conformidade com o Acordo da OCDE sobre Construção Naval.

2. As Partes acordam em consultar-se a pedido de qualquer uma delas relativamente à aplicação do Acordo da OCDE sobre Construção Naval, bem como em proceder a um intercâmbio de informações sobre o desenvolvimento do mercado mundial dos navios e da construção naval e quaisquer outras questões que possam vir a ser suscitadas neste sector.

   Os representantes da indústria da construção naval podem, mediante acordo entre as Partes, ser convidados a participar nestas consultas na qualidade de observadores.

Artigo 9º Protecção da propriedade intelectual, industrial e comercial

1. As Partes comprometem-se a assegurar a protecção adequada e eficaz dos direitos de propriedade intelectual, industrial e comercial, através dos meios adequados para fazer respeitar tais direitos.

Historical Archives of the European Commission

2. As Partes acordam em aplicar o Acordo da OMC sobre os Aspectos dos Direitos de Propriedade Intelectual Relacionados com o Comércio, o mais tardar até 1 de Julho de 1996[1].

3. As Partes confirmam a importância que atribuem às obrigações previstas nas convenções multilaterais sobre a protecção dos direitos de propriedade intelectual. As Partes envidarão esforços para aderir logo que possível às convenções em anexo a que ainda não aderiram.

Artigo 10º Regulamentação técnica, normas e avaliação da conformidade

1. Sem prejuízo das suas obrigações internacionais, no âmbito das suas competências e em conformidade com as suas legislações, as Partes promoverão a utilização de normas e de sistemas de avaliação da conformidade reconhecidos internacionalmente.

Para o efeito, será prestada especial atenção aos seguintes aspectos:

a) intercâmbio de informações e de peritos técnicos nos domínios da normalização, da homologação, da metrologia e da certificação, bem como, sempre que adequado, investigação conjunta;
b) promoção de intercâmbios e de contactos entre os diversos organismos e instituições competentes;
c) consultas sectoriais;
d) cooperação em acções de gestão da qualidade;
e) reforço da cooperação nos domínios das normas técnicas, designadamente através da conclusão de um acordo para o reconhecimento mútuo dos resultados da avaliação da conformidade, como forma de promover as trocas comerciais e evitar perturbações que prejudiquem o seu desenvolvimento;
f) participação e cooperação no âmbito dos acordos internacionais pertinentes a fim de promover a adopção de normas harmonizadas.

2. As Partes assegurarão que as normas e a avaliação da conformidade não constituam obstáculos desnecessários às trocas comerciais.

Artigo 11º Consultas

1. As Partes acordam em promover o intercâmbio de informações relativamente às medidas de natureza comercial.

Cada Parte compromete-se a informar atempadamente a outra da aplicação de medidas que alterem os direitos aduaneiros de importação aplicáveis à nação mais favorecida e que afectem as exportações da outra Parte.

---

[1] Com excepção, no que se refere à República da Coreia e em conformidade com os seus procedimentos legais, da lei de gestão agroquímica, que entrará em vigor a partir de 1 de Janeiro de 1997, da lei sobre a indústria das sementes (e da lei sobre a protecção das indicações geográficas), que entrarão em vigor em 1 de Julho de 1998.

Historical Archives of the European Commission

Qualquer das Partes pode solicitar a realização de consultas sobre medidas de natureza comercial. Nesse caso, as consultas deverão ser realizadas o mais brevemente possível tendo em vista alcançar, no mais curto prazo, uma solução construtiva mutuamente aceitável.

2. Cada Parte acorda em informar a outra do início de processos *anti-dumping* relativamente a produtos da outra Parte.

Dentro do pleno respeito dos acordos da OMC sobre medidas *anti-dumping* e anti-subvenções, as Partes examinarão favoravelmente, prevendo possibilidades adequadas de consulta, as observações da outra Parte relativamente a processos *anti-dumping* e anti-subvenções.

3. As Partes acordam em consultar-se reciprocamente a fim de discutirem quaisquer litígios resultantes da aplicação do presente acordo. Estas consultas terão lugar no mais curto prazo de tempo. A Parte que solicita a consulta deverá fornecer à outra Parte todas as informações necessárias para uma análise pormenorizada da situação. Através das consultas, procurar-se-á resolver o mais rapidamente possível as questões comerciais em litígio.

4. O disposto no presente artigo não prejudica os procedimentos internos das Partes para a adopção e a alteração das medidas comerciais nem os mecanismos de notificação, consulta e resolução de litígios previstos nos Acordos da OMC.

Artigo 12º Cooperação económica e industrial

1. Tendo em conta os seus interesses mútuos e as respectivas políticas e objectivos económicos, as Partes promoverão a cooperação económica e industrial em todos os sectores considerados adequados.

2. A cooperação visará, designadamente:

- promover intercâmbios de informações entre os operadores económicos e desenvolver e melhorar as redes existentes, assegurando simultaneamente a protecção adequada dos dados pessoais;
- realizar intercâmbios de informações sobre as modalidades e as condições desta cooperação em todos os sectores dos serviços, bem como a nível das infra-estruturas da informação.
- promover a realização de investimentos reciprocamente vantajosos e contribuir para a criação de condições que favoreçam os investimentos;
- melhorar o contexto económico e empresarial;

3. Para esse fim, as Partes procurarão, nomeadamente:

a) diversificar e reforçar os seus laços económicos;
b) criar canais de cooperação específicos para a indústria;
c) promover a cooperação industrial entre as empresas, em especial entre as pequenas e médias empresas;
d) promover o desenvolvimento sustentável das suas economias;
e) incentivar métodos de produção não prejudiciais para o ambiente;

Historical Archives of the European Commission

f) incentivar o fluxo de investimentos e de tecnologia;
g) reforçar a compreensão e o conhecimento mútuo dos respectivos contextos comerciais.

Artigo 13° Droga e branqueamento de capitais

1. As Partes cooperarão tendo em vista aumentar a eficiência e a eficácia das políticas e medidas destinadas a combater a produção, oferta e tráfico ilícito de narcóticos e de substâncias psicotrópicas, incluindo a prevenção do desvio de substâncias químicas precursoras, bem como promover a prevenção e a redução da procura de droga. As acções de cooperação nesta matéria serão objecto de consultas e de uma estreita coordenação entre as Partes no que diz respeito aos objectivos e medidas adoptadas nos diversos domínios relacionados com a droga.

2. As Partes acordam na necessidade de envidar todos os esforços e de cooperarem no sentido de evitarem a utilização dos seus sistemas financeiros para o branqueamento de capitais provenientes de actividades criminosas em geral e do tráfico de droga em especial.

A cooperação neste domínio terá em vista a adopção de normas adequadas de luta contra o branqueamento de capitais, tendo em conta as normas adoptadas pelas instâncias internacionais activas neste domínio, designadamente a *Task Force* Acção Financeira (TFAF).

Artigo 14° Cooperação em matéria de ciência e tecnologia

1. As Partes promoverão, com base nos seus interesses mútuos e em conformidade com os objectivos das suas políticas neste domínio, a cooperação científica e tecnológica. Para esse fim, as Partes promoverão, designadamente:

. o intercâmbio de informações e de saber-fazer no domínio da ciência e tecnologia;
. o diálogo sobre a elaboração e a aplicação das respectivas políticas de investigação e de desenvolvimento tecnológico;
. a cooperação no domínio das tecnologias da informação, bem como no domínio das tecnologias e da indústria que determinarão a interoperabilidade com vista à sociedade da informação global;
. a cooperação em matéria de energia e protecção do ambiente;
. a cooperação em sectores de ciência e tecnologia de interesse comum.

2. A fim de concretizarem os objectivos das respectivas políticas, as Partes promoverão, designadamente:

. o intercâmbio de informações sobre projectos de investigação nos sectores da energia, da protecção do ambiente, das telecomunicações e da tecnologia da informação, bem como da indústria das tecnologias da informação;
. a promoção da formação de investigadores através dos meios adequados;
. a transferência de tecnologias numa base reciprocamente vantajosa
. a organização conjunta de seminários reunindo cientistas conceituados de ambas as Partes;

Archive of the European Commission

. a investigação conjunta em áreas de interesse comum por parte de investigadores da ambas as Partes.

3. As Partes acordam em que todas as acções de cooperação e as acções comuns em matéria de ciência e tecnologia serão levadas a efeito numa base de reciprocidade.

As Partes acordam em proteger de forma eficaz as informações e a propriedade intelectual resultante da cooperação contra eventuais abusos ou utilizações não autorizadas por parte de pessoas que não sejam os seus legítimos proprietários Caso se verifique a participação de instituições, organismos e empresas de uma das Partes em programas de investigação e de desenvolvimento tecnológico da outra Parte, como por exemplo, os criados ao abrigo do programa-quadro geral da Comunidade Europeia, essa participação, bem como a divulgação e a exploração dos conhecimentos dela resultantes, será efectuada em conformidade com as regras gerais estabelecidas pela outra Parte.

4. As prioridades da cooperação serão decididas mediante consulta entre as Partes. Sem prejuízo do disposto no nº 3, será incentivada a participação de instituições, organismos e empresas do sector privado nas acções de cooperação e nos projectos de investigação de interesse comum.

Artigo 15º Cooperação em matéria de ambiente

As Partes estabelecerão relações de cooperação com vista à protecção e à preservação do ambiente, designadamente, através de:

- intercâmbio de informações entre os funcionários competentes da Comissão Europeia e as autoridades competentes da República da Coreia sobre as políticas ambientais e a sua aplicação;
- intercâmbio de informações sobre tecnologias não prejudiciais ao ambiente;
- intercâmbio de funcionários;
- promoção da cooperação para a resolução de questões ambientais em debate nas instâncias internacionais em que participem a União Europeia e a República da Coreia, designadamente a Comissão sobre Desenvolvimento Sustentável das Nações Unidas, bem como outras instâncias em que se debatam as convenções internacionais sobre o ambiente;
- discussão sobre a prossecução de práticas de desenvolvimento sustentável e, designadamente, cooperação em matéria da aplicação da Agenda 21 e outras acções adoptadas na sequência da Conferência das Nações Unidas sobre Ambiente e Desenvolvimento (CNUAD);
- cooperação em projectos ambientais comuns.

Artigo 16º Energia

As Partes reconhecem a importância do sector da energia para o desenvolvimento económico e social e estão dispostas a promover a cooperação neste sector no âmbito das respectivas competências. Os objectivos dessa cooperação serão:

. promover os princípios da economia de mercado, fixando preços ao consumidor definidos em conformidade com os princípios do mercado;

Historical Archive of the European Commission

- diversificar as fontes de energia;
- desenvolver novas formas renováveis de energia;
- racionalizar a utilização da energia, promovendo nomeadamente, uma gestão baseada na procura;
- promover as melhores condições possíveis para a transferência de tecnologia com vista a uma utilização racional da energia.

Para esses fins, as Partes acordam em promover a investigação e a realização de estudos comuns, bem como os contactos entre responsáveis pelo planeamento da energia.

Artigo 17º Cooperação nos domínios da informação, comunicação e cultura

As Partes comprometem-se a estabelecer uma cooperação nos domínios da informação e da comunicação, de forma a promover uma maior compreensão recíproca, tendo em conta a dimensão cultural das relações entre as Partes.

As acções de cooperação assumirão a forma de:

- intercâmbio de informações sobre questões de interesse comum nos domínios da cultura e da informação;
- organização de manifestações culturais;
- intercâmbios culturais;
- intercâmbios académicos.

Artigo 18º Cooperação para o desenvolvimento de países terceiros

As Partes acordam em trocar informações sobre as respectivas políticas de cooperação para o desenvolvimento, tendo em vista instituir um diálogo regular sobre os objectivos destas políticas e os respectivos programas de ajuda ao desenvolvimento nos países terceiros. As Partes estudarão a viabilidade de aprofundarem a cooperação, em conformidade com as respectivas legislações e as condições aplicáveis à execução dos referidos programas.

Artigo 19º Comissão Mista

No âmbito do presente acordo, as Partes instituem uma Comissão Mista composta, por um lado, por representantes dos membros do Conselho da União Europeia e representantes dos membros da Comissão das Comunidades Europeias e, por outro, por representantes da República da Coreia. Serão realizadas consultas no âmbito desta comissão com vista a promover a execução e o aprofundamento dos objectivos gerais do presente acordo.

2. Compete à Comissão Mista:

- assegurar o bom funcionamento do acordo;
- estudar o desenvolvimento das trocas comerciais e da cooperação entre as Partes;
- procurar os meios adequados para prevenir problemas que possam surgir nos domínios abrangidos pelo presente acordo;

Historical Archives of the European Commission

procurar formas de desenvolver e de diversificar as trocas comerciais;
trocar pontos de vista e formular propostas sobre quaisquer questões de interesse comum relacionadas com o comércio e a cooperação, incluindo as acções a desenvolver futuramente e os recursos disponíveis para as levar a efeito;
formular recomendações com vista a promover o aumento do comércio e da cooperação, tendo em conta a necessidade de coordenação das medidas propostas.

3. A Comissão Mista reunir-se-á normalmente uma vez por ano, alternadamente em Bruxelas e em Seul. A pedido de qualquer das Partes, serão convocadas reuniões extraordinárias. A presidência da Comissão Mista será assegurada alternadamente por cada uma das Partes.

4. A Comissão Mista poderá criar subcomissões especializadas para a assistirem no desempenho das suas funções. Estas subcomissões apresentarão relatórios circunstanciados das suas actividades aquando das reuniões da Comissão Mista.

Artigo 20º Definição

Para efeitos do presente acordo, entende-se por "Partes", por um lado, a Comunidade Europeia ou os seus Estados-membros, ou a Comunidade Europeia e o seus Estados-membros, em conformidade com as respectivas competências, e, por outro, a República da Coreia.

Artigo 21º Entrada em vigor e duração

1. O presente acordo entra em vigor no primeiro dia do mês seguinte à data em que as Partes se tenham notificado do cumprimento dos procedimentos necessários para o efeito.

2. O presente acordo é concluído por um período de cinco anos. O presente acordo será automaticamente reconduzido anualmente, desde que nenhuma das Partes o denuncie por escrito seis meses antes do seu termo.

Artigo 22º Notificações

As notificações previstas no artigo 21º serão efectuadas, respectivamente, ao Secretariado-Geral do Conselho da União Europeia e ao Ministério dos Negócios Estrangeiros da República da Coreia.

Artigo 23º Não execução do acordo

Se uma das Partes considerar que a outra Parte não cumpriu uma obrigação decorrente do acordo, pode tomar as medidas adequadas. Antes de o fazer, excepto em casos de especial urgência, fornecerá à outra Parte todas as informações importantes para uma análise aprofundada da situação, tendo em vista encontrar uma solução aceitável para ambas as Partes. Na selecção destas medidas deve ser dada prioridade às que menos

Historical Archives of the European Commission

perturbem o funcionamento do acordo. Estas medidas serão imediatamente notificadas à outra Parte e serão objecto de consultas sempre que a outra Parte o solicite.

Artigo 24º Desenvolvimentos futuros

As Partes podem, por acordo mútuo alargar o âmbito de aplicação do presente acordo de forma a aprofundar a cooperação ou alargar o seu âmbito através da conclusão de acordos em actividades ou sectores específicos.

No âmbito da aplicação do presente acordo e tendo em conta a experiência adquirida com a sua execução, as Partes podem formular sugestões com vista ao alargamento do âmbito da cooperação.

Artigo 25º Declarações e Anexo

As declarações comuns e o Anexo são parte integrante do presente acordo.

Artigo 26º Âmbito de aplicação territorial

O presente acordo é aplicável, por um lado, ao território da República da Coreia e, por outro, aos territórios em que é aplicável o Tratado que institui a Comunidade Europeia nas condições nele previstas.

Artigo 27º Textos que fazem fé

O presente acordo é redigido em duplo exemplar, nas línguas alemã, dinamarquesa, espanhola, francesa, finlandesa, grega, inglesa, italiana, neerlandesa, portuguesa , sueca e coreana, fazendo fé qualquer dos textos.

EM FÉ DO QUE, os plenipotenciários abaixo-assinados apuseram as suas assinaturas no final do presente acordo-quadro.

Feito em ....., aos .....dias do ano de mil novecentos e noventa e ...

PELA COMUNIDADE EUROPEIA:

PELO REINO DA BÉLGICA:

PELO REINO DA DINAMARCA:

PELA REPÚBLICA FEDERAL DA ALEMANHA:

PELA REPÚBLICA HELÉNICA:

Historical Archives of the European Commission

PELO REINO DE ESPANHA:

PELA REPÚBLICA FRANCESA:

PELA IRLANDA:

PELA REPÚBLICA ITALIANA:

PELO GRÃO-DUCADO DO LUXEMBURGO:

PELO REINO DOS PAÍSES BAIXOS:

PELA REPÚBLICA DA ÁUSTRIA:

PELA REPÚBLICA PORTUGUESA:

PELA REPÚBLICA DA FINLÂNDIA:

PELO REINO DA SUÉCIA:

PELO REINO UNIDO DA GRÃ-BRETANHA E DA IRLANDA DO NORTE:

PELA REPÚBLICA DA COREIA:

Historical Archives of the European Commission

ANEXO

Convenções sobre a propriedade intelectual, industrial e comercial

- Convenção de Berna para a Protecção das Obras Literárias e Artísticas (Acto de Paris, 1971)

- Convenção Internacional para a Protecção dos Artistas, Intérpretes ou Executantes, dos Produtores de Fonogramas e dos Organismos de Radiodifusão (Roma, 1961)

- Convenção de Paris sobre a Protecção da Propriedade Industrial (Acto de Estocolmo, 1967, alterado em 1979)

- Tratado de Cooperação em matéria de Patentes (Washington 1970, alterado e revisto em 1984)

- Acordo de Madrid sobre o Registo Internacional de Marcas (Acto de Estocolmo, 1967, alterado em 1979)

- Protocolo relativo ao Acordo de Madrid sobre o Registo Internacional de Marcas (Madrid, 1989)

- Acordo de Nice relativo à Classificação Internacional de Produtos e Serviços para efeitos do Registo de Marcas (Genebra 1977, alterado em 1979)

- Tratado de Budapeste sobre o Reconhecimento Internacional do Depósito de Microrganismos para efeitos de Procedimento em Matéria de Patentes (1977, alterado em 1980)

- Convenção Internacional para a Protecção das Obtenções Vegetais (UPOV) Genebra, (Acto de 1991)

Historical Archives of the European Commission

Declaração comum relativa ao artigo 7º

Cada Parte autorizará a presença comercial das companhias de navegação da outra Parte no seu território para o exercício de actividades de agência marítima em condições de estabelecimento e de exercício das suas actividades não menos favoráveis do que as concedidas às suas próprias sociedades ou a filiais ou sucursais de sociedades de qualquer país terceiro, se estas últimas forem mais favoráveis.

Declaração comum relativa ao artigo 9º

As Partes acordam em que, para efeitos do presente acordo, a expressão "propriedade intelectual industrial e comercial" inclui, nomeadamente, os direitos de autor (incluindo os direitos de autor sobre programas informáticos) e os direitos conexos, bem como os direitos sobre patentes, desenhos industriais, indicações geográficas, incluindo as denominações de origem, marcas comerciais e de serviços, topografias de circuitos integrados, e ainda a defesa contra a concorrência desleal, na acepção do artigo 10º- A da Convenção de Paris para a Protecção da Propriedade Industrial e a protecção de informações confidenciais sobre *know-how*.

Declaração comum interpretativa relativa ao artigo 23º

1. As Partes acordam em que, para efeitos de uma correcta interpretação e aplicação prática do presente acordo, pela expressão "casos de especial urgência" referida no artigo 23º do acordo deve entender-se os casos de violação essencial do acordo por uma das Partes. Uma violação essencial do acordo consiste:

a) no repúdio do acordo não sancionado pelas regras do direito internacional
ou
b) na violação dos elementos essenciais do acordo definidos no seu artigo 1º.

2. As Partes acordam em que as "medidas adequadas" referidas no artigo 23° são medidas tomadas em conformidade com o direito internacional.

Historical Archives of the European Commission

Declaração da Comunidade Europeia relativa ao artigo 8º

A Comunidade Europeia manifesta a sua preocupação e atribui grande importância aos problemas resultantes ou que possam vir a resultar da tendência actual de aumento da capacidade de construção naval no mercado mundial.

A este propósito, a Comunidade Europeia gostaria de sublinhar os termos da sua declaração proferida em Paris em 21 de Dezembro de 1994, aquando da conclusão das negociações do Acordo da OCDE sobre Construção Naval, que permanece inteiramente válida a este respeito.

A Comunidade Europeia convida a República da Coreia a cooperar com a Comunidade Europeia e com os outros signatários do Acordo da OCDE sobre Construção Naval, com vista a reduzir, através dos meios adequados, o grave desequilíbrio estrutural entre a oferta e a procura no mercado mundial da construção naval.

Declaração da República da Coreia relativa ao nº 2 do artigo 7º

A República da Coreia declara que, no que respeita ao disposto no nº 2, alínea a), do artigo 7º (Transportes marítimos), apenas autorizará a introdução de cláusulas de partilha de carga em futuros acordos bilaterais com determinados países terceiros, relativos ao comércio a granel de sólidos e líquidos, em circunstâncias excepcionais em que as companhias de navegação da Coreia não possam, de outro modo, participar no tráfego com destino ao país terceiro em causa e dele proveniente.

Historical Archives of the European Commission

[2] Estas declarações serão efectuadas aquando da assinatura do Acordo.

Ficha financeira

1. DESIGNAÇÃO DA ACÇÃO

Aplicação do Acordo-quadro de Comércio e Cooperação entre a Comunidade Europeia e os seus Estados-membros, por um lado, e a República da Coreia por outro. - Acções específicas no domínio da cooperação económica e de acções de cooperação de natureza geral. As referidas acções serão executadas de acordo com a estratégia da União Europeia para a Ásia (COM (94) 314 final; nomeadamente, o ponto 2.2).

2. RUBRICA(S) ORÇAMENTAL(IS) IMPLICADA(S)

Atendendo à estrutura orçamental actual, a rubrica orçamental implicada poderia ser a rubrica B7-8700 Acordos de Cooperação Económica e Comercial com os países terceiros, dependendo dos resultados do procedimento orçamental anual.

3. FUNDAMENTO JURÍDICO

Art. 113° e 235° do Tratado CE.

4. DESCRIÇÃO DA ACÇÃO:

4.1 Objectivo geral da acção

Promover o desenvolvimento das relações económicas com a Coreia em conformidade com o Acordo-quadro celebrado com este país, nomeadamente nos domínios que são da competência da DG I (cooperação comercial, visitas comerciais, promoção de contactos entre agentes económicos, acções de cooperação específica de natureza geral).

4.2 Período coberto pela acção e modalidades previstas para a sua renovação e prorrogação

O acordo-quadro estará em vigor por um período de cinco anos, sendo automaticamente prorrogado numa base anual no final deste período.

5. CLASSIFICAÇÃO DA DESPESA OU DA RECEITA

5.1 DO DNO: Despesa não obrigatória.

5.2 DD DND: Dotação dissociada.

5.3 Tipo de receitas: Não se aplica.

Historical Archives of the European Commission

6. NATUREZA DA DESPESA OU DA RECEITA

-subvenção a 100% (poderá ser considerada a título excepcional)

-subvenção para co-financiamento com outras fontes do sector público e/ou do sector privado (nomeadamente, com o Governo da República da Coreia).

7. INCIDÊNCIA FINANCEIRA

7.1 Modo de cálculo do custo total da acção (relação entre os custos unitários e o custo total)

O acordo-quadro será assinado em 1996, pelo que deverá ser aplicado a partir de 1997.

O acordo-quadro é o primeiro acordo de natureza geral celebrado com a República da Coreia. Por conseguinte, as acções específicas terão de ser financiadas com base numa nova dotação orçamental operacional. O acordo-quadro prevê a cooperação económica em alguns domínios específicos, tais como ciência e tecnologia, indústria, normas, ambiente, energia, cultura, etc. Apesar de algumas dessas acções poderem ser cobertas por dotações orçamentais existentes (por exemplo. verbas afectadas à cooperação destinadas à aplicação do Quarto Programa-Quadro para a Investigação e Desenvolvimento Tecnológico, o orçamento para a informação afectado à DG X/Delegação de Seul), será provavelmente necessária uma dotação adicional, estimada em 250 000 ecus por ano para financiar essas novas iniciativas no domínio da cooperação.

O programa de 1997 de cooperação com a Coreia deverá cobrir em parte ou na sua totalidade as seguintes actividades:

a. reuniões de um Fórum UE/Coreia, cuja criação foi proposta pelo EU/Korea Wisemen's Club no seu relatório de Novembro de 1995;
b. uma conferência destinada a fomentar o diálogo entre as associações de consumidores da Coreia e os seus homólogos europeus (num esforço de influenciar a percepção por parte dos consumidores dos produtos europeus);
c. um fórum destinado a prestar informações sobre as possibilidades de cooperação no domínio da investigação e do desenvolvimento (explicação de funcionamento dos programas de ambas as partes, etc.);
d. a organização de seminários comerciais sectoriais em sectores de interesse comum tendo em vista incentivar a cooperação entre empresas de ambas as partes (a Coreia já propôs como tema para 1996 os semi-condutores e os produtos electrónicos destinados ao grande público);
e. uma subvenção para a criação de uma federação de associações de empresas europeias exportadoras para a Coreia (por forma a preparar as bases para a criação de uma Câmara de Comércio UE/Coreia;
f. a criação de um "Prémio de relações UE/Coreia", que tenha por objectivo incentivar os órgãos da comunicação social europeus a darem mais e melhores informações sobre a Coreia, bem como os órgãos de comunicação social coreanos a dar mais e melhores informações sobre a União Europeia e os seus Estados-

Archive of the European Commission

membros (proposta pelo EU/Korcia Wisemen's Club no seu relatório de Novembro de 1995):

g. uma participação nos custos da organização de visitas específicas comerciais e de investimento (na linha do princípio da subsidiaridade).

7.2 Discriminação dos diversos elementos da acção

DA em MECU
(preços correntes)

Discriminação	Ano 1997	n +1	n +2	n +3	n +4	n +5 e exerc. seg.	Total
Fórum UE/Coreia	0,100						
Conferência sobre os consumidores	0,100						
Subsídios	0,050						
Total	0,250						

7.3 Calendário indicativo das dotações de autorização/dotações de pagamento

DA em MECU

	Ano 1997	1998	n +2	n +3	n +4	n +5 e exerc. seg.	Total
Dotações de autorização	0,250						0,250
Dotações de pagamento							
Ano de 1997	0,200						0,200
1998		0,050					0,050
n + 2							
n + 3							
n + 4							
n + 5 e exerc. seg.							
Total	0,200	0,050					0,250

Historical Archives of the European Commission

8. DISPOSIÇÕES ANTI-FRAUDE PREVISTAS

9. ELEMENTOS DE ANÁLISE CUSTO-EFICÁCIA

9.1. Objectivos específicos e quantificáveis, população abrangida

Fórum UE/Coreia

O fórum UE/Coreia será uma conferência destinada a fomentar a cooperação entre as empresas, os órgãos de comunicação social e as comunidades académicas de ambas as partes sob a égide do Governo Coreano e da Comissão Europeia. Por conseguinte, participarão nesta conferência representantes desses sectores. Na sequência desta iniciativa poderão ser organizados encontros específicos para um ou mais dos sectores em causa.

A selecção dos participantes deve ser efectuada com a ajuda das autoridades dos Estados-membros para assegurar que a cooperação tenha em conta tanto as possibilidades comunitárias como nacionais.

Conferência sobre a protecção dos consumidores

A conferência sobre a protecção dos consumidores promoveria o diálogo entre as associações de consumidores coreanas e os seus homólogos europeus e constituiria uma forma de prestar informações fidedignas às primeiras sobre a legislação comunitária neste domínio. Os coreanos são conhecidos por terem uma percepção dos produtos estrangeiros derivada das campanhas de frugalidade do passado. Dado que a política actualmente seguida é mais liberal, é essencial corrigir essa imagem falsa dos produtos europeus como sendo demasiado dispendiosos, perigosos e de má qualidade.

9.2. Justificação da acção

Aplicação do primeiro acordo-quadro com a Coreia: desenvolvimento da cooperação económica com a Coreia.

9.3 Acompanhamento e avaliação da acção

A Comissão avaliará cuidadosamente a eficácia e o impacto das acções empreendidas juntamento com o Governo coreano, antes de se decidir quanto a uma acção destinada a dar-lhes seguimento.

10. DESPESAS ADMINISTRATIVAS (PARTE A DA SECÇÃO III DO ORÇAMENTO GERAL)

A mobilização efectiva dos recursos administrativos necessários resultará da decisão anual da Comissão relativa à repartição dos recursos, tendo em conta nomeadamente os efectivos e os montantes adicionais que tenham sido concedidos pela Autoridade Orçamental.

Historical Archives of the European Commission

10.1 Incidência para o número de postos de trabalho

Tipos de postos de trabalho		Efectivos a atribuir para a gestão da acção		dos quais		duração
		postos permanentes	postos temporários	utilização dos recursos existentes na DG ou serviço em causa	recurso a recursos adicionais	
Funcionários ou agentes temporários	A	1		1		indeterminada
	B					
	C	1		1		indeterminada
Outros recursos						
Total		2		2		

10.2 Incidência financeira global dos recursos humanos adicionais

Nenhuma.

10.3 Aumento de outras despesas de funcionamento decorrentes da acção

(ecus)

Rubrica orçamental (nº e designação)	Montantes	Modo de cálculo
A-2510.11.01	p.m.	Comissão mista anual, que se reúne alternativamente em Bruxelas e na Coreia, que não implica despesas de missão de funcionários.
A-1300.11.01	17 000	5 idas-e-volta Bruxelas-Seul (5 funcionários) e 5 estadas em Seul (3 dias)
Total	17 000	

N.B. Os montantes correspondem às despesas para 12 meses (a duração é indeterminada).

Historical Archives of the European Commission

ISSN 0257-9553

COM(96) 141 final

DOCUMENTOS

PT 11

Historical Archives of the European Commission

N.° de catálogo : CB-CO-96-155-PT-C

ISBN 92-78-02495-3

Serviço das Publicações Oficiais das Comunidades Europeias

L-2985 Luxemburgo

EUROOPAN YHTEISÖJEN KOMISSIO

Bryssel, 27.03.1996
KOM(96) 141 lopull.

96/ 0098 (CNS)



Ehdotus

NEUVOSTON PÄÄTÖKSEKSI

Euroopan yhteisön ja sen jäsenvaltioiden sekä Korean tasavallan kauppaa ja yhteistyötä koskevan puitesopimuksen tekemisestä

(komission esittämä)

Historical Archives of the European Commission

Perustelut

1. Neuvosto valtuutti 8 päivänä maaliskuuta 1995 tekemällään päätöksellä komission aloittamaan neuvottelut kauppaa ja yhteistyötä koskevan puitesopimuksen tekemiseksi Korean tasavallan kanssa ja hyväksyi neuvotteluohjeet siihen tarkoitukseen.

2. Brysselissä pidettiin kaksi neuvottelukierrosta, josta ensimmäinen oli 11 päivänä toukokuuta 1995 ja toinen 12 - 13 päivänä lokakuuta 1995. Komission neuvoteltua Korean hallituksen kanssa vuoden 1995 marraskuun lopussa ja diplomaattisia kanavia käyttäen tapahtuneiden yhteydenottojen jälkeen sopimus parafoitiin Brysselissä 29 päivänä helmikuuta 1996.

3. Hyväksyessään neuvotteluohjeet neuvosto pidätti itselleen oikeuden päättää sopimuksen oikeudellisesta asemasta neuvottelujen päätyttyä. Vuoden 1995 joulukuussa ja vuoden 1996 tammikuussa neuvostossa pidettyjen keskustelujen lopputulosten mukaisesti sekä yhteisö että jäsenvaltiot ovat sopimuksen sopimuspuolina (niin sanottu sekasopimus). Sopimus on annettu neuvostolle, jotta se voidaan tehdä ja allekirjoittaa.

4. Komissio katsoo, että parafoitu sopimus on neuvoston hyväksymien neuvotteluohjeiden mukainen.

5. Komissio tutkii, hyväksyykö Korea sopimuksen tiettyjen määräysten väliaikaisen soveltamisen. Siinä tapauksessa komissio ehdottaa aikanaan kirjeenvaihdon hyväksymistä siihen tarkoitukseen.

6. Komissio ehdottaa, että neuvosto hyväksyy liitteenä olevan päätösluonnoksen, jotta Euroopan yhteisön ja sen jäsenvaltioiden sekä Korean tasavallan kauppaa ja yhteisyötä koskeva puitesopimus voidaan tehdä ja allekirjoittaa.

Historical Archives of the European Commission

EUROOPAN UNIONIN NEUVOSTO, joka

ottaa huomioon Euroopan yhteisön perustamissopimuksen ja erityisesti sen 73 c artiklan 2 kohdan, 75 artiklan, 84 artiklan 2 kohdan, 113 ja 235 artiklan yhdessä 228 artiklan 2 kohdan ensimmäisen virkkeen ja 3 kohdan ensimmäisen alakohdan kanssa,

ottaa huomioon komission ehdotuksen,

ottaa huomioon Euroopan parlamentin lausunnon,

kuultuaan talous- ja sosiaalikomiteaa asiasta,

sekä katsoo, että

Euroopan yhteisön olisi hyväksyttävä Euroopan yhteisön ja sen jäsenvaltioiden sekä Korean tasavallan kauppaa ja yhteistyötä koskeva puitesopimus,

ON PÄÄTTÄNYT SEURAAVAA:

1 artikla

Hyväksytään Euroopan yhteisön puolesta Euroopan yhteisön ja sen jäsenvaltioiden sekä Korean tasavallan kauppaa ja yhteistyötä koskeva puitesopimus.

Sopimuksen teksti on tämän päätöksen liitteenä.

2 artikla

Komissio edustaa jäsenvaltioiden edustajien avustamana Euroopan yhteisöä kauppaa ja yhteistyötä koskevan puitesopimuksen 19 artiklan 3 kohdassa määrätyssä sekakomiteassa.

3 artikla

Neuvoston puheenjohtaja antaa sopimuksen 21 artiklassa määrätyn ilmoituksen Euroopan yhteisön puolesta.

4 artikla

Tämä päätös julkaistaan *Euroopan yhteisöjen virallisessa lehdessä.*

Historical Archives of the European Commission

[redacted]

Tehty Brysselissä

Neuvoston puolesta

Puheenjohtaja

Historical Archives of the European Commission

Euroopan yhteisön ja sen jäsenvaltioiden sekä Korean tasavallan puitesopimus kaupasta ja yhteistyöstä

EUROOPAN YHTEISÖ,

ja

BELGIAN KUNINGASKUNTA,

TANSKAN KUNINGASKUNTA,

SAKSAN LIITTOTASAVALTA,

HELLEENIEN TASAVALTA,

ESPANJAN KUNINGASKUNTA,

RANSKAN TASAVALTA,

IRLANTI,

ITALIAN TASAVALTA,

LUXEMBURGIN SUURHERTTUAKUNTA,

ALANKOMAIDEN KUNINGASKUNTA,

ITÄVALLAN TASAVALTA,

PORTUGALIN TASAVALTA,

SUOMEN TASAVALTA,

RUOTSIN TASAVALTA,

ISON-BRITANNIAN JA POHJOIS-IRLANNIN YHDISTYNYT KUNINGASKUNTA,

Euroopan yhteisön perustamissopimuksen ja Euroopan unionista tehdyn sopimuksen sopimuspuolet, jäljempänä 'jäsenvaltiot', ja

KOREAN TASAVALTA, jotka

OTTAVAT HUOMIOON Euroopan yhteisön ja sen jäsenvaltioiden sekä Korean tasavallan väliset perinteiset ystävyyssiteet,

VAHVISTAVAT UUDELLEEN sopimuspuolten sitoutumisen noudattamaan kansanvallan periaatteita ja perusluonteisia ihmisoikeuksia ihmisoikeuksien yleismaailmallisen julistuksen mukaisesti,

Historical Archives of the European Commission

VAHVISTAVAT haluavansa aloittaa yhteisiin arvoihin ja pyrkimyksiin perustuvan säännöllisen poliittisen vuoropuhelun Euroopan unionin ja Korean tasavallan välillä,

TUNNUSTAVAT, että kauppaa ja tulleja koskevalla yleissopimuksella (GATT) on tärkeä merkitys yleisesti kansainvälisen kaupan ja erityisesti kahdenvälisen kaupan edistämisessä ja että sekä Euroopan yhteisö että Korean tasavalta ovat samalla tavoin sitoutuneet yleissopimuksen perustana olevien vapaan kaupan ja markkinatalouden periaatteiden noudattamiseen,

VAHVISTAVAT UUDELLEEN, että sekä Euroopan yhteisö ja sen jäsenvaltiot että Korean tasavalta ovat sitoutuneet panemaan Maailman kauppajärjestön perustamissopimuksen ratifioinnista johtuvat sitoumuksensa täytäntöön,

OTTAVAT HUOMIOON tarpeen pyrkiä panemaan GATTin Uruguayn kierroksen tulokset kokonaisuudessaan täytäntöön ja tarpeen soveltaa kansainvälisen kaupan sääntöjä avoimella ja syrjimättömällä tavalla,

TUNNUSTAVAT tärkeyden lujittaa sopimuspuolten välistä suhdetta yhteistyönsä lisäämiseksi ja yhteisen tahdon lujittaa, syventää ja monipuolistaa suhteitaan yhteisen edun mukaisilla aloilla tasapuolisella, syrjimättömällä, luonnollista ympäristöä kunnioittavalla ja yhteisen edun huomioon ottavalla tavalla,

HALUAVAT luoda suotuisat edellytykset kaupan kestävälle kasvulle ja monipuolistamiselle sekä taloudelliselle yhteistyölle yhteisen edun eri alueilla,

USKOVAT, että on sopimuspuolten edun mukaista virallistaa suhteet ja aloittaa sopimuspuolten välinen taloudellinen yhteistyö, koska se edistää kaupan ja sijoitustoiminnan kehitystä,

OVAT TIETOISIA tärkeydestä helpottaa suoraan asianomaisten henkilöiden ja yhteisöjen, erityisesti taloudellisten toimijoiden ja niitä edustavien järjestöjen osallistumista yhteistyöhön, ja

OVAT PÄÄTTÄNEET tehdä seuraavan sopimuksen ja ovat tätä varten nimenneet täysivaltaisiksi edustajikseen:

EUROOPAN YHTEISÖ:

BELGIAN KUNINGASKUNTA:

TANSKAN KUNINGASKUNTA:

SAKSAN LIITTOTASAVALTA:

HELLEENIEN TASAVALTA:

ESPANJAN KUNINGASKUNTA:

RANSKAN TASAVALTA:

Historical Archives of the European Commission

IRLANTI:

ITALIAN TASAVALTA:

LUXEMBURGIN SUURIHERTTUAKUNTA:

ALANKOMAIDEN KUNINGASKUNTA:

ITÄVALLAN TASAVALTA:

PORTUGALIN TASAVALTA:

SUOMEN TASAVALTA:

RUOTSIN TASAVALTA:

ISON-BRITANNIAN JA POHJOIS-IRLANNIN YHDISTYNYT KUNINGASKUNTA:

KOREAN TASAVALTA:

JOTKA vaihdettuaan oikeiksi ja asianmukaisiksi todetut valtakirjansa

OVAT SOPINEET SEURAAVAA:

1 artikla - Yhteistyön perusta

Sopimuspuolten kansalliset ja kansainväliset politiikat perustuvat ihmisoikeuksien yleismaailmallisessa julistuksessa määriteltyjen kansanvallan periaatteiden ja ihmisoikeuksien kunnioittamiseen, joka on olennainen osa tätä sopimusta.

2 artikla - Yhteistyön tavoitteet

Yhteistyönsä lisäämiseksi sopimuspuolet sitoutuvat edistämään keskinäisten taloudellisten suhteittensa kehittämistä. Niiden toimet koskevat erityisesti seuraavaa:

a) kaupallisen yhteistyön lisääminen ja vahvistaminen sekä kaupan monipuolistaminen yhteisen edun mukaisesti;

b) taloudellisen yhteistyön aloittaminen yhteisen edun mukaisilla aloilla, tieteellinen ja tekninen yhteistyö sekä teollinen yhteistyö mukaan lukien;

c) yritysten välisen yhteistyön parantaminen helpottamalla molemminpuolista sijoitustoimintaa ja edistämällä parempaa keskinäistä yhteisymmärrystä.

Historical Archives of the European Commission

3 artikla - Poliittinen vuoropuhelu

Yhteisiin arvoihin ja pyrkimyksiin perustuva säännöllinen poliittinen vuoropuhelu aloitetaan Euroopan unionin ja Korean tasavallan välillä. Vuoropuhelussa noudatetaan Euroopan unionin ja Korean tasavallan asiasta antamassa yhteisessä julistuksessa sovittuja menettelyjä.

4 artikla - Suosituimmuuskohtelu

Sopimuspuolet sitoutuvat myöntämään toisilleen suosituimmuuskohtelun Maailman kauppajärjestön mukaisten oikeuksiensa ja velvollisuuksiensa mukaisesti.

5 artikla - Yhteistyö kaupan alalla

1. Sopimuspuolet sitoutuvat edistämään keskinäisen kauppavaihdon kehitystä ja monipuolistamista mahdollisimman paljon yhteisen edun mukaisesti.

   Sopimuspuolet sitoutuvat parantamaan markkinoillepääsyn edellytyksiä. Ne varmistavat, että sovellettuja suosituimmuustulleja otetaan käyttöön ottaen huomioon eri tekijät, toisen sopimuspuolen kotimaan markkinatilanne ja toisen sopimuspuolen vientiä koskevat edut mukaan lukien. Ne sitoutuvat toimimaan kaupan esteiden poistamiseksi erityisesti poistamalla nopeasti tullien ulkopuoliset esteet ja toteuttamalla avoimuutta lisääviä toimenpiteitä ottaen huomioon kansainvälisten järjestöjen tällä alalla toteuttamat toimet.

2. Sopimuspuolet ryhtyvät harjoittamaan politiikkaa, jonka tavoitteena on:

   a) monenvälinen ja kahdenvälinen yhteistyö molempien sopimuspuolten etuja koskevien, kaupan kehitykseen liittyvien asioiden, WTO:n tulevat menettelyt mukaan lukien, käsittelemiseksi. Tämän vuoksi ne toimivat yhteistyössä kansainvälisellä tasolla ja kahdenvälisesti yhteisen edun mukaisten kauppaan liittyvien ongelmien ratkaisemiseksi;

   b) taloudellisten toimijoiden välisen tietojen vaihdon ja yritysten välisen teollisen yhteistyön edistäminen olemassa olevien kauppavirtojen monipuolistamiseksi ja lisäämiseksi;

   c) kaupan kehityksen edistämiseen soveltuvien toimenpiteiden tarkastelu ja suosittaminen;

   d) Euroopan yhteisön ja sen jäsenvaltioiden sekä Korean tasavallan toimivaltaisten tulliviranomaisten yhteistyön helpottaminen;

   e) teollisuus-, maatalous-, ja kalastustuotteiden markkinoillepääsyn helpottaminen;

   f) palveluiden, kuten rahoitus- ja televiestintäpalveluiden, markkinoillepääsyn parantaminen;

Historical Archives of the European Commission

g) standardien ja teknisten määräysten alalla tapahtuvan yhteistyön lujittaminen,

h) henkisen, teollisen ja kaupallisen omaisuuden tehokas suojeleminen;

i) kauppaan ja sijoitustoimintaa liittyvien vierailujen järjestäminen;

j) yleisten ja yhden teollisuuden alan kaupallisten messujen järjestäminen.

3. Sopimuspuolet edistävät taloudellisessa toiminnassa rehellistä kilpailua panemalla asiaa koskevat lakinsa ja säännöksensä täydellisesti täytäntöön.

4. Sopimuspuolet takaavat osallistumisen hankintasopimuksiin syrjimättömällä ja molemminpuolisella tavalla WTO:n julkisia hankintoja koskevasta sopimuksesta johtuvien velvollisuuksiensa mukaisesti.

Ne jatkavat neuvottelujaan asianomaisten hankintamarkkinoidensa avaamiseksi edelleen molemminpuolisesti muilla aloilla, kuten televiestintähankintojen alalla.

6 artikla - Maatalous ja kalastus

1. Sopimuspuolet edistävät yhteistyötä maatalouden ja kalastuksen aloilla, puutarha- ja meriviljely mukaan lukien. Maatalous- ja kalastuspolitiikoistaan käytyjen neuvottelujen perusteella sopimuspuolet tarkastelevat:

a) mahdollisuuksia lisätä maatalous- ja kalastustuotteiden kauppaa;

b) terveys- ja kasvinsuojelutoimenpiteiden sekä ympäristöön liittyvien toimenpiteiden vaikutusta kauppaan;

c) maatalouden ja maaseutuympäristön välisiä yhteyksiä;

d) maatalouden ja kalastuksen aloilla, puutarha- ja meriviljely mukaan lukien, tapahtuvaa tutkimustoimintaa;

2. Tämän artiklan 1 kohdan määräyksiä sovelletaan tarvittaessa asiaa koskevan maatalouden jalostusteollisuuden tuotteisiin ja palveluihin.

3. Sopimuspuolet sitoutuvat noudattamaan terveys- ja kasvinsuojelutoimia koskevan WTO:n sopimuksen määräyksiä ja suostuvat aloittamaan neuvottelut jommankumman sopimuspuolen pyynnöstä keskustellakseen ehdotuksista, joita toinen sopimuspuoli tekee terveys- ja kasvinsuojelutoimien soveltamisesta ja yhdenmukaistamisesta, ottaen huomioon standardit, joista on sovittu muissa kansainvälisissä järjestöissä, kuten Maailman eläintautijärjestössä (OIE), kansainvälisessä kasviensuojelukokouksessa (IPPC) ja Codex Alimentariuksessa.

Historical archives of the European Commission

7 artikla - Merikuljetukset

1. Sopimuspuolet sitoutuvat pyrkimään tavoitteeseen rajoittamattomasta pääsystä kansainvälisille meriliikennemarkkinoille ja meriliikenteeseen, jotka perustuvat kaupallisen perusteen tapahtuvaan rehelliseen kilpailuun tämän artiklan määräysten mukaisesti.

   a) Edellä olevat määräykset eivät estä soveltamasta oikeuksia ja velvollisuuksia, jotka johtuvat linjakonferenssien käyttäytymissääntöjä koskevasta Yhdistyneiden Kansakuntien yleissopimuksesta, sellaisena kuin se on voimassa yhden tai useamman tämän sopimuksen sopimuspuolen osalta. Linjakonferenssien ulkopuoliset linjavarustamot voivat kilpailla konferenssin kanssa, jos ne noudattavat kaupallisin perustein tapahtuvan rehellisen kilpailun periaatetta.

   b) Sopimuspuolet vahvistavat sitoumuksensa luoda oikeudenmukainen ja kilpailua suosiva ympäristö kuivan ja nestemäisen irtolastin liikenteelle. Tämän sitoumuksen vuoksi Korean tasavalta toteuttaa tarvittavat toimenpiteet poistaakseen Etelä-Korean lipun alla purjehtiville aluksille osoitettujen irtolastien olemassa olevat lastivaraukset vaiheittain 31 päivänä joulukuuta 1988 päättyvän siirtymävaiheen aikana.

2. Edellä 1 kohdassa tarkoitetun tavoitteen saavuttamiseksi sopimuspuolet:

   a) pidättäytyvät sisällyttämästä lastinjakolausekkeita kolmansien maiden kanssa kuivasta ja nestemäisestä irtolastista sekä linjaliikenteestä tulevaisuudessa tehtäviin kahdenvälisiin sopimuksiin, lukuun ottamatta linjaliikenteen osalta poikkeustapauksia, joissa tämän sopimuksen jonkun sopimuspuolen varustamoilla ei muuten olisi tosiasiallista mahdollisuutta osallistua asianomaisesta kolmannesta maasta lähtöisin olevaan ja sinne suuntautuvaan kauppaan;

   b) pidättäytyvät tämän sopimuksen tultua voimaan toteuttamasta hallinnollisia, teknisiä ja lainsäädännöllisiä toimenpiteitä, jotka saattaisivat kohdella eri tavalla niiden omia kansalaisia tai yrityksiä ja toisen sopimuspuolen kansalaisia ja yrityksiä kansainvälisiin merikuljetuksiin liittyvässä palvelujen tarjonnassa;

   c) sitoutuvat olemaan soveltamatta huonompaa kohtelua toisen sopimuspuolen kansalaisten tai yritysten liikennöimiin aluksiin kuin mitä sopimuspuoli soveltaa omiin aluksiinsa, kun on kyse oikeudesta käyttää kansainväliselle kaupalle avoinna olevia satamia, satamien infrastruktuuria ja apupalveluita tai kun on kyse näihin toimintoihin liittyvistä maksuista, tullipalveluista sekä ankkuripaikan ja lastaus- sekä purkauspalveluiden tarjoamisesta.

3. Tässä artiklassa pääsyllä kansainvälisille meriliikennemarkkinoille tarkoitetaan muun muassa kunkin sopimuspuolen kansainvälisten merikuljetusten tarjoajien oikeutta järjestää ovelta ovelle -kuljetuspalveluja, joihin liittyy merikuljetusosuus, ja tätä varten oikeutta tehdä sopimus suoraan muiden kuin merikuljetuksiin käytettävien kuljetusvälineiden paikallisten tarjoajien kanssa toisen sopimuspuolen alueella rajoittamatta kyseisillä kuljetusvälineillä tapahtuvien tavaroiden ja

Historical Archive of the European Commission

henkilöiden kuljetuksista määrättyjen voimassa olevien kansallisten rajoitusten soveltamista.

4. Tämän artiklan määräyksiä sovelletaan Euroopan yhteisön yrityksiin ja Korean tasavallan yrityksiin. Tätä artiklaa sovelletaan myös varustamoihin, jotka ovat sijoittautuneet Euroopan yhteisön tai Korean tasavallan alueen ulkopuolelle, mutta joissa määräysvaltaa käyttää Euroopan yhteisön jonkun jäsenvaltion tai Korean tasavallan kansalaiset, jos kyseisten varustamojen alukset on rekisteröity kyseisessä jäsenvaltiossa tai Korean tasavallassa asianomaisen lainsäädännön mukaisesti.

5. Laiva-asioimiston toiminnan aloittamisesta Euroopan yhteisössä ja Korean tasavallassa sovitaan tarvittaessa erityisillä sopimuksilla.

8 artikla - Laivanrakennus

1. Sopimuspuolet toimivat yhteistyössä laivanrakennusalalla edistääkseen rehellisiä ja kilpailua suosivia markkinaedellytyksiä ja ne ottavat huomioon vakavan rakenteellisen kysynnän ja tarjonnan epätasapainon sekä markkinasuuntauksen, joka heikentää laivanrakennusteollisuuden tilannetta. Näistä syistä sopimuspuolet eivät toteuta laivanrakennusta koskevan OECD:n sopimuksen mukaisesti mitään sellaisia toimenpiteitä tai toimia laivanrakennusteollisuutensa tukemiseksi, jotka voisivat vääristää kilpailua tai sallia niiden laivanrakennusteollisuuden välttyvän vaikealta tilanteelta tulevaisuudessa.

2. Sopimuspuolet ryhtyvät neuvottelemaan jommankumman sopimuspuolen pyynnöstä laivanrakennusta koskevan OECD:n sopimuksen täytäntöönpanosta, alusten ja laivanrakennuksen maailmanmarkkinoiden kehitystä koskevien tietojen vaihdosta ja mistä tahansa tämän alan ongelmasta.

Laivanrakennusteollisuuden edustajia voidaan pyytää osallistumaan tarkkailijoina kyseisiin neuvotteluihin sopimuspuolten suostumuksesta.

9 artikla - Henkisen, teollisen ja kaupallisen pääoman suojelu

1. Sopimuspuolet sitoutuvat varmistamaan, että henkisen, teollisen ja kaupallisen omaisuuden oikeuksia, niiden täytäntöön panemiseksi tarvittavat tehokkaat välineet mukaan lukien, suojellaan tehokkaasti.

2. Sopimuspuolet panevat WTO:n sopimuksen teollis- ja tekijänoikeuksien kauppaan liittyvistä näkökohdista täytäntöön viimeistään 1 päivänä heinäkuuta 1996.[1]

---

[1] Korean tasavallan osalta täytäntöönpano tapahtuu sen lainsäädäntömenettelyn mukaisesti lukuun ottamatta maatalouden kemikaalien hallintoa koskevaa lakia, joka tulee voimaan 1 päivänä tammikuuta 1997, ja taimienviljelylakia (ja lakia maantieteellisistä merkinnöistä), jotka tulevat voimaan viimeistään 1 päivänä heinäkuuta 1998.

Historical Archives of the European Commission

3. Sopimuspuolet vahvistavat monenvälisten yleissopimusten velvollisuuksien tärkeyden henkisen omaisuuden oikeuksien suojelemiseksi. Sopimuspuolet pyrkivät tekemään mahdollisimman nopeasti liitteessä luetellut yleissopimukset, joissa ne eivät vielä ole sopimuspuolina.

10 artikla - Tekniset määräykset, standardit ja vaatimustenmukaisuuden arviointi

1. Rajoittamatta sopimuspuolten kansainvälisten velvollisuuksien soveltamista sopimuspuolet edistävät kansainvälisesti hyväksyttyjen standardien ja vaatimustenmukaisuuden arviointijärjestelmien käyttöä velvollisuuksiensa ja lakiensa mukaisesti.

   Tätä varten erityistä huomiota kiinnitetään seuraaviin seikkoihin:

   a) tietojen ja teknisten asiantuntijoiden vaihto standardoinnin, hyväksynnän, metrologian ja varmentamisen aloilla sekä yhteinen tutkimustoiminta tarvittaessa;

   b) asianomaisten toimielinten ja laitosten välisen vaihdon ja yhteyksien edistäminen;

   c) alakohtainen yhteistyö;

   d) laadunvalvontatoimiin liittyvä yhteistyö;

   e) teknisten määräysten alalla tapahtuvan yhteistyön lujittaminen erityisesti tekemällä sopimus vaatimustenmukaisuuden arviointitulosten keskinäisestä hyväksymisestä kaupan helpottamiseksi ja sen kehitykselle haitallisten häiriöiden välttämiseksi;

   f) osallistuminen ja yhteistyö asiaa koskevien kansainvälisten sopimusten mukaisesti yhdenmukaistettujen standardien käyttöön oton edistämiseksi.

2. Sopimuspuolet varmistavat, että standardit ja vaatimustenmukaisuuden arviointitoimet eivät luo tarpeettomia esteitä kaupalle.

11 artikla - Neuvottelut

1. Sopimuspuolet edistävät kaupan toimenpiteitä koskevien tietojen vaihtoa.

   Kumpikin sopimuspuoli sitoutuu ilmoittamaan toiselle ajoissa sellaisten toimenpiteiden soveltamisesta, joilla muutetaan tuontiin sovellettavia suosituimmuustulleja, jotka vaikuttavat toisen sopimuspuolen vientiin.

   Kumpi tahansa sopimuspuoli voi pyytää kaupan toimenpiteitä koskevien neuvottelujen pitämistä. Jos kyseinen pyyntö esitetään, neuvottelut pidetään mahdollisimman pian keskinäisesti tyydyttävän ja rakentavan ratkaisun saavuttamiseksi mahdollisimman nopeasti.

Historical Archives of the European Commission

2. Kumpikin sopimuspuoli ilmoittaa toiselle sopimuspuolelle sen tuotteiden polkumyynnin vastaisten menettelyjen aloittamisesta.

Noudattaen täydellisesti polkumyynnin ja vientituen vastaisista toimenpiteistä tehtyjä WTO:n sopimuksia, sopimuspuolet ottavat myönteisesti huomioon jommankumman sopimuspuolen polkumyynnin ja vientituen vastaisista toimenpiteistä esittämät kannat ja tarjoavat riittävän mahdollisuuden niitä koskeviin neuvotteluihin.

3. Sopimuspuolet neuvottelevat keskenään tämän sopimuksen täytäntöönpanosta aiheutuvista erimielisyyksistä. Jos jompikumpi sopimuspuoli pyytää kyseisiä neuvotteluja, ne käydään mahdollisimman pian. Pyynnön esittävä sopimuspuoli toimittaa toiselle sopimuspuolelle kaikki tilanteen yksityiskohtaisen tarkastelun edellyttämät tiedot. Kyseisillä neuvotteluilla pyritään ratkaisemaan kauppaa koskevat erimielisyydet mahdollisimman nopeasti.

4. Tämän artiklan määräykset eivät estä millään tavoin kunkin sopimuspuolen sisäisten menettelyjen soveltamista kaupan toimenpiteiden käyttöön ottamisessa ja muuttamisessa tai WTO:n sopimusten mukaisten ilmoittamis-, neuvottelu- ja erimielisyyksien ratkaisumenettelyjen soveltamista.

12 artikla - Taloudellinen ja teollinen yhteistyö

1. Sopimuspuolet, jotka ottavat huomioon yhteiset etunsa sekä kunkin asianomaisen talouspolitiikan ja tavoitteet, edistävät taloudellista ja teollista yhteistyötä kaikilla sopivina pitämillään aloilla.

2. Kyseisen yhteistyön tavoitteet ovat erityisesti seuraavat:

- edistää taloudellisten toimijoiden välillä tietojen vaihtoa sekä kehittää ja parantaa olemassa olevia verkkoja varmistaen samalla, että henkilötiedot ovat riittävän suojattuja;
- aloittaa yhteistyön edellytyksiä koskevien tietojen vaihto kaikilla palvelualoilla sekä tiedonvälityksen infrastruktuurin alalla;
- edistää keskinäisesti tuottoisaa sijoitustoimintaa ja luoda sijoitustoimintaa suosivat olosuhteet;
- parantaa taloudellisen ympäristön ja liiketoiminnan olosuhteita.

3. Tätä varten sopimuspuolet pyrkivät muun muassa:

a) monipuolistamaan ja vahvistamaan keskinäisiä taloudellisia yhteyksiään;

b) perustamaan yhteistyökanavia eri elinkeinoaloilla;

c) edistää teollista yhteistyötä erityisesti pienten ja keskisuurten yritysten, välillä;

Historical Archives of the European Commission

d) edistää talouksiensa kestävää kehitystä;

e) edistää tuotantotapoja, jotka eivät ole ympäristölle haitallisia;

f) edistää sijoitusten ja teknologian virtoja;

g) lisätä keskinäistä yhteisymmärrystä ja asianomaisten liiketoimintaympäristöjen tuntemusta.

13 artikla - Huumeet ja rahan pesu

1. Sopimuspuolet toimivat yhteistyössä parantaakseen sellaisten politiikkojen ja toimenpiteiden tehokkuutta, joilla vastustetaan narkoottisten aineiden ja psykotrooppisten aineiden laitonta tuotantoa, tarjontaa ja kauppaa, huumeiden esiasteiden väärinkäytön estäminen mukaan lukien, sekä edistääkseen huumeiden kysynnän estämistä ja vähentämistä. Tämän alan yhteistyö perustuu sopimuspuolten keskinäiseen yhteydenpitoon ja tiiviiseen yhteensovittamiseen huumeisiin liittyvien eri alojen tavoitteiden ja toimenpiteiden osalta.

2. Sopimuspuolet pitävät tarpeellisena toteuttaa tehokkaita toimia ja toimia yhteistyössä rahoitusjärjestelmiensä käytön estämiseksi yleensä rikollisesta toiminnasta tai erityisesti huumerikoksista saatujen varojen pesemiseksi.

Tämän alan yhteistyön tavoitteena on luoda sopivat säännöt rahanpesua vastaan ottaen huomioon kansainvälisellä tasolla tällä alalla hyväksytyt säännöt ja erityisesti rahoitusalan rahanpesutyöryhmän (FATF) hyväksymät säännöt.

14 artikla - Yhteistyö tieteen ja tekniikan aloilla

1. Sopimuspuolet sitoutuvat yhteisen etunsa ja tiedepolitiikkojensa tavoitteiden mukaisesti edistämään yhteistyötä tieteen ja tekniikan aloilla. Tätä varten sopimuspuolet pyrkivät edistämään erityisesti:

- tietojen ja taitotiedon vaihtoa tieteen ja tekniikan aloilla;
- asianomaisten tutkimustoiminnan ja teknisen kehityksen politiikkojen laadintaa ja täytäntöönpanoa koskevaa vuoropuhelua;
- yhteistyötä tietotekniikan alalla sekä sellaisilla tekniikan ja teollisuuden aloilla, jotka edistävät keskinäistä toimivuutta maailmanlaajuisen tietoyhteiskunnan saavuttamiseksi;
- yhteistyötä energia- ja ympäristönsuojelualoilla;
- yhteistyötä yhteistä etua koskevilla tieteen ja tekniikan aloilla.

2. Asianomaisten politiikkojensa tavoitteiden saavuttamiseksi sopimuspuolten pyrkimyksenä on muun muassa:

Historical Archives of the European Commission

- vaihtaa tietoja tutkimushankkeista energia-, ympäristönsuojelu-, televiestintä- ja tietotekniikka-aloilla sekä tietotekniikkateollisuuden aloilla;

- edistää tiedemiesten koulutusta asianmukaisin keinoin;

- edistää teknologian siirtoa yhteisen edun mukaisesti;

- järjestää yhdessä seminaareja, joissa molempien sopimuspuolten johtavat tiedemiehet tapaavat toisiaan;

- kannustaa molempien sopimuspuolten tutkijoita harjoittamaan yhteistä tutkimustoimintaa yhteisen edun mukaisilla aloilla.

3. Sopimuspuolet sopivat, että kaikki tieteen ja tekniikan aloilla tapahtuva yhteistyö ja yhteiset toimet toteutetaan vastavuoroisesti.

Sopimuspuolet suojaavat tehokkaasti yhteistyöhön liittyvät tiedot ja henkisen omaisuuden väärinkäytöltä tai muiden kuin niiden laillisten omistajien harjoittamalta luvattomalta käytöltä.

Kun jommankumman sopimuspuolen laitokset, toimielimet ja yritykset osallistuvat toisen sopimuspuolen erityisiin tutkimusohjelmiin ja teknisen kehityksen ohjelmiin, kuten Euroopan yhteisön yleisiin puiteohjelmiin kuuluviin ohjelmiin, kyseinen osallistuminen ja ohjelman avulla hankittujen tietojen levittäminen ja käyttö tapahtuu kyseisen toisen sopimuspuolen määräämien yleisten sääntöjen mukaisesti.

4. Sopimuspuolet päättävät yhteistyön ensisijaisista kohteista keskenään neuvottelemalla. Jollei edellisestä kohdasta muuta johdu, yksityisen alan laitosten, toimielinten ja yritysten osallistumista yhteistyötoimiin ja yhteisen edun mukaisiin erityisiin tutkimushankkeisiin edistetään.

15 artikla - Yhteistyö ympäristöasioissa

Sopimuspuolet aloittavat yhteistyösuhteet ympäristön suojelemiseksi ja säilyttämiseksi. Tämä tapahtuu seuraavin toimin:

- ympäristöpolitiikkoja ja niiden täytäntöönpanoa koskevien tietojen vaihto Euroopan yhteisöjen komission asianomaisten virkamiesten ja Korean tasavallan asianomaisten viranomaisten välillä,

- ympäristöystävällisiä teknologioita koskeva tietojen vaihto,

- henkilöstövaihto,

- sellaisella kansainvälisellä tasolla käsiteltyjä ympäristöasioita koskevan yhteistyön edistäminen, joihin Euroopan yhteisö ja Korean tasavalta osallistuvat, erityisesti Yhdistyneiden Kansakuntien kestävän kehityksen toimikunta ja muu taso, jolla ympäristöä koskevia kansainvälisiä yleissopimuksia käsitellään.

Historical Archives of the European Commission

- keskustelu kestävien kehitysmenetelmien etsimisestä ja erityisesti Yhdistyneiden Kansakuntien ympäristö- ja kehityskonferenssin (UNCED) Agendaan 21 liittyvä yhteistyö ja muut seurantatoimet,

- yhteistyö yhteisissä ympäristöhankkeissa.

16 artikla - Energia

Sopimuspuolet tunnustavat energia-alan tärkeyden taloudellisessa ja yhteiskunnallisessa kehityksessä ja ne haluavat asianomaisten toimivaltojensa rajoissa lisätä yhteistyötä tällä alalla. Kyseisen yhteistyön tavoitteet ovat seuraavat:

- markkinatalouden periaatteen edistäminen määrittämällä kuluttajahinnat markkinaperiaatteiden mukaisesti;

- energiantarjonnan monipuolistaminen;

- uusien ja uusiutuvien energialähteiden kehittäminen;

- energian järkiperäisen käytön saavuttaminen, erityisesti edistämällä kysyntää säätelevää hallintoa; ja

- parhaiden mahdollisten edellytysten edistäminen teknologian siirtämiseksi energiankäytön tehostamiseksi.

Tätä varten sopimuspuolet edistävät yhteisten selvitysten ja tutkimusten toteuttamista sekä energiasuunnittelusta vastaavien välisiä yhteyksiä.

17 artikla - Yhteistyö kulttuurin, tiedonvälityksen ja tiedonsiirron aloilla

Sopimuspuolet ryhtyvät yhteistyöhön tiedonvälityksen ja -siirron aloilla edistääkseen parempaa keskinäistä yhteisymmärrystä ottaen huomioon sopimuspuolten välisten suhteiden kulttuurilliset ulottuvuudet.

Nämä toimenpiteet toteutetaan erityisesti seuraavissa muodoissa:

- kulttuuria ja tiedonvälitystä koskevien molempien sopimuspuolten etujen mukaisten tietojen vaihto;

- kulttuuritapahtumien järjestäminen;

- kulttuurivaihto; ja

- akateeminen vaihto.

Historical Archive of the European Commission

18 artikla - Yhteistyö kolmansien maiden kehittämiseksi

Sopimuspuolet vaihtavat tietoja kehitysapupolitiikoistaan aloittaakseen säännöllisen vuoropuhelun niiden tavoitteista ja asianomaisissa kolmansissa maissa toteutettavista kehitysapuohjelmistaan.Sopimuspuolet tutkivat, missä laajuudessa laajempi yhteistyö on mahdollista kyseisten ohjelmien täytäntöönpanoon sovellettavien asianomaisten lainsäädäntöjensä ja edellytystensä mukaisesti.

19 artikla - Sekakomitea

1. Sopimuspuolet perustavat tämän sopimuksen mukaisesti sekakomitean, joka muodostuu Euroopan unionin neuvoston jäsenten edustajista ja Euroopan yhteisöjen komission edustajista sekä Korean tasavallan edustajista. Komitea neuvottelee helpottaakseen tämän sopimuksen täytäntöönpanoa ja edistääkseen sen yleisiä tavoitteita.

2. Sekakomitea:

   - varmistaa, että sopimus toimii moitteettomasti;
   - tarkastelee molempien sopimuspuolten välisen kaupan ja yhteistyön kehittymistä;
   - etsii asianmukaisia menetelmiä estääkseen ongelmien syntymisen sopimuksen soveltamisalaan kuuluvilla aloilla;
   - etsii keinoja kaupan kehittämiseksi ja monipuolistamiseksi;
   - vaihtaa näkemyksiä ja tekee ehdotuksia kauppaan ja yhteistyöhön liittyvistä yhteisen edun mukaisista asioista, tuleva toiminta ja toteuttamiseen käytettävissä olevat keinot mukaan lukien;
   - antaa suosituksia kaupan ja yhteistyön lisäämisen edistämiseksi ottaen huomioon ehdotettujen toimenpiteiden yhteensovittamisen tarpeen.

3. Sekakomitea kokoontuu tavallisesti kerran vuodessa vuorotellen Brysselissä ja Söulissa. Komitean erityiskokouksia pidetään jommankumman sopimuspuolen pyynnöstä. Sekakomitean puheenjohtajana on kumpikin sopimuspuoli vuorotellen.

4. Sekakomitea voi perustaa erityisiä alakomiteoita, jotka avustavat sitä tehtävien hoitamisessa. Kyseiset alakomiteat esittävät sekakomitealle yksityiskohtaisia kertomuksia toiminnastaan sekakomitean jokaisessa kokouksessa.

20 artikla - Määritelmä

Tässä sopimuksessa 'sopimuspuolilla' tarkoitetaan toisaalta Euroopan yhteisöä tai sen jäsenvaltioita taikka Euroopan yhteisöä ja sen jäsenvaltioita niiden asianomaisten toimivaltojensa mukaisesti ja toisaalta Korean tasavaltaa.

Historical Archives of the European Commission

21 artikla - Voimaantulo ja voimassaoloaika

1. Tämä sopimus tulee voimaan sitä päivää seuraavan kuukauden ensimmäisenä päivänä, jona sopimuspuolet ovat ilmoittaneet toisilleen tätä tarkoitusta varten tarvittavien oikeudellisten menettelyjen päätökseen saattamisesta.

2. Tämä sopimus on tehty viideksi vuodeksi. Se uusiutuu vuosittain, jollei toinen sopimuspuolista irtisano sitä kirjallisesti kuusi kuukautta ennen sen voimassaolon päättymistä.

22 artikla - Tiedonannot

Sopimuksen 21 artiklan mukaiset tiedonannot esitetään Euroopan unionin neuvoston pääsihteeristölle ja vastaavasti Korean tasavallan ulkoasiainministeriölle.

23 artikla - Tämän sopimuksen noudattamatta jättäminen

Jos jompikumpi sopimuspuoli katsoo, että toinen sopimuspuoli ei ole noudattanut tämän sopimuksen mukaista velvollisuutta, se voi toteuttaa asianmukaiset toimenpiteet. Jollei erityinen hätätilanne muuta edellytä, sopimuspuoli toimittaa ennen toimenpiteiden toteuttamista toiselle sopimuspuolelle kaikki tilanteen perusteelliseksi tarkastelemiseksi tarvittavat asiaa koskevat tiedot sopimuspuolia tyydyttävän ratkaisun löytämiseksi. Toimenpiteitä valittaessa etusija on annettava toimenpiteille, jotka häiritsevät vähiten tämän sopimuksen soveltamista. Kyseisistä toimenpiteistä ilmoitetaan viipymättä toiselle sopimuspuolelle ja niistä neuvotellaan toisen sopimuspuolen sitä pyytäessä.

24 artikla - Kehityslauseke

Sopimuspuolet voivat yhteisestä sopimuksesta laajentaa tämän sopimuksen soveltamisalaa yhteistyön tehostamiseksi ja lisäämiseksi erityisaloja tai -toimia koskevien sopimusten avulla.

Tämän sopimuksen täytäntöönpanon osalta kumpi tahansa sopimuspuoli voi tehdä ehdotuksia yhteistyön laajentamisesta ottaen huomioon sopimuksen soveltamisesta saadut kokemukset.

25 artikla - Julistukset ja liite

Tämän sopimuksen yhteiset julistukset ja liite ovat olennainen osa tätä sopimusta.

26 artikla - Alueellinen soveltaminen

Tätä sopimusta sovelletaan Korean tasavallan alueeseen sekä alueisiin, joilla sovelletaan Euroopan yhteisön perustamissopimusta kyseisessä perustamissopimuksessa määrättyjen edellytysten mukaisesti.

Historical Archives of the European Commission

Tämä sopimus laaditaan kahtena kappaleena englannin, espanjan, hollannin, italian, kreikan, portugalin, ranskan, ruotsin, saksan, suomen, tanskan ja korean kielellä jokaisen tekstin ollessa yhtä todistusvoimainen.

Tämän vakuudeksi jäljempänä mainitut allekirjoittaneet täysivaltaiset edustajat ovat allekirjoittaneet tämän puitesopimuksen.

Tehty .... päivänä .....kuuta vuonna tuhatyhdeksänsataayhdeksänkymmentä....

EUROOPAN YHTEISÖN PUOLESTA:

BELGIAN KUNINGASKUNNAN PUOLESTA:

TANSKAN KUNINGASKUNNAN PUOLESTA:

SAKSAN LIITTOTASAVALLAN PUOLESTA:

HELLEENIEN TASAVALLAN PUOLESTA:

ESPANJAN KUNINGASKUNNAN PUOLESTA:

RANSKAN TASAVALLAN PUOLESTA:

IRLANNIN PUOLESTA:

ITALIAN TASAVALLAN PUOLESTA:

LUXEMBURGIN SUURIHERTTUAKUNNAN PUOLESTA:

ALANKOMAIDEN KUNINGASKUNNAN PUOLESTA:

ITÄVALLAN TASAVALLAN PUOLESTA:

PORTUGALIN TASAVALLAN PUOLESTA:

SUOMEN TASAVALLAN PUOLESTA:

RUOTSIN TASAVALLAN PUOLESTA:

ISON-BRITANNIAN JA POHJOIS-IRLANNIN YHDISTYNEEN KUNINGASKUNNAN PUOLESTA:

KOREAN TASAVALLAN PUOLESTA:

Historical Archives of the European Commission

Henkistä, teollista ja kaupallista omaisuutta koskevat yleissopimukset

- kirjallisten ja taiteellisten teosten suojaamista koskeva Bernin yleissopimus (Pariisin asiakirja 1971)

- kansainvälinen yleissopimus esittävien taiteilijoiden, äänitteiden valmistajien sekä radioyritysten suojaamisesta (Rooma 1961)

- teollisoikeuden suojelemista koskeva Pariisin yleissopimus (Tukholman asiakirja 1967, sellaisena kuin se on muutettuna vuonna 1979),

- Patenttiyhteistyösopimus (Washington 1970, sellaisena kuin se on muutettuna ja tarkistettuna vuonna 1984),

- tavaramerkkien kansainvälistä rekisteröintiä koskeva Madridin sopimus (Tukholman asiakirja 1967, sellaisena kuin se on muutettuna vuonna 1979),

- tavaramerkkien kansainvälistä rekisteröintiä koskevaan Madridin sopimukseen liittyvä pöytäkirja (Madrid 1989),

- tavaroiden ja palvelujen kansainvälistä luokitusta tavaramerkkien rekisteröimistä varten koskeva Nizzan sopimus (Geneve 1977, sellaisena kuin se on muutettuna vuonna 1979),

- Budapestin sopimus mikro-organismien tallettamisen kansainvälisestä tunnustamisesta patentinhakumenettelyä varten (1977, sellaisena kuin se on muutettuna vuonna 1980),

- uusien kasvilajikkeiden suojelemista koskeva kansainvälinen yleissopimus (UPOV) (Geneven asiakirja 1991).

Historical Archives of the European Commission

Yhteinen julistus 7 artiklasta

Kumpikin sopimuspuoli sallii toisen sopimuspuolen varustamojen pitää kaupallista toimipaikkaa alueellaan toteuttaakseen laiva-asioimistotoimintaa sijoittautumis- ja toimintaedellytyksin, jotka eivät ole heikompia kuin sopimuspuolen omille yrityksilleen taikka jonkun kolmannen maan yritysten tytäryhtiöille tai sivutoimipaikoille myönnetyt edellytykset, näistä parempien edellytysten ollessa vallitsevia.

Yhteinen julistus 9 artiklasta

Sopimuspuolet sopivat, että sopimuksessa henkiseen, teolliseen ja kaupalliseen omaisuuteen kuuluvat erityisesti tekijänoikeudet, tietokoneohjelmien tekijänoikeudet mukaan lukien ja niihin liittyvät oikeudet, patentteihin liittyvät oikeudet, teollismallit, maantieteelliset merkinnät, alkuperämerkinnät mukaan lukien, tavara- ja palvelumerkit, integroitujen piirien piirimallit (topografiat) sekä teollisoikeuden suojelemista koskevan Pariisin yleissopimuksen 10 a artiklassa tarkoitettu suojautuminen vilpilliseltä kilpailulta sekä taitotietoa koskevien julkistamattomien tietojen suojeleminen.

Yhteinen tulkitseva julistus 23 artiklasta

1) Sopimuspuolet sopivat yhteisestä sopimuksesta sopimuksen oikean tulkinnan ja käytännön soveltamisen varmistamiseksi, että sopimuksen 23 artiklassa 'erityisellä hätätilanteella' tarkoitetaan toisen sopimuspuolen aiheuttamaa sopimuksen merkittävää rikkomista. Sopimuksen merkittävä rikkominen käsittää:

   a) sopimuksen purkamisen, jota ei ole hyväksytty kansainvälisen lain yleisten säännösten nojalla; tai

   b) sopimuksen 1 artiklassa määrätyn sopimuksen olennaisen osan rikkomisen;

2) Sopimuspuolet sopivat, että sopimuksen 23 artiklassa tarkoitetuilla 'asianmukaisilla toimenpiteillä' tarkoitetaan kansainvälisen lain mukaisesti toteutettuja toimia.

Historical Archives of the European Commission

Euroopan yhteisön julistus 8 artiklasta

Euroopan yhteisö ilmaisee huolestumisensa ongelmista, jotka ovat aiheutuneet ja joita saattaa aiheutua maailmanmarkkinoiden nykyisestä laivanrakennuksen tuotantokyvyn kasvusta, ja pitää näitä ongelmia merkittävinä.

Tässä yhteydessä se haluaa muistuttaa 21 päivänä joulukuuta 1994 Pariisissa laivanrakennuksesta tehdyn OECD:n sopimuksen neuvottelujen päätteeksi antamastaan julistuksesta, joka on kokonaisuudessaan voimassa tämän asian osalta.

Euroopan yhteisö pyytää Korean tasavaltaa toimimaan yhteistyössä Euroopan yhteisön ja laivanrakennuksesta tehdyn OECD:n sopimuksen muiden allekirjoittajien kanssa kysynnän ja tarjonnan vakavan epätasapainon vähentämiseksi asianmukaisin keinoin.

Korean tasavallan julistus 7 artiklan 2 kohdasta

Korean tasavalta julistaa, että se sallii sopimuksen 7 artiklan (Merikuljetukset) 2 kohdan a alakohdan määräysten osalta lastinjakolausekkeiden käyttöönoton tietyn kolmannen maan kanssa kuivan ja nestemäisen irtolastin kaupasta tulevaisuudessa tehtävissä kahdenvälisissä sopimuksissa ainoastaan poikkeustapauksissa, joissa korealaisilla varustamoilla ei muuten olisi mahdollisuutta osallistua asianomaisesta kolmannesta maasta lähtöisin olevaan ja sinne suuntautuvaan kauppaan.

Historical Archives of the European Commission

[2] Kyseiset julistukset annetaan sopimusta allekirjoitettaessa

RAHOITUSSELVITYS

1. TOIMENPITEEN NIMI:

EY:n ja sen jäsenvaltioiden sekä Korean tasavallan kauppaa ja yhteistyötä koskevan puitesopimuksen täytäntöönpano. - Erityiset toimenpiteet taloudellisen yhteistyön ja yleisten yhteistyötoimien alalla. Nämä toimenpiteet toteutetaan EU:n Aasian strategian mukaisesti (KOM (94) 314 lopull.; erityisesti kohta 2.2).

2. BUDJETTIKOHTA / -KOHDAT:

Ottaen huomioon talousarvion nykyisen rakenteen kirjauskohta voisi olla kohta B7-8700 Taloudelliset ja kaupalliset yhteistyösopimukset kolmansien maiden kanssa. Tämä riippuu vuotuisen talousarviomenettelyn tuloksista.

3. OIKEUDELLINEN PERUSTA:

Euroopan yhteisön perustamissopimuksen 113 ja 235 artikla.

4. TOIMENPITEEN KUVAUS:

4.1 Toimenpiteen yleistavoite

Taloussuhteiden kehittäminen edelleen Korean kanssa sen kanssa tehdyn puitesopimuksen mukaisesti. Tämä kattaa erityisesti PO I:n toimialaan kuuluvat alat (kauppaa koskeva yhteistyö ja vierailut, taloudellisten toimijoiden yhteyksien parantaminen, yleisluontoiset erityiset yhteistyötoimet).

4.2 Toimenpiteen säädetty kestoaika ja sen uudistamista koskevat yksityiskohtaiset säännöt

Puitesopimus on voimassa viisi vuotta ja sen voimassaoloa voidaan jatkaa vuosi kerrallaan tämän kauden päätyttyä.

5. MENOJEN JA TULOJEN LUOKITUS:

5.1 DO/DNO: ei-pakollinen meno

5.2 CD/CND: jaksottamaton määräraha

5.3 Oletettu tulolaji: ei sovelleta

6. MENO-/TULOLAJI:

- tuen osuus 100 % (voidaan harkita poikkeuksellisesti),

Historical Archives of the European Commission

- rahoitus yhteisesti muiden julkisen tai yksityisen sektorin tulolähteiden kanssa (erityisesti Korean tasavallan hallituksen kanssa).

7. TALOUDELLISET VAIKUTUKSET:

7.1 Toimenpiteen kokonaiskustannusten laskentatapa (yksittäisten ja yhteenlaskettujen kustannusten välinen suhde)

Puitesopimus allekirjoitetaan vuonna 1996, ja sen täytäntöönpano olisi siksi aloitettava vuodesta 1997.

Puitesopimus on ensimmäinen Korean kanssa tehty yleisluontoinen sopimus. Erityisiä toimia on siten rahoitettava talousarvion uusista toiminnallisista varoista. Puitesopimuksessa määrätään taloudellisesta yhteistyöstä useilla aloilla kuten tiede ja teknologia, teollisuus, standardit, ympäristö, energia, kulttuuri jne. Osa näistä toimista voidaan kattaa olemassa olevin talousarvion varoin (esimerkiksi yhteistyövarat, jotka on varattu neljännen tutkimusta ja teknistä kehitystä koskevan puiteohjelman täytäntöönpanoon, PO X/Soulin valtuuskunnalle tarkoitetut tiedotusmäärärahat), mutta todennäköisesti näitä uusia yhteistyöaloitteita varten tarvitaan lisäksi vuotuinen arviolta 250 000 ecun määräraha.

Korean kanssa tehdyn vuoden 1997 yhteistyöohjelman tulisi kattaa jotkut tai kaikki seuraavista toimista:

a. *EU/Korea Wisemen's Clubin* marraskuun 1995 kertomuksessaan ehdottaman EU/Korea –foorumin kokoukset,
b. konferenssi, jonka tavoitteena on edistää vuoropuhelua Korean kuluttajaryhmien ja niitä vastaavien eurooppalaisten järjestöjen välillä (pyrkimyksenä vaikuttaa kuluttajien näkemyksiin eurooppalaisista tuotteista),
c. foorumi, jonka tavoitteena on antaa tietoa yhteistyömahdollisuuksista tutkimuksen ja kehityksen alalla (selvitystä ohjelmien toiminnasta molemmin puolin jne.)
d. alakohtaisten liike-elämän foorumien järjestäminen molempia osapuolia kiinnostavilla aloilla korealaisten ja yhteisön yritysten yhteistyön parantamiseksi (Korea on jo ehdottanut puolijohdetuotteita ja kuluttajaelektroniikkaa vuodelle 1996),
e. tuki Koreaan vievien eurooppalaisten yritysten yhdistysten liiton perustamiseksi (EU/Korea –kauppakamarin perustamisen pohjustamiseksi),
f. *EU-Korea Relationship Prize* –palkinnon käyttöönotto eurooppalaisten tiedotusvälineiden kannustamiseksi runsaampaan ja parempaan Koreaa koskevaan tiedonvälitykseen ja korealaisten tiedotusvälineiden kannustamiseksi runsaampaan ja parempaan

Historical Archive European Commission

20

EU:ta ja sen jäsenvaltioita koskevaan tiedonvälitykseen (*EU/Korea Wisemen 's Clubin* ehdotus sen marraskuun 1995 kertomuksessa),

g. osallistuminen kuluihin järjestettäessä erityisiä kauppaan tai investointeihin liittyviä vierailuja (toissijaisuusperiaatteen mukaisesti).

7.2 Toimenpiteen eri osien kustannusten jako

(miljoona ecua markkinahintoina)

Jako	1997	n + 1	n + 2	n + 3	n + 4	n + 5 ja seuraava budjetti-vuosi	Yhteensä
EU/Korea -foorumi	0,100						
Kuluttajansuojaa käsittelevä konferenssi	0,100						
Valtiontuki	0,050						
Yhteensä	0,250						

7.3 Maksusitoumus- ja maksumäärärahoja koskeva aikataulu
(miljoona ecua)

	1997	1998	n + 2	n + 3	n + 4	n + 5 ja seuraava budjetti-vuosi	Yhteensä
Maksusitoumus-määräraha	0,250						0,250
Maksumääräraha							
1997	0.200						0,200
1998		0,050					0,050
n + 2							
n + 3							
n + 4							
n + 5 ja seuraava budjettivuosi							
Yhteensä	0,200	0,050					0,250

Historical Archives of the European Commission

2.1

8. PETOSTEN TORJUNTAA KOSKEVAT MÄÄRÄYKSET

9. KUSTANNUS-HYÖTYSUHDEANALYYSIN OSAT

9.1. Mitattavat erityistavoitteet ja kohderyhmät.

EU/Korea -foorumi
EU/Korea-foorumi on suunniteltu konferenssiksi, jonka tavoitteena on edistää yhteistyötä kummankin osapuolen liike-elämän, viestimien ja yliopistotahojen kesken Korean hallituksen ja Euroopan komission suojeluksessa. Tämän vuoksi näiden alojen edustajien olisi osallistuttava foorumiin. Yhden tai useamman alan erityiskokoukset voisivat olla sopiva seurantamuoto.

Osanottajat olisi valittava jäsenvaltioiden viranomaisten avustuksella, jotta sekä EU:n mahdollisuuksien että kansallisten mahdollisuuksien huomioon ottaminen voitaisiin varmistaa.

Kuluttajansuojaa käsittelevä konferenssi

Konferenssin tarkoituksena on edistää Korean kuluttajaryhmien ja vastaavien eurooppalaisten ryhmien vuoropuhelua ja antaa Korean kuluttajaryhmille luotettavia tietoja EU:n tämän alan lainsäädännöstä. Korealaisten käsitys ulkomaisista tuotteista perustuu tiettävästi aiempiin kampanjoihin. Siksi on tärkeätä, että paikan päällä toteutettavalla vapaammalla politiikalla oikaistaan tämä väärä kuva eurooppalaisista tuotteista liian kalliina, vaarallisina ja huonolaatuisina.

9.2 Toiminnan perusteet

Korean kanssa tehdyn ensimmäisen puitesopimuksen täytäntöönpano: Taloudellisen yhteistyön kehittäminen Korean kanssa.

9.3 Toiminnan seuranta ja arviointi

Komissio arvioi huolellisesti yhdessä Korean hallituksen kanssa toteutettamansa toiminnan tehokkuuden ja vaikutukset ennen seurantaa koskevaa päätöstään.

10. HALLINTOKUSTANNUKSET (YLEISEN TALOUSARVION III OSASTON A OSA)

Tarvittavien hallinnollisten voimavarojen tehokas käyttö riippuu komission vuosittain tekemästä voimavarojen jakopäätöksestä, jossa otetaan erityisesti huomioon talousarviosta vastaavan viranomaisen hyväksymät lisähenkilöstö ja -varat.

Historical Archives of the European Commission

22

10.1 Vaikutukset työpaikkojen määrään

Työpaikan laji		Henkilöstö, johon toimenpide vaikuttaa		josta		kesto
		pysyvät työpaikat	tilapäiset työpaikat	ao. pääosastolla tai yksikössä olevia voimavaroja	lisävoima-varoja	
Virkamiehet tai tilapäinen muu henkilöstö	A	1		1		rajoittamaton
	B					
	C	1		1		rajoittamaton
Muut voimavarat						
Yhteensä		2		2		

10.2 Lisähenkilöstön yleiset rahoitusta koskevat vaikutukset

Ei vaikutuksia.

10.3 Toimenpiteestä aiheutuvien muiden käyttökulujen lisäys

(ecua)

Budjettikohta (n:o ja otsikko)	Määrä	Laskentatapa
A-2510.11.01	p.m.	Vuorotellen Brysselissä ja Korcassa vuosittain kokoontuva sekakomitea aiheuttaa ainoastaan virkamiesten matkakulut
A-1300.11.01	17 000	
		Viisi meno-paluumatkaa Bryssel-Soul (viisi virkamiestä)
Yhteensä	17 000	ja oleskelukulut (5) Soulissa (3 päivää)

Huom. Määrät vastaavat 12 kuukauden menoja
(kestoa ei ole rajoitettu)

Historical Archives of the European Commission

ISSN 1024-4492

KOM(96) 141 lopullinen

ASIAKIRJAT

FI 11

Luettelonumero : CB-CO-96-155-FI-C

ISBN 92-78-02496-1

Euroopan yhteisöjen virallisten julkaisujen toimisto

L-2985 Luxemburg

Historical Archives of the European Commission

ISSN 1024-4492

KOM(96) 141 lopullinen

ASIAKIRJAT

FI 11

Luettelonumero : CB-CO-96-155-FI-C

ISBN 92-78-02496-1

Euroopan yhteisöjen virallisten julkaisujen toimisto

L-2985 Luxemburg

Historical Archives of the European Commission

EUROPEISKA GEMENSKAPERNAS KOMMISSION

Bryssel den 27.03.1996
KOM(96) 141 slutlig

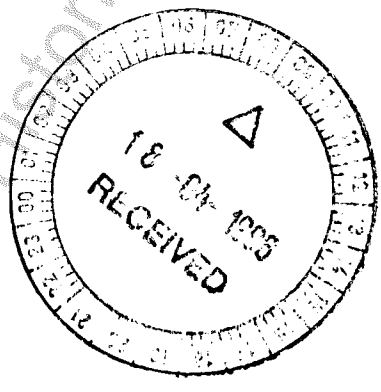
96/ 0098 (CNS)

Förslag till

RÅDETS BESLUT

om ingående av ramavtalet om handel och samarbete mellan Europeiska gemenskapen och dess medlemsstater, å ena sidan, och Korea, å andra sidan

(framlagt av kommissionen)



Historical Archives of the European Commission

[redacted]

MOTIVERING

1. Genom ett beslut av den 8 mars 1995 bemyndigade rådet kommissionen att inleda förhandlingar med Korea i syfte att sluta ett ramavtal om handel och samarbete och antog förhandlingsdirektiv för detta ändamål.

2. Två förhandlingssammanträden har ägt rum i Bryssel, den första den 11 maj 1995 och den andra den 12-13 oktober 1995. Som ett resultat av de samråd mellan kommissionen och Koreas regering som ägde rum i slutet av november 1995 och diplomatiska kontakter paraferades avtalet i Bryssel den 29 februari 1996.

3. När förhandlingsdirektiven antogs förbehöll sig rådet rätten att inte fatta beslut om avtalets rättsliga status förrän förhandlingarna avslutats. Enligt resultatet av diskussionerna i rådet i december 1995 och januari 1996 kommer avtalet att vara ett avtal med både gemenskapen och medlemsstaterna som parter (ett så kallat blandavtal). Avtalet har nu lagts fram för rådet för underskrift och ingående.

4. Kommissionen anser att det paraferade avtalet överensstämmer med de förhandlingsdirektiv som antagits av rådet.

5. Kommissionen kommer att undersöka om den provisoriska tillämpningen av vissa bestämmelser i detta avtal kan godtas av Korea. Om detta är fallet kommer kommissionen i vederbörlig ordning att försöka uppnå ett godkännande av en skriftväxling för detta ändamål.

6. För att ramavtalet om handel och samarbete mellan gemenskapen och dess medlemsstater och Korea skall kunna undertecknas och ingås föreslår kommissionen rådet att godkänna bifogade utkast till beslut.

Historical Archives of the European Commission

EUROPEISKA UNIONENS RÅD HAR BESLUTAT FÖLJANDE

med beaktande av Fördraget om upprättandet av Europeiska gemenskapen, särskilt artiklarna 73c2, 75, 84.2, 113 och 235 i detta, i samband med artikel 228.2 andra meningen samt första stycket i punkt 3 i detta,

med beaktande av kommissionens förslag,

med beaktande av Europaparlamentets yttrande,

efter samråd med Ekonomiska och sociala kommittén, och

med beaktande av följande:

Artikel 1

Ramavtalet för handel och samarbete mellan Europeiska gemenskapen och dess medlemsstater, å ena sidan, och Korea. å andra sidan, godkänns på Europeiska gemenskapens vägnar.

Avtalstexten bifogas detta beslut.

Artikel 2

Kommissionen skall med stöd av medlemsstaternas företrädare, företräda Europeiska gemenskapen i Gemensamma kommittéen i enlighet med artikel 19.3 i ramavtalet om handel samarbete.

Artikel 3

Rådets ordförande skall på gemenskapens vägnar göra den anmälan som avses i artikel 21 i avtalet.

Artikel 4

Detta beslut skall offentliggöras i *Europeiska gemenskapernas officiella tidning*.

Historical Archives of the European Commission

[redacted]

Utfärdat i Bryssel

På rådets vägnar

Ordförande

Historical Archives of the European Commission

(rubrik)

Ramavtal om handel och samarbete mellan Europeiska gemenskapen och dess medlemsstater, å ena sidan, och Republiken Korea å andra sidan

(text)

EUROPEISKA GEMENSKAPEN,

och

KONUNGARIKET BELGIEN,
KONUNGARIKET DANMARK,
FÖRBUNDSREPUBLIKEN TYSKLAND,
HELLENSKA REPUBLIKEN,
KONUNGARIKET SPANIEN,
FRANSKA REPUBLIKEN,
IRLAND,
ITALIENSKA REPUBLIKEN,
STORHERTIGDÖMET LUXEMBURG,
KONUNGARIKET NEDERLÄNDERNA,
REPUBLIKEN ÖSTERRIKE,
PORTUGISISKA REPUBLIKEN,
REPUBLIKEN FINLAND,
KONUNGARIKET SVERIGE,
FÖRENADE KONUNGARIKET STORBRITANNIEN OCH NORDIRLAND,

parter i Fördraget om upprättandet av Europeiska gemenskapen och Fördraget om Europeiska unionen, nedan kallade "medlemsstater",

å ena sidan,

och

REPUBLIKEN KOREA

å andra sidan,

SOM BEAKTAR de traditionella vänskapsbanden mellan Republiken Korea, Europeiska gemenskapen och dess medlemsstater,

Historical Archives of the European Commission

SOM ÅNYO BEKRÄFTAR sitt anammande av demokratiska principer och grundläggande mänskliga rättigheter i enlighet med den allmänna förklaringen om mänskliga rättigheter,

SOM BEKRÄFTAR sin önskan att upprätta en återkommande politisk dialog mellan Europeiska unionen och Republiken Korea, baserad på lika värderingar och strävanden,

SOM INSER att Allmänna tull- och handelsavtalet har spelat en viktig roll för att främja internationell handel i allmänhet och bilateral handel i synnerhet, och att både Republiken Korea och Europeiska gemenskapen bekänner sig i lika hög grad till principerna om fri handel och marknadsekonomi på vilka det avtalet baseras,

SOM ÅNYO BEKRÄFTAR att både Republiken Korea, Europeiska gemenskapen och dess medlemsstater har förbundit sig att fullt ut genomföra sina åtaganden i enlighet med ratificeringen av avtalet om upprättande av Världshandelsorganisationen,

SOM ÄR MEDVETNA om behovet av att bidra till ett fullständigt genomförande av resultaten av Uruguay-rundan inom ramen för GATT och behovet av att tillämpa alla regler som styr internationell handel på ett genomblickbart och icke diskriminerande sätt,

SOM INSER betydelsen av att förstärka den nuvarande förbindelsen mellan parterna med sikte på att främja samarbetet mellan dem, och sin gemensamma önskan att konsolidera, fördjupa och bredda sina förbindelser inom områden av ömsesidigt intresse på grundval av jämlikhet, icke diskriminering, respekt för naturmiljön och till ömsesidig fördel,

SOM ÖNSKAR skapa gynnsamma villkor för en hållbar tillväxt och breddning av handeln och för ekonomiskt samarbete inom olika områden av ömsesidigt intresse,

SOM TROR att det kommer att vara till fördel för parterna att institutionalisera förbindelserna och att upprätta ekonomiskt samarbete sinsemellan, eftersom ett sådant samarbete skulle främja fortsatt utveckling av handel och investeringar,

SOM ÄR UPPMÄRKSAMMA PÅ betydelsen av att underlätta samarbetet mellan enskilda och enheter som är direkt berörda, särskilt i fråga om ekonomiska aktörer och de organ som företräder dessa,

HAR KOMMIT ÖVERENS OM ATT INGÅ DETTA AVTAL OCH FÖR DETTA ÄNDAMÅL SOM BEFULLMÄKTIGADE UTSETT

EUROPEISKA GEMENSKAPEN,

KONUNGARIKET BELGIEN,

KONUNGARIKET DANMARK,

FÖRBUNDSREPUBLIKEN TYSKLAND,

HELLENSKA REPUBLIKEN,

Historical Archives of the European Commission

KONUNGARIKET SPANIEN,

FRANSKA REPUBLIKEN,

IRLAND,

ITALIENSKA REPUBLIKEN,

STORHERTIGDÖMET LUXEMBURG,

KONUNGARIKET NEDERLÄNDERNA,

REPUBLIKEN ÖSTERRIKE,

PORTUGISISKA REPUBLIKEN,

REPUBLIKEN FINLAND,

KONUNGARIKET SVERIGE,

FÖRENADE KONUNGARIKET STORBRITANNIEN OCH NORDIRLAND,

REPUBLIKEN KOREA

SOM, efter att ha utväxlat fullmakter vilka konstateras vara lagligen utställda och gällande;

HAR ÖVERENSKOMMIT FÖLJANDE.

Historical Archives of the European Commission

ARTIKEL 1. Grund för samarbete

Respekten för demokratiska principer och mänskliga rättigheter enligt definitionen i den allmänna förklaringen om mänskliga rättigheter genomsyrar parternas inhemska och internationella politik och utgör ett viktigt element i detta avtal.

Artikel 2. Mål för samarbetet

Med tanke på att stärka samarbetet dem emellan, åtar sig parterna att främja fortsatt utveckling av sina ekonomiska förbindelser. Deras ansträngningar skall särskilt syfta till att

a. gradvis öka och upprätta samarbete om samt bredda handeln till ömsesidig fördel,
b. upprätta ekonomiskt samarbete inom områden av ömsesidigt intresse, inbegripet vetenskapligt och tekniskt samarbete samt industriellt samarbete,
c. underlätta samarbetet mellan företag genom att underlätta investeringsmöjligheterna för båda parter och genom att främja ömsesidigt samförstånd.

Artikel 3. Politisk dialog

En återkommande politisk dialog, baserad på lika värderingar och strävanden, skall upprättas mellan Europeiska unionen och Republiken Korea. Denna dialog skall äga rum i enlighet med de förfaranden som det överenskommits om i den gemensamma förklaringen mellan Europeiska unionen och Republiken Korea i denna fråga.

Artikel 4. Behandling som mest gynnad nation

I enlighet med sina rättigheter och skyldigheter enligt Världshandelsorganisationen skall parterna bevilja varandra behandling som mest gynnad nation.

Artikel 5. Handelssamarbete

1. Parterna åtar sig att främja utvecklingen och breddningen av sitt ömsesidiga handelsutbyte till högsta möjliga nivå och till ömsesidig nytta.

Parterna åtar sig att söka uppnå förbättrade villkor för tillträdet till marknaden. De skall säkerställa att tillämpade tullar för mest gynnad nation fastställs, med hänsyn till olika faktorer, inbegripet den inhemska marknadssituationen för den ena parten och exportintressen för den andra parten. De åtar sig att arbeta för att undanröja handelshinder, särskilt genom att i tid undanröja hinder utan anknytning till tulltaxan och genom att vidta åtgärder för att förbättra insynen, med beaktande av det arbete som utförts av internationella organisationer inom detta område.

Historical Archives of the European Commission

2. Parterna skall vidta åtgärder för att föra en politik som leder till följande:

a. Multilateralt och bilateralt samarbete med inriktning på frågor avseende utveckling av sådan handel som är av intresse för båda parter, inbegripet Världshandelsorganisationens framtida förfaranden. För detta ändamål skall de samarbeta på internationell nivå och bilateralt för att lösa handelsproblem av gemensamt intresse.
b. Främja informationsutbyte mellan ekonomiska aktörer och industriellt samarbete mellan företag för att bredda och utöka befintliga handelsflöden.
c. Utreda och rekommendera handelsbefrämjande åtgärder som kan bidra till utveckling av handeln.
d. Underlätta samarbete mellan de behöriga tullmyndigheterna i Europeiska gemenskapen, dess medlemsstater och Korea.
e. Förbättra tillträdet till marknaden i fråga om industri-, jordbruks- och fiskeriprodukter.
f. Förbättra tillträdet till marknaden för tjänster, såsom finansiella tjänster och telekommunikation.
g. Förstärka samarbetet inom områdena standarder och tekniska föreskrifter.
h. Effektivt skydda immateriell, industriell och kommersiell äganderätt.
i. Organisera handels- och investeringsbesök.
j. Organisera allmänna handelsmässor och mässor för en viss bransch.

3. Parterna skall främja sund konkurrens inom ekonomisk verksamhet genom att fullt ut se till att deras relevanta lagar och andra författningar efterlevs.

4. I enlighet med sina skyldigheter enligt WTO-överenskommelsen om statlig upphandling, skall parterna säkerställa deltagande i upphandlingskontrakt på en icke diskriminerande och ömsesidig grundval.

De skall fortsätta sina diskussioner som syftar till ytterligare ömsesidig öppenhet för deras respektive upphandlingsmarknader inom andra sektorer såsom upphandling av telekommunikationssystem.

Artikel 6. Jordbruk och fiske

1. Parterna enas om att uppmuntra samarbete inom områdena jordbruk och fiske, inbegripet trädgårds- och havsodling. På grundval av diskussioner om sin respektive jordbruks- och fiskeripolitik skall parterna utreda följande:

a. Möjligheterna till ökad handel med jordbruks- och fiskeriprodukter.
b. Inverkan på handeln av sanitära åtgärder och växtskyddsåtgärder samt åtgärder avseende miljön.
c. Kopplingen mellan jordbruk och landsbygdsmiljö.
d. Forskning inom områdena jordbruk och fiske, inbegripet trädgårds- och havsodling.

2. Om så är tillämpligt skall bestämmelserna i punkt 1 i denna artikel tillämpas på de produkter och tjänster som avser bearbetningsindustrin för jordbruksprodukter.

Historical Archives of the European Commission

3. Parterna åtar sig att följa villkoren i WTO:s avtal om sanitära åtgärder och växtskyddsåtgärder och är beredda att inleda samråd på begäran från en av parterna och att diskutera förslag från den andra parten om tillämpningen av harmoniseringen av sanitära åtgärder och växtskyddsåtgärder, med beaktande av de överenskomna standarderna i andra internationella organisationer såsom OIE, IPPC och Codex Alimentarius.

Artikel 7. Sjöfart

1. Parterna åtar sig att sträva efter att få oinskränkt tillträde till den internationella sjöfarten och sjöfartsmarknaden baserat på sund konkurrens på en kommersiell grundval, i enlighet med bestämmelserna i denna artikel.

a) Bestämmelsen ovan påverkar inte tillämpningen av de rättigheter och skyldigheter som uppkommer genom Förenta nationernas uppförandekod för linjekonferenser såsom den tillämpas för en eller flera avtalsslutande parter till detta avtal. Icke-konferensanslutna linjerederier kommer att kunna verka i konkurrens med en konferens så länge som de vidhåller principerna om sund konkurrens på en kommersiell grundval.

b) Parterna bekräftar sitt åtagande att bygga upp en sund och konkurrensmässig miljö för tank- och torrlastsjöfarten. Med avseende på detta åtagande kommer Republiken Korea att vidta nödvändiga åtgärder för att gradvis avveckla den befintliga lastreservationen för bestämda bulkvaror för koreanska fartyg under en övergångsperiod till och med den 31 december 1998.

2. Som en följd av målet i punkt 1 skall parterna

a) avstå från att införa bestämmelser om lastdelning i framtida bilaterala avtal med tredje land beträffande tank- och torrlastsjöfart samt linjesjöfart, utom i undantagsfall när, med hänsyn till linjesjöfart, rederier från den ena eller den andra parten i detta avtal inte på något annat sätt har någon möjlighet att idka handel till och från det berörda tredje landet,

b) avstå från att, vid detta avtals ikraftträdande, vidta administrativa och tekniska åtgärder samt lagstiftnings-åtgärder vilka skulle kunna leda till åtskillnad i behandlingen av deras egna medborgare eller företag å ena sidan och den andra partens å andra sidan vid utövande av tjänster i internationell sjöfart,

c) bevilja fartyg som drivs av den andra partens medborgare eller företag en behandling som inte är mindre gynnsam än den som beviljats för dess egna fartyg, med avseende på tillträdet till de hamnar som är öppna för internationell handel, användningen av hamnarnas infrastrukturella och andra maritima tjänster, såväl som till dessa hörande avgifter, tullformaliteter och tilldelning av kajplatser och möjligheter till lastning och lossning.

3. I denna artikel skall tillgången till den internationella sjöfartsmarknaden bl.a. inbegripa rättighet för de som idkar internationell sjöfart från vardera parten att

Historical Archive of the European Commission

arrangera transporttjänster "från dörr till dörr" inbegripet en sträcka till sjöss, och att för detta ändamål direkt avtala med lokala företagare verksamma inom av andra transportsätt än sjöfart inom den andra partens territorium utan att det påverkar tillämpliga nationella restriktioner beträffande gods- och passagerartransport genom dessa övriga transportsätt.

4. Bestämmelserna i denna artikel är tillämpliga på företag i Europeiska gemenskapen och koreanska företag. Bestämmelserna i denna artikel skall även omfatta rederier som ligger utanför Europeiska gemenskapen eller Republiken Korea och kontrolleras av en medlemsstat eller Republiken Korea, om deras fartyg är registrerade i den medlemsstaten eller i Republiken Korea i enlighet med deras respektive lagstiftning.

5. Speditörers verksamhet i Europeiska gemenskapen och Republiken Korea skall vid behov handläggas genom särskilda avtal

Artikel 8. Varvsindustrin

1. Parterna är överens om att samarbeta inom varvsindustrin med syfte att främja sunda och konkurrensmässiga marknadsvillkor och beakta den allvarliga strukturella obalansen mellan tillgång och efterfrågan och den marknadstrend som hämmar världens varvsindustri. På grund av detta skall parterna inte anta eller vidta någon åtgärd för att stödja sin varvsindustri på ett sätt som skulle kunna snedvrida konkurrensen eller möjliggöra för deras varvsindustri att undvika någon framtida svår situation, i enlighet med OECD: avtal om varvsindustrin.

2. Parterna enas om att, på begäran av någon av parterna, samråda om genomförandet av OECD:s avtal om varvsindustri, informationsutbytet om utvecklingen av världsmarknaden för skepp och varv och om andra problem som kan uppstå inom denna sektor.

   Företrädarna för varvsindustrin kan efter överenskommelse mellan parterna inbjudas som observatörer vid sådana samråd.

Artikel 9. Skydd av immateriell, industriell och kommersiell äganderätt

1. Parterna åtar sig att säkerställa ett adekvat och effektivt skydd för immateriell, industriell och kommersiell äganderätt, inbegripet effektiva medel för att stärka sådana rättigheter.

Historical Archives of the European Commission

2. Parterna är överens om att genomföra WTO:s avtal om handelsrelaterade aspekter på immateriell äganderätt senast den 1 juli 1996[1].

3. Parterna bekräftar den vikt som de fäster vid de åtaganden som återfinns i multilaterala konventioner om skydd av immateriell äganderätt. Parterna skall vidta åtgärder för att så snart som möjligt tillträda de konventioner i bilagan som de ännu inte har tillträtt.

Artikel 10. Tekniska föreskrifter, standarder och bedömning av överensstämmelse

1. Utan att det påverkar tillämpningen av deras internationella åtaganden inom ramen för deras ansvarsområde och i enlighet med deras lagar, skall parterna främja användningen av internationellt erkända standarder och system för bedömning av överensstämmelsen.

För detta ändamål skall särskild uppmärksamhet riktas mot följande:

a. Informationsutbyte och teknisk expertis inom områdena standardisering, ackreditering, metrologi och certifiering, såväl som gemensam forskning när sådan är nödvändig.
b. Främjande av ömsesidigt utbyte och kontakt mellan relevanta organ och institutioner.
c. Sektorsvisa samråd.
d. Samarbete i fråga om kvalitetsledning.
e. Förstärkning av samarbetet inom området för tekniska föreskrifter, särskilt genom ingående av ett avtal om ömsesidigt erkännande av resultaten av bedömningen av överensstämmelse, som medel för att underlätta handeln och för att undvika eventuella störningar som kan vara till men för denna utveckling,
f. Deltagande och samarbete inom ramen för relevanta internationella avtal med syfte att främja antagandet av harmoniserade standarder.

2. Parterna skall säkerställa att standarder och bedömningar av överensstämmelse inte utgör onödiga handelshinder.

Artikel 11. Samråd

1. Parterna enas om att främja informationsutbyte om handelsåtgärder.

Vardera parten åtar sig att på lämpligt sätt informera den andra parten om tillämpningen av de åtgärder som förändrar de importtullar som tillämpas för mest gynnad nation och som påverkar den andra partens export.

---

[1] För Republiken Korea med undantag av den lag om agrokemisk förvaltning som träder i kraft den 1 januari 1997 och lagen om fröplantsindustrin (samt lagen om skydd av geografiska beteckningar) som träder i kraft före den 1 juli 1998, om inte annat följer av republikens lagstiftningsförfarande.

Historical Archives of the European Commission

Vem som helst av parterna kan begära samråd om handelsåtgärder. När en sådan begäran inges, skall samråden äga rum snarast för att så snart det går möjliggöra en konstruktiv lösning som är godtagbar för båda parter.

2. Vardera parten samtycker till att underrätta den andra parten om införandet av antidumpningsförfaranden mot den andra partens produkter.

Med full respekt för WTO:s avtal om antidumpnings- och antisubventionsåtgärder skall parterna välvilligt beakta och bereda adekvat möjlighet till samråd om eventuella förelägganden som ingetts av någon av parterna med avseende på antidumpningsförfaranden och antisubventionsförfaranden.

3. Parterna enas om att samråda med varandra om eventuella tvister som kan uppstå vid genomförandet av detta avtal. Om någon av parterna begär ett sådant samråd skall det äga rum vid första bästa tillfälle. Den part som begär samråd skall till den andra parten lämna all information som är nödvändig för en noggrann utredning om situationen. Genom sådana samråd skall man försöka att lösa handelstvister så snabbt som möjligt.

4. Bestämmelserna i denna artikel skall inte på något sätt påverka tillämpningen av vardera partens inhemska förfaranden för att anta och ändra handelsåtgärder, eller förfaranden för anmälan, samråd och tvistlösning enligt WTO:s avtal.

Artikel 12. Ekonomiskt och industriellt samarbete

1. Parterna skall, med hänsyn till sitt ömsesidiga intresse och sin respektive ekonomiska politik och sina respektive ekonomiska mål, främja ekonomiskt och industriellt samarbete inom alla områden som de anser vara lämpliga.

1. Målen för ett sådant samarbete skall särskilt vara att

* främja informationsutbyte mellan ekonomiska aktörer, och utveckla och förbättra befintliga nätverk, samtidigt som man tillser att personuppgifter skyddas på lämpligt sätt,
* få till stånd informationsutbyte om villkoren för samarbetet inom alla tjänsteområden såväl som informationsinfrastrukturer,
* främja ömsesidigt fördelaktiga investeringar och upprätta ett klimat som gynnar investeringar,
* förbättra den ekonomiska miljön och affärsklimatet.

3. För att uppnå detta mål skall parterna bl.a. sträva efter att

a. bredda och förstärka de ekonomiska banden sinsemellan,
b. upprätta branschspecifika kanaler för samarbete,
c. främja industriellt samarbete mellan företag, särskilt mellan små och medelstora företag,
d. främja en hållbar utveckling av sina ekonomier,
e. uppmuntra produktionsmetoder som inte är till skada för miljön,

Archive of the European Commission

f. uppmuntra investerings- och teknikflöden,
g. öka den ömsesidiga förståelsen av och medvetenheten om respektive affärsmiljöer.

Artikel 13. Droger och tvättning av pengar

1. Parterna skall samarbeta för att öka effektiviteten av politik och åtgärder i syfte att motverka den olagliga produktionen, tillgången och trafiken i fråga om narkotika och psykotropa ämnen, inbegripet förebyggandet av avledning av prekursorer, såväl som för att främja en minskning av efterfrågan av droger. Samarbetet inom detta område skall baseras på ömsesidigt samråd och nära samordning mellan parterna om målen och åtgärderna inom de olika drogrelaterade områdena.

2. Parterna enas om nödvändigheten av allvarliga ansträngningar och samarbete för att förebygga att deras finansiella system utnyttjas för tvättning av sådana tillgångar som erhållits genom brottslig verksamhet i allmänhet och narkotikarelaterad brottslighet i synnerhet.

Samarbetet inom detta område skall syfta till att upprätta lämpliga normer mot penningtvätt med beaktande av de som har antagits av internationella fora inom detta område, särskilt den finansiella aktionsgruppen (FATF).

Artikel 14. Samarbete inom vetenskap och teknik

1. I enlighet med sitt ömsesidiga intresse och målen för sin politik beträffande vetenskap åtar sig parterna att främja samarbete inom vetenskap och teknik. För detta ändamål skall parterna sträva efter att särskilt uppmuntra följande:

* Informationsutbyte och know-how inom området vetenskap och teknik.
* En dialog om utarbetandet och genomförandet av forskningspolitik respektive teknisk utvecklingspolitik.
* Samarbete inom området informationsteknik, såväl som inom de tekniker och den industri som berör samverkan mot ett globalt informationssamhälle.
* Samarbete inom områdena energi och miljöskydd.
* Samarbete inom vetenskapliga och tekniska sektorer av gemensamt intresse.

2. Med syfte att uppnå målen för sin respektive politik, skall parterna bl.a. sträva efter att

* utbyta information om forskningsprojekt inom områdena energi, miljöskydd, telekommunikations- och informationsteknik, och industrin för informationsteknik,
* befrämja forskarutbildning med lämpliga medel,
* uppmuntra tekniköverföring på grundval av principen om ömsesidig nytta,
* tillsammans organisera seminarier med framstående forskare från båda parter,
* uppmuntra forskare från båda parter att bedriva gemensam forskning inom områden av ömsesidigt intresse.

Historical Archive of the European Union

3. Parterna enas om att allt samarbete och all gemensam verksamhet inom området vetenskap och teknik skall äga rum på grundval av ömsesidighet.

Parterna enas om att effektivt skydda den information och immateriella egendom som följer av samarbetet mot eventuellt missbruk eller otillåten användning av andra än de legitima innehavarna.
Om någon av parternas institutioner, organ och företag deltar inom den andra partens särskilda utvecklingsprogram för forskning och teknik, som t.ex. de som inrättats inom Europeiska gemenskapens allmänna ramprogram, skall detta deltagande och spridning samt utnyttjande av den kunskap som blir resultatet av detta äga rum i enlighet med de allmänna bestämmelser som fastställts av den andra parten.

4. Prioriteringar för samarbetet skall fastställas genom samråd mellan parterna. Om inte annat följer av föregående punkt skall deltagande privata sektorinstitutioners, organs och företags deltagande i samarbetsverksamheter och särskilda forskningsprojekt av gemensamt intresse uppmuntras.

Artikel 15. Samarbete i miljöfrågor

Parterna skall upprätta samarbetsförbindelser i syfte att skydda och bibehålla miljön. Detta kommer att äga rum genom följande:

- Informationsutbyte om miljöpolitik och dess genomförande mellan berörda tjänstemän i Europeiska kommissionen och berörda myndigheter i Republiken Korea.
- Informationsutbyte om tekniker som är sunda ur miljösynpunkt.
- Utbyte av personal.
- Främjande av samarbete om miljöfrågor som diskuterats i internationella fora där Europeiska gemenskapen och Republiken Korea deltar, särskilt Förenta nationernas kommission om hållbar utveckling och andra fora där internationella konventioner om miljön debatteras.
- Diskussion om uppföljning av hållbar utvecklingspraxis och särskilt samarbete om genomförandet av agenda 21 och andra uppföljningsverksamheter genom Förenta nationernas konferens om miljö och utveckling (UNCED).
- Samarbete om gemensamma miljöprojekt.

Artikel 16. Energi

Parterna erkänner betydelsen av energisektorn för ekonomisk och social utveckling och är villiga att, inom ramen för sina respektive befogenheter, utvidga samarbetet inom detta område. Målen för ett sådant samarbete kommer att vara att

* främja marknadsekonomiska principer genom att fastställa konsumentpriser i enlighet med marknadsprinciperna,
* diversifiera energitillgångarna,
* utveckla nya och förnyelsebara energiformer,
* uppnå rationell användning av energi, särskilt genom att främja efterfrågepåverkande åtgärder,

Historical Archives of the European Commission

* utveckla bästa möjliga villkor för tekniköverföring för att få till stånd effektiv energiförbrukning.

För dessa ändamål enas parterna om att främja gemensamma utredningar och gemensam forskning, såväl som kontakter mellan de ansvariga för energiplanering.

Artikel 17. Samarbete inom kultur, information och kommunikation

Parterna åtar sig att upprätta samarbete inom områdena information och kommunikation för att uppnå bättre ömsesidigt samförstånd, med beaktande av den kulturella dimensionen av förbindelserna sinsemellan.

Dessa åtgärder kommer särskilt att innebära följande:

* Informationsutbyte i frågor av gemensamt intresse avseende kultur och information.
* Anordnande av kulturella evenemang.
* Kulturellt utbyte.
* Akademiskt utbyte.

Artikel 18. Samarbete om utvecklingen av tredje land

Parterna enas om att utbyta information om sin politik för utvecklingsbistånd med syfte att få till stånd en återkommande dialog om målet för denna politik och om sina respektive program för utvecklingsbistånd i tredje land. De skall utreda i vilken omfattning ett mer betydande samarbete är genomförbart, i enlighet med sin respektive lagstiftning och de villkor som tillämpas för genomförandet av dessa program.

Artikel 19. Gemensamma kommittén

1. Parterna skall enligt detta avtal upprätta en gemensam kommitté bestående av företrädare för Europeiska unionens råds medlemmar och företrädare för Europeiska gemenskapernas kommission, å ena sidan, och företrädare för Republiken Korea, å andra sidan. Samråd skall hållas i kommittén för att underlätta genomförandet och för att befordra de allmänna målen i detta avtal.

2. Gemensamma kommittén skall

* säkerställa att avtalet tillbörligen följs,
* studera utvecklingen av handel och samarbete mellan de två parterna,
* finna lämpliga metoder för att avvärja problem som kan uppstå inom de områden som omfattas av avtalet,
* söka vägar för att utveckla och diversifera handeln,
* utbyta åsikter och komma med förslag i ämnen av gemensamt intresse avseende handel och samarbete, inbegripet framtida verksamhet och de medel som står till förfogande för detta,

Historical Archives of the European Commission

* framföra rekommendationer som är lämpliga för att främja utvidgningen av handel och samarbete, med hänsyn till behovet av att samordna de föreslagna åtgärderna.

3. Gemensamma kommittén skall vanligen sammanträda en gång per år i Bryssel och Seoul växelvis. Extra kommittémöten skall hållas på begäran av en av parterna. Vardera parten skall växelvis vara ordförande i Gemensamma kommittén.

4. Gemensamma kommittén kan inrätta särskilda underkommittéer som skall bistå den vid utförandet av dess uppgifter. Dessa underkommittéer skall lämna detaljerade rapporter om sin verksamhet till gemensamma kommittén vid vart och ett av dess möten.

Artikel 20. Definition

I detta avtal avses med termen "parterna" Europeiska gemenskapen eller dess medlemsstater, eller Europeiska gemenskapen och dess medlemsstater, i enlighet med sina respektive befogenheter, å ena sidan, och Republiken Korea, å andra sidan.

Artikel 21. Ikraftträdande och varaktighet

1. Detta avtal träder i kraft den första dagen i den månad som följer efter den dag då parterna anmäler till varandra att de har uppfyllt de rättsliga förfaranden som är nödvändiga för detta ändamål.

2. Detta avtal ingås för en femårsperiod. Det skall underförstått förnyas varje år om inte en av parterna säger upp det skriftligen sex månader före dagen för upphörande.

Artikel 22. Anmälan

Sådan anmälan som görs i enlighet med artikel 21 skall överlämnas till Europeiska unionens råds generalsekreterare respektive Republiken Koreas utrikesministerium.

Artikel 23. Icke-uppfyllelse av avtalet

Om en av parterna anser att den andra parten inte har uppfyllt sina åtaganden enligt detta avtal kan den vidta tillämpliga åtgärder. Innan den gör det, utom under omständigheter av särskild vikt, skall den till den andra parten överlämna all relevant information som erfordras för en grundlig undersökning av situationen med syfte att finna en lösning som är godtagbar för båda parter. Vid val av åtgärder måste prioritet ges åt de som minst rubbar detta avtals genomförande. Den andra parten skall genast underrättas om dessa åtgärder och de skall utgöra underlag för samråd om den andra parten så begär.

Historical Archives of the European Commission

Artikel 24. Framtida utveckling

Parterna kan genom ömsesidigt samtycke utvidga detta avtal i syfte att utöka samarbetet och göra tillägg till det genom avtal om särskilda sektorer eller verksamheter.

Med avseende på genomförandet av detta avtal kan vem som helst av parterna lägga fram förslag för att utöka omfattningen av samarbetet, med beaktande av den erfarenhet som uppnåtts vid avtalets tillämpning.

Artikel 25. Förklaringar och bilaga

De gemensamma förklaringarna och bilagan till detta avtal utgör en integrerad del av detta avtal.

Artikel 26. Territoriell tillämpning

Detta avtal skall, å ena sidan, tillämpas på Republiken Koreas territorium och, å andra sidan, på de territorier i vilka Fördraget som upprättandet av Europeiska gemenskapen tillämpas och enligt villkoren i det fördraget.

Artikel 27. Autentiska texter

Detta avtal skall upprättas i två exemplar på danska, engelska, finska, franska, grekiska, italienska, nederländska, portugisiska, spanska, svenska, tyska och koreanska, vilka samtliga texter är lika giltiga.

Till bekräftelse härav har de utsedda befullmäktigade undertecknat detta avtal.

Utfärdat i ..... den ..... år nittonhundranittio****

FÖR EUROPEISKA GEMENSKAPEN:

FÖR KONUNGARIKET BELGIEN:

FÖR KONUNGARIKET DANMARK:

FÖR FÖRBUNDSREPUBLIKEN TYSKLAND:

Historical Archives of the European Commission

FÖR HELLENSKA REPUBLIKEN:

FÖR KONUNGARIKET SPANIEN:

FÖR FRANSKA REPUBLIKEN:

FÖR IRLAND:

FÖR ITALIENSKA REPUBLIKEN:

FÖR STORHERTIGDÖMET LUXEMBURG:

FÖR KONUNGARIKET NEDERLÄNDERNA:

FÖR REPUBLIKEN ÖSTERRIKE:

FÖR PORTUGISISKA REPUBLIKEN:

FÖR REPUBLIKEN FINLAND:

FÖR KONUNGARIKET SVERIGE:

FÖR FÖRENADE KONUNGARIKET STORBRITANNIEN OCH NORDIRLAND:

FÖR REPUBLIKEN KOREA:

Historical Archives of the European Commission

BILAGA

Konventioner om immateriell, industriell och kommersiell egendom

- Bernkonventionen om skydd av litterära och artistiska arbeten (Parisakten 1971)
- Internationell konvention om skydd av artister, producenter av fonogram och organisationer för radio- och TV-sändningar (Rom 1961)
- Pariskonventionen om skydd av industriell äganderätt (Stockholmsakten 1967, ändrad år 1979)
- Fördraget om patentsamarbete (Washington 1970, ändrat år 1984)
- Madridavtalet om internationell registrering av märken (Stockholmsakten 1967, ändrad år 1979)
- Protokoll om Madridavtalet om internationell registrering av varumärken (Madrid 1989)
- Niceavtalet om internationell klassificering av varor och tjänster för registrering av märken (Genève 1977, ändrat år 1979)
- Budapestfördraget om internationellt erkännande av deponering av mikroorganismer för patentförfarande (1977, ändrat år 1980)
- Internationella konventionen om skydd av växtförädlingsprodukter (UPOV) (Genèveakten 1991)

Historical Archives of the European Commission

Gemensam förklaring om artikel 7

Vardera parten skall göra det möjligt för den andra partens rederier att ha sin handelsrepresentation i dess territorium för att kunna utöva rederiverksamhet enligt villkor om etablering och drift som inte får vara mindre fördelaktiga än de som beviljas dess egna rederier eller tredje lands dotterbolag eller filialer, varvid de mest fördelaktiga villkoren härvidlag skall tillämpas.

Gemensam förklaring om artikel 9

Parterna enas om att i detta avtal med immateriell, industriell och kommersiell äganderätt avse särskilt upphovsrätt, inbegripet upphovsrätt till dataprogram, och närstående rättigheter, patenträttigheter, industrimönster, geografiska beteckningar, inbegripet ursprungsbestämning, varu- och tjänstemärken, kretsmönster till integrerade kretsar såväl som skydd mot otillbörlig konkurrens enligt artikel 10a i Pariskonventionen om skydd av industriell äganderätt och skydd av dold information om know-how.

Gemensam tolkningsförklaring om artikel 23

1) Parterna enas genom samtycke om att, för dess korrekta tolkning och praktiska tillämpning, uttrycket "omständigheter av särskild vikt" som återfinns i artikel 23 i avtalet skall avse väsentliga avtalsbrott som är av avgörande betydelse för avtalet och som begås av en av parterna. Med "väsentligt avtalsbrott" avses

a. ett förkastande av avtalet, om detta inte godkänns genom de allmänna bestämmelserna i folkrätten eller
b. överträdelse av avtalets viktigaste grundvillkor som återfinns i artikel 1.

2) Parterna enas om att "tillämpliga åtgärder" som anges i artikel 23 är åtgärder som vidtagits i enlighet med folkrätten.

Historical Archives of the European Commission

ENSIDIGA FÖRKLARINGAR[2]

Europeiska gemenskapens förklaring om artikel 8

Europeiska gemenskapen uttrycker sina farhågor för och lägger stor vikt vid de problem som skapats och som kan skapas genom den nuvarande expanderingstrenden i fråga om varvsindustrins kapacitet på världsmarknaden.

I detta hänseende vill den påminna om den förklaring som den avlade i Paris vid ingåendet av förhandlingarna om OECD:s avtal om varvsindustrin den 21 december 1994, vilken fortfarande är lika giltig på denna punkt.

Europeiska gemenskapen inbjuder Republiken Korea att på lämpligt sätt samarbeta med Europeiska gemenskapen och andra signatärstater till OECD:s avtal om varvsindustrin för att minska den allvarliga strukturella obalansen mellan tillgång och efterfrågan inom världsmarknaden för varvsindustrin.

Koreas förklaring om artikel 7.2

Korea förklarar att man avseende bestämmelserna i punkt 2.a i artikel 7 (Sjöfart) kommer att tillåta införandet av lastdelningsklausuler i framtida bilaterala avtal med tredje land bara i undantagsfall när Koreas linjerederier inte på något annat sätt har möjlighet att bedriva transport till och från det berörda tredje landet.

Historical Archives of the European Commission

2 Dessa förklaringar kommer att göras vid undertecknandet av avtalet.

BUDGETÅR 1997

Redovisning av budgetkonsekvenserna

1. ÅTGÄRDENS BETECKNING

Genomförande av Ramavtalet om handel och samarbete mellan Europeiska gemenskapen och dess medlemsstater å ena sidan och Sydkorea å andra sidan. - Särskilda åtgärder på områdena ekonomiskt samarbete och samarbete av allmän natur. Dessa åtgärder kommer att vidtas i enlighet med EU-Asien-strategin (KOM (94) 314 slutlig; särskilt avsnitt 2.2).

2. BERÖRD(A) BUDGETPOST(ER)

Med beaktande av ifrågavarande budgetstrukturer skulle budgetrubriken kunna vara post B7-8700 Handelsmässiga och ekonomiska samarbetsavtal med tredje land. Denna är underordnad det årliga budgetförfarandets resultat.

3. RÄTTSLIG GRUND

Artiklarna 113 och 235 i Romfördraget.

4. BESKRIVNING AV ÅTGÄRDEN

4.1 Åtgärdens allmänna målsättning

Att ytterligare främja utvecklingen av ekonomiska relationer med Sydkorea i enlighet med det ramavtal som ingåtts med Sydkorea. Detta avtal kommer särskilt att omfatta de områden som faller inom GD I:s ansvarsområde (handelssamarbete, handelsbesök, främjande av kontakter mellan ekonomiska aktörer och särskilda samarbetsaktiviteter av allmän natur).

4.2 Period som omfattas av åtgärden och bestämmelser om dess förlängning

Ramavtalet kommer att vara i kraft under en period av fem år och kan med tyst samtycke förnyas varje år efter det att denna period förflutit.

5. KLASSIFICERING AV UTGIFTER OCH INKOMSTER

5.1 Icke obligatoriska utgifter

5.2 Differentierade anslag

5.3 *Förutsebara typer av inkomster*: inte tillämplig

6. TYP AV UTGIFTER OCH INKOMSTER

- Bidrag med 100 % (endast undantagsvis).

- Bidrag för samfinansiering med andra källor inom den offentliga eller privata sektorn (särskilt med regeringen i Sydkorea).

Historical Archives of the European Commission

7. BUDGETKONSEKVENSER

7.1 Metod för att beräkna åtgärdens totala kostnad (förhållande mellan individuella kostnader och den totala kostnaden)

Ramavtalet kommer att undertecknas 1996 och bör därför genomföras under 1997 och därefter.

Ramavtalet är det första avtalet av allmän natur som slutits med Sydkorea. Särskilda åtgärder kommer därför att finansieras ur ett nytt driftsbudgetanslag. Ramavtalet förutser ekonomiskt samarbete på ett antal områden, t.ex. vetenskap och teknik, industri, standarder, miljö, energi, kultur etc. Då en del av dessa aktiviteter eventuellt omfattas av befintliga budgetanslag (t.ex. samarbetsfonder som är öronmärkta för genomförande av det fjärde ramprogrammet för forskning och teknisk utveckling; informationsbudgeten har tilldelats GD X/delegationen i Seoul) är det troligt att ytterligare ett anslag om uppskattningsvis 250 000 ecu per år kommer att behövas för dessa nya initiativ till samarbete.

1997 års program för samarbete med Sydkorea bör omfatta några av eller samtliga följande aktiviteter:

a. Möten i ett EU/Sydkorea-forum vars skapande föreslogs av EU/Sydkorea Wisemen's Club i dess rapport från november 1995.

b. En konferens i syfte att främja en dialog mellan sydkoreanska konsumentgrupper och deras europeiska motsvarigheter (för att påverka konsumenters medvetenhet om europeiska produkter).

c. Ett forum i syfte att tillhandahålla upplysningar om möjligheterna till samarbete på området för forskning och utveckling (för att förklara programmens funktion på båda sidor etc.).

d. Organisation av fora för olika affärsverksamheter på områden som är av gemensamt intresse i syfte att uppmuntra samarbete mellan företag på båda sidor (Sydkorea har redan föreslagit halvledare och konsumentelekronik för 1996).

e. Ett bidrag till skapande av ett förbund av sammanslutningar av europeiska företag som exporterar till Sydkorea (för att bereda väg för skapandet av en handelskammare för EU/Sydkorea).

f. Skapande av ett "pris för goda relationer mellan EU och Sydkorea" vars syfte skulle vara att uppmuntra europeisk media att ge mer och bättre upplysningar om Sydkorea och sydkoreansk media att ge mer och bättre upplysningar om EU och dess medlemsstater (på förslag av EU/Sydkorea Wisemen's Club i dess rapport från november 1995).

g. Delaktighet i kostnader för organisationen av särskilda handels- och investeringsbesök (i linje med subsidiaritetsprincipen).

Historical Archives of the European Commission

7.2 Kostnadsfördelning för åtgärdens olika delar

Åtagandebemyndiganden i miljoner ecu (löpande priser)

Fördelning	1997	n + 1	n + 2	n + 3	n + 4	n + 5 och följande budgetår	Totalt
EU/Sydkorea-forum Konsumentkonferens Bidrag	0,100 0,100 0,050						
Totalt	0,250						

7.3 Plan över åtagandebemyndiganden/betalningsbemyndiganden

Åtagandebemyndiganden i miljoner ecu

	1997	1998	n + 2	n + 3	n + 4	n + 5 och följande budgetår	Totalt
Åtagande-bemyndigande	0,250						0,250
Betalnings-bemyndigande							
1997	0,200						0,200
1998		0,050					0,050
n + 2							
n + 3							
n + 4							
n + 5 och följande budgetår							
Totalt	0,200	0,050					0,250

8. BESTÄMMELSER FÖR BEDRÄGERIBEKÄMPNING

9. ANALYS AV KOSTNADSEFFEKTIVITET

9.1. Särskilda och kvantifierbara målsättningar samt målgrupper

EU/Sydkorea-forum

Historical Archives of the European Commission

EU/Sydkorea-forumet är avsett att vara en konferens som syftar till att främja samarbete mellan näringsliv, media och akademiska samfund på båda sidor under ledning av den sydkoreanska regeringen och Europeiska kommissionen. Företrädare för dessa sektorer bör därför delta. Särskilda möten för en eller flera sektorer skulle kunna vara en lämplig uppföljning.

Deltagare bör väljas med hjälp av myndigheterna i medlemsstaterna i syfte att se till att samarbetsmöjligheter på både nationell nivå och gemenskapsnivå tas i beaktande.

Konferens om konsumentskydd

Konferensen om konsumentskydd är avsedd att främja en dialog mellan sydkoreanska konsumentgrupper och deras europeiska motsvarigheter och att tillhandahålla de tidigare med tillförlitliga upplysningar om EG-lagstiftning på detta område. Sydkoreaner är kända för att ha en uppfattning om utländska produkter som färgats av tidigare sparsamhetskampanjer. Det är viktigt att med en mer liberal politik korrigera den falska bilden av europeiska produkter som dyrare, farligare och av sämre kvalitet.

9.2 Skäl för åtgärden

Genomförande av det första ramavtalet med Sydkorea och utveckling av det ekonomiska samarbetet med Sydkorea.

9.3 Uppföljning och utvärdering av åtgärden

Kommissionen kommer noggrant att utvärdera effektiviteten och påverkan av de åtgärder som den organiserar tillsammans med den sydkoreanska regeringen, innan den beslutar om uppföljningsåtgärder.

10. ADMINISTRATIVA KOSTNADER (DEL A I AVSNITT III I DEN ALLMÄNNA BUDGETEN)

Kommissionens årliga beslut om tilldelning av medel kommer att innebära en effektiv mobilisering av nödvändiga administrativa resurser, särskilt med beaktande av personal och tilläggsbelopp som skall godkännas av den budgetansvariga myndigheten.

Historical Archives of the European Commission

10.1 Konsekvenser för antalet arbetstillfällen

Typ av arbetstillfällen		Personal som påverkas av förvaltningen av åtgärden		varav		varaktighet
		fasta arbetstillfällen	tillfälliga arbetstillfällen	genom användning av befintliga resurser inom berört GD eller berörd enhet	genom utnyttjande av supplementära resurser	
Tjänstemän eller tillfällig personal	A	1		1		tills vidare
	B					
	C	1		1		tills vidare
Andra resurser						
Totalt		2		2		

10.2 Allmänna budgetkonsekvenser av att anlita supplementära mänskliga resurser

Inga.

10.3 Ökning av andra driftsutgifter som orsakas av åtgärden

(ecu)

Budgetpost (nr och rubrik)	Belopp	Beräkningsmetod
A-2510.11.01	p.m.	Den årligen återkommande gemensamma kommittén som alternerar mellan Bryssel och Sydkorea och som endast innebär utgifter för tjänstemäns tjänsteresor.
A-1300.11.01	17 000	Fem stycken tur och retur Bryssel - Seoul (fem tjänstemän) och fem traktamenten för Seoul (tre dagar)
Totalt	17 000	

Obs. Beloppen motsvarar utgifter för 12 månader (varaktighet tills vidare).

Historical Archives of the European Commission

ISSN 1024-4506

KOM(96) 141 slutlig

DOKUMENT

SV 11

Katalognummer : CB-CO-96-155-SV-C

ISBN 92-78-02497-X

Byrån för Europeiska gemenskapernas officiella publikationer

L-2985 Luxemburg

Historical Archives of the European Commission